

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

---

DE LA  
**TRANSMISSION DU BÉNÉFICE**

DU  
CONTRAT D'ASSURANCE SUR LA VIE

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le mardi 30 mai 1899, à 10 heures*

PAR  
HENRI GUILLON  
AVOCAT A LA COUR D'APPEL

---

PARIS  
LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE  
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR  
14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

---

1899













**THÈSE**  
**POUR LE DOCTORAT**



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

---

DE LA  
**TRANSMISSION DU BÉNÉFICE**

DU  
**CONTRAT D'ASSURANCE SUR LA VIE**

---

**THÈSE POUR LE DOCTORAT**

---

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

*Sera soutenu le mardi 30 mai 1899, à 10 heures*

PAR

**HENRI GUILLON**

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

---

*Président : M. LÉON MICHEL.*

*Suffragants : { MM. MASSIGLI, } professeurs.*  
*{ THALLER, }*

---



**PARIS**

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

**ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR**

**14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13**

**1899**





*A MA FAMILLE*





## BIBLIOGRAPHIE

**About.** — De l'assurance.

*Annales de droit commercial.*

**Alauzet.** — Code de commerce.

**Aubry et Rau.** — Cours de droit civil français (5<sup>e</sup> éd.).

**Bailly.** — Transmission du contrat d'assurance sur la vie.

**Baudry-Lacantinerie et Barde.** — Des obligations.

**Bédarride.** — Lettre de change.

**Bekker.** — *Die Geldpapiere dans Jahrbuch des gemeinen Rechts.*

— *Dans Ztsch. für das Handelsrecht.*

**Blondel.** — Des assurances sur la vie.

**Boistel.** — Précis du Cours de droit commercial.

**Bonneville de Marsangy.** — Jurisprudence générale des assurances terrestres.

**Bravard.** — Traité de droit commercial.

**Buchère.** — Etude sur les titres au porteur perdus ou volés.

*Bulletin mensuel de la Société de législation comparée.*

**Bureau.** — Le homestead ou l'insaisissabilité de la petite propriété foncière.

**Chauffon.** — Les assurances sur la vie, leur passé, leur présent, leur avenir.

**Coulazou.** — De la stipulation pour autrui dans les assurances sur la vie, thèse de doctorat, 1890.

**Courcy (de).** — Précis de l'assurance sur la vie.

**Corniquet.** — L'insaisissabilité du foyer de famille aux Etats-Unis, thèse de doctorat, 1894.

**Cosmao-Dumanoir.** — De l'assurance sur la vie dans ses rapports avec le patrimoine de l'assuré, thèse de doctorat, 1898.

**Couteau.** — Traité des assurances sur la vie.

**Dalloz.** — Jurisprudence générale.

**Debray.** — De la clause à ordre, thèse de doctorat, 1892.

**Demante et Colmet de Santerre.** — Cours analytique de Code civil.

**Demolombe.** — Cours de Code civil (donations et testaments).

**Deslandres.** — De l'assurance sur la vie, thèse de doctorat, 1889.

*Dictionnaire du commerce et de la navigation.*

**Dubois.** — La loi du 9 mars 1891 sur les droits de l'époux survivant.

**Einert.** — *Das Wechselrecht dem Bedürfniss des Wechselgeschäfts im XIX<sup>ten</sup> Jahrhundert.*

**Garsonnet.** — De l'influence de l'abolition de la contrainte par corps sur la législation commerciale.



**Garsonnet.** — Traité théorique et pratique de procédure.

*Gazette des Tribunaux.*

*Gazette du Palais.*

**Herbault.** — Traité des assurances sur la vie.

**Huc.** — Traité théorique et pratique de la cession et de la transmission des créances.

**Jourdan.** — Epargne et capital.

*Journal des assurances.*

**Lambert.** — De la stipulation pour autrui, thèse de doctorat, 1893.

**Larombière.** — Théorie et pratique des obligations.

**Laurent.** — Principes de droit civil français.

**Lefort.** — Traité du contrat d'assurance sur la vie.

**Lyon-Caen et Renault.** — Traité de droit commercial (3<sup>e</sup> édition). — Précis de droit commercial.

**Mareschal.** — Traité des changes et rechanges.

**Massé.** — Le droit commercial.

*Moniteur des Assurances.*

**Montluc (de).** — Des assurances sur la vie dans leurs rapports avec les principes du droit civil.

**Mornard.** — De la nature de l'assurance sur la vie et spécialement de ses effets au décès de l'assuré, thèse de doctorat, 1883.

**Nouguier.** — Des lettres de change et des effets de commerce en général.

*Pandectes françaises.*

**Pardessus.** — Droit commercial.

**Pothier.** — Traité du contrat d'assurance.

**Reboul.** — Traité des assurances sur la vie.

*Recueil périodique des assurances.*

*Revue critique de législation et de jurisprudence.*

*Revue générale du droit.*

**Roger.** — Traité de la saisie-arrêt.

**Ruben de Couder.** — Dictionnaire du droit commercial, industriel et maritime.

**Sailleilles.** — Le homestead aux États-Unis, conférence faite à Dijon le 5 décembre 1894.

**Savary.** — Le parfait négociant.

**Schwenne.** — *Römisches Privatrecht*, 4<sup>e</sup> éd., par Meier, Goettingue, 1851.

**Sirey.** — *Recueil général des lois et des arrêts.*

**Thierry.** — *Recueil des monuments inédits de l'histoire du Tiers État.*

**Vavasseur.** — Traité des sociétés civiles et commerciales.

**Vibert.** — Projet de loi concernant les assurances sur la vie.

**Vidari.** — La lettera di cambio.

**Wahl.** — Traité théorique et pratique des titres au porteur.

---

## INTRODUCTION

Pothier (1) définit le contrat d'assurances : « un contrat par lequel l'une des parties se charge des cas fortuits auxquels une chose est exposée, et s'oblige envers l'autre à l'indemniser de la perte que lui causeraient ces cas fortuits, s'ils arrivaient, moyennant une somme que l'autre lui donne ou s'oblige à lui donner, pour le prix des risques dont elle la charge ».

Donnée à une époque où l'assurance sur la vie était à peu près inconnue en pratique, cette définition est encore exacte aujourd'hui, alors que les besoins de la civilisation ont donné une extension si considérable à l'institution qui fait l'objet de cette étude (2). L'assurance sur la vie peut en effet être définie : un contrat par lequel une personne, appelée *assureur*, en retour d'une cotisation annuelle ou *prime*, s'engage à payer à une autre personne, l'*assuré*, ou à un tiers que celui-ci désigne comme *bénéficiaire*, une certaine somme d'argent qui reçoit le nom de *capital assuré*, lorsque certains événements se produiront, par exemple, la mort de l'assuré, ou bien, au contraire, sa survie à une époque déterminée.

Par cette seule définition, on voit que le contrat d'assurance sur la vie présente deux variétés bien distinctes : le

(1) *Traité du contrat d'assurance*, n° 2.

(2) Il convient du reste d'ajouter que Pothier, après avoir donné cette définition générale, qui s'applique à l'assurance sur la vie comme aux autres branches du contrat, s'élève avec vigueur contre la notion du contrat d'assurance sur la vie, qu'il déclare contraire « à la bienséance et à l'honnêteté publique », parce que la vie humaine, dit-il, n'est susceptible d'aucune estimation (*Traité des assurances*, n° 27).

capital assuré peut être versé entre les mains du souscripteur de la police lui-même, s'il vit à une époque déterminée. C'est l'assurance *en cas de vie*. Le capital assuré peut aussi être payé, à la mort de l'assuré, soit à un tiers désigné, soit aux héritiers ou ayants cause de l'assuré. C'est l'assurance *en cas de mort*. Enfin, une combinaison de ces deux premiers types en fournit un troisième, l'assurance *mixte* ; l'assureur s'engage à payer une certaine somme, à l'assuré lui-même, s'il vit à une époque fixée, ou bien, s'il meurt avant cette époque, à un tiers désigné, ou à ses héritiers ou ayants cause.

Que l'on adopte l'une quelconque de ces trois formes, le but du contrat est toujours identique ; l'assuré veut se garantir du risque qui peut résulter soit, pour lui, de la prolongation de sa vie à une époque où les infirmités ou la vieillesse l'empêcheront de subvenir à ses besoins, soit, pour les siens, de sa mort prématurée, qui causera le plus souvent des troubles profonds dans la situation pécuniaire de sa famille. Moyennant un sacrifice annuel, réalisé ordinairement sur ses revenus, l'assuré échappe à ce risque. Si sa vie se prolonge, il restera à l'abri du besoin, grâce au capital qui lui sera versé ou à la rente qui lui sera servie par l'assureur. S'il meurt alors qu'il est encore utile aux siens, ceux-ci n'auront pas à souffrir de sa disparition ; ici encore un capital immédiatement exigible ou les arrérages d'une rente leur assureront la situation pécuniaire qu'ils avaient du vivant du chef de famille.

On a trop souvent et avec trop d'autorité exposé les avantages du contrat d'assurance sur la vie, pour qu'il soit nécessaire d'y insister (1) ; produit d'une civilisation avan-

(1) Consulter, sur ce sujet : Lefort, *Traité du contrat d'assurance* ; Chauf-ton, *Les Assurances, leur passé, leur présent, leur avenir* ; de Courcy,



cée, l'assurance sur la vie est une institution de haute prévoyance ; c'est un gage de sécurité pour les familles en même temps qu'un puissant moyen de moralisation. Elle développe les instincts altruistes de l'individu, qui consent à s'imposer un sacrifice annuel afin de constituer un capital destiné à d'autres, et dont, il le sait, il ne jouira pas lui-même.

Bien que l'objet de cette étude ne soit pas le mécanisme de l'assurance sur la vie, il n'est peut-être pas inutile d'en donner ici une idée très sommaire. On vient de le dire, ce qui fait l'objet de notre assurance, c'est la vie humaine, envisagée au point de vue de sa valeur pécuniaire. Le risque assuré, c'est un risque de vie ou un risque de mort ; et, ce risque, il faut l'évaluer, l'estimer, afin de pouvoir établir le taux de l'assurance, et fixer le montant des primes. En observant, pendant toute leur vie, un groupe d'individus, et en notant les décès qui se produisent parmi eux, puis en répétant la même expérience pour un second groupe, on arrive à constater que le nombre des décès est sensiblement le même, pourvu que les groupes observés soient assez considérables. Tandis qu'à ne considérer qu'un seul homme, sa vie ou sa mort semble être due au hasard et n'être soumise à aucune loi, si on augmente progressivement le nombre des sujets, on peut voir que le chiffre représentant la proportion des décès tend à devenir constant. Dès lors l'assurance sur la vie, opération hasardeuse quand elle ne porte que sur un petit nombre de têtes, présente tous les caractères d'une opération mathématique quand le nombre des assurés est suffisamment élevé. Le

*Précis de l'assurance sur la vie* ; Jourdan, *Epargne et Capital* ; Herbault, *Traité des assurances sur la vie* ; Mornard, *Du contrat d'assurance sur la vie* ; Ed. About, *De l'assurance* ; Dubois, *La loi du 9 mars 1891 sur les droits de l'époux survivant*, etc.

hasard est écarté par la multiplicité des contrats. C'est le principe de la division des risques, qui repose lui-même sur le calcul des probabilités. M. Reboul (1) a exposé d'une façon saisissante cette application du calcul des probabilités à l'assurance sur la vie.

Ce principe une fois établi, reste à en faire l'application. Pour cela il suffit d'observer un groupe d'individus placés dans des conditions de vie à peu près identiques, et de noter les décès, au fur et à mesure qu'ils se produisent, jusqu'à la mort du dernier individu du groupe. Si le nombre des sujets observés est très élevé, on pourra considérer le résultat obtenu comme représentant la moyenne des décès correspondant à chaque âge, et, par suite, trouver la vie moyenne d'une personne d'un âge donné. C'est ce résultat qui a été obtenu par les tables de mortalité qu'ont dressées Duvillard et Deparcieux, et, plus récemment, par les tables A. F. (assurés français), et R. F. (rentiers français).

Ainsi donc, le risque qui fait l'objet de l'assurance est désormais évalué. L'assureur peut fixer, suivant les âges, le montant des primes à verser, et ces primes seront toujours plus que suffisantes pour assurer le paiement du capital, si l'éventualité prévue par le contrat se réalise. Il convient, en effet, de majorer légèrement le montant des primes, afin de subvenir aux frais généraux et aussi de faire réaliser certains bénéfices à la Compagnie qui joue le rôle d'assureur.

Si l'on s'en tenait aux résultats fournis par les tables de mortalité, la valeur des primes varierait suivant l'âge de l'assuré. Peu élevée au début, la prime annuelle augmenterait peu à peu, en même temps que grandit le ris-

(1) Reboul, *Traité des assurances sur la vie*.

que qu'elle est destinée à garantir, et l'assuré serait obligé de s'imposer des sacrifices de plus en plus lourds, précisément à une époque où son âge le met souvent dans l'impossibilité d'augmenter ses revenus. Pour éviter cet inconvénient, on a uniformisé le taux de la prime, de sorte que, pendant les premières années qui suivent la signature du contrat, ce taux est exagéré eu égard au risque garanti, tandis que, dans les dernières, il est insuffisant à le couvrir. C'est l'excédent des premières primes, mis de côté par la Compagnie-assureur, qui constitue ce qu'on appelle la *réserve*. C'est à la *réserve* qu'aura recours plus tard la Compagnie pour remédier à l'insuffisance des primes versées pendant les dernières années. Si, pour une raison quelconque, le contrat prend fin, sans qu'il se soit produit de sinistre, et après que les primes ont été versées pendant un certain temps, ordinairement fixé à trois ans, l'assuré ou ses ayants cause ont droit en principe à la réserve. Ce retrait de la réserve est appelé, d'une façon assez inexacte, le *rachat* du contrat.

Tel est, d'une façon très sommaire, le principe du mécanisme de l'assurance sur la vie. En pratique, les combinaisons usitées sont extrêmement nombreuses ; le capital assuré peut être attribué, on vient de le voir, soit à l'assuré lui-même, soit à un tiers bénéficiaire, qui le touchera au décès de l'assuré. En outre l'assurance en cas de décès présente elle-même plusieurs variétés ; celle qui, incontestablement, jouit de la plus grande faveur, faveur méritée, croyons-nous, est l'assurance dite *vie entière* ; elle donne droit à un capital ou à une rente, payables au décès de l'assuré, à quelque époque qu'il arrive. On trouve encore l'assurance *temporaire* et l'assurance en *cas de survie* ; dans le premier cas, la Compagnie ne doit le montant



de l'assurance que si le décès de l'assuré survient pendant la période fixée ; dans le second, le capital assuré n'est exigible que si le bénéficiaire survit à l'assuré. Enfin, en ce qui concerne la désignation du bénéficiaire, bien des formules différentes peuvent être employées, qui ne seront pas sans influence sur les effets du contrat ; l'assurance peut être contractée au profit d'un tiers nominativement désigné, ou tout au moins individualisé d'une façon suffisamment précise ; elle peut être aussi contractée au profit de personnes indéterminées ou incertaines, telles que les enfants, les héritiers, les ayants cause de l'assuré. Nous aurons occasion de relever les distinctions établies à ce propos par la jurisprudence, distinctions si fertiles en conséquences pratiques.

On l'a dit bien souvent, la grande difficulté à laquelle on se heurte en matière d'assurance sur la vie, c'est l'absence de textes législatifs. Le Code civil est muet ; il place seulement, dans l'article 1964, le contrat d'assurance parmi les contrats aléatoires ; mais il s'agit de l'assurance maritime, et aucun texte ne se réfère à l'assurance sur la vie. Même silence dans les autres Codes. La question cependant avait été posée lors de la confection du Code de commerce ; mais Portalis, se fondant sur des considérations soi-disant morales, s'était élevé contre l'existence, même théorique, de l'assurance sur la vie.

Les adversaires de notre institution n'ont pas manqué, pendant de longues années, de nier sa légalité, en invoquant cette absence de textes. L'objection n'a plus aucune valeur, et d'ailleurs elle n'est même plus proposée, depuis que la légalité de l'assurance sur la vie a été implicitement reconnue par plusieurs textes ayant pour objet la réglementation de certaines conditions de forme de ce contrat (1).

(1) L'article 33 de la loi du 14 juin 1850 soumet à l'apposition du timbre

A défaut même de monuments législatifs, il ne saurait plus aujourd'hui être question de discuter la légalité de l'assurance sur la vie ; cette institution est trop entrée dans nos mœurs, elle répond trop bien aux besoins de notre état social pour qu'il puisse en être autrement. Mais il n'en reste pas moins vrai qu'on ne trouve aucune réglementation d'ensemble de notre matière. Le principe de l'institution est admis ; c'est à la jurisprudence, éclairée par les nécessités de la pratique, de formuler une théorie générale. Beaucoup de bons esprits se sont pris à regretter cette absence de documents législatifs. Peut-être n'y a-t-il pas lieu de trop s'en chagriner. Le contrat d'assurance sur la vie, avec ses formes si variées et si complexes, avec les mille nuances que peut présenter l'intention des parties, ne se prête pas facilement à une réglementation unique ; à vouloir l'entreprendre, on risquerait d'arrêter l'essor d'une institution qui chaque jour se développe et revêt des aspects nouveaux. Le juge, guidé par des considérations de fait, semble mieux placé que le législateur pour résoudre la question. Il est vrai qu'on peut alors craindre un autre écueil : la trop grande diversité des solutions, et le manque de cohésion entre elles. Mais, à étudier l'évolution suivie par la jurisprudence, et surtout par celle de la Cour suprême, il est facile de constater que chaque jour un pas est fait vers une théorie homogène. On peut même, depuis l'arrêt de la Cour de cassation du 27 juin 1896, considérer le système de la jurisprudence comme définitif ; en pratique

les polices d'assurances sur la vie. L'article 66 de la loi du 24 juillet 1867 exige l'autorisation du Gouvernement pour la fondation des « sociétés d'assurance sur la vie, mutuelles ou à primes ». La loi du 11 juillet 1868 crée une caisse d'assurance en cas de décès, accessible aux petites bourses, et place cette caisse sous le patronage de l'État. La loi des 21-23 juin 1875 réglemente les assurances sur la vie au point de vue fiscal.

tout le monde s'y est rallié, et les systèmes dissidents, proposés en si grand nombre durant ces dernières années, ne seraient probablement plus aujourd'hui défendus par leurs auteurs, qui s'inclineraient devant cet ensemble si complet et si logique de solutions se rattachant à un principe unique. Tout au plus, certaines questions, telles que celle relative à la désignation du bénéficiaire, n'ont-elles peut-être pas reçu de solutions pratiques irréprochables.

On peut donc dire qu'actuellement, la plupart des difficultés soulevées à propos du contrat d'assurance sur la vie ont été résolues d'une façon satisfaisante. Un grand nombre d'auteurs s'y sont employés, et un mouvement important de la doctrine a secondé la jurisprudence et fortifié les résultats par elle obtenus (1). L'acquisition, par l'assuré, ou le tiers bénéficiaire, de l'ensemble des droits résultant du contrat, a été analysée avec beaucoup d'exactitude, et la nature juridique du contrat d'assurance sur la vie a été précisée d'une telle façon qu'un revirement dans la jurisprudence, à notre avis, ne semble pas à prévoir.

Une question cependant paraît ne pas avoir reçu une solution définitive : celle *de la transmission du bénéfice du contrat*. C'est cette question qui a été choisie comme sujet de cette étude.

Les difficultés soulevées à ce propos sont nombreuses.

Souvent la détermination des cas où il y a bien réellement transmission, et de ceux où il y a acquisition immédiate et directe de l'ensemble des droits qui résultent du contrat, n'a pas été établie avec assez de certitude. Nous

(1) Consulter, notamment : Lefort, *op. cit.*, t. I, p. 207 et s. ; Deslandres, thèse, 1889 ; note de M. Crépon, S. 1888.1.121 ; Coulazou, thèse, 1890 ; dissertation de M. Levillain, D. P. 1879.2.25 ; Mornard, thèse, 1889 ; note de M. Boistel, D. P. 1889.1.153, et la longue liste des auteurs cités par M. Lefort, *op. cit.*, I, p. 214 (en note).



nous proposons de consacrer la première partie de ce travail à préciser ces cas, en nous basant toujours sur les termes de la police relatifs à la clause de transmission; ce qu'on doit surtout ne pas perdre de vue dans cette matière, ainsi du reste que dans toutes les questions qui se rattachent à l'assurance sur la vie, c'est l'intention des parties. C'est elle avant tout qu'il faut respecter; on est parfois tenu de faire de longues recherches pour la découvrir sous les termes qu'elles ont employés.

Une seconde partie sera consacrée à l'étude des éléments essentiels à la convention de cession envisagée en elle-même, et indépendamment des moyens employés pour la réaliser. A cette occasion, on examinera d'une façon précise quels sont les droits qui forment l'objet de la cession.

Mais la convention de cession, considérée comme simple accord de volontés, n'est parfaite qu'*inter partes*. A l'égard des tiers, d'autres formalités sont nécessaires, et différents moyens sont employés pour les réaliser, ou, exceptionnellement, pour y suppléer. Tout d'abord, la cession du droit civil est possible, pourvu que les parties se conforment à la disposition de l'article 1690 du Code civil. Mais un autre moyen plus employé est l'endossement (lorsque la police contient la clause à ordre); on aura à apprécier la légalité de ce procédé, et à étudier en détail quels en sont les conditions et les effets. La cession par avenant qui, pratiquement, offre presque tous les avantages de l'endossement, ne sera pas oubliée. En étudiant chacun des modes de transmission employés, nous aurons à signaler ses avantages ou ses inconvénients. Tel sera l'objet de la III<sup>e</sup> partie.

Le cessionnaire, une fois investi à l'égard des tiers, n'en a pas acquis pour cela un droit définitif. Comme celui du

cédant, son droit est subordonné à la réalisation de l'événement prévu dans la police, à savoir la mort de l'assuré, ou bien, au contraire, sa survie à une époque déterminée. En outre, certains événements auraient eu pour effet, à l'égard de l'assuré cédant, de faire tomber le contrat, et, en principe, le cessionnaire ne saurait avoir plus de droit que son auteur (1). Nous aurons donc à étudier l'effet produit, à l'égard du cessionnaire, par la réalisation de ces événements. Enfin le droit du cessionnaire reçoit aussi certaines limitations, résultant de l'exercice des droits des créanciers de l'assuré cédant ; on examinera dans quelle situation se trouvent ces créanciers, en face d'une cession faite par leur débiteur. Ces différentes questions constitueront la matière de la IV<sup>e</sup> partie.

Sous forme de conclusion, on essaiera de formuler les réformes législatives qui paraîtraient de nature à améliorer notre droit relativement aux questions soulevées au cours de cette étude. En particulier, on examinera s'il serait désirable de reconnaître à l'assuré le droit de créer, à son profit ou au profit des siens, un capital soustrait à l'action de ses créanciers, et on étudiera les conditions dans lesquelles ce droit pourrait lui être accordé.

On voit qu'il n'est ici question que de la transmission à titre particulier du bénéfice du contrat d'assurance. Les cas de transmission à titre universel de ce bénéfice sont forcément assez rares ; il faut, pour en trouver, supposer

(1) Il conviendrait d'examiner si ce principe d'équité doit fléchir dans le cas particulier où la police est transmissible par endossement. On admettra la négative si l'on veut bien adopter la solution que nous essayons d'établir dans la III<sup>e</sup> partie, à savoir que les exceptions opposables à l'assuré endosseur, le sont aussi au tiers porteur de la police.

la mort de l'assuré. Or cette mort a ordinairement pour effet, ou bien de faire tomber le contrat (dans l'assurance en cas de vie), ou bien, dans l'assurance en cas de mort, de rendre exigible le droit du bénéficiaire désigné dans la police, qui a acquis, d'après la jurisprudence, un droit direct et immédiat du jour où son nom a figuré dans le contrat, et avant toute acceptation de sa part. Mais il en est autrement quand le tiers bénéficiaire au lieu d'être déterminé, est une personne incertaine ; alors, suivant une distinction célèbre, la jurisprudence admet une acquisition, *jure hereditario*, du bénéfice du contrat, au profit des enfants nés ou à naître, des héritiers, des ayants-cause, etc.. de l'assuré. La créance en indemnité contre la Compagnie et, avec elle, tous les droits nés du contrat d'assurance, ayant fait partie du patrimoine de l'assuré pendant sa vie, suivent la dévolution héréditaire de ce patrimoine au moment de sa mort. On trouve en tous points l'application des règles du droit commun ; c'est pour cela que nous ne nous arrêtons pas à cette question.

Une étude sur la transmission du bénéfice du contrat d'assurance ne serait pas complète s'il n'était pas dit quelques mots d'une opération toute voisine, la mise en gage de ce contrat. Sans vouloir présenter sur ce point un travail d'ensemble, qui serait en dehors du cadre qui a été tracé, nous parlerons très brièvement de l'impignoration du contrat d'assurance, à propos de certains procédés (l'endossement et l'avenant) qui peuvent réaliser cette impignoration aussi bien que la transmission du contrat. Quant à la mise en gage réalisée par le mode du droit civil, il n'en sera pas question, car elle ne présente aucune particularité remarquable.





## PREMIÈRE PARTIE

### DÉTERMINATION DES CAS DANS LESQUELS IL Y A TRANSMISSION DU BÉNÉFICE DU CONTRAT D'ASSURANCE.

---

#### CHAPITRE PREMIER

ÉNONCÉ DES PRINCIPALES CLAUSES DE TRANSMISSION USITÉES DANS  
LES POLICES. — INDICATION DE LA MÉTHODE QUI SERA EM-  
PLOYÉE POUR LES INTERPRÉTER.

Dans presque toutes les polices d'assurance sur la vie, on trouve une clause se référant aux conditions dans lesquelles l'assuré peut disposer du bénéfice de son contrat. M. Bailly, dans son remarquable traité sur *La transmission du bénéfice du contrat d'assurance* (p. 11 et s.), indique les clauses les plus usitées en pratique ; nous les reproduisons ici, en négligeant celles qui, de l'aveu même de l'auteur, ne sont plus employées aujourd'hui.

1<sup>re</sup> POLICE. — *Le contractant peut, s'il a été expressément stipulé dans les conditions particulières que la police est faite à son ordre, en transférer la propriété par un endossement régulier, conformément aux articles 137 et 138 du Code de commerce.*

*Le bénéficiaire par endossement a la même faculté ; mais tous endossements autres que le premier sont nuls, s'ils ne sont pas approuvés par la personne sur la vie de laquelle l'assurance repose.*

*S'il s'agit d'une assurance souscrite sur la vie d'un tiers, le contractant est tenu de produire le consentement écrit de la personne sur la tête de laquelle l'assurance repose.*

2° *POLICE. — La propriété des contrats est transmissible par un endossement régulier ; il doit en être donné avis à la Compagnie.*

*Le consentement de celui sur la tête duquel repose l'assurance doit, à chaque transfert, être renouvelé par écrit et déposé à la Compagnie.*

3° *POLICE. — La propriété des contrats est transmissible, en tout ou en partie, soit par voie d'endos formulé sur le titre même, si le titulaire ne s'en est pas interdit la faculté, soit par avenant entre la Société et le titulaire.*

*Le transfert doit énoncer le nom de celui à qui la propriété est transmise ; il doit être daté et signé par le cédant. Si le titulaire n'est pas en même temps celui sur la tête duquel repose l'assurance, le consentement de ce dernier doit être exigé à chaque transfert et notifié à la Compagnie. Néanmoins, en donnant son consentement à un premier transfert, l'assuré peut, en même temps, et d'une manière expresse, consentir à tous les transferts à venir. Dans ce dernier cas, la Compagnie, sur la demande de l'assuré, lui donnera connaissance de chaque notification qu'elle aura reçue d'un nouveau transfert.*

*Aucun transfert n'est valable vis-à-vis de la Compagnie et ne peut lui être opposé que s'il lui a été notifié.*

*Dans le cas où la notification ci-dessus prescrite n'aurait pas été faite avant l'échéance du contrat, la Compagnie*



*pourra, lors de cette échéance, déposer à la Caisse des Dépôts et Consignations, pour le compte de qui de droit, le montant de la somme dont elle sera débitrice.*

4<sup>e</sup> POLICE. — *Tout propriétaire d'un contrat peut en transmettre la propriété par un endossement régulier, exprimant la valeur fournie, conformément aux articles 137 et 138 du Code de commerce.*

*Toutefois, si l'assurance repose sur la tête d'un tiers, le cédant devra fournir à la Compagnie le consentement écrit de ce tiers et la preuve que le cessionnaire a intérêt à la vie de l'assuré.*

5<sup>e</sup> POLICE. — *La propriété de la présente police, et ce, sans garantie de la part de la Compagnie contre l'exercice des droits des tiers, est transmissible, par voie de transfert sur le titre même. Le transfert doit énoncer le nom de celui à qui la propriété est transmise ; il doit être écrit, motivé, daté, signé par le titulaire. Le consentement de la personne sur la vie de laquelle repose l'assurance doit, à chaque transfert, être renouvelé par écrit et déposé à la Compagnie. Faute de la justification de ce consentement, l'assurance sera nulle de plein droit, et sans qu'il soit besoin de le faire ordonner par justice.*

6<sup>e</sup> POLICE. — *La propriété des contrats est transmissible par voie de transfert sur le titre même.*

*Le transfert doit énoncer le nom de celui à qui la propriété est transmise ; il doit être causé, écrit, daté et signé par le titulaire sur le titre resté entre ses mains et sur le double conservé par la Compagnie.*

*Le consentement de celui sur la vie duquel repose l'assurance doit, à chaque transfert, être renouvelé par écrit et déposé à la Compagnie.*

*Toutefois, en donnant son consentement à un premier*

*transfert, l'assuré peut en même temps, et d'une manière expresse, consentir à tous transferts à venir.*

*Chaque transfert doit, dans ce cas, être notifié par le nouveau propriétaire à la Compagnie, qui donnera connaissance de la notification à l'assuré lorsque celui-ci en fera la demande.*

7<sup>e</sup> POLICE. — *Le contractant peut, si la police est faite à son ordre, en transférer le bénéfice par un endossement régulier, libellé conformément aux articles 137 et 138 du Code de commerce.*

*Le bénéficiaire par endossement a la même faculté. Tout endossement, pour être valable, doit être approuvé par la personne sur la vie de laquelle l'assurance repose et être notifié à la Compagnie.*

8<sup>e</sup> POLICE. — *Outre l'attribution bénéficiaire qui peut en être faite dans les conditions manuscrites du contrat, par avenant ou par tous autres moyens légaux ordinaires, le bénéfice du contrat est transmissible par un endossement régulier, exprimant la valeur fournie, conformément aux articles 137 et 138 du Code de commerce.*

*Le cessionnaire par endossement peut, à son tour, se servir du même moyen de transfert avec le consentement de l'assuré.*

9<sup>e</sup> POLICE. — *La présente police n'est pas transmissible par voie d'endos sauf le cas ci-après :*

*Le contractant ou les contractants pourront, s'il a été expressément stipulé dans les conditions manuscrites que la police est faite à leur ordre, en transférer, etc... (le reste comme à la 1<sup>re</sup> police ci-dessus).*

10<sup>e</sup> POLICE. — *La propriété du contrat est transmissible par un endossement régulier, exprimant la valeur fournie, conformément aux articles 137 et 138 du Code de commerce.*

*Le consentement écrit de celui sur la vie duquel repose l'assurance doit à chaque transfert être déposé à la Compagnie; le transfert sur le titre suffit à l'égard de la Compagnie; à l'égard des tiers, la loi indique d'autres formalités (Voir notamment l'article 1690 du Code civil).*

On voit que les clauses qui précèdent, sauf quelques différences de rédaction, peuvent se ramener à peu près toutes au type suivant :

Un premier alinéa consacre la faculté, pour l'assuré, de transmettre sa police par un *endossement régulier* ou par un *transfert sur titre* (La distinction entre les polices qui prévoient l'endossement et celles qui prévoient le transfert sur titre sera établie plus loin). Certaines polices prévoient en outre la possibilité d'un *avenant*.

En second lieu, il est stipulé que, si l'assurance repose sur la tête d'un tiers, le consentement de ce dernier est exigé pour la validité du transfert, et doit être notifié à la Compagnie.

A côté de ces deux premiers points, qui sont communs à toutes les clauses de transmission, et qui en forment comme le squelette, on rencontre, dans les différents types de police, des clauses secondaires, qui ne modifient pas, d'une façon essentielle, les conditions dans lesquelles s'effectue la transmission.

C'est ainsi que certaines polices exigent, à chaque nouveau transfert, le renouvellement par écrit du consentement de la personne sur la tête de qui repose l'assurance, tandis que d'autres admettent la possibilité pour l'assuré « en consentant à un premier transfert, de consentir en même temps et d'une manière expresse à tous transferts à venir ». C'est ainsi encore que certaines polices, après avoir admis le transfert sur titre comme mode de trans-

mission, précisent les conditions dans lesquelles ce transfert devra être effectué pour être valable, tandis que d'autres font des précisions analogues à propos de l'aveuant.

On trouve aussi parfois une clause spéciale (V. police 9) aux termes de laquelle la transmission par endos est interdite en principe, sauf le cas où les parties ont « expressément stipulé, dans les conditions manuscrites, que la police serait faite à leur ordre ». La seule différence entre cette clause de transmission et celle qui a été prise comme type, c'est qu'ici l'endossement n'est possible que s'il a été expressément stipulé dans les conditions manuscrites, tandis qu'habituellement la possibilité du transfert par endos résulte simplement des conditions imprimées de la police. On voit qu'il ne s'agit en somme que d'une différence de forme.

Si la plupart des polices prévoient le transfert par endossement, il faut reconnaître que la faculté d'endosser semble souvent recevoir des limitations. Tout d'abord certaines polices exigent, d'une façon formelle (v. n<sup>os</sup> 2 et 7), qu'il soit donné avis de l'endossement à la Compagnie, ou que cet endossement lui soit notifié. En principe, cela revient à retirer à l'endossement un de ses principaux, sinon le principal de ses avantages. La nécessité de la notification à la Compagnie est l'équivalent des formalités exigées par l'article 1690 du Code civil pour la validité, à l'égard des tiers, de la cession de créance du droit civil. Plusieurs des formules citées par M. Bailly allaient même plus loin, et exigeaient l'application de l'article précité ; mais de l'aveu même de l'auteur, ces formules ne sont plus guère aujourd'hui en usage. Nous réservons du reste la question de savoir jusqu'à quel point ces restrictions ont de valeur



pratique; on verra plus loin que, d'après certaines décisions de la jurisprudence, elles n'en ont à peu près aucune.

En outre, et ici nous nous trouvons en présence d'une clause commune à toutes les polices, il est stipulé que, lorsque l'assurance repose sur la vie d'un tiers, le transfert n'est possible qu'avec le consentement de ce tiers notifié à la Compagnie. Ici encore, le mode de transmission par endos semble recevoir des limitations (on étudiera plus loin quelle est leur valeur); exiger la notification à la Compagnie du consentement de l'assuré au transfert, n'est-ce pas, à peu de choses près, exiger la notification du transfert lui-même? La Compagnie devra être informée du transfert, même réalisé par endossement, contrairement aux principes de la matière. Il faut du reste ajouter que cette seconde restriction est faite seulement lorsque le titulaire n'est pas en même temps celui sur la tête duquel repose l'assurance. Toutes les fois que le bénéficiaire sera en même temps l'assuré, les principes du droit commun en matière d'endossement devront être appliqués.

Les questions qui viennent d'être indiquées seront étudiées plus tard. Actuellement, nous avons seulement pour but la détermination précise des cas dans lesquels il y a *transmission du bénéfice du contrat*.

De la lecture des clauses qui précèdent, on pourrait conclure que, dans tous les cas prévus par elles, il y a transfert, c'est-à-dire aliénation de la part du titulaire, et acquisition corrélatrice de la part d'un tiers. En effet le terme employé est toujours le même: « La propriété de la police... se *transmet*... est *transmissible*; le bénéfice du contrat est *transmissible*...; tout propriétaire du contrat peut en *transmettre* la propriété », etc.

En réalité, il en est tout autrement, et les clauses em-

ployées désignent, tantôt une véritable *transmission* des droits de l'assuré au cessionnaire, tantôt une *acquisition* immédiate et directe au profit du bénéficiaire. En employant, dans des situations distinctes, une formule identique, les parties obtiendront, suivant ces situations, un résultat tout différent; par là on comprend l'intérêt de premier ordre qui s'attache à la détermination des cas de transmission et des cas d'attribution directe.

Pour établir cette distinction, il est nécessaire de passer en revue toutes les hypothèses où peut se poser la question de savoir si l'on se trouve en présence d'une véritable transmission du bénéfice du contrat, ou bien d'une acquisition directe, par le bénéficiaire, d'un droit qui n'a jamais fait partie du patrimoine de l'assuré titulaire. En parcourant ces hypothèses, on indiquera brièvement les conséquences pratiques résultant des distinctions faites par la jurisprudence.

## CHAPITRE II (1)

### TRANSMISSION A UN TIERS DU BÉNÉFICE DU CONTRAT PASSÉ AU PROFIT DE L'ASSURÉ LUI-MÊME.

Le premier cas qui doit être examiné est le suivant : l'assuré qui a signé une police d'assurance *en cas de vie*, une police dont il est lui-même le bénéficiaire, désire faire profiter un tiers du bénéfice de cette police, ou bien est contraint d'en transformer la valeur en argent, ou encore de la donner en garantie à ses créanciers.

Dans tous les cas, et quel que soit le moyen qu'emploie l'assuré pour réaliser ses intentions (endossement, si la police est à ordre, cession du droit civil, avenant), il y a transmission du bénéfice du contrat ; il y a une aliénation corrélatrice d'une acquisition ; l'assuré fait sortir de son patrimoine une valeur qu'il fait entrer dans le patrimoine d'un tiers.

Les règles du droit commun s'appliqueront donc ici : les créanciers de l'assuré cédant pourront agir sur la créance en indemnité qui se trouve dans le patrimoine de leur débiteur, et, si la transmission s'est effectuée à titre gratuit, il y aura lieu de faire intervenir les règles relatives au rapport et à la réduction.

(1) Dans un intérêt de méthode, on a donné typographiquement la même importance à l'hypothèse que prévoit le chapitre II qu'à celles prévues dans les chapitres suivants, parce qu'elles ont toutes la même importance théorique. Seulement certaines de ces hypothèses ne prêtent à aucun développement parce qu'elles sont en tout point l'application du droit commun, tandis que d'autres exigent une étude plus longue, de sorte qu'il en résulte une grande inégalité entre les différents chapitres.

## CHAPITRE III

### ATTRIBUTION, DANS LA POLICE, DU BÉNÉFICE DU CONTRAT A UN TIERS.

Nous supposerons toujours, en nous plaçant dans cette hypothèse, que l'attribution faite dans la police n'est pas modifiée par un changement de désignation bénéficiaire. Tout se passe comme l'avait prévu et réglé la police. Bien entendu, il faut en outre supposer réalisée la condition de survie du bénéficiaire à l'assuré.

Une grande distinction doit être faite, suivant que le bénéficiaire est une personne nominativement désignée, ou tout au moins individualisée d'une façon suffisamment précise, ou bien au contraire est une personne indéterminée ou incertaine.

Cette distinction, établie par la jurisprudence d'une façon absolument ferme, domine, on peut le dire, toute la matière des assurances sur la vie. Nous aurons occasion, dans les développements qui vont suivre, de préciser sa portée et d'indiquer les décisions judiciaires qui l'ont introduite.

#### SECTION I. — Le tiers bénéficiaire, désigné dans la police, est une personne déterminée.

Précisons l'hypothèse : 1<sup>us</sup> contracte, avec l'assureur que nous appellerons 2<sup>us</sup>, une assurance au profit de 3<sup>us</sup>, béné-



ficiaire. Il est convenu qu'à la mort de 1<sup>us</sup>, 2<sup>us</sup> versera 100.000 à 3<sup>us</sup>, si du moins 3<sup>e</sup> est vivant à cette époque, et si, d'autre part, la mort de 1<sup>us</sup> s'est produite dans les conditions prévues par la police.

Quelle est la nature juridique de cette opération ? Sans reproduire les systèmes variés et souvent ingénieux qui ont été proposés à ce sujet (1), et qui sont aujourd'hui à peu près unanimement abandonnés, nous exposons la théorie consacrée par la jurisprudence.

Deux parties seulement, 1<sup>us</sup> et 2<sup>us</sup>, le preneur d'assurance et l'assureur, figurent dans le contrat, et, de l'accord de volontés qui intervient entre eux, un droit naît, immédiat et direct au profit du bénéficiaire 3<sup>us</sup>. 1<sup>us</sup>, en contractant, stipule à la fois pour lui-même et pour autrui, et la stipulation qu'il fait pour autrui est valable comme accessoire de la stipulation qu'il fait pour lui-même. Cette stipulation est régie par l'article 1121 du Code civil combiné avec l'article 1163 du même Code ; le stipulant pourra révoquer le droit né au profit de 3<sup>us</sup>, « tant que celui-ci n'aura pas déclaré vouloir en profiter ». L'acceptation de 2<sup>us</sup> a pour effet de rendre la révocation impossible (ajoutons qu'il semblerait possible, au moyen d'une clause insérée dans la police, de retarder la possibilité de l'acceptation de 3<sup>us</sup> jusqu'à l'époque du décès de 1<sup>us</sup>, de sorte que celui-ci conserverait, sa vie durant, la faculté de révocation).

L'acceptation de 3<sup>us</sup> n'est soumise à aucune forme ; elle peut même être tacite, résulter d'actes qui établissent

(1) V. pour l'exposé de ces systèmes : note de M. Thaller, D. P. 1888. 2.1 ; Montluc, *op. cit.*, p. 127 ; Mornard *op. cit.* ; Deslandres *op. cit.* ; Demante et Colmet de Santerre, *Cours analytique*, t. V, n° 33 bis ; Demolombe, *Traité des donations*, t. III, n° 93 ; notes de M. Labbé, S. 1877.1. 393, S. 1888.2, 49 et 98, S. 1889.1, 97 et 353.

chez 3<sup>us</sup> l'intention non équivoque de faire valoir ses droits sur le capital assuré ; elle peut intervenir après la mort du stipulant. Cette acceptation n'est donc pas, de la part du bénéficiaire, une manifestation de volonté qui, se rencontrant avec une autre manifestation de volonté, aurait pour résultat la formation d'un contrat ; c'est seulement une confirmation du droit déjà né au profit du bénéficiaire.

Ainsi le droit au capital assuré n'a jamais fait partie du patrimoine du stipulant ; la créance en indemnité contre la Compagnie prend naissance dans le patrimoine du bénéficiaire. Par conséquent, cette créance ne constitue pas une valeur successorale dans l'hérédité du stipulant ; ses héritiers ne peuvent élever à cet égard aucune prétention. Le bénéficiaire ne doit pas le rapport du capital assuré, s'il vient à la succession du signataire de la police, et, au cas où celui-ci laisse des héritiers réservataires, ce capital n'entre pas en ligne de compte pour le calcul de la réserve et il n'est pas soumis à la réduction. Enfin les créanciers de l'assuré, même en cas de faillite, n'ont aucun droit sur le montant de l'assurance ; c'est là une valeur qui ne rentre pas dans leur gage commun.

Telle est, en résumé, l'analyse donnée par la dernière jurisprudence. Mais on n'est pas arrivé du premier coup à cet ensemble de solutions, et il convient d'indiquer en peu de mots l'évolution qui s'est produite à cet égard.

C'est en 1863 que l'idée de la stipulation pour autrui semble avoir été adoptée par la jurisprudence pour fixer la nature juridique du contrat d'assurance sur la vie au profit d'un tiers. Un arrêt de la Cour de Lyon du 2 juin (D. P. 1863.2.119), confirmant un jugement du tribunal de la même ville, reconnaît que le contrat d'assurance au

profit d'un tiers (1) est régi par l'article 1121 du Code de commerce. « Un tel acte, ajoute l'arrêt, crée, au profit du tiers auquel est destiné le capital, un droit qui naît dès le moment du contrat et qui, simplement suspendu dans son existence tant que dure la vie de l'assuré, existe parallèlement à l'obligation où est la Compagnie d'assurances de payer le capital au moment convenu. En conséquence, lors du décès de l'assuré, le capital passe directement au tiers désigné ; il n'est pas censé sortir du patrimoine de l'assuré, et les créanciers de ce dernier n'y peuvent prétendre aucun droit ; ils pourraient seulement demander la nullité du contrat d'assurance, si ce contrat avait été fait en fraude de leurs droits. »

Si nous reproduisons une partie de cet arrêt, c'est qu'il nous semble établir d'une façon précise les solutions qu'admet, en notre matière, la jurisprudence actuelle. Somme toute, du premier coup, les tribunaux étaient à peu près arrivés à l'analyse qu'ils donnent encore aujourd'hui du contrat d'assurance au profit d'un tiers déterminé.

Il est un point, cependant, sur lequel la Cour de Lyon se sépare de la jurisprudence actuelle : certains passages du jugement confirmé, et, plus encore, les conclusions adoptées de l'avocat général Onofrio (rapportées dans Dalloz sous l'arrêt) établissent clairement que la Cour voit dans le contrat d'assurance, du moins dans les rapports entre l'assuré et le bénéficiaire, une libéralité soumise au rap-

(1) Dans l'espèce, il s'agissait d'un contrat passé au profit de la femme de l'assuré, ou de ses enfants, si la femme précédait. En fait, la femme de l'assuré existait au jour du décès de celui-ci. Le droit des enfants n'était donc pas en question, et l'on se trouvait en présence d'un contrat passé au profit d'un tiers déterminé.

port, à la réduction, à l'annulation pour incapacité. Si on ne lui applique pas les règles de forme des donations, c'est qu'on se trouve en présence d'une libéralité indirecte. Sans insister sur cette dernière solution, on peut remarquer la difficulté qu'il y aurait à la concilier avec celle admise par la Cour relativement aux créanciers qui ne peuvent pas agir, parce que le montant de l'assurance « n'est pas une valeur qui ait été placée dans le patrimoine de l'assuré et qui ait eu à en sortir ». On verra plus loin comment la dernière jurisprudence de la Cour de cassation a fait disparaître cette contradiction.

Quoi qu'il en soit, l'arrêt de 1863 inaugurait un système d'interprétation qui fut suivi pendant une dizaine d'années. Un arrêt de la Cour de Colmar, du 25 février 1865 (D. P. 1865.2.93) intervint dans des circonstances à peu près identiques, et donna la même solution, en refusant aux créanciers de l'assuré failli tout droit sur le capital assuré. Le contrat offrait cette particularité qu'il avait été passé au profit des *héritiers* de l'assuré; le tribunal de Colmar, se basant sur cette attribution, prétendait que le capital assuré, étant acquis par les bénéficiaires *jure hereditario*, faisait partie du gage commun des créanciers du failli. La Cour de Colmar refuse de s'arrêter à cette considération, et, se basant sur les règles d'interprétation posées par les articles 1156 et s. du Code civil, s'attachant avant tout à l'intention présumée du *de cujus*, déclare les créanciers non recevables à faire valoir leurs droits sur le capital assuré. Le stipulant a entendu désigner, par le mot *héritiers*, non pas sa succession, mais ses enfants nés ou à naître. Par suite ces derniers sont appelés en cette seule qualité, et sans qu'ils aient besoin de se porter héritiers, à toucher, au décès de leur père, le capital assuré qui a été



particulièrement affecté en leur faveur et qui n'est pas dès lors une valeur de l'hérédité.

C'est dans le même sens encore que l'on trouve un arrêt de la Cour de Paris du 5 avril 1867 (D. P. 1867.2.221). L'assuré, marié sous le régime de la communauté, avait stipulé au profit de ses *ayants droit*. La Cour décide que le capital assuré ne fait partie ni de la succession du stipulant, ni même de la communauté qui a payé les primes; les ayants droit le recueilleront lors du décès de l'assuré, comme ayant eu, dès le jour du contrat, un droit acquis au futur capital de l'assurance.

La doctrine des deux derniers arrêts qu'on vient de citer peut être formulée de la façon suivante : la théorie de la stipulation pour autrui exige la désignation précise du bénéficiaire, mais la question de savoir si, dans tel contrat, le bénéficiaire est désigné d'une façon précise, est une question de fait, et il appartiendra toujours au tribunal saisi de décider d'une façon souveraine que, malgré les expressions employées, le stipulant a entendu faire une désignation précise, et attribuer au bénéficiaire *jure proprio* le capital assuré.

Dans ces termes, cette doctrine paraît satisfaisante, et on peut regretter qu'elle n'ait pas été maintenue. Mais, à partir du dernier arrêt cité, un mouvement régressif se produit, et la tendance s'accuse dans le sens de la détermination rigoureuse des effets du contrat d'après les termes employés. La Cour de Besançon (15 déc. 1869, D. P. 1870.2.95), la Cour d'Aix (16 mai 1871, D. P. 1872.2.218) voient dans des stipulations faites au profit des *enfants* de l'assuré, ou de ses *héritiers* ou *ayants droit*, des désignations de bénéficiaires indéterminées, et posent en principe que, malgré l'intention contraire du stipulant, de

tels contrats ne peuvent avoir d'autre effet que de faire acquérir *jure hereditario*, le capital assuré aux bénéficiaires.

La Cour de cassation ne tarda pas à entrer dans la même voie. Un arrêt de la Chambre civile du 7 février 1872 (D. P. 1872. 1. 209) s'approprie la doctrine émise par la Cour d'Aix l'année précédente. Cet arrêt décide que le capital stipulé payable aux ayants droit de l'assuré fait partie du patrimoine de celui-ci, et doit être compris par les héritiers auxquels il est dévolu dans la déclaration de succession, pour être assujetti aux droits de mutation par décès. Rendu à propos d'une question fiscale, cet arrêt n'en a pas moins une portée absolument générale. Du reste, un nouvel arrêt de la Chambre civile du 13 décembre 1873 (D. P. 1874. 1. 113) décide, d'une façon explicite, que l'article 1121 s'appliquera seulement lorsque la disposition sera faite au profit d'un tiers déterminé ; une désignation vague et indéterminée, telle que « à ses héritiers » ou « aux personnes qu'il se réserve de désigner » ne peut, du vivant du stipulant, conférer un droit propre aux héritiers ; ceux-ci ne peuvent être appelés à recueillir le bénéfice de l'assurance qu'en vertu de leur vocation héréditaire, et dans les limites de cette vocation. Entre autres conséquences, on trouve celle-ci formellement déduite par l'arrêt précité, que le capital assuré doit être compris dans le partage de la communauté et non exclusivement attribué aux héritiers.

Cette jurisprudence fut consacrée d'une façon définitive en 1877. La Cour de cassation fut, à cette époque, chargée de se prononcer sur un certain nombre de questions relatives à l'assurance sur la vie. Les arrêts rendus sur ces questions sont rapportés dans le recueil de Sirey (1877.

1.393), et l'espèce qui nous intéresse ici est la première des trois. Il s'agissait d'une assurance mixte payable, en cas de décès de l'assuré, à ses enfants, à leur défaut à ses héritiers ou ayants droit. Dans l'espèce les enfants avaient survécu, et ils disputaient à la faillite de leur père le droit au capital assuré. La Cour de Rouen leur avait donné gain de cause, en vertu de la jurisprudence alors régnante dans les Cours d'appel, mais la Chambre civile s'élève contre cette solution. Parmi les enfants, certains étaient nés après le contrat ; à leur égard, la stipulation était donc faite au profit de personnes indéterminées, ce qui suffit, d'après la Cour suprême, pour entraîner la nullité de la clause aussi bien à l'égard des enfants de l'assuré nés avant le contrat qu'à l'égard de ceux nés après. L'assuré, en stipulant dans ces conditions, a stipulé pour lui-même, dans les termes de l'article 1122, et le capital assuré est compris dans la faillite.

Ainsi la Cour examine *en droit* la formule d'attribution du bénéfice, au lieu de laisser cette interprétation aux premiers juges, et, à ses yeux, du moment qu'il est question des *enfants*, ou des *ayants cause* de l'assuré, il ne peut être question que d'une désignation de bénéficiaires indéterminés. L'arrêt de cassation du 10 février 1880 précise encore cette doctrine : le juge du fait, dit-il explicitement, ne peut pas, par interprétation de la volonté de l'assuré, décider que celui-ci, en stipulant au profit de ses héritiers, a entendu stipuler au profit de ses enfants déjà nés et existant à l'époque du décès (D. P. 1880.1.169).

La distinction, établie par la Cour de cassation entre les contrats désignant un bénéficiaire déterminé et ceux désignant un bénéficiaire indéterminé, fut admise en général par les Cours d'appel (V. Rouen, 27 juillet 1875, D. P.

1876.2.182 ; Besançon, 27 juin 1875, D. P. 1878.1.429 ; Montpellier, 15 décembre 1873, D. P. 1874.2.201 ; Amiens, 30 décembre 1873, D. P. 1875.2.11 ; 19 décembre 1877, D. P. 1878.2.224 ; Paris, 26 novembre 1878, D. P. 1879.2.152 ; Nancy, 21 janvier 1882, D. P. 1882.2.174 ; Orléans, 26 mars 1887, D. P. 1888.2.148 ; Besançon, 2 mars 1887, D. P. 1888.2.1). Cependant en général les Cours d'appel ont une tendance, très juste à notre avis, à considérer l'interprétation de la formule d'attribution comme une question de fait. La Chambre civile elle-même, par arrêt du 2 juillet 1884 (D. P. 1885.1.150), est revenue sur sa doctrine antérieure, et a reconnu que, malgré l'emploi de certaines formules indéterminées en apparence, l'assuré a entendu désigner comme bénéficiaires des personnes déterminées et leur attribuer le montant de l'assurance *jure proprio*. « Les juges du fond, dit l'arrêt, constatent souverainement que le stipulant a entendu attribuer le bénéfice d'une police d'assurance à des personnes déterminées et les appeler à recueillir le capital assuré *jure proprio*, lorsqu'il a désigné comme tiers bénéficiaires ses enfants sans ajouter ni les mots nés ou à naître, ni les mots héritiers ou ayants cause. »

La Cour de cassation a eu de nouveau, en 1888, l'occasion d'établir, en les précisant, les résultats consacrés par sa jurisprudence antérieure. Dans les arrêts rendus par la Chambre civile, les 6, 8, 22 février et 27 mars (réunis dans le D. P. 1888. 1. 193), on trouve un ensemble de solutions qui constitue, en abrégé, une sorte de code des assurances. Un de ces arrêts confirme une solution déjà admise par la Chambre des requêtes (2 mars 1881, D. P. 1881. 1. 401), à savoir que l'acceptation du tiers bénéficiaire peut intervenir après la mort de l'assuré (dans le même sens,



Chambre civ., 7 août 1888, D. P. 1889. 4. 118 ; Paris, 10 mars 1896, D. P. 1896. 2. 465). La même année, un arrêt de la Chambre civile du 16 janvier (D. P. 1888. 4. 77), précise l'intérêt personnel du stipulant dans le contrat passé au profit d'un tiers, et dégage les caractères de la stipulation que l'assuré fait pour son propre compte, et dont la stipulation pour autrui ne serait, aux termes de l'article 1121, qu'un simple accessoire.

Pour en finir avec la question de la désignation bénéficiaire, mentionnons enfin l'arrêt de la Chambre des requêtes du 7 mars 1893 (D. P. 1894. 1. 77), aux termes duquel la stipulation, faite au profit des enfants nés et à naître du stipulant, ne fait acquérir aux bénéficiaires un droit au capital assuré qu'à titre d'héritiers. On ne peut méconnaître que, dans l'espèce, la Cour a bien jugé ; il paraît impossible, en effet, d'admettre, au profit des enfants à naître, l'existence d'un droit acquis dès le jour du contrat, — les principes mêmes de notre droit sur la stipulation semblent s'y opposer (1), — et, comme les enfants déjà nés au moment du contrat et ceux nés postérieurement, sont placés

(1) Cependant M. Lambert (thèse de doctorat, 1893, nos 127-193) soutient, avec un grand talent, et une remarquable force d'argumentation que la prétendue impossibilité d'une stipulation faite au profit de non-conçus, repose sur une analyse insuffisante, sur une généralisation hâtive et injustifiée des dispositions des articles 725 et 906 du Code civil. Après avoir montré que, dans l'ancien droit, sauf de très rares exceptions, l'opinion contraire a prévalu, l'auteur s'efforce d'établir qu'aucun texte, dans notre droit actuel, n'édicte une telle prohibition, et que, d'autre part, il n'y a rien de choquant ni d'anormal à admettre « qu'un tiers puisse trouver, le jour où il vient au monde, un droit éventuel qui n'attendait que sa naissance pour prendre corps, et qui pouvait tenir debout sans son intervention, parce qu'il sortait d'un contrat valablement formé entre deux personnes ». Pour M. Lambert, il n'y aurait dans le prétendu principe de l'impossibilité d'une stipulation au profit des non-conçus qu'une tendance passagère de la jurisprudence.

exactement sur le même pied dans l'expression de l'intention du stipulant, la seule solution possible est d'annuler la stipulation à l'égard des uns et des autres, et de voir dans leur droit au capital assuré un effet de leur vocation héréditaire.

Mais la question de savoir si l'interprétation de la formule d'attribution bénéficiaire est un point de fait ou un point de droit n'est pas pour cela tranchée ; du reste notre arrêt ne prétend pas la résoudre. Dans le cas où, à la différence de l'espèce sur laquelle il a eu à statuer, quelque chose révélerait l'intention du stipulant de gratifier seulement ses enfants existant au jour du contrat, il faudrait, si nous ne nous trompons, admettre, au profit de ces derniers, une attribution originaire du capital assuré. Et l'existence de cette intention chez le stipulant, déduite des expressions par lui employées, serait une question de fait, pour laquelle les premiers juges seraient souverains (1).

(1) Somme toute, ainsi que le fait remarquer M. Pinchon dans un remarquable article publié dans la *Revue critique de législation et de jurisprudence* (1898, tome XXVII), il y a là une question d'interprétation de l'intention des parties qui ne se confond en rien avec les solutions données plus haut et qui ne les infirme nullement. Il s'agit seulement de trancher des difficultés de fait. C'est dans cet ordre d'idées que, le 23 juillet 1872, la Cour de Besançon (D. P. 1872.2.220) a décidé qu'en appelant à recueillir le capital assuré « ses héritiers ou ayants droit », le défunt avait voulu exclusivement désigner ses deux enfants préexistants et sa femme. De même la Cour de Dijon (4 août 1875, D. P. 1880. 1. 169, sous l'arrêt de Cass. du 10 février 1880), a jugé qu'en stipulant en faveur de « ses héritiers directs » le défunt avait entendu parler de ses enfants déjà nés lors de l'assurance. La Cour d'Agen (22 novembre 1880, D. P. 1882. 2. 224) déclare que, dans une stipulation faite au profit d'une femme « et de ses enfants », ces dernières expressions doivent s'entendre exclusivement des enfants du bénéficiaire existant lors de l'assurance. La même interprétation de fait a prévalu en faveur des enfants de l'assuré déjà nés lors de l'assurance dans plusieurs autres espèces (Nancy, 25 février 1882 et Civ. rej., 2 juillet 1884, D. P. 1885. 1. 450 ; Douai, 14 août 1890 et Civ. rej., 22 juin 1894, D. P. 1892. 1. 205 ; Besançon, 26 octobre 1892, D. P.

Après les décisions qui viennent d'être rapportées, on peut dire que la jurisprudence semble fixée d'une façon définitive, du moins relativement à la distinction qu'il convient d'établir, suivant que le bénéficiaire est un tiers déterminé, ou bien au contraire une personne incertaine (V. notamment Douai, 10 décembre 1895, D. P. 1896.2. 417 et la note de M. Dupuich). Dans le premier cas, le capital assuré passe directement, au décès du stipulant, des mains de l'assureur dans celles du tiers bénéficiaire, et échappe à l'action de ses créanciers; même en cas de faillite, ceux-ci peuvent tout au plus exiger que le montant des primes soit versé à la masse, lorsque l'assurance a été contractée, pendant la période suspecte. En outre, le capital assuré reste en dehors de la communauté du stipulant, comme de sa succession. Dans le second cas, le capital fait partie de la succession de l'assuré et de sa communauté, et il est le gage de ses créanciers.

D'ailleurs ce sont là les seules différences; dans les deux cas, les règles sur le rapport et sur la réduction conservent leur empire; dans les deux cas aussi, le droit de mutation par décès est dû. Cette dernière solution, en faisant abstraction de la question fiscale qui ne rentre pas dans le cadre de notre étude, est difficilement admissible lorsque le contrat est passé au profit d'un tiers déterminé. Comment concilier l'idée de donation, de libéralité, avec celle de l'acquisition immédiate par ce tiers du bénéfice du contrat? Il y aura donc donation sans sacrifice du stipu-

1894. 2. 57).

Ainsi les juges du fond peuvent toujours décider que, quels que soient les termes employés, l'assuré a entendu attribuer le bénéfice de son contrat à des tiers déterminés pourvu, bien entendu, que ces tiers aient existé en fait au moment de la signature de la police.

lant, enrichissement du donataire sans appauvrissement du donateur, et le capital assuré sera en quelque sorte une valeur créée *ex nihilo*. Il eût été préférable, dès le début, d'admettre toutes les conséquences résultant nécessairement de la nature de la stipulation pour autrui, et de répudier complètement l'idée de donation, en écartant l'application des règles sur le rapport et sur la réduction. L'idée de donation se comprend, si l'on analyse la stipulation pour autrui, conformément à l'arrêt de la Chambre civile de 1888, en la décomposant en deux contrats greffés l'un sur l'autre, d'abord une stipulation que le contractant fait pour lui-même, et ensuite l'offre qu'il fait à un tiers de lui transporter, dans certaines éventualités, le bénéfice de son contrat. Mais cette manière d'interpréter l'article 1121 n'est pas celle qu'ont adoptée la plupart des arrêts (1); presque tous ceux qu'on a cités plus haut voient au contraire, dans la stipulation pour autrui, « une convention unique susceptible, dit M. Boistel (note sous Nancy, 17 janvier 1888, D. P. 1889. 2. 453), de produire certains effets au

(1) Comme le fait remarquer M. Lefort (*Traité du contrat d'assurances*, t. I, p. 220), on peut relever à cet égard deux phases bien distinctes dans la jurisprudence ; à une certaine époque, l'idée généralement reçue consistait à admettre le dédoublement du contrat en deux parties ; encore peut-on difficilement concilier cette analyse avec les solutions données par la jurisprudence, même à cette époque, relativement à l'absence de droit des créanciers de l'assuré sur le capital stipulé. Il semble cependant qu'on pourrait dire que les créanciers sont sans droit parce qu'il est toujours loisible à un débiteur, en dehors du cas de fraude, de faire sortir de son patrimoine telle valeur qu'il lui convient. Mais à partir des arrêts de cassation de 1888 précités, l'analyse de la stipulation pour autrui change : l'idée de la cession opérée par l'assuré au profit du bénéficiaire est abandonnée et on admet que le capital assuré n'a jamais fait partie du patrimoine du stipulant.

A notre avis, cette dernière solution n'est pas neuve. C'est celle qu'avaient implicitement admise un assez grand nombre d'arrêts antérieurs à 1870, et dont quelques-uns ont été cités plus haut.



profit de l'assuré, et certains autres au profit du bénéficiaire, suivant que tels ou tels événements se réaliseront ». Dans ce système, l'assurance sur la vie contractée au profit d'un tiers ne constitue pas une libéralité ; il est bien vrai que le bénéficiaire réalise un profit gratuit, mais, en vertu de l'effet rétroactif de son acceptation, il acquiert le capital assuré sans que celui-ci ait été compris un seul instant dans le patrimoine du stipulant. On ne peut donc pas dire qu'il y a, de la part de celui-ci, appauvrissement, diminution de patrimoine.

L'application des règles du rapport et de la réduction ne se justifiait du reste en aucune façon. C'est en vain qu'on avait voulu motiver cette solution en essayant de trouver chez le stipulant, sinon un appauvrissement réel, du moins un manque de gagner (V. Douai, 16 janvier 1897, D. P. 1897. 2.425). Comme le remarque M. Dupuich (*Avenir économique et financier*, numéro du 15 octobre 1898), à qui nous empruntons ces considérations, rien ne permet d'affirmer que le stipulant se serait imposé la charge du paiement des primes s'il n'avait pas eu l'intention très précise d'assurer l'avenir d'une certaine personne. Il n'y a donc pas, de la part du stipulant, manque de réaliser un gain, puisque le contrat n'aurait pas pris naissance si le bénéficiaire lui-même n'avait pas existé. De même il suffit, pour faire justice de l'opinion qui trouve un appauvrissement du stipulant dans l'obligation de payer les primes, de remarquer que le paiement des primes est essentiellement facultatif, comme nous le verrons plus loin. Enfin, l'argument tiré de l'égalité des partages, qui paraît avoir déterminé la Cour de cassation lors de son arrêt du 8 février 1888, n'est pas plus probant ; d'abord il ne s'appliquerait qu'à la matière du rapport, et on ne peut rien en tirer au point de vue de la réduction.

tion à la quotité disponible ; ensuite il repose en somme sur une pétition de principe : sans doute il faut respecter l'égalité des partages, mais la question est précisément de savoir si le capital assuré est compris dans la masse des biens partageables.

Le système admis par la Cour de cassation en 1888 était donc destiné à disparaître et un grand nombre d'auteurs souhaitaient sur ce point un changement de jurisprudence, qui ne tarda pas à se manifester. L'évolution commença par deux arrêts de la Cour de Nancy ; le premier, en date du 17 janvier 1888 (D. P. 1889. 2. 153), décidait que l'assurance contractée par le mari failli au profit de sa femme ne constitue pas une libéralité faite avec ses deniers personnels, et ne tombe pas sous l'application des articles 559 et 564 du Code de commerce. Le second, du 18 février 1888 (D. P. 1889. 2. 198) était encore plus explicite : le capital assuré, n'ayant jamais fait partie du patrimoine du mari stipulant, ne saurait constituer l'objet d'une libéralité réductible pour le cas où elle excéderait la quotité disponible... la femme n'est pas tenue d'en faire, même fictivement, le rapport à la succession du mari.

Cependant la Cour de cassation n'avait pas encore été saisie de la question. C'est seulement en 1896 que fut réalisé le vœu d'un grand nombre d'auteurs qui désiraient la voir revenir sur sa jurisprudence antérieure. Un arrêt de la Chambre civile du 29 juin (D. P. 1897.1.73), après avoir reconnu que « l'assurance sur la vie contractée au profit d'un tiers spécialement désigné, lui confère un droit personnel qui ne repose que sur sa tête », en conclut que « dès lors, le capital assuré n'ayant jamais fait partie du patrimoine du stipulant, et ne constituant pas une valeur successorale, *n'entre pas en compte pour le*

*calcul de la réserve* ». C'est admettre, par là même, que le capital assuré n'est pas soumis au rapport : il est clair qu'il ne peut y être soumis, puisqu'il n'a jamais été compris dans le patrimoine de l'assuré. L'arrêt ne tranche pas du reste la question de savoir si, en principe, le rapport des primes versées peut être exigé. Dans l'espèce il méconnaît au conjoint survivant de l'assuré le droit de demander ce rapport, mais c'est seulement en se fondant sur ce qu'il n'a pas la qualité d'héritier (la succession à propos de laquelle la Chambre civile a eu à statuer s'était ouverte antérieurement à la loi du 9 mars 1891). Nous examinerons plus tard (V. *infra*, Conclusion), la question de savoir si les cohéritiers peuvent exiger le rapport des primes.

Actuellement, la doctrine dominante est conforme à l'arrêt du 29 juin 1896 (V. Tribunal de la Seine, 3 avril 1897, 2 avril 1898 ; Cour de Paris, 23 juin 1898, cités par M. Pinchon, article précité).

De tout l'exposé qui précède, on ne veut tirer qu'une conclusion : toutes les fois qu'il y a, dans la police même, attribution du bénéfice de l'assurance à un tiers nominativement désigné, ou tout au moins individualisé d'une façon suffisamment précise, il n'y a pas *transmission* du bénéfice ; il y a *acquisition directe*. Ce cas ne rentre donc pas dans l'objet de notre étude. Si nous en avons parlé un peu longuement, c'est que les résultats consacrés sur ce point par la jurisprudence forment la base de toute la théorie du contrat d'assurance et ont servi à déterminer, d'une façon définitive, croyons-nous, sa nature juridique.

SECTION II. — Le tiers bénéficiaire, indiqué dans la police, est une personne indéterminée ou incertaine.

Par personnes indéterminées, on entend « celles dont l'acte même de disposition ne détermine pas actuellement l'individualité, et n'indique non plus aucun moyen, aucun événement par l'accomplissement desquels elles pourraient être plus tard déterminées » (1). Tels sont « les enfants », « les enfants nés ou à naître de l'assuré », « ses héritiers ou ayants droit », « ses petits-enfants », « ses neveux et nièces », « ses cousins », « ses parents ».

On a vu plus haut que la jurisprudence, qui d'abord ne s'était pas préoccupée de la façon dont est désigné le bénéficiaire dans la police, a, au contraire, depuis l'arrêt de cassation du 7 février 1872, refusé d'appliquer l'article 1121 aux contrats d'assurance passés au profit de personnes indéterminées. La doctrine de la Cour suprême, appliquée d'abord seulement aux stipulations désignant comme bénéficiaires les *ayants droit* de l'assuré, fut ensuite étendue aux contrats visant les *enfants nés ou à naître*, les *héritiers*. V. sur ce point : Cass., 15 déc. 1873, D. P. 1874.1.113 ; Cass., 15 juillet 1875, D. P. 1876.1.232 ; Cass., 26 juillet 1876 et 7 févr. 1877, D. P. 1877.1.337 ; Cass., 27 janvier 1879, D. P. 1879.1.230 ; Cass., 10 févr. 1880, D. P. 1880.1.169 ; Amiens, 30 déc. 1873, D. P. 1875.2.211 ; Amiens, 19 déc. 1877, D. P. 1878.2.224 ; Lyon, 9 avril 1878, D. P. 1879.2.258 ; Nîmes, 25 févr. 1880, D. P. 1880.2.181 ; Besançon, 14 mars 1883, D. P. 1883.2.129.

Ainsi la solution donnée d'abord relativement aux contrats passés au profit de personnes indéterminées doit être

(1) Demolombe, *Donations et testaments*, nos 606 et 607.



aussi admise, d'après la jurisprudence, en ce qui touche les contrats dont les bénéficiaires sont des personnes incertaines, des personnes futures (par là on entend celles qui ne sont pas encore conçues au moment de la signature de la police). Le motif donné pour justifier cette extension est que l'article 1121 du Code civil n'est pas applicable quand le bénéficiaire n'est pas désigné d'une façon bien certaine.

Au point de vue législatif, on pourrait souhaiter, semble-t-il, de voir disparaître la distinction établie par la jurisprudence, distinction qui, du reste, paraît s'imposer à moins d'un changement dans nos lois, tant qu'on expliquera le contrat d'assurance au profit d'un tiers en ayant recours à l'idée d'une stipulation pour autrui (1). Le plus souvent, cette distinction a pour résultat la méconnaissance de l'intention des parties. Un père de famille, désireux d'assurer l'avenir de tous les enfants qu'il laissera à son décès, a recours, comme c'est le moyen le plus simple, à un contrat passé au profit de ses enfants, ou bien de ses enfants nés ou à naître. Il croit les avoir mis à l'abri du besoin. Il n'en est rien. Supposons qu'il meure, laissant un passif supérieur à son actif. Comme il est censé avoir stipulé pour sa succession, ses enfants ne peuvent recueillir le capital assuré qu'en acceptant cette succession, dont les dettes vont absorber, et au delà, le montant de l'assurance. Ils ont, il est vrai, la ressource de l'acceptation bénéficiaire; mais, même s'ils prennent ce parti, le capital assuré servira d'abord à désintéresser les créanciers héréditaires. Et cependant n'est-il pas évident que le père avait entendu créer au profit de ses enfants, et d'eux tous, une valeur en dehors de son patrimoine, une valeur que, précisément, il voulait mettre

(1) V. cependant la thèse de M. Lambert et la note de la p. 31.

à l'abri de toute éventualité mauvaise ? S'il avait désigné nominativement les bénéficiaires, ce résultat aurait été atteint. Mais, en le faisant, il aurait créé une inégalité fâcheuse entre ceux de ses enfants conçus à l'époque du contrat et ceux qui, à ce moment, ne l'étaient pas encore.

Il convient d'ajouter que le pouvoir d'interprétation laissé au juge du fond atténue en partie ces inconvénients. Dans l'espèce qu'on vient de voir, et en supposant la stipulation faite au profit des *enfants* de l'assuré, le tribunal saisi pourrait décider que le capital assuré appartient *jure proprio* à ces enfants ; mais, il ne pourrait en être ainsi qu'à l'égard de ceux des enfants nés au moment du contrat, d'où l'inconvénient qu'on vient de signaler tout à l'heure. Encore leur sort serait-il subordonné à la décision du tribunal, que rien ne lie, et dont il est permis, dans une certaine mesure, de craindre l'arbitraire, surtout si l'on remarque que les jugements rendus sur ces matières échappent à la censure de la Cour suprême.

Nous verrons plus loin que l'avenant offre à l'assuré un moyen assez facile d'assurer à sa volonté son entière exécution. Quant à la question de savoir s'il serait désirable de voir la loi modifiée dans le sens de la possibilité d'une attribution originaire du capital assuré à tous les enfants de l'assuré, même ceux non conçus au moment de la signature du contrat, cette question sera examinée plus loin (V. *infra*, Conclusion).

Quoi qu'il en soit, le seul point qui nous occupe actuellement est le suivant : lorsqu'il y a, dans la police même, attribution du bénéfice du contrat à une personne indéterminée ou incertaine, se trouve-t-on en présence d'une véritable *transmission* ?

La réponse sort d'elle-même de l'analyse que donne la

jurisprudence. En principe, et sauf le pouvoir d'interprétation laissé au juge du fond, toutes les fois qu'il y a désignation, dans la police, de personnes indéterminées ou incertaines comme bénéficiaires, il y a, au décès de l'assuré, *transmission* du bénéfice du contrat. Le bénéficiaire n'a aucun droit immédiat, et, jusqu'au décès de l'assuré, le capital qui fait l'objet de l'assurance reste dans le patrimoine de celui-ci. A sa mort, il suit la dévolution de ce patrimoine (nous supposons bien entendu, pour ne pas sortir de notre hypothèse, que l'assuré n'a modifié en rien la clause d'attribution de la police, c'est-à-dire qu'il est mort *ab intestat* ou que tout au moins le capital assuré n'a pas été compris dans ses dispositions testamentaires).

De cette analyse résultent les conséquences suivantes : le capital, faisant partie du patrimoine de l'assuré, est le gage commun de tous ses créanciers, qui peuvent exercer leurs droits sur la somme qu'il représente, et, en particulier, pratiquer une saisie-arrêt entre les mains de la Compagnie. Ce capital tombe dans la masse active de la faillite de l'assuré ; il peut faire l'objet d'une séparation des patrimoines ; il doit être compris dans l'actif de la succession, et la personne qui l'acquiert doit en faire la déclaration à l'enregistrement et payer les droits de mutation. Enfin, si l'assuré est commun en biens, la créance en indemnité contre la Compagnie tombe dans la communauté.

Toutes les fois que l'attribution du bénéfice du contrat est faite à une personne indéterminée ou incertaine, le bénéficiaire acquiert, on vient de le dire, le capital assuré *jure hereditario*. Cela suppose évidemment qu'il a la qualité d'héritier, et qu'il vient en rang utile. Pas de difficulté quand l'attribution est faite aux *héritiers*, aux *ayants droit*,

aux *enfants*, aux *enfants nés ou à naître*, de l'assuré. Ce sont là les formules les plus usitées ; mais ce ne sont pas les seules, et on peut concevoir, semble-t-il, un contrat d'assurance passé au profit de personnes indéterminées qui n'arrivent pas en rang utile pour recueillir la succession de l'assuré. C'est ce qui peut fort bien arriver lorsque l'attribution est faite, par exemple, au profit des *neveux et nièces*, ou encore des *cousins* de l'assuré. M. Lefort, qui donne cette formule (*op. cit.*, I, p. 138) à côté de celles qu'on vient de citer, ne s'arrête pas à la difficulté spéciale qui peut être soulevée lorsque ces derniers bénéficiaires n'arrivent pas en rang utile pour recueillir la succession de l'assuré.

A qui devra, dans ce cas particulier, être versé le capital de l'assurance ? Il semble bien que les héritiers appelés aient seuls qualité pour le toucher. Mais alors on ne tiendra plus aucun compte de la volonté de l'assuré. D'autre part, si l'on tient avant tout, comme on doit le faire, à respecter cette volonté, comment justifier le droit des bénéficiaires indiqués dans la police ? On ne peut dire qu'il y a donation entre vifs faite à leur profit ; ce serait aller manifestement contre la réalité des faits ; l'assuré ne s'est pas, de son vivant, dépouillé actuellement et irrévocablement de sa créance contre la Compagnie, et, ce qui le prouve bien, c'est qu'il aurait pu substituer d'autres bénéficiaires à ceux désignés dans la police, ou bien encore affecter à ses créanciers le bénéfice du contrat. S'il y avait donation, ce serait donation *mortis causa*, et on sait que notre droit prohibe de telles dispositions (1). On ne peut pas

(1) Le Dr Heck, privat-docent à l'Université de Berlin, a soutenu, dans une monographie remarquable (V. *Revue générale du droit*, 1891, XV, p. 289 et 385), que l'assurance contractée au profit d'un tiers constitue,



davantage dire que les bénéficiaires sont légataires de l'assuré ; on tomberait alors sous l'application des règles de forme relatives aux testaments, et il est clair que la police n'est pas rédigée conformément à ces règles.

Pratiquement, le signataire du contrat a plusieurs moyens d'assurer l'exécution de sa volonté ; il pourrait, du moins d'après une opinion que nous combattons plus loin, transférer aux bénéficiaires sa police par un don manuel ; il peut la leur attribuer par un avenant, ou l'endosser à leur profit, ou la leur céder suivant le mode du droit civil, ou enfin en disposer par un acte de donation ou par un testament. Mais il est possible qu'il meure sans avoir eu le temps de recourir à l'un de ces moyens, qui ne peuvent d'ailleurs être employés qu'en individualisant les bénéficiaires, personnes indéterminées au moment de la signature de la police. D'ailleurs, si l'on suppose que l'un de ces moyens a été utilisé, on sort des conditions prévues dans notre hypothèse ; les bénéficiaires tiennent leurs droits, non plus précisément de la clause d'attribution insérée dans la police, mais plutôt d'une nouvelle manifestation de la volonté de l'assuré, confirmative de cette clause.

Cette question, qui, à notre connaissance, n'a encore jamais été soulevée, ne paraît pas susceptible d'être résolue dans l'état actuel de la jurisprudence. On ne peut reconnaître aux bénéficiaires, personnes indéterminées et

dans tous les cas, une donation *mortis causa*, et, comme telle, ne peut avoir d'existence légale dans les pays qui admettent la règle « donner et retenir ne vaut ». La jurisprudence française qui, avec raison, n'est jamais entrée dans ces vues, paraît cependant ouvrir une brèche à cette théorie, dans le cas, très particulier il est vrai, où nous nous plaçons. Et il semble que le moyen le plus pratique à employer, pour donner effet, dans notre hypothèse, à la volonté de l'assuré, serait celui proposé par l'auteur allemand : il consiste à rédiger la police, ou tout au moins la clause d'attribution, dans la forme olographe.

supposées non héritiers de l'assuré, de droit au capital de l'assurance, qu'en admettant une stipulation faite à leur profit dans les termes de l'article 1121. Or c'est ce que la jurisprudence se refuse à faire.

Remarquons toutefois qu'ici encore le pouvoir d'appréciation laissé au juge du fond atténué en pratique la difficulté qu'on vient de soulever. S'il apparaît clairement que la volonté de l'assuré a été d'attribuer le capital à ses *cousins*, à ses *neveux ou nièces* quoiqu'ils ne soient pas appelés à sa succession, et si, d'autre part, ces bénéficiaires existaient en fait au jour de la signature du contrat, le tribunal pourra décider que leur droit est né d'une stipulation faite dans les termes de l'article 1121 du Code civil.

**SECTION III. — Le bénéficiaire indiqué dans la police est une personne que l'assuré se réserve de désigner ultérieurement.**

Il semble que le contrat est régi par l'article 1122 du Code civil, tant que l'assuré n'a pas réalisé en fait la désignation de personne qu'il s'est réservé de faire dans la suite. Cependant, dans le cas où le bénéficiaire désigné après coup est une personne déterminée, une décision récente a admis que tout devait se passer comme si, dès le début, la stipulation avait été faite dans les termes de l'article 1121.

Nous reviendrons sur cette question au chapitre IV.

Quand, au contraire, la désignation de personne n'individualise pas le bénéficiaire, il est sans difficulté que la stipulation faite rentre dans les termes de l'article 1122, après comme avant la désignation (V. *infra*, chap. IV).

## CHAPITRE IV

### SUBSTITUTION D'UN DEUXIÈME BÉNÉFICIAIRE A CELUI QUI ÉTAIT INDIQUÉ DANS LA POLICE.

En appliquant la distinction fondamentale établie suivant que le bénéficiaire est un tiers déterminé ou bien au contraire une personne indéterminée ou incertaine, la question de savoir si on se trouve en présence d'une véritable transmission du bénéfice du contrat pourrait, semble-t-il, se poser théoriquement dans les cas suivants :

Substitution d'un bénéficiaire *déterminé* au premier, qui était aussi *déterminé*.

Substitution d'un bénéficiaire *déterminé* à des bénéficiaires *indéterminés*.

Substitution de bénéficiaires *indéterminés* au premier bénéficiaire, qui était *déterminé*.

Substitution d'un second groupe de bénéficiaires *indéterminés* au premier groupe de bénéficiaires, également *indéterminés*.

Enfin, nous aurions aussi quelques mots à dire de la désignation du bénéficiaire que l'assuré s'est réservé, dans la police, le droit de faire connaître ultérieurement, hypothèse qui n'est pas distincte des précédentes, mais rentre toujours dans l'une d'elles.

Avant de commencer l'étude de ces différentes hypothèses, nous avons à nous demander quel est le véritable effet d'une stipulation faite au profit de tiers indéterminés. On

vient de le voir, une telle stipulation est l'équivalent de celle que l'assuré aurait faite à son propre profit : les tiers indéterminés ne recueillent le capital assuré que *jure hereditario*. C'est dire en somme qu'à leur égard, cette stipulation en elle-même n'est productive d'aucun droit. Si l'assuré s'était contenté de stipuler pour lui-même, sans faire mention de ses enfants, de ses héritiers, etc. comme bénéficiaires, ceux-ci n'en auraient pas moins recueilli à sa mort le capital assuré. L'indication dans la police des enfants, des héritiers, ne leur fait rien acquérir de plus. Dira-t-on que les bénéficiaires indéterminés, qui ne sont pas en même temps héritiers, peuvent prétendre quelque droit au capital assuré ? On vient de voir que cette prétention ne reposerait sur rien. Dira-t-on même que, parmi les héritiers appelés, le groupe de ceux qui étaient indiqués dans la police aura droit exclusivement au capital assuré ? Par exemple, l'assuré ayant stipulé au profit de ses cousins, laisse à sa mort des cousins germains dans la ligne maternelle et un oncle dans la ligne paternelle ; les cousins auront-ils droit exclusivement au capital assuré, ou bien faudra-t-il appliquer, relativement à ce capital, comme au reste du patrimoine du *de cujus*, le principe de la division entre les lignes (art. 733, C. civ.) ? Il semble bien qu'on doit admettre cette dernière solution ; pour attribuer exclusivement le capital assuré aux cousins, il faudrait que la police eût la vertu de modifier l'ordre successoral établi par la loi, il faudrait en un mot qu'elle fût rédigée, ou tout au moins que la clause de transmission fût rédigée dans la forme d'un testament régulier, et il est évident qu'en fait il n'en est pas ainsi.

Il résulte de cette observation que l'une des hypothèses qui viennent d'être prévues n'a en réalité aucune impor-



tance pratique ni même théorique ; c'est une hypothèse vaine. Nous voulons parler du cas où, au premier groupe de bénéficiaires indéterminés, l'assuré aurait substitué un second groupe de bénéficiaires également indéterminés. La première et la seconde stipulation produiraient le même effet à l'égard des deux groupes de bénéficiaires, ou, pour parler plus exactement, ni l'une ni l'autre n'en produiraient aucun. Dans les deux cas, tout se passerait comme si l'assuré avait stipulé pour lui-même, et, à sa mort, ses héritiers, désignés ou non dans la police, auraient droit au capital assuré. On ne conçoit donc pas dans quel but l'assuré réaliserait une telle opération, et on peut ajouter qu'en pratique on n'en trouve aucun exemple. En supposant qu'un assuré y ait recours, il croirait avoir fait quelque chose, et, en réalité, il n'aurait rien fait.

° Nous écartons donc cette hypothèse. Restent les autres, qui vont être examinées successivement, toujours sous le bénéfice de l'observation qui vient d'être faite, à savoir que la stipulation au profit de tiers indéterminés ne produit en somme aucun effet à l'égard de ces tiers, qu'elle ne contient à leur profit aucune attribution particulière.

#### SECTION I. — Substitution d'un bénéficiaire déterminé à un bénéficiaire également déterminé.

L'assuré, après avoir signé une police contenant attribution au profit d'un tiers nominativement désigné ou individualisé d'une façon suffisamment précise, veut, dans la suite, modifier cette attribution, et faire profiter de son contrat un nouveau bénéficiaire également déterminé. Il peut le faire, tant que le premier n'a pas accepté, ce que nous supposons toujours (pratiquement, il ignore le plus

souvent l'attribution faite à son profit, et, la connaîtrait-il qu'on pourrait encore, semble-t-il, au moyen d'une clause spéciale insérée dans la police, retarder la possibilité de son acceptation jusqu'à l'époque du décès du stipulant [1]).

Pour apprécier si cette substitution d'un deuxième bénéficiaire au premier constitue une transmission du bénéfice du contrat, il faut distinguer suivant le mode employé par l'assuré pour réaliser sa volonté. Il n'y a pas à distinguer du reste suivant qu'il s'agit d'une cession à titre onéreux ou d'une donation entre vifs (2) ou testamentaire, ou d'une dation en paiement, etc. Dans tous les cas, et quelle que soit la convention qui donne lieu au transfert

(1) Les exemples de cette clause sont fort rares en pratique. Cependant certains assurés demandent parfois qu'elle soit insérée, et les Compagnies en général font droit à leur désir, tout en leur faisant remarquer que la validité d'une stipulation faite dans ces conditions pourra être contestée par les intéressés, qui prétendront y voir une convention passée, non plus au profit d'un bénéficiaire, mais de l'assuré lui-même. A notre avis, cette difficulté ne paraît pas à craindre, si l'on admet la solution donnée par la jurisprudence dans le cas où, après avoir stipulé au profit d'une personne qu'il se réserve de désigner, l'assuré désigne un bénéficiaire déterminé (v. p. 44 et *infra*) ; les deux situations présentent en effet une très grande analogie.

(2) En pratique on trouve peu d'exemples de donations entre vifs portant sur un contrat d'assurance, et on ne peut s'en étonner quand on songe aux frais et aux complications qu'entraîne un tel acte, alors surtout que l'assuré a, dans l'avenant d'attribution, un moyen si facile et si simple de réaliser ses intentions libérales. Aux frais de l'acte notarié que nécessite la donation entre vifs, il faudrait encore ajouter ceux de la signification du transport à la Compagnie, qui seule rendrait le droit du donataire opposable aux tiers.

L'assuré peut-il avoir recours au don manuel pour gratifier un second bénéficiaire, ou, s'il s'agit d'une assurance en cas de vie, peut-il en transmettre le bénéfice par la simple remise de sa police ? En principe, le don manuel, étant un contrat réel, ne peut porter que sur les objets mobiliers susceptibles de tradition réelle, et non pas sur des meubles corporels, sur des droits mobiliers. C'est la raison classique donnée pour écarter la validité des dons manuels ayant pour objet des créances (V. M. Huc, *Cession et transmission des créances*, t. I, n° 284) ; il n'y a pas de motifs pour ne pas l'admettre en ce qui concerne les polices d'assurance.

(convention dont nous n'avons pas à nous occuper ici), le transfert lui-même se réalisera par l'un des modes suivants :

L'assuré peut avoir recours à un *avenant* pour modifier l'attribution primitive.

Il peut céder la créance éventuelle qu'il a contre la Compagnie, ou plutôt l'ensemble des créances qui résultent du contrat, suivant le *procédé du droit civil* (art. 1689 et s. du C. civ.).

Il peut enfin transférer le bénéfice de son contrat par *endossement*, pourvu que la police soit à ordre.

Nous allons passer rapidement en revue chacun de ces procédés.

#### § 1. — Substitution par avenant (1).

M. Lefort (*op. cit.*, II, p. 169) définit l'avenant : « une modification apportée au contrat primitif, conçue dans les formes mêmes de cette convention primordiale, et à laquelle dès lors concourent toutes les parties intéressées, l'assureur aussi bien que l'assuré ». L'avenant peut avoir pour objet la modification d'une partie quelconque du contrat primitif ; il s'agit seulement ici d'une modification portant sur la personne du bénéficiaire, en un mot, d'un *avenant d'attribution*.

Sans examiner la question de savoir quelle est, d'une façon générale, la nature de cette opération (examen qui sera fait plus loin), on peut dès maintenant dire que, dans notre cas, l'avenant forme avec la police, à la date de laquelle il

(1) Nous n'entendons pas même essayer de donner ici un aperçu complet du rôle joué par l'avenant d'attribution. Ce mode de transfert sera étudié plus loin avec quelque détail. Pour l'instant il suffit d'en donner une notion très sommaire.

remonte, un tout indivisible, de sorte que tout se passe comme si la police avait été, dès le principe, rédigée telle qu'elle est modifiée par l'avenant (Bailly, *op.cit.*, p.37) (1).

C'est bien la solution qui s'impose si l'on admet, avec la jurisprudence la plus récente, que la créance en indemnité n'a jamais fait partie du patrimoine de l'assuré qui a stipulé au profit d'un tiers. Comment cet assuré pourrait-il rétrocéder une créance qu'il n'a jamais acquise ? Le droit du premier bénéficiaire, personne déterminée, a pris naissance dans le patrimoine de celui-ci ; seulement il est révocable tant que le premier bénéficiaire n'a pas accepté. Et, lorsque l'assuré substitue par avenant un deuxième bénéficiaire au premier, il révoque, comme c'est son droit d'après l'article 1121, la première stipulation faite, et la remplace par une seconde, faite celle-là au profit du second bénéficiaire, dont le droit prend naissance rétroactivement au jour de la première stipulation (2).

Cette solution, admise aujourd'hui sans difficulté par la jurisprudence, ne l'était pas quand on décomposait la stipulation pour autrui en deux opérations : la première ayant pour objet de faire acquérir le droit à l'indemnité à l'assuré lui-même, et la seconde opérant cession de ce droit au bénéficiaire. Mais, du jour où l'on a admis la naissance directe, immédiate, du droit du premier bénéficiaire, il a fallu nécessairement admettre, par là même, que le droit du second, désigné par avenant, prend naissance dans les mêmes conditions (V. Douai, 14 février 1887, S. 1888.2. 49 ; Paris, 18 juillet 1884, *Rec. pér. des Ass.*, 1886, p. 114 ;

(1) M. Bailly avait d'abord soutenu que l'avenant opère cession de la créance en indemnité, acquise par l'assuré pour son propre compte (*Rec. pér. des Ass.*, 1890, p. 134).

(2) Telle est du moins l'analyse donnée par la jurisprudence : nous aurons plus tard à apprécier la valeur de cette notion de rétroactivité.



Cass., 16 janvier 1888, D. P. 1888.1.77 ; Amiens, 26 avril 1888, S. 1888.2.220 ; Cass., 7 août 1888, D. P. 1889.1.118 ; Ch. des req., 22 juin 1891, D. P. 1892.1.205 ; Rouen, 21 mars 1893, D. P. 1894.2.171 ; Grenoble, 11 décembre 1894, D. P. 1896.2.97).

Les arrêts précités ne reconnaissent d'ailleurs pas tous la même nature juridique à l'avenant d'attribution. Les uns y voient une novation par changement de créancier, les autres une simple modification du contrat primitif, sans novation proprement dite. Quoiqu'il en soit, pour l'instant, il suffit de constater que la jurisprudence est à peu près unanime pour écarter l'idée de cession, de transmission ; c'est la seule question qui nous préoccupe pour l'instant, et on peut conclure, dans cet ordre d'idées, que la substitution par avenant d'un deuxième bénéficiaire au premier, tous deux également déterminés, ne constitue pas un cas de transmission du bénéfice du contrat.

**§ 2. — Transmission, par cession civile, de la propriété  
de la police (1).**

Entre les parties, une telle cession est valable pourvu qu'il y ait consentement des contractants et remise de la police au cessionnaire, dans le cas du moins où il s'agit d'une vente. S'il s'agit d'une donation entre vifs ou testamentaire, il faut que les règles de formes soient appliquées. A l'égard des tiers, on doit accomplir les formalités exigées par les articles 1690 et suivants du Code civil.

Comme le mot *cession* l'indique, on se trouve bien en présence d'un cas de transmission, d'une acquisition et

(1) Nous ne parlons pas, d'une façon spéciale, de la transmission *par voie de transfert sur le titre même* ; nous essaierons plus loin d'établir qu'il ne faut y voir qu'une cession civile.

d'une aliénation corrélatives l'une de l'autre, quelle que soit du reste la convention qui a donné lieu au transfert.

On pourrait objecter qu'ici encore l'assuré ne peut réaliser une véritable transmission puisque c'est le premier bénéficiaire seul qui a droit éventuellement à l'indemnité. Il faut répondre que l'assuré révoque la stipulation faite au profit du premier bénéficiaire, et fait entrer dans son propre patrimoine la créance en indemnité qu'il cède ensuite à un tiers. Cette explication a été écartée dans le cas où, par un avenant d'attribution, l'assuré substitue un second bénéficiaire au premier (tous deux personnes déterminées). C'est que la situation n'est pas du tout la même : tout à l'heure l'assuré faisait intervenir entre lui et la Compagnie un nouvel accord de volontés, modificatif de la première convention passée ; maintenant il dispose de son contrat sans qu'il soit besoin de la participation de la Compagnie. Et il est bien impossible, précisément en l'absence de tout engagement direct de la Compagnie envers le tiers cessionnaire, de reconnaître au profit de ce tiers autre chose que les droits qui ont appartenu à l'assuré, qui ont séjourné, tout au moins un instant de raison, dans son patrimoine, par l'effet de la révocation de la stipulation faite au profit du premier bénéficiaire.

Nous concluons donc que, lorsque l'assuré a recours au mode de cession du droit civil pour faire passer à un nouveau bénéficiaire la créance en indemnité contre l'assureur, on se trouve en présence d'un cas de transmission du bénéfice du contrat.

**§ 3. — Substitution par endossement d'un deuxième bénéficiaire au premier.**

On a vu plus haut que l'endossement est un mode de

transfert *lato sensu* prévu par la plupart des polices. En fait c'est peut-être le procédé le plus employé, quoiqu'il soit plus facile de relever ses inconvénients que de signaler ses avantages. Il y a donc lieu d'examiner si l'endossement d'une police d'assurance constitue une véritable transmission de l'ensemble des droits résultant du contrat.

Le mobile de l'assuré qui endosse, au profit d'un tiers, la police contenant attribution de l'indemnité à un bénéficiaire déterminé, paraît être, le plus ordinairement, le désir de réaliser une somme d'argent ou de se libérer d'une dette, en un mot d'agir à titre onéreux. Mais il peut se faire aussi que l'assuré ait recours à l'endossement non pas pour tirer de l'argent de la valeur du contrat, mais simplement pour désigner un nouveau bénéficiaire, sans retirer de l'opération aucun profit pour lui-même. La solution, dans ce second cas, devra-t-elle être différente ?

Il semble bien qu'on doit, avant tout, s'attacher au mode employé par l'assuré ; il a eu recours au procédé du droit commercial, et ce procédé doit entraîner toutes ses conséquences habituelles. D'ailleurs, si l'assuré a entendu agir à titre gratuit, il a dû malgré tout, dans l'endossement, faire mention d'une valeur fictive fournie à lui (nous verrons plus loin que telle est, sur ce point, l'exigence de l'article 137 du Code de commerce). On devra donc admettre qu'on se trouve en présence d'un transfert à titre onéreux, sauf pour les intéressés la possibilité de la preuve contraire.

La question de savoir si l'endossement d'une police d'assurance constitue une véritable transmission du bénéfice du contrat doit donc recevoir une solution unique.

Mais, pour résoudre cette question, il faudrait déterminer quels sont les effets de l'endossement d'une police d'as-

surance sur la vie, et cette détermination entraînerait une étude complète de l'endossement. Cette étude, à cause de son développement, fera l'objet d'un chapitre spécial dans la III<sup>e</sup> partie. Il convient donc ici de réserver la solution.

SECTION II. — Substitution d'un bénéficiaire déterminé  
à des bénéficiaires indéterminés.

Nous supposons maintenant que l'assuré, après avoir fait une première convention au profit de ses héritiers, ou de ses ayants cause, ou de ses enfants..., revient dans la suite sur cette convention, et manifeste l'intention d'en passer une seconde, celle-là au profit d'un tiers déterminé.

On pourrait être tenté de dire que l'assuré commence par révoquer la première stipulation, faite au profit des tiers indéterminés, et qu'il la remplace ensuite par la seconde, faite au profit du bénéficiaire déterminé. Mais, en somme, il n'y a pas besoin de révoquer la première stipulation : du vivant de l'assuré, les bénéficiaires n'ont aucun droit, et tout se passe comme si l'assuré avait stipulé pour lui-même. Il lui suffit donc, sans révocation préalable, d'attribuer le bénéfice de son contrat au bénéficiaire déterminé qu'il se propose de gratifier.

Il n'y a plus ici d'intérêt à distinguer suivant le moyen employé par l'assuré pour réaliser ses intentions : dans tous les cas, la créance en indemnité contre la Compagnie assureur a fait partie de son patrimoine, puisque l'assuré est censé avoir stipulé pour lui-même. Par conséquent, que l'assuré dispose de cette créance en l'attribuant au nouveau bénéficiaire par avenant, ou bien qu'il lui transfère sa police suivant le droit civil, ou bien qu'il la lui transmette par endossement, dans tous les cas il fait sortir



une valeur de son patrimoine et la fait entrer dans celui d'un autre, et, dans tous les cas, on peut dire qu'il y a *transmission du bénéfice du contrat* (1).

Il en serait ainsi quand bien même le second bénéficiaire aurait fait partie, dès l'origine, du groupe de personnes indéterminées ou incertaines en faveur de qui était faite la première stipulation (Exemple : l'assuré, après avoir attribué le bénéfice du contrat à ses enfants, nés ou à naître, l'attribue ensuite à son fils Paul). En effet, le bénéficiaire Paul a d'abord un droit d'une plus grande étendue que celui qui lui appartenait primitivement : il n'avait droit qu'à une partie du capital assuré ; il a droit maintenant à la totalité. Mais surtout son droit est d'une autre nature, et, en supposant même qu'en fait il se trouve être le seul enfant de l'assuré à la mort de celui-ci, sa situation ne sera pas la même suivant qu'il sera bénéficiaire déterminé ou bénéficiaire indéterminé. Dans le premier cas, il pourra rendre sa vocation irrévocable en acceptant du vivant de l'assuré ; dans le second cas, il n'aura pas de droit acquis au capital assuré, et il ne dépendra pas de lui d'en acquérir tant que vivra le signataire de la police. C'est seulement à la mort de celui-ci, et comme héritier, qu'il pourra agir en paiement contre l'assureur ; jusqu'à cette époque, il sera toujours exposé à un changement de volonté de l'assuré.

Les droits du nouveau bénéficiaire prennent naissance du jour où est intervenu l'accord de volontés entre le cédant et le cessionnaire ; ils ne sont opposables aux tiers qu'à partir du moment où les formalités requises pour la

(1) Nous essayons de justifier plus loin cette solution en ce qui concerne la transmission par avenant.

publicité (quand il en existe) ont été remplies. En effet, il ne saurait être question ici d'effet rétroactif ; la créance en indemnité a fait partie du patrimoine de l'assuré, et sa présence y a produit une impression ineffaçable ; ses créanciers ont pu et dû compter sur cette valeur, et les saisies-arrêts pratiquées par eux antérieurement à l'accomplissement des formalités de publicité doivent être considérées comme valables. D'après le droit commun, elles sont, à l'égard des créanciers saisissants, l'équivalent de ces formalités à l'égard du cessionnaire.

### SECTION III. — Substitution de bénéficiaires indéterminés au premier bénéficiaire qui était déterminé.

L'assuré, après avoir stipulé au profit d'une personne déterminée, désigne ensuite comme bénéficiaires ses héritiers, ses ayants droit, etc. Comme hypothèse pratique, on peut supposer, par exemple, que l'assuré, qui a passé un contrat au profit d'un tiers déterminé à une époque où il était célibataire, se marie par la suite et désire attribuer le bénéfice de ce contrat à ses enfants nés ou à naître.

Comme toujours, nous supposons que le premier bénéficiaire n'a pas accepté, soit qu'il ignore le contrat, soit que la possibilité de son acceptation ait été reculée jusqu'à la mort de l'assuré.

Ici encore on pourrait être tenté de dire que l'opération se décompose en deux parties : que, tout d'abord, l'assuré révoque la stipulation faite au profit du premier bénéficiaire, révocation parfaitement licite aux termes de l'article 1121 *in fine* du Code civil, puis qu'ensuite il remplace cette première stipulation par une seconde faite, non plus dans les conditions de l'article 1121, mais dans celles de

l'article 1122, et contenant attribution au profit des bénéficiaires indéterminés. Mais, en somme, quel est l'effet propre de la seconde stipulation en ce qui concerne les bénéficiaires indéterminés ? A regarder les choses de près, tout se passe comme si elle n'avait pas eu lieu : l'assuré, en stipulant pour ses héritiers, ses enfants, a stipulé pour lui-même, puisqu'entre ses héritiers et lui, il y a identité de personnes juridiques. Et ce résultat aurait été atteint s'il s'était contenté de révoquer la première stipulation, celle passée au profit du bénéficiaire déterminé, sans la remplacer par une seconde. Il nous semble donc préférable de dire seulement que l'assuré, par la deuxième stipulation, révoque la première, sans la remplacer par rien, et fait ainsi entrer dans son patrimoine une valeur qui, jusque là, n'en avait pas fait partie. Cette valeur suivra la dévolution du patrimoine, et elle ne sera acquise *jure hereditario* aux seconds bénéficiaires, que sous réserve des droits des créanciers de l'assuré, et en appliquant les règles du droit commun relatives au rapport et à la réduction.

Ainsi, à nos yeux, la seconde stipulation n'a d'autre effet que de révoquer la première, sans réaliser elle-même d'attribution ; seul, l'assuré, ou, ce qui revient au même, ses héritiers, sont bénéficiaires.

Nous venons de parler de deux stipulations successives, la seconde révoquant la première ; ces termes ne sont exacts que lorsqu'on se trouve en présence d'une attribution bénéficiaire par voie d'avenant. Mais, précisément, on peut remarquer que l'avenant est à peu près le seul moyen que puisse employer l'assuré pour réaliser ses intentions ; il est évident qu'il ne pourra pas, en effet, avoir recours à l'endossement (en supposant la police à ordre), ni au transfert du droit civil, le caractère indéterminé de la per-

sonne à qui il s'agit d'attribuer le bénéfice du contrat s'y opposant absolument.

L'avenant étant considéré par la jurisprudence comme une simple modification du contrat primitif (1), tout se passera comme si, dès le début, l'assurance avait été contractée au profit des héritiers de l'assuré, ou, ce qui revient au même, au profit de l'assuré lui-même ; au décès du stipulant, les bénéficiaires indéterminés acquerront *jure hereditario* le capital assuré.

#### SECTION IV. — Désignation du bénéficiaire que l'assuré s'était réservé de faire connaître ultérieurement.

De deux choses l'une : ou bien l'indétermination qui affectait l'attribution bénéficiaire subsiste lorsque le stipulant a usé du droit qu'il s'était réservé (par exemple, l'assuré désigne en fait comme bénéficiaires ses enfants nés ou à naître, ou ses héritiers). Ou bien, au contraire, le bénéficiaire est désigné d'une façon précise ; c'est une personne déterminée.

Dans le premier cas, l'assuré a substitué un second groupe de bénéficiaires indéterminés au premier groupe de bénéficiaires, qui l'étaient également ; c'est dire, suivant la remarque faite plus haut (v. p. 45-47), qu'en réalité il n'a réalisé qu'une opération complètement vaine, ne produisant aucun effet.

Dans le second cas, on pourrait être tenté de dire qu'il

(1) On verra plus loin que l'analyse donnée de l'avenant par la jurisprudence ne nous paraît pas devoir être admise lorsque l'avenant intervient pour attribuer à un tiers déterminé le bénéfice d'un contrat passé d'abord au profit de tiers indéterminés. Mais ici, on se trouve dans l'hypothèse inverse : c'est l'avenant qui désigne des bénéficiaires indéterminés, tandis que le contrat primitif était passé au profit d'un tiers déterminé. Dans cette hypothèse, il ne semble pas y avoir de raison pour ne pas adopter le système de la jurisprudence (V. *infra*).



y a substitution d'un bénéficiaire déterminé à un groupe de bénéficiaires indéterminés, et qu'on retombe ainsi dans l'hypothèse prévue p. 54-56. C'est ce qu'avait décidé un arrêt de la Chambre des requêtes du 10 novembre 1874 (D. P. 1875.1.248). Mais cet arrêt, comme le fait remarquer M. Dupuich, n'est pas conforme à l'ensemble de la jurisprudence sur ce point. Entre autres décisions, un arrêt de la Cour de Bordeaux, du 27 novembre 1896 (D. P. 1897. 2.233, et la note de M. Dupuich), décide que « l'assurance sur la vie contractée au profit de la personne que l'assuré se réserve de désigner ultérieurement dans un blanc ménagé à cet effet parmi les clauses de la police, présente les caractères d'une stipulation pour autrui. Et la validité n'en saurait être contestée sous le prétexte que le nom du bénéficiaire a été inscrit par une main autre que celle de l'assuré, le blanc seing étant valable et pouvant être rempli par une personne étrangère. » L'espèce sur laquelle cet arrêt a été rendu présentait cette particularité que l'intention, chez l'assuré, de désigner ultérieurement le bénéficiaire, s'était manifestée seulement par le fait matériel d'avoir laissé en blanc l'emplacement du nom de ce bénéficiaire, sans aucune autre indication. A plus forte raison doit-on admettre la même solution lorsque l'assuré s'est réservé, en toutes lettres, la faculté d'une désignation ultérieure. Le motif de cette décision paraît bien être, comme le démontre M. Dupuich, qui cite la thèse de M. Lambert sur la stipulation pour autrui, que la stipulation faite au profit d'une personne *indéterminée*, mais *déterminable*, est parfaitement valable en elle-même et fait acquérir au bénéficiaire un droit direct et immédiat. « La simple *indétermination* ne saurait faire obstacle à l'efficacité d'une stipulation valable en elle-même ; seule l'*indéterminabilité* peut avoir cet effet. »

## CHAPITRE V

### CESSION DU CONTRAT PAR LE BÉNÉFICIAIRE QUI A ACCEPTÉ.

Jusqu'ici, toutes les fois qu'il a été question du contrat d'assurance passé au profit d'un tiers, on a supposé que ce tiers n'avait pas, par son acceptation, rendu irrévocable l'attribution faite à son profit. Il peut arriver aussi que le tiers bénéficiaire accepte, du vivant de l'assuré. Dès lors son droit, bien que toujours soumis à la condition de sa survie à l'assuré, sera à l'abri de toute révocation de la part du stipulant. Tout se passera comme s'il avait lui-même signé le contrat, et le seul rôle de l'assuré stipulant consistera, pour employer le langage de la pratique, à prêter sa tête. Ce sera désormais au bénéficiaire qu'il appartiendra de disposer à son tour du contrat, et d'en transmettre à d'autres la propriété (1).

Quelle est la nature de cette opération ? Se trouve-t-on en présence d'une acquisition immédiate, directe, du droit au capital assuré, en vertu d'une stipulation faite par le premier bénéficiaire au profit du second ? Ou bien au contraire le premier bénéficiaire a-t-il effectué une transmission des droits résultant du contrat ? a-t-il fait sortir une

(1) La question de savoir si, en l'absence de toute interdiction faite par l'assuré au tiers bénéficiaire d'aliéner l'assurance, ce tiers a le droit de disposer du contrat, a été résolue dans le sens de l'affirmative (V. Mornard, *op. cit.*, p. 486 et s.).

valeur de son patrimoine, pour la faire entrer dans celui du second bénéficiaire ?

Il paraît évident qu'on doit, avec M. Bailly (*op. cit.*, p. 51 et s.), admettre cette seconde solution ; en effet, comme le dit cet auteur : « il est manifeste qu'ici nous sommes en dehors des conditions de la stipulation pour autrui, qui, par définition, est accessoire à un contrat principal. Le contrat principal, qui est ici le contrat passé entre l'assuré et l'assureur, a été fait par une personne, l'assuré, et la stipulation au profit du second bénéficiaire faite par une autre personne, le premier bénéficiaire. Nous décidons, en conséquence, que la personne au profit de laquelle le premier bénéficiaire dispose du contrat, est nécessairement l'ayant droit de ce bénéficiaire, quel que soit le mode employé pour faire cette disposition, l'article 1124 du Code civil étant ici inapplicable. »

La stipulation pour autrui étant ainsi écartée, il en résulte, comme conséquence pratique, que le premier bénéficiaire ne peut avoir recours à l'avenant pour attribuer au deuxième le bénéfice du contrat. L'avenant étant considéré comme une modification du contrat primitif, seules peuvent y participer les personnes qui ont été parties à ce contrat, — ce qui n'est pas le cas du premier bénéficiaire.

On peut résumer tout ce qui précède de la façon suivante:

Il y a toujours *transmission* du bénéfice du contrat lorsque l'assuré cède, dans n'importe quelles conditions, une police le désignant lui-même comme bénéficiaire, lorsqu'en un mot il cède un contrat d'assurance *en cas de vie*.

Il y a également *transmission* du bénéfice du contrat lorsque l'assuré, qui a stipulé au profit de bénéficiaires indéterminés, vient à mourir sans avoir modifié cette attribution. Les bénéficiaires indéterminés recueillent *jure hereditario* le capital assuré. D'ailleurs ce second cas rentre en somme dans le premier puisqu'en stipulant pour ses héritiers, etc., l'assuré a stipulé pour lui-même.

Lorsque l'assuré, après avoir fait dans la police une première attribution bénéficiaire, revient dans la suite sur cette attribution, il faut distinguer :

Si, à un bénéficiaire *déterminé*, il substitue un bénéficiaire également *déterminé*, en ayant recours à un transfert du droit civil (nous réservons l'endossement), il y a bien *transmission* du bénéfice du contrat. En cas d'avenant, il n'y a pas transmission, mais *attribution originaire*.

Si, à un bénéficiaire *indéterminé*, l'assuré substitue un bénéficiaire *déterminé*, il y a, dans tous les cas, et quel que soit le moyen employé, *transmission* du bénéfice du contrat, car ce bénéfice s'est fixé dans le patrimoine du cédant pendant un certain temps, et il y a produit une impression ineffaçable.

Si, à un bénéficiaire *déterminé*, l'assuré substitue un bénéficiaire *indéterminé*, il y aura, dans tous les cas, *transmission* du bénéfice du contrat, à la mort de l'assuré. En effet, en substituant le deuxième bénéficiaire au premier, l'assuré a révoqué la stipulation que contenait la police, et il a fait entrer dans son patrimoine une valeur qui, désormais, en suivra la dévolution.

## DEUXIÈME PARTIE

### DE LA CONVENTION DE CESSION, EN ELLE-MÊME.

La première partie de cette étude avait pour objet de déterminer les cas dans lesquels il y a réellement transmission du bénéfice du contrat d'assurance. Nous aurons à revenir sur les moyens employés pour réaliser cette transmission, et à les étudier d'une façon précise. Mais auparavant, il semble naturel d'analyser la convention de cession (*lato sensu*) indépendamment des moyens employés par les parties pour la réaliser ; en un mot nous avons à étudier ici les éléments constitutifs de la convention de cession en elle-même.

Comme toute convention, la cession de l'ensemble des droits résultant du contrat d'assurance n'est valable que si elle réalise les quatre conditions suivantes : le consentement des parties, leur capacité de contracter, une cause licite, un objet certain qui forme la matière de l'engagement (1108, C. civ.).

D'une façon générale, on doit se conformer au droit commun pour apprécier si ces quatre conditions sont en fait réalisées. Cependant il y a quelques particularités à relever en ce qui concerne les trois premières. Quant à celle relative à l'objet certain qui forme la matière de l'engagement, il convient d'y insister, car c'est en somme dé-



terminer la portée exacte de la cession, et l'importance de cette détermination n'a pas besoin d'être soulignée.

#### SECTION I. — Consentement.

En ce qui concerne le consentement, pas de difficulté lorsque le cédant est en même temps celui sur la tête de qui repose l'assurance. La validité de son consentement devra être appréciée conformément aux articles 1109 à 1118 du Code civil.

Mais il peut arriver aussi, et le cas est assez fréquent en pratique, que le cédant ne soit pas l'assuré. Par exemple, il s'agit d'un contrat dans lequel est entrée comme élément la condition de vie ou de mort d'une personne étrangère, d'un tiers qui, pour employer le langage énergique de la pratique, est intervenu seulement pour *prêter sa tête*. Ou bien encore le contrat, qui a déjà fait l'objet d'une première cession, est cédé ensuite par le cessionnaire lui-même.

Dans ces conditions, le consentement des parties au transfert va-t-il être suffisant, ou bien, au contraire, va-t-on demander davantage, et exiger en outre le consentement du tiers assuré ?

D'après les statuts de toutes les Compagnies, le consentement du tiers assuré est toujours exigé. Bien plus, les clauses imprimées de la police reproduisent toutes, avec quelques variantes de rédaction, la disposition suivante (V. p. 13 et s.) : « Si le titulaire n'est pas en même temps celui sur la tête duquel repose l'assurance, le consentement de ce dernier doit être exigé à chaque transfert, et notifié à la Compagnie. »

Cette exigence paraît absolument justifiée ; on ne sau-

rait nier que le contrat d'assurance sur la tête d'un tiers contienne un *voluntatis mortis*. Que l'assuré, qui joue en même temps le rôle de cédant, soit libre de faire naître chez le cessionnaire qu'il choisit le désir de le voir disparaître, rien de plus équitable. Mais, lorsque le cédant et l'assuré ne sont plus la même personne, on ne saurait admettre que le premier puisse, sans l'agrément du second, transférer le bénéfice d'un contrat dans lequel la vie de ce dernier joue un rôle ; peut-être cette cession aura-t-elle pour effet d'inspirer au bénéficiaire des desseins criminels (1). On se trouve en face d'un principe de sécurité publique.

Mais ce principe est bien facile à tourner.

Tout d'abord, un certain nombre de polices, après avoir exigé d'une façon expresse le consentement du tiers assuré à chaque transfert, ajoutent immédiatement après : « Toute-  
« fois, en donnant son consentement à un premier transfert,  
« l'assuré peut, en même temps et d'une manière expresse,  
« consentir à tous transferts à venir. » Dès lors, tout contrôle devient impossible ; le plus souvent, le tiers assuré ne sera même pas averti des cessions postérieures valables sans son concours ; et si, conformément à une clause qu'on trouve parfois, la Compagnie doit, sur sa demande, lui donner communication de la cession à elle notifiée, il connaîtra bien ainsi le nom du cessionnaire, mais ne pourra nullement contester la cession qui, à son égard, restera un fait accompli.

En second lieu, quelle est la valeur de cette exigence lorsque la police contient la clause à ordre ?

Deux cas doivent être distingués : l'assuré signataire du contrat, qui endosse sa police, devient, à partir du second

(1) V. M. de Courcy, *Précis*, p. 215.

endossement, un tiers, par rapport au porteur actuel et à son endosseur. A son égard se pose donc la question de savoir si son consentement est exigé. En second lieu, la même question se pose lorsqu'il s'agit d'une police à ordre qui, dès le début, a été contractée sur la tête d'un tiers assuré.

Doit-on exiger, à chaque transfert par endos, le consentement renouvelé de l'assuré signataire de la police ? Il est évident qu'une telle exigence est contraire à la nature même de l'endossement, et qu'on doit supposer, chez l'assuré qui donne à sa police la forme à ordre, l'intention bien arrêtée de laisser cette police circuler rapidement, être l'objet de transmissions multiples qu'il renonce à contrôler. On pourrait dire, semble-t-il, que, par le seul fait de signer une police à ordre, « l'assuré consent à un « premier transfert, et, en même temps, à tout transfert à « venir ». Une légère difficulté provient de cette circonstance de fait que, précisément les polices qui reconnaissent à l'assuré cette faculté, ne sont pas celles qui prévoient l'endossement, mais le transfert sur titre, avec lequel on ne doit pas le confondre (V. *infra*). Mais, en somme, il y a, même en l'absence d'une clause expresse, une raison *a fortiori* pour admettre que l'assuré endosseur consent par avance à tout transfert à venir. C'est ce qu'a fort bien vu un jugement du tribunal de commerce de la Seine du 7 juin 1888 (*J. des Ass.*, 1888, p. 482). « Attendu, « dit ce jugement, que, son consentement écrit (c'est-à-dire le consentement de l'assuré endosseur) fût-il utile, « il résulte de l'endos qu'il a passé, et non seulement au « premier porteur, mais à l'ordre de ce dernier, c'est-à-dire à toute personne à qui il conviendrait au premier « porteur de faire lui-même cession de l'assurance ; qu'en

« conséquence le moyen tiré du défaut de consentement  
« du tiers assuré doit être rejeté. »

Reste le cas où la police qui contient la clause à ordre se réfère à une assurance contractée, dès le début, sur la tête d'un tiers.

Il semble bien encore ici que ce tiers a, par avance, consenti à tous transferts à venir, dès l'instant où il a consenti à ce que le contrat fût passé sur sa tête, et où il a manifesté son consentement d'une façon expresse — ce qui est toujours exigé. Il a su que la police contenait la clause à ordre, et il a dû en conclure par suite qu'elle était destinée à des transferts nombreux, qu'il a par avance sanctionnés.

On voit donc que le consentement du tiers assuré n'est pas rigoureusement exigé lorsque la police est à ordre. L'assuré endosseur connaît bien le premier porteur, on peut le supposer, et il ne voit aucun inconvénient à ce qu'il acquiert un intérêt pécuniaire à sa mort. Mais il ne connaît pas les porteurs suivants, à qui le premier porteur endossera à son tour la police. Il a ainsi créé et mis en circulation une valeur qui est, dans une certaine mesure, l'estimation de sa propre vie, et cette valeur peut arriver entre des mains suspectes sans même qu'il en soit averti. Quant au tiers qui n'est pas signataire de la police, il ne connaît ni le premier porteur, ni les suivants.

On ne peut se dissimuler que cet état de choses présente des inconvénients et même des dangers, si du moins on admet que l'exigence formulée par les statuts est justifiée. C'est, à notre avis, une raison qu'on doit ajouter à celles que nous trouverons plus loin, pour écarter le principe de la transmission des polices d'assurance par le procédé commercial de l'endossement.

## SECTION II. — Capacité.

La capacité du cédant et celle du cessionnaire doivent s'apprécier respectivement d'après les principes du droit commun. Il faudra donc distinguer suivant la nature de la convention de transfert (donation, aliénation à titre onéreux, dation ou paiement, etc.) et appliquer, dans chaque cas, les règles posées par le Code civil, relativement à l'incapacité du mineur, de l'interdit, de la femme mariée.

Dans le cas où la transmission du contrat aura lieu par testament, on devra encore appliquer les règles du droit commun.

## SECTION III. — Cause licite.

Ici encore doivent s'appliquer les principes du droit commun. Il faut donc que le cédant ait en vue d'obtenir du cessionnaire une contre-prestation s'ils s'agit d'un contrat à titre onéreux, ou bien qu'il soit animé d'une intention libérale s'il s'agit d'une cession faite sans équivalent, d'une convention à titre gratuit. [Nous n'ignorons pas que la théorie de la cause se réfère à la distinction des contrats synallagmatiques et unilatéraux, et non pas à celle des contrats à titre onéreux et à titre gratuit ; si on prend ici le mot synallagmatique comme synonyme de : à titre onéreux et le mot unilatéral comme synonyme de : à titre gratuit, c'est qu'en matière de contrat d'assurance, on ne comprendrait pas une convention qui fût à la fois unilatérale et à titre onéreux. On sait d'ailleurs, et ce peut être pour nous une excuse, que le Code civil lui-même (art. 1102 et 1106)



a donné une définition à peu près identique du contrat synallagmatique et du contrat à titre onéreux.]

Cette nécessité de l'existence de la cause a été mise en lumière par un jugement du tribunal civil de la Seine du 14 juin 1865 (V. Couteau, *op. cit.*, II, p. 87 *ad notam*) rendu à propos de la célèbre affaire Couty de la Pommerais (1).

(1) « Le docteur Couty de la Pommerais avait amené Mme veuve de Pauw à faire assurer sur sa tête une somme de 550.000 francs exigible à l'époque de son décès. Huit polices furent souscrites à diverses Compagnies et Mme de Pauw transféra ces huit contrats à la Pommerais ; c'était lui seul qui était chargé du paiement des primes. Pour décider Mme de Pauw à se prêter à ces opérations, la Pommerais lui avait persuadé qu'elle pourrait immédiatement tirer parti des contrats ; il lui avait en effet expliqué qu'aussitôt les assurances faites, il lui ferait prendre une substance qui la rendrait très malade pendant quelques jours et que, grâce à ce stratagème, ils obtiendraient des Compagnies la résiliation des polices, moyennant une rente viagères de 6000 francs dont ils se partageraient les bénéfices. Mme de Pauw accepta cette combinaison ; elle n'hésita pas à prendre le poison que lui donna la Pommerais, et elle mourut. La Pommerais arrêté fut condamné à mort. — Un procès fut engagé par les héritiers de Mme de Pauw contre la succession de la Pommerais pour faire prononcer la nullité des cessions, transferts et autres actes par lesquels la Pommerais s'était fait attribuer le bénéfice des polices » (Blondel, *Des assurances sur la vie*, p. 97).

Le tribunal de la Seine, par un jugement du 14 juin 1865 repoussa la demande en nullité des transferts, « attendu que cette demande est fondée sur ce que la cause des transferts est fausse puisque les 400.000 francs pris des cessions n'ont jamais été remis par la Pommerais à la veuve de Pauw ; — attendu que, s'il est constant, en effet, que ces sommes n'ont pas été avancées, il résulte des documents du procès qu'il avait été convenu entre la Pommerais et la veuve de Pauw que la Pommerais qui avait fourni les sommes nécessaires pour contracter les assurances, resterait propriétaires et bénéficiaire de ces polices, bien qu'en apparence elles fussent souscrites au profit de la veuve Pauw ; — ... que les transferts avaient donc une cause vraie et sérieuse, puisque, en dehors des apparences mensongères du contrat ils rétablissaient entre les parties, la réalité des faits et les droits de chacun. »

SECTION IV. — **Objet.**

Cette dernière condition nous retiendra plus longtemps. Il s'agit en effet de déterminer, d'une façon précise, quels sont les droits transmis au cessionnaire (*lato sensu*) par la convention de cession.

D'une façon générale, on peut dire que l'intention du cédant est de transférer au cessionnaire l'ensemble des droits qui résultent du contrat. Il en est ainsi quand il a recours à un procédé autre que celui du droit commercial : lorsque le transfert se réalise par endossement, le porteur a encore *tous les droits* de l'endosseur ; mais il restera à déterminer s'il n'a pas *plus que ces droits* (V. *infra*, III<sup>e</sup> Partie) (1).

Suivant une opinion assez répandue, les droits nés du contrat au profit du cédant seraient mêlés d'obligations, de dettes ; ce contrat ferait au cédant une situation complexe ; il serait à la fois créancier et débiteur. Par suite se poserait la question de savoir si le cédant peut, et dans quelle mesure, faire passer ces dettes corrélatives de ces créances dans le patrimoine du cessionnaire. Nous aurons à vérifier le bien fondé de cette opinion et à examiner s'il est exact

(1) D'après le plan que nous suivons, nous ne devrions pas, au point où nous en sommes, avoir à nous préoccuper des moyens employés par l'assuré pour réaliser la convention de cession ; c'est, en effet, cette convention seule, envisagée en elle-même, que nous étudions en ce moment. Si nous parlons incidemment de l'avenant et de l'endossement employés comme moyens de la réaliser, c'est seulement pour réserver la question de savoir si l'endossement est ou non une cession, question qui sera examinée plus tard. Actuellement, il nous suffit d'étudier la portée réelle de la convention de cession ; nous allons essayer d'établir qu'elle comporte, sauf les restrictions voulues par les parties, l'ensemble des droits résultant du contrat d'assurance, et cela, quel que soit le mode employé pour réaliser la transmission à l'égard des tiers.

de prétendre que l'assuré cédant est, à quelque égard, le débiteur de la Compagnie assureur. On peut dire dès maintenant qu'à notre avis la réponse est négative.

Pour plus de simplicité, nous supposons qu'il s'agit de transférer le bénéfice d'un contrat d'assurance *en cas de vie*. La situation serait d'ailleurs la même s'il s'agissait d'un contrat d'assurance *en cas de mort* passé au profit d'un bénéficiaire qui n'a pas encore accepté ; l'assuré pourrait encore, dans cette hypothèse, disposer de son contrat. Enfin, en supposant que le tiers bénéficiaire ait accepté, ce serait ce tiers, et non plus l'assuré, qui pourrait jouer le rôle de cédant.

**1. — Quels sont les droits que confère à l'assuré cédant la signature de la police ?**

Tout d'abord l'assuré a un droit de créance éventuel contre la Compagnie, en ce sens que celle-ci est obligée de verser le capital assuré lorsque se réalise la condition prévue au contrat. Cette créance peut appartenir à l'assuré lui-même ; il en est ainsi lorsqu'il a souscrit une assurance en cas de vie ; de même lorsqu'il intervient une assurance mixte, le souscripteur qui vit à la date indiquée peut toucher lui-même la somme promise par l'assureur. Mais, ordinairement, il n'en est pas ainsi, et presque toujours l'assurance est contractée pour fournir des ressources à des tiers quand se produira le décès de l'assuré. En pareille occurrence, le premier effet du contrat est de conférer à l'assuré le droit de faire passer à qui il lui plaît la créance contre la Compagnie. Cette attribution peut se faire, suivant les distinctions qui ont été indiquées plus haut, soit dans la police même, soit par un acte postérieur. En

outre l'assuré a le droit de révoquer la stipulation qui attribue à une personne le droit de réclamer le capital à l'assureur, et d'attribuer ce capital, ou plutôt la créance qui l'a pour objet, à un autre bénéficiaire, du moins tant que le premier n'a pas accepté. Ce premier groupe de droits peut donc se résumer ainsi : *droit de créance* appartenant à l'assuré lui-même, ou bien, si l'assurance est faite au profit d'un tiers, tout au moins d'un tiers déterminé (1), *droit d'attribution* de cette créance, et, comme corollaire, droit de *révocation* de cette attribution, dans les conditions prévues par l'article 1121 du Code civil.

L'assuré a en outre le droit de *céder* le bénéfice de l'assurance, c'est-à-dire de faire sortir de son patrimoine la créance en indemnité contre la Compagnie, créance qui se trouvait dans ce patrimoine soit en vertu de la première stipulation faite, soit en vertu d'une révocation de cette stipulation, et d'investir un tiers de cette créance. C'est ce droit, incontesté pour l'assuré, qui forme le fondement de notre étude.

En troisième lieu l'assuré a le droit de continuer chaque année le contrat, moyennant le paiement de la prime. La Compagnie ne peut se refuser à ce renouvellement ; elle a pris un engagement, il y a de sa part une promesse faite à cet égard ; elle ne peut s'en dégager.

Par l'effet du contrat, la Compagnie doit tenir compte à la police de l'assuré de ce qui lui revient dans la participation aux bénéfices. Mais ce *droit de participation* est soumis à certaines conditions : l'assuré ne peut arriver à partager les bénéfices qu'autant que la police le lui permet,

(1) Si ce tiers était indéterminé, l'assuré aurait encore le droit de diriger vers une autre personne le bénéfice du contrat ; mais alors il y aurait *cession* et non plus *attribution*.

la participation aux bénéfices n'étant pas de l'essence du contrat d'assurance sur la vie ; en outre, il faut que le contrat ait une certaine durée, ordinairement un an. D'ailleurs l'assuré doit se contenter des bénéfices qui lui sont attribués par les soins du conseil d'administration, sans être admis, à moins d'une disposition formelle des statuts, à contrôler la gestion de la Compagnie, ni les procédés employés pour le calcul et la répartition des bénéfices.

L'assuré a en outre droit à la *valeur de rachat* de la police. Si, au bout d'un certain laps de temps, ordinairement trois ans, et à la condition de ne rien devoir à l'assureur, l'assuré trouve préférable d'abandonner le contrat, ce qu'il lui est parfaitement loisible de faire, ce contrat étant annuel, la portion de la prime acquittée par lui au début à un chiffre supérieur, et qui a été placée en réserve, doit lui être restituée, sous certaines déductions justifiées par les frais généraux à la charge de la Compagnie et aussi par cette considération que l'assuré, en cessant de payer les primes, prive par son fait la Compagnie de bénéfices sur lesquels elle était en droit de compter. Pour obtenir la somme représentant la valeur de rachat, il suffit à l'assuré de remettre à la Compagnie sa police et le récépissé de l'argent versé.

Au lieu de toucher la valeur de rachat, l'assuré peut laisser le montant de sa réserve entre les mains de la Compagnie. Cette réserve forme la prime unique d'une nouvelle assurance en cas de décès, garantissant le paiement d'un capital inférieur au capital primitivement assuré. C'est ce qu'on appelle le *droit de réduction*.

Enfin l'assuré a la faculté d'*emprunter* à la Compagnie, sur son contrat, la somme dont il peut avoir besoin, pourvu que cette somme n'excède pas la valeur de rachat de la



police, seule valeur véritablement existante, sur laquelle il soit possible de consentir un prêt.

§ 2.— Parmi tous ces droits, qui naissent du contrat au profit de l'assuré, quels sont ceux dont va être investi le cessionnaire ?

Nous allons reprendre un par un tous les droits du cédant, et examiner pour chacun d'eux, si le cessionnaire peut s'en prévaloir. En principe on doit admettre, semble-t-il, qu'à moins de difficulté spéciale, tous les droits conférés par le contrat à l'assuré cédant doivent appartenir au cessionnaire.

Il est sans difficulté que le cessionnaire a, comme l'assuré lui-même, un droit de créance conditionnel contre l'assureur, dans les cas du moins où l'assuré a lui-même ce droit. C'est là le principal objet de la cession, et on ne comprendrait pas que le cessionnaire ne fût pas placé, à cet égard, dans la même situation que le cédant. Mais comment faudra-t-il analyser l'opération, et quel droit doit-on reconnaître au cessionnaire lorsque l'assuré lui cède, non plus un contrat dont il est lui-même bénéficiaire, mais un contrat qui attribue à un tiers (déterminé) le capital assuré ? Ici, le cessionnaire semble prendre la place du bénéficiaire plutôt que celle de l'assuré : il acquiert le droit au capital assuré, droit que l'assuré cédant n'avait jamais eu lui-même. Et, comme on ne saurait concevoir une *cession* dans laquelle le cédant transmettrait des droits qu'il n'a pas lui-même, on est forcé d'admettre que ce cédant commence par révoquer l'attribution qu'il avait faite au profit du premier bénéficiaire, et fait ainsi entrer dans son patrimoine, du moins un instant de raison, une créance qu'il rétrocède ensuite au cessionnaire

Le cessionnaire, investi de ce droit de créance éventue contre l'assureur, peut-il, comme l'assuré lui-même, l'*attribuer* à un tiers ? On entend bien qu'il peut le *céder*, soit par le procédé du droit civil, soit par celui du droit commercial, si la police est à ordre. Mais il ne peut, comme l'assuré, *attribuer* à un tiers un droit de créance qu'il n'a pas eu lui-même, c'est-à-dire *faire naître* au profit de ce tiers un droit direct, immédiat, contre l'assureur. Il faudrait pour cela qu'il eût été partie au contrat primitif passé avec la Compagnie et il est évident qu'il n'en est jamais ainsi.

Pour résumer ce premier point, on peut dire, en se référant aux expressions employées plus haut, que le cessionnaire a, dans tous les cas, un *droit de créance éventuel* contre la Compagnie, mais qu'il n'a ni le droit d'*attribution*, ni le droit de *révocation* qu'on a reconnus à l'assuré. Ce résultat est du reste tout naturel ; il est clair que l'assuré ne peut avoir le droit d'*attribuer* la créance en indemnité à un tiers, de *faire naître* cette créance au profit de ce tiers, que s'il n'a pas lui-même ce droit de créance dans son patrimoine. Or le cessionnaire a dans tous les cas cette créance *in bonis* ; il lui est donc impossible de la *faire naître* au profit d'un autre. Tout ce qu'il pourra faire, c'est de la lui *céder*, de la lui *transmettre*.

On a contesté le droit, pour le cessionnaire, de rétrocéder son contrat. Il est cependant tout au moins un cas où nulle difficulté ne peut être soulevée ; c'est celui d'un transfert par endossement ; « la forme même donnée au titre, » dit M. Deslandres (*thèse*, 1889, p. 186), montre que l'on a « prévu et voulu rendre possible une longue série de trans-  
« missions successives. » De même, toutes les fois qu'il sera question d'une cession à titre onéreux, sous quelque

forme qu'elle soit faite, la volonté du cessionnaire sera censée l'emporter, et, comme il a voulu acquérir le plus de droits possible, on devra lui reconnaître le droit de cession.

Mais, lorsqu'il s'agit d'une cession à titre gratuit, le cessionnaire n'a pas le droit, a-t-on dit, de rétrocéder son contrat. On met en avant, pour justifier cette solution, le sentiment de prévoyance du donateur, qui a entendu maintenir dans le patrimoine du donataire la créance en indemnité contre la Compagnie. Cette intention est après tout très discutable, et il peut être avantageux pour le donataire, à un moment donné, de rétrocéder son contrat. Si le cédant désire lui retirer cette faculté, rien ne l'empêche de le dire expressément (1). Mais nous croyons que, hors le cas d'une telle restriction, on doit reconnaître au cessionnaire le droit de céder à son tour son contrat.

L'assuré, nous l'avons dit plus haut, a le droit d'imposer à l'assureur la continuation du contrat, moyennant le paiement des primes. Le cessionnaire va-t-il avoir le même droit ?

Il est évident tout d'abord que son intérêt à se prévaloir de ce droit n'est pas discutable : si le contrat, pour une raison quelconque, n'était pas continué, que deviendrait son droit de créance sur le capital assuré, droit que nous venons de lui reconnaître ? Il courrait, il est vrai, la chance de toucher le capital assuré, en supposant que la condition prévue par le contrat se réalise pendant l'année (ou la fraction d'année), durant laquelle le risque est couvert par la dernière prime versée. Mais qui ne voit que c'est là un

(1) V. Deslandres, *op. cit.*, p. 185, *ad not.*, sur la question de savoir s'il est possible légalement de transmettre des droits à un tiers en lui interdisant de les céder.

résultat tout à fait insuffisant? Pour que la cession ne soit pas un leurre à l'égard du cessionnaire, il est de toute évidence qu'il faut que le contrat soit continué. Comment va-t-on parvenir à ce résultat? Le cédant va-t-il continuer le service des primes, et ce paiement qui, jusqu'au jour de la cession, était pour lui simplement facultatif, va-t-il désormais devenir obligatoire? Ou bien au contraire le cessionnaire sera-t-il chargé de payer les primes, ce qui ne constituerait pour lui, comme autrefois pour le cédant, qu'une pure faculté, faute de quoi le contrat prendrait fin?

On comprendrait très bien que le cédant, agissant dans un esprit de libéralité, se chargeât du service des primes, et prit à cet égard un engagement ferme vis-à-vis du cessionnaire. Mais cet engagement ne modifierait en rien ses rapports avec la Compagnie, et, après comme avant la cession, le paiement des primes ne serait pas obligatoire pour lui vis-à-vis de l'assureur, sauf l'action du cessionnaire dans le cas où il ne remplirait pas son engagement. On trouve dans la pratique des exemples d'une telle convention.

En l'absence de cette convention, quelle sera la situation du cessionnaire? Il va être obligé de surveiller le cédant à chaque échéance, et de veiller à ce qu'il paie la prime. Si celui-ci refuse, le cessionnaire n'aura à sa disposition aucun moyen de contrainte, mais du moins pourra-t-il prendre la place du cédant? C'est là une première question qui va être examinée, et, deuxième question : la Compagnie sera-t-elle forcée de mettre en demeure le cessionnaire avant d'annuler le contrat, ou, autrement dit et d'une façon plus générale, le cessionnaire prendra-t-il à tous égards la place de l'assuré vis-à-vis de la Compagnie?

En ce qui concerne la première question, les auteurs

sont à peu près unanimement d'accord pour reconnaître au cessionnaire le *droit* de payer les primes. M. Bailly (1), estime qu' « il est permis de décider que le cessionnaire « d'une police peut payer les primes que le cédant ne paie « pas. Il suffit pour cela de considérer les résultats injustes « auxquels aboutit la solution contraire. D'ailleurs, ne peut- « on pas supposer qu'en cédant la police, l'assuré a tacite- « ment consenti à ce que le cessionnaire paie lui-même la « prime, s'il y a lieu ? » Couteau (2) adopte la même opinion ; après avoir fait ressortir qu'il dépend toujours de l'assuré de faire tomber le contrat, en cessant de payer les primes, car rien ne le contraint à le faire, cet auteur ajoute : « comme on a transmis la faculté de renouveler l'assurance aux conditions indiquées par la police, rien ne peut empêcher le cessionnaire de faire usage de cette faculté et de payer les primes à la place du cédant ».

Cependant l'opinion contraire a été soutenue. Le *Journal des Assurances* (1892, p. 416 et s.) estime que « la faculté de payer les primes au lieu et place du souscripteur « pour maintenir la police en vigueur ne peut être accordée « à un tiers que par une convention expresse des intéressés, enregistrée et acceptée par l'assureur ». Pour arriver à cette solution on fait le raisonnement suivant : les Compagnies ne sont autorisées par le Gouvernement à assurer un capital payable au décès d'une personne qu'autant que cette personne agréée, comme bénéficiaire de l'assurance qui doit reposer sur sa tête, le tiers désigné dans la police (il s'agit d'une assurance sur la tête d'un tiers). L'assurance sur la vie n'est donc pas un contrat trouvant dans l'accord des parties contractantes

(1) *Op. cit.*, p. 450.

(2) *Op. cit.*, t. II, n° 453.



une base immuable et solide ; elle doit, pour subsister, être toujours vivifiée par le consentement et la volonté de celui sur la tête de qui elle repose ; si on lui retire cet élément vital, elle tombe immédiatement. On est donc amené à refuser au cessionnaire, comme aussi du reste au bénéficiaire, le droit de payer les primes sans le consentement de l'assuré (1).

Ce raisonnement est loin d'être décisif, et M. Bailly le réfute complètement à notre avis, en faisant simplement remarquer qu'il ne s'agit pas ici de *contracter* une assurance sur la tête d'un tiers, sans le consentement de ce tiers, ce qui serait contraire aux statuts approuvés par le Gouvernement, mais seulement de *continuer* l'assurance faite sur la tête de ce tiers. L'assuré a consenti à la cession (on a vu plus haut que son consentement est exigé) ; il ne peut plus maintenant prétendre empêcher le cessionnaire de continuer le contrat ; autrement la cession n'aurait plus de sens, et le cessionnaire serait trompé dans ses légitimes prévisions. L'assuré a bien voulu que le cessionnaire eût un intérêt à sa mort, cette considération ne l'a pas effrayé ; le paiement de la prime par le cessionnaire aura simplement pour effet la continuation d'une situation que l'assuré a voulue ; il ne présentera pour lui aucun danger nouveau.

On pourrait être tenté de chercher une base juridique à ce droit pour le cessionnaire de payer les primes dans l'article 1236 du Code civil aux termes duquel tout tiers intéressé peut offrir au créancier le paiement d'une dette dont il n'est pas chargé. Mais nous allons voir dans un instant que le paiement des primes n'est pas une véritable dette de

(1) Bailly, *op. cit.*, p. 155.

l'assuré ; par conséquent ce texte ne peut être invoqué. A notre avis, le droit pour le cessionnaire de payer les primes résulte de ce principe que tout ce qui n'est pas défendu est permis. Or on ne trouve aucun texte édictant une telle prohibition, et la faculté, pour le cessionnaire, de payer les primes, ne cause aucune gêne à la Compagnie ; que lui importe que ce paiement soit fait par l'assuré ou par le cessionnaire ? sa situation n'en est en rien changée.

Dès lors pourquoi refuser au cessionnaire le droit de payer les primes ? Il faut bien remarquer que c'est là pour lui un droit aussi important que le droit éventuel qu'on lui reconnaît sur le capital assuré. Le contrat d'assurance, en effet, contient, outre la convention annuelle et successive qui garantit le risque en cours, un contrat perpétuel qui oblige la Compagnie à continuer l'assurance dans les conditions prévues par la police. Ce second contrat, dont l'importance ne devrait échapper à personne, n'a peut-être pas préoccupé suffisamment les auteurs. Toute la question est de savoir s'il passe au cessionnaire en même temps que le contrat en cours. Si on admet l'affirmative, qui n'est pas douteuse, il faudra par là même accorder au cessionnaire le droit de payer les primes, car c'est à *cette condition* seulement que le contrat perpétuel pourra continuer. En un mot, le paiement des primes est, non pas une obligation pour l'assuré (on va le voir dans un instant), mais une condition du contrat d'assurance, ou plutôt une condition à la fois des deux conventions distinctes qui le composent : la convention annuelle et successive et la convention perpétuelle.

Nous arrivons à la seconde question annoncée plus haut : la Compagnie est-elle tenue, avant de faire prononcer la nullité du contrat, de mettre le cessionnaire, et non

plus l'assuré cédant, en demeure de payer les primes?

Il est évident tout d'abord que, pour motiver une telle exigence, il faut tout au moins que la Compagnie ait eu connaissance de la cession. Si cette cession ne lui a pas été signifiée conformément aux prescriptions de la police, et qu'elle n'ait pas accepté le cessionnaire pour son débiteur direct, la Compagnie n'est pas tenue de mettre le cessionnaire en demeure. Il en sera ainsi, à plus forte raison, si la cession s'est opérée par endossement, car alors rien n'aura averti la Compagnie du changement de bénéficiaire; il ne pourra donc pas être question de mise en demeure. Peu importerait du reste que la Compagnie ait eu connaissance en fait de l'opération: il faut qu'elle ait été avertie officiellement. Il en sera ainsi en cas de cession civile signifiée ou acceptée, en cas d'endossement lorsque cet endossement, aux termes d'une clause assez usitée, a été enregistré par la Compagnie (1), enfin, en cas de cession par avenant.

Dans cette dernière hypothèse, celle d'un transfert par avenant, on est d'accord pour reconnaître que la Compagnie est tenue de mettre en demeure le cessionnaire, sauf convention contraire. C'est qu'ici l'assureur a été partie, est intervenu d'une façon active dans l'opération du transfert (2); il s'est engagé envers le cessionnaire, il a joué le rôle de promettant dans la stipulation faite au profit de ce dernier; c'est au cessionnaire seul qu'il aura affaire dé-

(1) Nous verrons plus loin que l'accomplissement de formalités de ce genre n'est pas en général considéré comme véritablement obligatoire. Ici nous supposons qu'en fait l'enregistrement a été effectué; nous croyons que, dans ce cas, la Compagnie ne serait pas recevable à prétendre qu'elle ignore le fait de la cession, ou que, du moins, elle n'en a pas été avertie officiellement.

(2) Bailly, *op. cit.*, p. 450, note.

sormais. Ce premier point peut donc être considéré comme établi, et placé en dehors de la discussion.

Restent les cas où la Compagnie, sans avoir pris part à la cession, a cependant connu cette cession d'une manière officielle. Va-t-elle être tenue de mettre en demeure le cessionnaire, qui prendrait ainsi, à son égard, la place du cédant, désormais étranger au contrat ?

On répond en général par la négative. La cession, dit-on, n'a pu avoir pour effet de faire naître entre le cessionnaire et l'assureur un rapport juridique susceptible de créer un lien de droit, d'engendrer une obligation à la charge du cessionnaire. En effet, l'assuré peut céder son droit comme créancier, mais non son obligation comme débiteur, car il est de principe dans notre droit que la cession de dettes est impossible, et on ne saurait concevoir le transport en bloc, sur une tête, d'un rapport juridique envisagé dans son ensemble, c'est-à-dire dettes comprises (1).

Sans examiner la question de savoir si, en pratique, on ne peut pas recourir à des procédés ayant pour effet de réaliser une opération à peu près analogue à celle de la cession de dettes, il suffit simplement de faire remarquer que ce principe ne semble pas être ici en jeu.

Quelle est en effet la situation de l'assuré, à l'égard de la Compagnie, en ce qui concerne le paiement des primes ? Ce paiement constitue-t-il une véritable dette dont est tenu l'assuré ? Se trouve-t-on en présence d'une obligation, dans le sens traditionnel du mot, c'est-à-dire d'un lien de droit sanctionné par une action ? Nullement ; il n'y a pas d'autre sanction que la cessation du contrat ;

(1) V. M. Huc, *Traité de la cession de créance*, I, nos 196, 218 et s., cité par M. Bailly, *op. cit.*, p. 150. Sic, Laurent, *Principes*, t. XXV, § 241.

jamais la Compagnie ne pourra poursuivre, par les voies de droit, le paiement des primes. Si ces primes cessent d'être versées, le contrat tombe, et voilà tout. La situation n'est donc pas du tout la même que lorsqu'il s'agit, par exemple, d'une cession de bail : le preneur était tenu du paiement des loyers vis-à-vis du bailleur ; son cessionnaire va-t-il être tenu également ? Les obligations du preneur vont-elles lui être transmises en même temps que ses droits ? On comprend que la question se pose (naturellement nous ne prétendons pas la résoudre). Ici, rien de pareil ; l'assuré n'est pas *tenu* envers la Compagnie ; il peut toujours, en cessant de payer les primes, mettre fin au contrat. Nulle part en effet, on ne trouve, parmi les obligations qui incombent à l'assuré, celle de payer les primes. M. Lefort, dans son *Traité du contrat d'assurance*, mentionne bien l'obligation de payer la première prime, mais c'est tout ; quant au paiement des suivantes, c'est pour l'assuré, d'après lui, une pure faculté. Couteau (*Traité des Assurances sur la vie*, II, p. 479) donne la même solution. Il est évident du reste, sans qu'il soit nécessaire d'y insister davantage, que l'idée d'une obligation de payer les primes est absolument étrangère, et même contraire à la notion du contrat d'assurance sur la vie ; il s'agit d'une œuvre de prévoyance, dont l'assuré a le droit d'imposer la continuation à l'assureur, mais qu'il doit toujours être maître de suspendre quand il le juge à propos.

On voit donc que le droit de payer les primes, à l'égard du cédant, ne peut être envisagé que sous son côté actif ; c'est un droit, un avantage pour l'assuré cédant, ce n'a jamais été une obligation. Pourquoi dès lors se demander si la cession de dettes est possible, de l'assuré cédant au cessionnaire ? Il ne peut être question de charger le ces-



sionnaire d'une dette qui n'a jamais incombé à l'assuré.

L'objection tirée de l'impossibilité dans notre droit d'une cession de dettes étant écartée, la question reste entière : l'assureur est-il tenu de mettre le cessionnaire en demeure de payer les primes ?

L'expression « demeure », qui est ici employée, doit être quelque peu précisée. Elle semble faire allusion à un état de choses qui, on vient de le voir, n'existe pas réellement entre l'assureur et l'assuré, à savoir un lien d'obligation ayant pour objet le paiement des primes. Que l'assuré soit mis en demeure, que va-t-il en résulter ? Pourra-t-il être condamné à des dommages-intérêts moratoires, conséquence ordinaire de la mise en demeure (art. 1146, C. civ.) ? Nullement : si la condition prévue dans le contrat se réalise à une époque où le risque n'est plus couvert par le versement de la dernière prime, le bénéficiaire ne pourra pas réclamer le capital assuré ; il n'aura droit qu'à la valeur de rachat de la police. Mais c'est la seule conséquence de la mise en demeure, ou plutôt de la cessation du paiement des primes. Il ne s'agit donc pas ici d'une mise en demeure dans le sens technique du mot, mais d'une sommation (ou acte équivalent) faite à l'assuré par la Compagnie, pour l'avertir que le risque n'est plus couvert. Encore cet avertissement n'est-il pas de l'essence du contrat : la Compagnie peut parfaitement s'en dispenser, théoriquement du moins. Le principe est en effet que la prime est *portable* ; pour faciliter les opérations, l'usage s'est répandu de faire présenter les quittances de primes à domicile, et, en fait, on peut dire que la prime est devenue *quérable*, par dérogation au principe, toutes les fois que la Compagnie est dans l'usage de faire régulièrement encaisser les primes au domicile de l'assuré (V. no-

tamment : Cass., 26 avril 1876, D. P. 1876.1.452 ; 22 avril 1879, D. P. 1880.1.251 ; 30 août 1880, D. P. 1880.1.464 ; Poitiers, 3 février 1886, S. 1888.1.355).

Si, au moment où le capital assuré est exigible, la Compagnie invoque une déchéance tirée du non-paiement des primes, elle devra justifier d'une mise en demeure faite par sommation ou un autre acte équivalent, dans les termes de l'article 1139 du Code civil (V. Req., 21 janvier 1879, D. P. 1880.1.298). Cette obligation imposée à la Compagnie de mettre l'assuré en demeure repose donc en somme sur ce principe que la bonne foi doit présider au contrat : la Compagnie, en faisant encaisser les primes à domicile, s'est conformée à un usage auquel, au nom de la bonne foi, elle ne doit plus ensuite déroger (art. 1134 *in fine* et 1135, C. civ.).

C'est ce qu'a décidé, en termes très explicites, l'arrêt de la Cour de Nîmes du 24 juin 1898 (*Recueil de la Gaz. des trib.*, fascicule de janvier 1899. 2.9), rendu en matière d'assurance contre l'incendie. « Lorsqu'une Compagnie  
« d'assurance, dit cet arrêt, a, par un usage constant,  
« rendu quérable une prime stipulée portable, elle perd  
« le droit d'invoquer une clause de la police suspendant  
« les effets du contrat en cas de retard du paiement des  
« primes. La Compagnie ne peut, en pareille hypothèse,  
« invoquer la déchéance contre l'assuré qu'après une  
« mise en demeure infructueuse (C. civ., art. 1139). » Cette solution paraît conserver toute sa valeur, lorsqu'il s'agit d'un contrat d'assurance sur la vie. La même solution avait été donnée par un arrêt de la Cour de Paris, du 29 juin 1895 (D. P. 1897.2.153), rendu en matière d'assurance sur la vie. « Le contrat d'assurance, dit cet arrêt, est un contrat  
« de bonne foi, et c'est l'intention des parties qui doit

« déterminer les engagements réciproques qui en résultent... il peut être dérogé aux statuts, par l'accord des parties, et cette dérogation peut être tacite et résulter notamment d'habitudes, d'usages, de pratiques suivies pendant un certain temps et indicatives d'un *modus vivendi* spécial... en particulier, malgré les clauses écrites d'une police d'assurance sur la vie portant que, faute de paiement des primes stipulées portables, le contrat serait résilié de plein droit, la nécessité d'une mise en demeure s'impose si le contrat a été modifié par des agissements ultérieurs et un usage répété entre les parties, tel que celui de faire toucher les primes à domicile sans interruption pendant plusieurs années. » Le même arrêt admet même que si, en fait, les primes ont toujours été payées par le tiers bénéficiaire, c'est à lui et non plus à l'assuré, que doit être adressée la mise en demeure.

On voit que la mise en demeure, tout en se manifestant ici dans les formes du droit commun, ne doit pourtant pas être confondue avec la mise en demeure prévue par le Code civil, et qui a pour effet de faire courir les intérêts moratoires. Il s'agit d'une obligation imposée aux Compagnies par une jurisprudence extensive, d'après une interprétation de la volonté des parties déduite de circonstances de fait. Cette obligation, que la Compagnie doit remplir à l'égard de l'assuré, va-t-elle lui être imposée également à l'égard du cessionnaire ? Ce serait évidemment aller trop loin : les primes, pour quérables qu'elles soient, resteront quérables chez l'assuré. On ne peut exiger que la Compagnie s'expose à des frais de recouvrement peut-être considérables, à raison de l'éloignement du domicile du cessionnaire. Dès lors, où trouver la circonstance de fait qui sert de base à l'obligation de la mise en demeure ?

A notre avis, la Compagnie ne serait tenue de cette obligation envers le cessionnaire que si, en fait, elle avait fait encaisser les primes à son domicile depuis la cession. Mais c'est là une hypothèse théorique.

La jurisprudence admet en général le résultat que nous proposons, à savoir que, en l'absence d'une convention formelle, c'est l'assuré seul, et non pas le cessionnaire qui doit être mis en demeure (V. notamment : Trib. civ. Seine, 1<sup>er</sup> juillet 1879, *Journ. des Ass.*, 1879, 400 ; Trib. com. Seine, 3 nov. 1880, *id.*, 1881, 20 ; Paris, 24 févr. 1883, *Rec. pér. des Ass.*, 1884, 33 ; Req., 5 août 1889, S. 1891.1.335 ; Trib. com. Seine, 1<sup>er</sup> mai 1890, *Rec. pér.*, 1890, 335 ; Paris, 14 avril 1892, *id.*, 1892, 520 ; Trib. civ. Seine, 22 nov. 1892, *id.*, 1893, 149).

Il est sans difficulté que la Compagnie pourrait, en intervenant dans l'acte de cession, prendre l'engagement de mettre en demeure le cessionnaire. Nous faisons allusion à l'hypothèse d'une cession par avenant, qui présente, sur ce point comme sur tant d'autres, un avantage marqué sur les autres modes de cession. D'ailleurs, il est admis par la pratique que, même à défaut d'une stipulation spéciale, la cession par avenant a pour effet d'imposer à la Compagnie la mise en demeure du cessionnaire (V. *suprà*).

En résumé la question de savoir si, et dans quelle mesure, le droit de continuer le contrat passe de l'assuré cédant au cessionnaire, doit être résolue de la façon suivante : la Compagnie n'est pas tenue de mettre le cessionnaire en demeure de payer les primes. Mais le cessionnaire peut effectuer ce paiement sans le consentement de l'assuré ; la Compagnie ne peut pas le lui refuser. Cependant, à raison des controverses qui se sont élevées sur ce point, le cessionnaire agira prudemment en se faisant autoriser par

l'assuré à payer les primes en son lieu et place. Il évitera ainsi toute difficulté de ce chef. Si la cession est faite suivant les formes du droit civil, l'autorisation sera donnée dans l'acte de cession signifié à la Compagnie. Si la cession est opérée par voie d'endossement, cette autorisation pourra être donnée dans une lettre adressée à l'assuré par la Compagnie. Si enfin la cession est constatée par un avenant, cette autorisation sera donnée dans l'avenant même (1).

Le cessionnaire a-t-il droit à la participation aux bénéfices? M. Deslandres (*op. cit.*, p. 184 et s.) répond par la négative : « le droit de participation aux bénéfices, dit-il, « reste à l'assuré qui paie les primes, parce que c'est un « tempérament à l'excès des primes demandées par la Com-  
« pagnie ». C'est seulement, d'après cet auteur, dans le cas où quelque chose révélerait l'intention contraire des parties, qu'on doit admettre la solution opposée.

À nos yeux, il faut prendre comme point de départ une idée différente : à savoir que la cession, à moins d'une manifestation de volonté contraire de la part des contractants, opère substitution complète du cessionnaire au lieu et place du cédant. C'est en se basant sur cette considération qu'on accorde au cessionnaire le droit de continuer l'assurance en payant les primes, droit que lui reconnaît M. Deslandres lui-même (*op. cit.*, p. 181). Il faut, semble-t-il, aller un peu plus loin, et admettre que la charge du paiement des primes, ou plutôt le droit de les payer (on a vu qu'il ne s'agit pas là d'une véritable obligation), passe, à moins de convention contraire, sur la tête du cessionnaire, qui seul, du moins dans ses rapports avec le cédant, est tenu de cette charge, ou plutôt peut exercer ce droit. Dès lors, si c'est le cessionnaire qui doit payer les primes, n'est-il

(1) Bailly, *op. cit.*, p. 160.



pas juste de lui accorder le droit à la participation aux bénéfices? On ne devrait, semble-t-il, admettre la solution contraire que dans le cas où, en l'absence d'une clause de la cession réglant la question qui nous occupe, on trouverait du moins une convention par laquelle le cédant devrait, dans ses rapports avec le cessionnaire, continuer le paiement des primes.

C'est encore de cette même idée d'une substitution aussi entière que possible du cessionnaire au cédant, qu'il faut partir, pour combattre la solution donnée par M. Deslandres relativement à la valeur de rachat. « Le droit au rachat ne nous paraît pas non plus appartenir au cessionnaire, dit cet auteur (*op. cit.*, p. 185). Le rachat est le versement de l'assurance, c'est la mort de cette opération de prévoyance faite en vue du décès de l'assuré et de ses conséquences possibles. Par suite, il n'est pas à croire que l'assuré ait entendu permettre au cessionnaire d'opérer cette transformation, d'exercer le droit au rachat. Ce qu'il a dû vouloir, c'est conférer un droit pour le moment de sa mort au cessionnaire, suivant l'esprit de l'assurance. Il n'y aura que si nous trouvons trace d'une volonté contraire, ou si c'est la volonté du cessionnaire qui doit être présumée avoir eu la prépondérance, comme par exemple dans l'hypothèse d'une cession à titre onéreux, que nous donnerons au cessionnaire le droit au rachat. »

Ainsi, de l'aveu même de M. Deslandres, le droit au rachat appartiendra au cessionnaire lorsqu'on se trouvera dans l'hypothèse d'une cession à titre onéreux. C'est que, dans ce cas, il faut bien que le cessionnaire trouve un bénéfice quelconque dans l'opération, puisqu'il a fait un sacrifice. Or s'il ne lui est plus possible, quant à lui, de continuer le service des primes, et que, d'autre part, le

cédant interrompe ce service (ce qu'il est très naturel qu'il fasse, suivant nous, à moins qu'il ne s'en soit expressément chargé), il trouvera du moins dans la valeur de rachat un minimum d'avantage sans lequel on ne comprendrait pas qu'il eût contracté.

Reste le cas d'une cession à titre gratuit. Ici encore, à notre avis, le cessionnaire aura droit à la valeur de rachat. On doit admettre en effet, à moins de convention contraire, que le cessionnaire a la charge du paiement des primes. Rien n'empêcherait le cédant d'assumer cette charge, mais, dans le silence des parties, on ne doit pas supposer qu'il l'a fait, l'interprétation restrictive étant de rigueur en matière de libéralité. Or, si c'est le cessionnaire qui est chargé du paiement des primes, il peut très bien se faire qu'à un moment donné, sa situation de fortune ne lui permette plus de continuer ce paiement. Que va-t-il alors se passer ? Le contrat tombera, et le cessionnaire ne tirera de l'opération qu'un avantage bien faible, celui d'avoir participé aux bénéfices durant le temps qu'a duré le contrat depuis la cession (encore, d'après M. Deslandres, devrait-on refuser de lui reconnaître ce dernier avantage). Que devient alors l'intention libérale du cédant ? N'est-il pas plus naturel, plus conforme à cette intention, d'admettre que le donataire a droit à la valeur de rachat ? M. Deslandres lui-même (*loc. cit.*) lui reconnaît le droit à l'indemnité réduite, objet du contrat nouveau dont la prime unique est constituée par la valeur de rachat. Pourquoi dès lors lui refuser le droit à cette valeur de rachat elle-même ? Sans doute, l'intention du donateur était de faire acquérir au donataire une créance exigible seulement à l'époque de sa mort. Mais, en somme, il vaut mieux donner à son intention libérale une réalisation telle quelle, que de lui refuser tout effet.

Nous concluons donc en accordant, dans tous les cas, au cessionnaire le droit à la valeur de rachat de la police, à moins de convention contraire, ou à moins que le cédant ne se soit chargé du service des primes. On peut même dire que le cessionnaire acquiert le droit à la valeur de rachat d'une façon plus complète que la créance en indemnité qui porte sur le capital assuré. Cette dernière créance, en effet, est toujours éventuelle, elle avait ce caractère lorsqu'elle appartenait au cédant, elle ne saurait en changer entre les mains du cessionnaire, et celui-ci reste exposé aux déchéances résultant de l'aggravation des risques ou de la mort de l'assuré dans des conditions autres que celles prévues au contrat. La créance qui a pour objet la valeur de rachat est au contraire une créance actuelle, qui, par le fait même de la cession, entre dans le patrimoine du cessionnaire, et qui n'est soumise à aucune condition.

Par cela même que l'on reconnaît au cessionnaire le droit à la valeur de rachat de la police, on doit aussi lui accorder le droit au capital assuré par la police qui a fait l'objet d'une réduction. M. Deslandres (*loc. cit.*) admet cette dernière solution, qui, à nos yeux, s'impose, la valeur de rachat constituant la prime unique de l'assurance réduite.

Pour la même raison, on doit reconnaître au cessionnaire le droit d'emprunter sur son contrat jusqu'à concurrence de la valeur de rachat.

D'ailleurs il est toujours loisible aux parties de modifier ces deux dernières solutions par une convention expresse qui prendra place dans l'acte de cession. On devra également refuser au cessionnaire le droit au capital réduit et le droit d'emprunter sur contrat, lorsque le cédant se sera

charge du paiement des primes ; on vient de voir qu'à nos yeux, le cessionnaire n'aurait pas, dans ce cas, le droit à la valeur de rachat de la police.

Tout ce qu'on vient de dire relativement aux droits du cessionnaire est en principe applicable au cas d'un transfert par endossement, et on doit reconnaître au porteur l'ensemble des droits qui ont été reconnus au cessionnaire. Il convient seulement de faire remarquer qu'à raison de la forme même de l'endossement, le porteur est investi d'une façon immuable de tous ces droits, sans qu'il soit possible aux parties de les restreindre, comme elles en ont la faculté lorsqu'on a recours à un autre mode de transfert. La circulation d'une police à ordre est en effet trop rapide (1) pour que des conventions spéciales puissent intervenir à chaque transmission ; et, en outre, les transmissions s'opèrent sans que le nom des porteurs soit, le plus souvent, connu de l'assuré premier endosseur.

(1) Ou plutôt, théoriquement, il devrait en être ainsi ; on verra plus loin, en effet, qu'en pratique les polices d'assurance, même à ordre, ne circulent guère.

## TROISIÈME PARTIE

### ÉTUDE DES MOYENS PAR LESQUELS SE RÉALISE LA TRANSMISSION DU BÉNÉFICE DU CONTRAT.

---

Jusqu'ici, on n'a étudié la transmission du bénéfice du contrat qu'en elle-même, en tant que convention, et indépendamment des moyens employés pour la réaliser. Il reste maintenant à examiner les procédés auxquels les parties peuvent avoir recours pour réaliser à l'égard des tiers la convention de cession, qui est supposée réunir les conditions intrinsèques nécessaires à sa validité.

On a vu, dans la I<sup>re</sup> Partie, qu'il y a réellement transmission du bénéfice du contrat, lorsque les parties ont recours : au mode de cession du droit civil, et à l'avenant (sous le bénéfice des distinctions faites relativement au caractère déterminé ou indéterminé des bénéficiaires). Quant à l'endossement, nous avons renvoyé à la III<sup>e</sup> Partie la solution de la question, qui ne peut être obtenue qu'après une étude approfondie des caractères et des effets de la clause à ordre.

Chacun de ces modes de transfert va faire l'objet d'un chapitre spécial, en commençant par l'endossement, tant à raison de son importance pratique que des difficultés particulières qui ont été soulevées à ce propos. En parlant de la cession civile, nous étudierons le mode de transmission par voie de transfert sur le titre même, qui, on le verra, se confond avec elle.



## CHAPITRE PREMIER

### ENDOSSEMENT.

#### SECTION I. — Notions générales sur la clause à ordre.

« L'endossement, disent MM. Lyon-Caen et Renault « (*Traité de dr. comm.*, 2<sup>e</sup> éd., t. IV, p. 82), est la conséquence « naturelle de la clause à ordre ; c'est le mode de transférer « la propriété des titres à ordre en général. » Il est donc nécessaire, avant tout, de définir et de préciser la notion<sup>1</sup> de la clause à ordre.

On peut concevoir la cession d'un droit, ou d'un ensemble de droits, de deux façons différentes :

La première qui se présente à l'esprit, consiste à mesurer les droits du cessionnaire sur les droits du cédant ; si le droit du cédant est imparfait, entaché d'un vice quelconque, le droit du cessionnaire présentera le même caractère ; ce sera le droit même du cédant qui passera dans le patrimoine du cessionnaire avec ses qualités et ses défauts ; c'est le cas du transfert proprement dit.

On peut concevoir aussi, que, dans le but de faciliter la circulation de certains biens, de la rendre plus rapide et plus sûre, la loi les affranchisse et les purge, à chaque mutation nouvelle, de tous les vices cachés qu'ils peuvent contenir. Alors le droit du cessionnaire n'aura plus pour mesure et pour limite le droit du cédant ; le cessionnaire aura un droit solide et incommutable, bien que le cédant

n'ait eu qu'une apparence de droit. Il y aura *plus qu'un transfert* (1).

Lorsque le transfert s'opère par une cession civile, on se trouve dans la première hypothèse. Lorsqu'il s'opère suivant le procédé du droit commercial, c'est-à-dire par endossement, on se trouve dans la seconde. Comment peut-on affranchir la cession par endossement (2) des entraves de la cession du droit commun? Au moyen d'une clause fort simple : la *clause à ordre*. On peut la définir : une clause spéciale par laquelle *le débiteur est censé s'engager en même temps et par avance envers tous les porteurs successifs du titre qu'il souscrit*. Cette idée d'un *engagement anticipé et direct* du souscripteur envers tous les porteurs quels qu'ils soient, est la notion fondamentale de tout le système de l'endossement.

L'origine de la clause à ordre est une question fort discutée. Certains auteurs (M. Debray, *De la clause à ordre*, thèse, 1892; M. Wahl, *Traité théorique et pratique des titres au porteur*), après avoir relevé les traces d'une institution à peu près semblable chez les anciens peuples de l'Orient, les Assyriens, les Hébreux, dans le droit romain et dans le droit grec de l'époque Alexandrine, produisent des documents sérieux (3) tendant à prouver que la clause à ordre existait en droit germanique. A cette époque l'institution se rattache à la prohibition de la cession de créance et de la représentation en justice : dans l'écrit

(1) M. Paul Gide, *Etudes sur la novation en droit romain*, p. 432.

(2) Quand nous employons l'expression : *cession par endossement*, nous n'entendons pas préjuger la question de savoir si l'endossement est une cession ou autre chose qu'une cession ; il faudrait ici, comme le remarque M. Gide, avoir un mot technique spécial ; mais ce mot n'existe pas.

(3) Entre autres des formules tirées du Cartulaire Lombard, et du recueil de Marculfe (V. Debray, *op. cit.*, p. 12).

constatant la convention, le débiteur s'engage à payer entre les mains de la personne, appelée *exactor* ou *nuncius*, qui lui présentera l'écrit, en justifiant qu'elle est envoyée par le créancier. Cette personne aura qualité pour poursuivre le débiteur en justice.

Dans l'ancien droit français, le titre à ordre paraît avoir été d'un usage peu fréquent, au moins au XI<sup>e</sup> et au XII<sup>e</sup> siècles. Mais, à partir du XIII<sup>e</sup> siècle, la clause à ordre est insérée dans un très grand nombre de documents (1), les uns constatant des obligations ayant pour cause un fait juridique quelconque, les autres, des obligations relatives seulement à des faits de commerce, et se référant à l'exécution du contrat de change. D'ailleurs, pas plus pour les seconds que pour les premiers, on ne peut justifier le développement de la clause à ordre par des raisons commerciales ; il ne peut encore être question de faire intervenir l'idée d'une législation spéciale au commerce, car la distinction n'est pas nettement faite entre les actes civils et les actes de commerce. Quant aux motifs qui avaient fait admettre la clause à ordre en droit germanique, on ne peut plus les invoquer non plus : la cession de créance est admise dès le XIII<sup>e</sup> siècle, et, quant à la représentation en justice, si elle nécessite l'obtention de lettres de grâce, c'est là une pure formalité, dont les Parlements finirent même par prendre l'habitude de dispenser les plaideurs.

La véritable cause du développement de la clause à ordre doit être cherchée, semble-t-il, dans les avantages que son insertion présente : elle constitue un procédé de cession plus rapide dans ses conditions, différent dans sa nature et ses effets, du procédé ordinaire de cession des créances.

(1) Cpr. Thierry, *Recueil des monuments inédits de l'histoire du tiers état* ; Wahl, *op. cit.*

Elle s'applique à tous les droits, réels ou personnels (1). Le command (le tiers qui se présente à la place du créancier primitif) n'est pas un simple fondé de pouvoir, ni un véritable cessionnaire. Bien que la clause à ordre contienne souvent cette expression : *promittimus tibi., vel cui mandaveris*, ces derniers mots sont loin d'avoir un sens technique, la théorie du mandat suivant la conception romaine n'étant pas encore établie ; ils désignent seulement « celui qui sera désigné comme devant recevoir le paiement ». Ce command n'est pas non plus un cessionnaire ; il a un droit propre ; et, sans rechercher sur quel fondement juridique on peut appuyer ce droit, contentons-nous de remarquer que la clause à ordre apparaît, dès le moyen âge, avec le caractère qu'elle présente aujourd'hui : personnalité du droit du porteur, ayant pour conséquence la dispense accordée à celui-ci de faire connaître la cause pour laquelle le créancier primitif lui a délégué le droit qu'il tenait du premier contrat. Tout ce que le *command* doit prouver, c'est le fait qui l'a individualisé et a fixé le droit sur sa tête. Cette preuve, il doit la faire par un écrit émanant du créancier, et constatant sa constitution comme command par ce dernier. Parfois, il est vrai, on exige davantage, et le *command* doit présenter, en outre, l'écrit constatant le premier contrat. Mais c'est tout, et jamais on n'exige que le command prouve la cession *lato sensu*, qui lui a été faite ; le débiteur ne peut pas lui opposer d'exceptions tirées de l'irrégularité de cette cession.

La conséquence la plus importante de cette personnalité du droit du porteur est aujourd'hui, du moins dans la plu-

(1) Cpr. Debray, *op. cit.*, p. 24 et s.

part des cas, l'inopposabilité à son égard des exceptions opposables au cédant. Au moyen âge, on n'a pas été jusqu'à admettre cette conséquence, et le droit du command, bien que distinct de celui du créancier, n'en est pas moins soumis aux causes de nullités qui peuvent affecter ce dernier droit (V. à ce sujet l'arrêt du Parlement de Paris de 1318, rapporté dans les *Olim*, t. II, p. 1362, et commenté par M. Debray, *op. cit.*, p. 32 et s.).

Ainsi les exceptions opposables au cédant le sont aussi au cessionnaire. En outre, le tiers désigné dans le titre à ordre, ou par un écrit distinct, n'a pas la faculté de désigner à son tour un second command. On ne se trouve donc pas en présence d'un véritable endossement, et on voit combien la clause à ordre usitée au moyen âge diffère, à ce point de vue, de la clause à ordre actuelle. C'est qu'elle ne joue pas, à cette époque, le même rôle que de nos jours ; elle n'a pas pour but de faciliter la circulation des créances ; la civilisation n'est pas assez avancée pour éprouver de tels besoins. Tout ce que les parties se proposent, c'est de transmettre à un tiers, par un procédé plus accessible et plus rapide que celui de la cession ordinaire, le contrat primitif, qui se comportera, entre les mains de ce tiers, comme il se serait comporté entre les mains du premier créancier.

La clause à ordre ne tarda pas à disparaître. D'une part, elle fut absorbée par la clause au porteur, qui présentait des facilités encore plus grandes. D'autre part, la renaissance du droit romain au XVI<sup>e</sup> siècle en fit donner une analyse différente : la stipulation pour autrui étant prohibée, on ne vit plus dans le command qu'un mandataire, au sens technique du mot.

Au XVII<sup>e</sup> siècle, la clause à ordre reparaît, et désormais,



elle offre les caractères de la clause actuelle. On a vu dans les prohibitions répétées dont furent l'objet les titres au porteur et dans leur disparition, la cause de cette résurrection. « La pratique, dit M. Wahl (1), s'ingénia à atteindre, « à l'aide de procédés nouveaux, le but autrefois recherché par les titres au porteur, et, de ses tâtonnements, « sortirent deux nouvelles institutions : le titre à ordre et « le billet en blanc. » On s'explique difficilement comment le titre à ordre put ainsi renaître des cendres du titre au porteur, car il soulève les mêmes objections que lui, et il contrecarre d'une façon aussi absolue la théorie romaine. « Mais, comme le fait remarquer M. Wahl, ce n'est pas la « pratique qui allait s'inquiéter de ces objections ; quant à « la doctrine, elle n'avait plus au XVII<sup>e</sup> siècle le même rôle « qu'au XVI<sup>e</sup> ; elle cherchait plutôt à rapporter la pratique « qu'à la discuter d'après les principes. » Enfin la renaissance commerciale, l'amélioration des moyens de communication, firent sentir d'une façon pressante le besoin de faciliter la circulation des créances. Le commerçant étend son cercle d'action ; il entre en rapport avec des places plus éloignées et plus nombreuses. Pour régler ces relations commerciales à longue distance, il devient nécessaire d'avoir des titres susceptibles de circulation rapide, pouvant servir, dans une certaine mesure, de papier-monnaie.

C'est ce but que va remplir la clause à ordre, qui présente désormais tous les caractères qu'elle a de nos jours : le titre à ordre se transmet sans qu'aucune formalité extrinsèque de publicité soit exigée ; l'endossement se suffit à lui-même. La créance est incorporée au titre, et le débiteur se libère en payant entre les mains du porteur qui n'a

(1) *Op. cit.*, t. I, p. 100.

qu'à justifier de son identité, en présentant le titre endossé à son nom. Le souscripteur du titre et tous les endosseurs successifs sont garants solidaires du paiement. Enfin le porteur est créancier direct du souscripteur, et une conséquence de ce principe, admise dans la plupart des cas (nous verrons qu'il n'en est peut-être pas ainsi dans tous), est l'inopposabilité au porteur des exceptions qu'on peut soulever contre l'endosseur.

C'est des besoins du commerce, on vient de le voir, qu'est sortie la clause à ordre, avec tous ses caractères actuels. Aussi est-ce à propos d'un contrat commercial, le contrat de change, qu'elle fit d'abord son apparition.

Née en Italie, et répandue en France au XII<sup>e</sup> siècle, la lettre de change avait pour unique but, du moins dans notre pays (1), la réalisation du contrat de change ; elle était à personne dénommée, et ne présentait pas, au point de vue de sa transmission, de facilité spéciale. L'insertion de la clause à ordre va lui donner un tout autre caractère. D'après Nouguiier (*Des lettres de change et des effets de commerce en général*, t. I, p. 273), qui invoque le témoignage de Savary, la clause à ordre aurait reparu exactement en 1620 (2). Ce serait sous le ministère de Richelieu, de 1624 à 1642, que la clause à ordre aurait pris tout son développement, dans le but de faciliter le commerce des lettres de change dont ce ministre faisait un très grand usage ; le mot « ordre » lui-même aurait été inventé à cette époque.

Longtemps la clause à ordre, comme du reste la lettre

(1) Au XVI<sup>e</sup> siècle on trouve, en Sicile, des lettres de change permettant au preneur de désigner ultérieurement le *présentant* par une mention au bas ou au revers de la lettre (Debray, *op. cit.*, p. 46).

(2) Cependant Mareschal, en 1625, n'en parle pas dans son *Traité des changes et rechanges*.

de change, ne requrent aucune consécration législative. Il faut arriver à l'ordonnance royale de mars 1673 pour trouver une réglementation (1). Cette ordonnance, tout en permettant et en réglant les endossements n'exigeait pas que la lettre de change fût à ordre ; cela dépendait de la volonté des parties, manifestée par les termes qu'elles avaient employés. Aujourd'hui, il n'en est plus de même et, aux termes de l'article 110 du Code de commerce, la lettre de change doit être à l'ordre d'un tiers. La clause à ordre est devenue de l'essence de la lettre de change. « Cette différence, disent MM. Lyon-Caen et Renault, s'explique de la façon suivante : autrefois la lettre de change était prescrite qu'exclusivement envisagée comme servant à exécuter le contrat de change, et la clause à ordre n'est pas nécessaire pour qu'elle atteigne ce but. Bien que les rédacteurs du Code de commerce aient donné encore trop d'importance à l'idée du contrat de change, il est certain qu'ils ont principalement considéré la lettre de change comme effet de circulation, et la clause à ordre est essentielle pour que la lettre ait ce caractère (2). »

L'invention de la clause à ordre, sortie des nécessités de la pratique, s'est donc fait jour à propos de la lettre de change, qu'elle a profondément modifiée, et dont elle a fait une sorte de papier-monnaie. C'est de cette pénétration, de cette absorption de la lettre de change par la clause à ordre, qu'est née une confusion souvent faite (3) entre les effets de la clause à ordre et ceux de la lettre de

(1) On trouve certains textes antérieurs à 1673 qui parlent incidemment de la lettre de change, mais aucun ne la réglemeute dans son ensemble (V. notamment un édit de mai 1660 et une déclaration de janvier 1664, rapportés dans la *Compilation chronologique des ordonnances*, de Blanchard, Paris, 1715).

(2) L. C. et R., *op. cit.*, t. IV, n° 70.

(3) M. Bailly relève cette confusion, *op. cit.*, p. 84.

change. Peut-être cette confusion a-t-elle son origine dans les dispositions mêmes du Code de commerce, qui réglemente l'endossement (art. 136-139) à propos de la lettre de change, et procède ensuite par renvoi (art. 187), quand il est question du billet à ordre. Quoi qu'il en soit, quand nous étudierons les caractères spéciaux, les effets particuliers d'une police d'assurance endossable, nous aurons à nous préoccuper seulement des effets de la clause à ordre et non de ceux de la lettre de change.

Qu'on nous pardonne la digression qui vient d'être faite dans le domaine historique ; les données qu'elle a fournies ne seront pas inutiles quand nous étudierons les effets de l'insertion de la clause à ordre dans une police d'assurance, et, en particulier, la question de savoir si les exceptions opposables à l'assuré le sont aussi au porteur de cette police.

Après avoir déterminé les caractères de la police d'assurance à ordre, nous aurons quelques mots à dire du rôle économique de cette police et de ses avantages ou de ses inconvénients.

Mais une question en quelque sorte préjudicielle se pose, qui va d'abord être traitée : c'est celle de la légalité de la police d'assurance à ordre.

## SECTION II. — **Légalité de la police d'assurance sur la vie à ordre.**

L'insertion de la clause à ordre dans une police d'assurance est-elle possible ? Ou, d'une façon plus générale, les parties peuvent-elles donner la forme à ordre à des titres que la loi n'a pas énumérés et définis comme titres à ordre, soit dans le Code de commerce, soit dans d'autres

textes (1)? Cette énumération est-elle limitative? ou bien au contraire, le transfert par endossement est-il possible pour tous les titres, quels qu'ils soient, pourvu que la clause à ordre y soit insérée?

Certains auteurs ont adopté une opinion intermédiaire, en se basant sur la distinction suivante : l'insertion de la clause à ordre serait permise dans les titres constatant des obligations commerciales, mais elle serait interdite dans les actes constatant des obligations civiles (V. Laurent, *Principes du droit civil français*, t. XXIV, n° 498 ; Bédarride, *Lettre de change*, n°s 678-680 ; Ruben de Couder, *Dictionnaire du Droit commercial*, *Lettre de change*, n°s 471-482). Cette opinion a du reste été soutenue parfois par la jurisprudence (V. notamment : Limoges, 27 nov. 1845, D. P. 1847.2.37 ; Paris, 12 février 1857, S. 1857.2.186 ; Caen, 14 juin 1876, D. P. 1878.2.133 ; Riom, 27 juillet 1875, D. P. 1878.2.242 ; Douai, 24 avril 1891, S. 1891.2.121).

Elle n'est cependant pas défendable un seul instant, car elle établit dans la loi une distinction absolument arbitraire. La possibilité d'insérer la clause à ordre dépend si peu de la nature commerciale de l'opération, que la loi la permet dans le billet à ordre, qui n'est pas un acte de commerce. D'ailleurs, qu'importe le caractère de la dette? Qu'elle soit civile ou commerciale, ne pourra-t-on pas toujours la constater par un titre à ordre? Le titre à ordre n'est en lui-même ni civil ni commercial, sauf la lettre de change,

(1) La loi admet expressément la clause à ordre : dans la lettre de change où elle est même obligatoire (art. 110 C. de com.) ; dans le billet à ordre (art. 187) ; dans le billet de grosse (art. 313) ; dans le connaissance (art. 281) ; dans les récépissés et les warrants (art. 3 de la loi du 11 juin 1853) ; dans les chèques (art. 1 de la loi du 20 juin 1865) ; dans les obligations du Crédit foncier (art. 13 du décret du 28 février 1852) ; dans les bons de monnaie (art. 5 du décret du 31 octobre 1879).



qui constitue un acte de commerce. Encore peut-elle être émise pour le paiement d'une dette civile. Il faut donc rejeter l'opinion intermédiaire (dans ce sens, M. Debray, *op. cit.*, p. 135; M. Léon Michel, *Cours de 1896-97 sur la transmission des droits personnels*; MM. Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. III, n° 98). Ces derniers auteurs s'expriment à cet égard de la façon suivante : « Les usages ne peuvent rien, « même en matière commerciale, contre les lois impérati- « ves. Si l'article 1690 du Code civil est impératif, il ne sau- « rait être écarté par un usage contraire ; il régit à la fois « les créances civiles et les créances commerciales, il ne « peut être impératif pour les premières et interprétatif de « la volonté des parties pour les secondes. »

La véritable question est en effet celle de savoir si l'article 1690 du Code civil est un obstacle à la liberté de l'insertion de la clause à ordre.

Deux partis se trouvent en présence. Le premier nie, d'une façon absolue (1), la possibilité d'une extension indéfinie de la clause à ordre à tous les titres de créances : les dispositions des articles 1690 et 1691 sont des dispositions d'ordre public ; il ne peut y être dérogé que dans les cas prévus par la loi. Il faut donc rayer de la liste des titres à ordre les lettres de voiture, les factures acceptées, les ordres de livraison, les polices d'assurance maritime, sur la vie, contre les incendies, contre les accidents, les actions dans les sociétés de commerce, les obligations, etc. (2).

Le second système, effrayé à juste titre des inconvénients pratiques du premier, conclut à la nécessité d'admettre l'extension de la forme à ordre à tout titre, quel qu'il soit. Autrement, disent MM. Lyon-Caen et Renault, « on

(1) V. Vavasseur, *Traité des sociétés civiles et commerciales*, t. I, n° 479.

(2) Debray, *op. cit.*, p. 138.

« bouleverserait des habitudes très anciennes, qui ont de « grands avantages pratiques, sans aucun inconvénient sérieux ». La jurisprudence a suivi cette voie : elle admet que les parties sont libres de créer à leur gré des titres à ordre (Cass., 8 mai 1878, D. P. 1878.1.241 et la note de M. Beudant ; Cass., 7 mai 1879, D. P. 1879.1.307). Et la majorité des auteurs admet cette solution (V. Pardessus, *Droit commercial*, t. II, n° 330 ; Massé, *Le droit commercial*, t. III, n° 1573 ; Nougier, *op. cit.*, t. I, n°s 602, 609 ; M. Alauzet, *Code de commerce*, t. III, n° 1342 ; M. Boistel, *Précis de droit commercial*, n°s 249, 746, 839).

Cette solution est, à n'en pas douter, conforme aux besoins de la pratique, et la jurisprudence, en l'adoptant, a subi la pression des faits. Mais il faut bien reconnaître qu'elle est assez faiblement motivée : pour échapper à l'application des articles 1690 et 1691, on se contente de dire que ce ne sont pas là des dispositions d'ordre public, et que les parties peuvent les écarter. Or il est évident qu'un système légal de publicité, comme celui organisé par l'article 1690, est toujours d'ordre public ; un particulier ne peut pas modifier les formalités de publicité imposées par la loi. Et c'est en vain qu'on alléguerait que, en créant un titre à ordre, les parties réalisent en somme une publicité aussi efficace que celle du système prescrit par la loi, puisque les tiers intéressés seront avertis, par l'aspect extérieur du titre, que la transmission de ce titre s'opère, *erga omnes*, sans signification au débiteur, cette signification étant remplacée par son acceptation anticipée (V. la note de M. Beudant sous l'arrêt de 1878 cité plus haut). En effet, si le Code a établi un système légal de publicité, il ne peut pas dépendre des parties d'en employer un autre, quand bien même il serait plus efficace. Les besoins de la

pratique sont respectables sans doute ; mais on doit du moins chercher à les concilier avec les textes.

Cette conciliation paraît ici possible ; seulement c'est le point de départ même du raisonnement fait par la jurisprudence qui doit être changé. Somme toute, le point de savoir si l'article 1690 du Code civil est contraire à l'extension indéfinie de la clause à ordre, ne forme pas ici toute la question. Il faut d'abord se demander si, en principe, les contractants peuvent à leur gré créer des titres à ordre. C'est seulement dans le cas où on admet l'affirmative, qu'il y a lieu d'examiner si l'article 1690 ne s'oppose pas à cette solution.

Or, le principe qu'on doit ici appliquer, c'est celui de la liberté des conventions (art. 1134, C. civ.) ; les parties sont parfaitement libres de créer un titre à ordre.

Un texte prohibitif, répondent les partisans de l'autre système, s'oppose à cette solution ; c'est celui de l'article 1690, qui est une disposition d'ordre public.

Nous reconnaissons volontiers la force impérative de ce texte ; reste à savoir seulement si, lorsqu'on crée un titre à ordre, on ne se trouve pas en dehors de sa sphère d'application. C'est à l'affirmative que l'on aboutit, si l'on serre d'un peu près la notion du titre à ordre. Vouloir à toute force expliquer l'endossement par l'idée d'une cession, et seulement d'une cession, c'est faire une tentative qui semble toujours vouée à l'insuccès. L'histoire de la clause à ordre est là pour prouver combien sont inconciliables l'idée de cession et l'idée de transfert par endossement. La clause à ordre ne modifie pas seulement les formalités de la cession, mais le fond même du droit ; un titre à ordre, abstraction faite des formalités de transmis-

sion, est en lui-même autre chose qu'une créance à personne dénommée. Celui qui acquiert une créance ordinaire n'a de droit qu'en tant que cessionnaire ; celui qui acquiert un titre à ordre se présente comme créancier direct du signataire, à raison de l'incorporation de la créance dans le titre. Il y a deux types d'opérations, deux théories juridiques différentes, absolument irréductibles l'une à l'autre (1).

Dès lors on peut proposer la solution suivante : l'article 1690 est bien une disposition d'ordre public ; mais cet article n'est applicable qu'à la *cession des créances à personne dénommée*, et non au procédé de transfert des *créances de l'autre type*, celles dans lesquelles le porteur se présente comme créancier direct. Il n'y a pas un principe, et une exception à ce principe ; il y a deux principes, deux systèmes différents, et le second se trouve en dehors des dispositions du Code civil.

L'article 1690 étant ainsi écarté du débat, on ne trouve plus aucun texte contraire à l'application du grand principe de la liberté des conventions, et on ne voit aucune raison pour ne pas admettre l'extension indéfinie de la clause à ordre.

### SECTION III. — Effets de l'insertion de la clause à ordre dans une police d'assurance sur la vie.

Ainsi, d'une façon générale, il est légalement possible d'insérer la clause à ordre dans un écrit constatant une convention quelconque ; il est donc légalement possible de souscrire une police d'assurance sur la vie à ordre.

(1) M. Léon Michel, cours cité plus haut, *passim*.

Nous arrivons alors à la seconde des questions annoncées plus haut : quels vont être les effets de l'insertion de la clause à ordre dans cette police ? Quels sont les caractères de la police à ordre ?

Il est nécessaire, tout d'abord, de passer en revue les effets que produit la clause à ordre, dans *tous les titres* où elle est insérée, que ces titres soient soumis par la loi au régime de l'ordre, ou bien que ce soient les parties qui, suivant le droit qui vient de leur être reconnu, leur aient étendu ce régime. Le départ de ces effets, résultant proprement de la clause à ordre, est une question assez délicate, le Code n'ayant traité de l'endossement qu'à propos de la lettre de change, et ayant énuméré pêle-mêle les effets de la lettre de change et ceux de l'endossement. Nous nous contenterons de présenter sur ce point la solution admise par la majorité des auteurs, et qui nous paraît devoir être adoptée, sauf sur un point spécial (la question de l'inopposabilité des exceptions au porteur), qui sera examiné plus loin.

Arrivé à ce point, il sera possible d'indiquer par avance une solution d'ensemble, et de fixer dans ses principaux traits la notion — tout au moins théorique — de la police d'assurance à ordre. Nous aurons ensuite à reprendre, avec quelque détail, chacun des caractères reconnus communs à tous les titres à ordre, en en faisant l'application pratique à la police d'assurance sur la vie. C'est là que prendra place la question de l'opposabilité des exceptions au porteur, qui vient d'être réservée.



§ 1. — Détermination théorique des caractères communs à tout titre à ordre, et, entre autres, à la police d'assurance à ordre.

D'après MM. Lyon-Caen et Renault (*Traité*, IV, n° 157), les règles posées par les articles 110, 136, 137 et 138 du Code de commerce sont applicables à *tous les titres à ordre prévus par la loi* et peuvent être considérées comme établissant les caractères propres de la clause à ordre.

Il convient d'insister quelque peu sur ces règles.

1° La clause à ordre, c'est-à-dire une clause expresse, est nécessaire pour qu'un titre de créance soit transmissible par endossement ; on ne saurait déduire l'intention des parties des circonstances ou de l'usage. Il n'y a pas d'ailleurs d'expression sacramentelle, et il suffit que les parties expriment clairement leur intention.

2° L'endossement doit être signé (1) et daté ; il doit contenir la mention de la valeur fournie, le nom de celui à l'ordre de qui il est passé (art. 137). Autrement, il ne vaut que comme procuration (art. 138).

3° La propriété du titre à ordre se transmet, *erga omnes*, par l'endossement, sans qu'il soit besoin de signification faite au débiteur cédé, ni d'acceptation de la part de ce débiteur (art. 136).

4° L'endosseur est garant, non seulement de l'existence de la dette, mais encore du paiement effectif à l'échéance, et il y a solidarité entre le souscripteur du titre et tous les endosseurs successifs (art. 140 et 164).

(1) L'article 137 du Code de commerce n'exige pas la signature de l'endosseur ; mais on est d'accord pour reconnaître que c'est une omission à laquelle on doit suppléer.

5° Le débiteur ne peut payer que sur présentation, par le porteur, du titre endossé à son profit.

On ajoute ordinairement comme sixième règle :

Le débiteur ne peut opposer au dernier porteur les exceptions qui étaient opposables aux endosseurs successifs, mais uniquement les exceptions nées directement dans les rapports entre le débiteur et ce dernier porteur. Il n'en est autrement que quand le porteur s'est rendu complice d'une fraude destinée à obtenir un paiement qui aurait pu être évitée au moyen d'une exception (1).

Nous aurons à examiner de près si cette dernière règle est bien, *dans tous les cas*, un caractère essentiel de la clause à ordre.

Aucun doute ne peut s'élever en ce qui concerne les cinq règles qu'on vient d'énoncer : elles sont communes à tous les titres à ordre *prévus par la loi*. Doit-on décider qu'elles s'appliqueront aussi lorsque les parties *créent* un titre à ordre, et, notamment, lorsque l'assuré souscrit une police à ordre ?

La solution affirmative est conforme à la logique : du moment que les parties créent un titre à ordre, c'est qu'elles entendent lui faire produire apparemment tous les effets de la clause à ordre, telle qu'elle est réglementée par la loi. Et même, elles ne pourraient pas, semble-t-il, faire autrement ; sinon le titre retomberait, quant à sa transmission, sous l'empire de la disposition de l'article 1690. On vient de voir, en effet, qu'il n'y échappe que parce que les créances à ordre (2) sont des créances d'une nature par-

(1) Nous énonçons cette règle dans les termes que donnent MM. Lyon-Caen et Renault (*loc. cit.*). Quant aux textes, il est impossible d'en citer, la règle de l'inopposabilité des exceptions n'étant formulée nulle part dans nos lois.

(2) On peut, semble-t-il, employer l'expression de *créance à ordre* aussi

ticulière, en dehors de la sphère d'application du Code civil. Si l'on enlève à ces créances ou au titre qui les constate, un de ses caractères essentiels, la notion du titre à ordre est entamée ; on ne se trouve plus en présence d'une créance d'une nature spéciale ; dès lors, les articles 1690 et 1691 reprennent tout leur empire, et s'imposent comme dispositions d'ordre public.

Aussi la plupart des auteurs admettent-ils qu'en principe, tout titre à ordre présente les caractères relevés plus haut. M. Beudant (note sous l'arrêt de 1878) qualifie les conséquences nécessaires de l'endossement de « conséquences qu'il faut bien admettre (dans tous les titres à ordre), dès qu'on souscrit au principe qui les entraîne, car toute décision contraire serait entachée d'un défaut de logique ». Vibert (*Projet de loi concernant les assurances sur la vie*) décide que « la stipulation qui autorise la cession d'une police d'assurance par voie d'endossement doit donner à l'endossement régulier toute la force d'un endossement ordinaire ». M. Bailly (*op.cit.*, p. 123) est du même avis : « Nous tenons pour certain, dit-il, que l'endossement d'une police d'assurance doit produire tous les effets inhérents à la clause à ordre, tous les effets qui sont de la nature de l'endossement, quelle que soit la nature du titre endossé ». Enfin MM. Lyon-Caen et Renault (*Traité*, t. IV, *loc. cit.*), sans prévoir d'une façon spéciale l'hypothèse d'une police d'assurance à ordre, décident que, d'une façon générale, les règles données plus haut « doivent être appliquées à tous les titres à ordre, par cela même que, pour eux, aucune loi spéciale n'y apporte de dérogation ».

bien que celle de *titre à ordre*. La première a même sur la seconde l'avantage de faire ressortir la modification profonde que produit l'insertion de la clause à ordre dans la nature du droit.

Ce principe nous paraît absolument établi. Mais alors une autre question se pose : Il existe un certain nombre de règles qui, bien que n'étant pas de la nature de l'endossement (comme le sont les règles énumérées p. 109-110 d'après MM. Lyon-Caen et Renault), sont cependant applicables à la plupart des titres à ordre prévus par la loi. Ces règles ont été en général établies par le Code de commerce à propos de la lettre de change, et l'on trouve en outre des textes qui les déclarent applicables ou non à tel ou tel type de titre à ordre (1). Quand on se trouve en présence d'un titre auquel l'usage seul, et non plus la loi, a étendu le régime de l'ordre, doit-on appliquer ces règles, du moins celles d'entre elles qui semblent conformes à l'intention des parties, celles auxquelles elles ont dû songer en contractant, parce qu'elles sont applicables à tel type comme de titre à ordre ?

« La même difficulté se présente, dit M. Bailly (*op. cit.*, « p. 125), quand une lettre de change ou un billet à ordre dé-  
« génèrent en simples promesses par suite d'omission ou  
« par suite de supposition (art. 112 C. com.). » Quels seront  
les effets de ce titre, qui n'est plus une lettre de change ou  
un billet à ordre et qui, par suite, ne peut être soumis aux  
règles spéciales qui régissent ces sortes d'effets ? « Il n'y a  
« pas, dans la jurisprudence, disent MM. Lyon-Caen et Re-  
« nault (2), une théorie générale établie, mais de nombreu-  
« ses décisions ont été rendues, à propos de la supposition

(1) C'est ainsi que l'art. 343, C. com. dispose que la négociation du contrat à la grosse a les mêmes caractères que celle des autres effets de commerce. On a eu à conclure que les art. 118, 161, 162, 165, 168, C. de com. sont applicables. De même la loi du 11 juin 1858, celle du 14 juin 1865, celle du 19 février 1874 ont tracé certaines règles relatives aux droits et devoirs du porteur du warrant, du récépissé et du chèque.

(2) *Traité*, IV, n° 476.

« sur des questions relatives à la compétence, à la prescription, à la solidarité, à la propriété de la provision, aux effets de l'endossement. » On est d'accord en général pour admettre que les cinq règles posées plus haut s'appliqueront, parce que ces effets se rattachent directement à la clause à ordre. D'autre part, on exclut l'application des règles spéciales à la lettre de change ou au billet à ordre ; ce sont les règles relatives à la compétence, à la prescription, au protêt, et en général aux droits du porteur (1). Pour les autres règles (celles qui peuvent être considérées comme communes à la plupart des titres à ordre parce que la loi les a déclarées applicables à la plupart de ceux qu'elle a prévus), on décide qu'on les appliquera, ou non, suivant la nature du titre.

Si on transporte ces solutions en matière d'assurance sur la vie, on trouve que les seules règles pour lesquelles la question pourrait se poser sont précisément incompatibles avec la nature du contrat. Telles sont les règles relatives à la provision, à la saisie conservatoire (M. Bailly, *op. cit.*, p. 126-127) (2). Quant aux règles relatives aux droits et devoirs du porteur, il ne doit même pas être question de les appliquer, s'il est vrai, comme on vient de le voir, qu'elles sont spéciales à la lettre de change et au billet à ordre.

On a cependant critiqué cette dernière solution, et, aux yeux de certains auteurs (notamment M. Bailly) le porteur d'une police d'assurance à ordre se trouverait exactement dans la situation du porteur d'une lettre de change accep-

(1) MM. Lyon-Caen et Renault, *Traité*, IV, n<sup>os</sup> 471, 534.

(2) Cet auteur ajoute l'acceptation du tiré et le paiement par intervention. A nos yeux ces effets doivent être écartés, parce qu'ils sont spéciaux à la lettre de change et au billet à ordre.



tée. En effet, on a vu plus haut que l'obligation pour le cédant-endosseur de garantir le paiement à l'échéance est un des caractères propres de la clause à ordre, et que, dès lors, on doit imposer cette obligation à l'endosseur d'une police à ordre. Or, fait-on remarquer, cette obligation a une contre-partie, qu'on ne saurait en séparer sans détruire l'harmonie de la loi, sans manquer à la logique. En accordant au porteur la protection exceptionnelle que constitue cette obligation de garantie, la loi lui a imposé des devoirs rigoureux qu'il est tenu de remplir avec une très grande ponctualité, sous peine de perdre son recours contre le cédant. Ces devoirs doivent incomber au porteur d'une police à ordre, du moment que l'on décide que l'endosseur est garant envers lui du paiement à l'échéance. Ce porteur devra donc : exiger le paiement le jour de l'échéance (art. 161, C. com.) ; — en cas de refus, constater ce refus par un protêt le lendemain de l'échéance (art. 162) ; — notifier cet acte et citer le garant en justice dans les quinze jours qui suivront la date du protêt, délai augmenté des distances légales (art. 165). Faute de quoi il sera déchu de tous droits contre ses garants (art. 168) (1).

Cette opinion, sur laquelle nous n'avons pu trouver aucune décision judiciaire (2), a été soutenue par plusieurs auteurs, entre autres Vibert (*Traité*) et Tissier (*Thèse*, 1870). On lui fait une objection, que M. Bailly présente ainsi (3) : On conçoit un paiement exigé à l'échéance et le protêt le lendemain quand le risque finit à une époque fixe, connue d'avance ; mais, quand il s'agit d'assurance en cas de décès,

(1) Bailly, *op. cit.*, p. 194.

(2) On ne peut guère faire état d'un jugement du tribunal de la Seine dont il est question plus loin : il se contente d'affirmer, sous forme de thèse, que le porteur n'est pas tenu de protester faute de paiement.

(3) *Op. cit.*, p. 195.

on ne saurait déclarer le porteur déchu de son recours contre son endosseur faute d'avoir protesté dans les vingt-quatre heures du décès, qu'il ne connaîtra souvent qu'après un certain temps. Il est facile, répond M. Bailly, de réfuter cette objection : le bénéficiaire ne peut être tenu de réclamer le paiement à la Compagnie que *dès qu'il est instruit du décès*, et il ne peut être tenu de protester que quand, après examen des pièces fournies à la Compagnie, celle-ci lui a notifié son refus de payer. Les tribunaux apprécieront, d'après les circonstances, si le protêt est tardif.

On ne peut nier que, dans ces conditions, le protêt soit possible à la rigueur ; en pratique il n'y a pas d'obstacle insurmontable à son fonctionnement. Mais en somme est-il si nécessaire d'admettre, à la charge du porteur d'une police d'assurance, l'obligation de protester ? On ne peut guère la lui imposer en prétendant que les parties, en créant une police à ordre, ont eu l'intention d'admettre l'application des textes relatifs aux devoirs du porteur. C'est là une charge assez lourde pour ce porteur, et les parties ont eu précisément l'intention de lui faire la meilleure situation possible ; c'est pour cela qu'elles ont donné à la police la forme à ordre. Aussi n'est-ce pas en invoquant l'intention présumée des parties que l'on veut imposer au porteur l'obligation de protester ; on y voit la contre-partie nécessaire de la faveur exorbitante que la loi lui accorde d'autre part : à savoir, la garantie du paiement à l'échéance et la solidarité entre les endosseurs. Mais alors il faudrait admettre la même solution pour *tous* les titres à ordre ; il faudrait, en un mot, faire de l'application des règles relatives au porteur négligent une conséquence nécessaire, essentielle, de la clause à ordre, puisqu'on admet d'autre part que l'insertion de cette clause aura

toujours pour effet d'entraîner la solidarité entre les endosseurs successifs. Ce serait ajouter à l'énumération donnée plus haut des règles communes à tous les titres à ordre. Et cette énumération limitative a pour elle, on l'a vu, des autorités considérables. D'autre part la jurisprudence, à peu près muette sur la question, a cependant laissé une solution, sans la motiver aucunement, il est vrai, et cette décision, que nous croyons unique sur la matière (jugement du tribunal de la Seine du 2 décembre 1850, Bonn. de Marsangy, *Jurispr. générale des assurances terrestres*, 2, p. 128), dispense précisément le porteur d'une police à ordre de l'obligation de protester. Nous ne nous abusons pas sur la portée de cette décision isolée, mais, si on ajoute qu'on peut parfaitement considérer les déchéances qui frappent le porteur négligent comme des règles particulières, établies seulement dans les usages commerciaux (dans ce sens, v. *suprà* MM. Lyon-Caen et Renault), si on remarque que le prétendu lien qui existerait entre l'obligation solidaire en garantie de tous les endosseurs et les devoirs rigoureux imposés au porteur, n'apparaît en somme nulle part dans la loi, si enfin on considère qu'en fait les praticiens n'imposent pas au porteur d'une police à ordre l'obligation de protester faute de paiement, on pourra conclure, semble-t-il, que ce porteur, en droit, ne sera pas exposé, faute de remplir les obligations que lui imposent les articles 161, 162 et 163 du Code de commerce, aux déchéances qui frappent le porteur négligent d'une lettre de change acceptée ou d'un billet à ordre souscrit.

La jurisprudence a décidé plusieurs fois qu'on ne devait pas appliquer à l'endossement des polices d'assurance toutes les règles relatives à l'endossement des lettres de

change. Sans offrir sur ce point beaucoup de précision, elle a en somme à peu près consacré les résultats qui viennent d'être établis.

C'est ainsi que d'après le jugement du tribunal de la Seine du 2 décembre 1850, déjà cité, « la clause à ordre  
« ne saurait avoir pour effet d'assimiler une police d'as-  
« surance au billet à ordre, ni de lui assurer les privilè-  
« ges réservés, dans l'intérêt du commerce, aux seules  
« lettres de change ou billets à ordre. On ne saurait ad-  
« mettre, par exemple, qu'aucune opposition ne pourrait  
« être faite au paiement d'une police, ou que, dans le  
« cas de transmissions successives, le porteur pût avoir  
« recours solidaire contre tous les endosseurs, et fût dé-  
« chu de tout droit contre eux, faute de protêt ou de  
« dénonciation, ou encore qu'en cas de perte, il pût réa-  
« liser le paiement immédiat à charge de fournir cau-  
« tion... » Toutes ces solutions nous paraissent exactes, sauf celle qui a trait à la solidarité entre les endosseurs ; cette solidarité, en effet, n'est pas un privilège accordé au commerce, mais une conséquence naturelle de l'insertion de la clause à ordre (V. *suprà*, p. 109).

Un arrêt de la Cour de Riom du 23 janvier 1889, cassé par la Chambre civile le 6 mai 1891 (D. 1893.4.177), mais pour des motifs qui laissent entièrement subsister les considérants ayant trait à notre question, décide qu'on ne saurait prétendre que toutes les règles applicables à l'endossement des effets de commerce le soient également, d'une manière absolue, à la transmission des polices d'assurance sur la vie stipulées payables à ordre. Entre autres exemples, cette dernière matière résiste notamment à l'application des articles 149, 152 et 189 du Code de commerce.

De tout ce qui précède, la conclusion peut être ainsi for-

mulée : une police à ordre d'assurance sur la vie est soumise aux règles qui ont été énumérées, au début de ce paragraphe, et qui sont applicables à *tous* les titres à ordre. Théoriquement, ce résultat doit être admis, dès qu'on souscrit au principe de l'extension de la clause à ordre. Mais ce sont là les seuls effets de l'insertion de cette clause, et on ne doit appliquer à la police à ordre aucune des règles spéciales à la lettre de change ou au billet à ordre, ni même aucune des règles établies par la loi à propos de tels ou tels titres à ordre qu'elle réglemente.

## § 2. — Étude des caractères de la police à ordre.

Nous avons cherché à construire la théorie de la police d'assurance à ordre, sans nous attacher aux faits, et en nous appuyant sur ce principe qu'on doit admettre, dans la police d'assurance à ordre, tous les effets inhérents à la clause à ordre.

Si maintenant, nous examinons les décisions de la jurisprudence, les solutions vont différer sensiblement de celles qui viennent d'être données. Au lieu d'un principe sûr, d'une portée générale, on se trouve en présence de décisions d'espèces qu'il est parfois difficile de concilier, et surtout de rattacher à une idée directrice.

Toutes ces hésitations, toutes ces divergences, ont évidemment leur cause, comme le fait très justement remarquer M. Bailly, dans le défaut de concordance entre le but poursuivi et le moyen employé (1). L'endossement, tel qu'il est réglé par la loi, et tel qu'on est bien forcé de l'admettre, présente des conséquences que les parties

(1) Bailly, *op. cit.*, p. 122.



n'ont certainement pas voulues. Il ne constitue pas un procédé répondant à leur intention. Et on se trouve parfois dans cette alternative ou bien de méconnaître cette intention, ce qui est grave, lorsqu'il s'agit d'un contrat comme le contrat d'assurance, où elle joue un si grand rôle à tous égards, ou bien, pour la respecter, d'établir des distinctions arbitraires et illogiques, et d'arriver en dernier lieu à ôter à l'endossement presque tous ses avantages pratiques.

Nous allons éprouver la vérité de cette observation, en reprenant, l'une après l'autre, les règles données plus haut comme communes à tous les titres à ordre, et en examinant dans quelle mesure elles sont appliquées dans les polices d'assurance à ordre.

#### I<sup>re</sup> RÈGLE

*La clause à ordre est nécessaire pour que la police soit transmissible par endossement.*

Sur ce premier point, il n'y a pas de difficulté, et l'intention des parties n'est pas en contradiction avec les exigences de la loi. On a vu plus haut (I<sup>re</sup> Partie) comment les Compagnies donnent à l'assuré la faculté de « transférer » la propriété de la police par un endossement régulier, « conformément aux articles 137 et 138 du Code de commerce » ; Tantôt cette simple clause insérée dans les conditions imprimées de la police constitue la clause à ordre ; tantôt il faut qu'il ait été « expressément stipulé, dans les conditions manuscrites, que la police est faite à l'ordre du contractant ».

L'insertion de la clause à ordre doit être concomitante à la signature de la police. Dans la crainte de favori-

ser des collusions éventuelles, les Compagnies refusent d'établir des avenants pour rendre endossables des contrats qui ne l'étaient pas à l'origine (1). Si l'assuré veut obtenir une police à ordre, il faut qu'il passe un contrat absolument nouveau, qui donnera lieu à un second examen médical.

## II<sup>e</sup> RÈGLE

*L'endossement doit être daté et signé, il doit contenir la mention de la valeur fournie et le nom de celui à l'ordre de qui il est passé. Autrement il ne vaut que comme procuration.*

Il n'y a pas de difficulté spéciale relativement à la signature de l'assuré et à la date de l'endossement. Ces deux conditions sont toujours exigées.

L'indication du nom de celui à l'ordre de qui la police est passée est également exigée pour que l'endossement soit régulier ; on ne peut endosser une police d'assurance à l'ordre d'un tiers qu'en indiquant le nom de ce tiers. De là l'impossibilité matérielle de transférer par endossement une police d'assurance à des personnes indéterminées, telles que les héritiers, les enfants nés ou à naître de l'assuré. Cet endossement n'aurait du reste aucun sens, puisque l'assuré, en attribuant le bénéfice du contrat à ses héritiers, à ses enfants nés ou à naître, est censé stipuler *pour lui-même*, et révoquer ainsi la première stipulation qui avait été faite, nous le supposons, au profit d'un tiers déterminé (v. *suprà*, p. 56 et s.).

Quant à la condition relative à la mention de la valeur fournie, aux yeux de la jurisprudence, elle n'est pas exigée

(1) M. Cosmao-Dumanoir, *De l'assurance sur la vie dans ses rapports avec le patrimoine de l'assuré*, thèse, 1898.

d'une façon aussi rigoureuse, et cette solution était à prévoir, du moment que l'on a admis possibilité de transférer par endossement une police d'assurance sur la vie. Il arrivera fréquemment, en effet, que ce transfert sera fait *animo donandi* ; si l'on s'en tient à la disposition de l'article 137, un tel transport ne vaudra que comme procuration, et les parties, pour échapper à cette conséquence, s'empresseront d'énoncer dans l'endossement, la prestation d'une valeur fictive, que les tiers intéressés ne manqueront pas de contester (1), d'où des procès extrêmement fréquents.

La jurisprudence, pénétrée de ces inconvénients, reconnaît que, « lorsqu'une police d'assurance sur la vie est « stipulée transmissible par voie d'endossement, ce procédé « peut être employé pour réaliser la donation du bénéfice de « l'assurance. Il suffit alors, pour que l'endossement soit « valable, de l'observation de celles des règles de l'article 137 « du Code de commerce, qui restent compatibles avec le caractère libéral de l'acte de transmission, c'est-à-dire l'indication de la date de l'endos, du nom du bénéficiaire, et la signature de l'endosseur. En tout cas, à supposer que l'indication d'une valeur fournie soit nécessaire, on peut y suppléer par la cause de l'endossement, telle, par exemple, que l'intérêt pour le disposant d'assurer l'avenir du donataire, et la charge imposée à celui-ci d'élever les enfants du donateur » (Riom, 23 janvier 1889, D. P. 1893. 1. 177).

(1) Toute personne intéressée peut faire tomber l'effet légal d'un endossement régulier en apparence et dans la forme, en établissant, suivant les règles du droit, que cet endossement n'est que simulé, qu'il cache une fraude, et que le porteur n'est pas sérieux (Lyon-Caen et Renault, IV, n° 145 et 146. — Ch. req., 24 février 1859, D. P. 1859. 1. 416).

Ainsi donc, aux yeux de la Cour de Riom, l'endossement produit dans notre hypothèse tous les effets d'un endossement régulier, quoique l'un des caractères essentiels à cet endossement fasse défaut. C'est résoudre la difficulté d'une façon un peu trop facile, et la Cour a si bien senti qu'elle s'aventurait là sur un terrain peu solide, qu'elle a essayé d'établir, dans la dernière phrase de l'arrêt qui vient d'être rapporté, qu'en fait la mention de la valeur fournie ne faisait pas défaut. Mais, comme le remarque très bien M. Dupuich (note dans Dalloz sous notre arrêt), « quand  
« la Cour de Riom parle de la cause de l'endossement,  
« et qu'elle voit dans l'affection du donateur pour le do-  
« nataire, dans l'intérêt qu'il peut avoir à assurer son ave-  
« nir, un élément suffisant pour constituer cette clause,  
« elle confond deux choses absolument différentes, la cause  
« juridique de la transmission, c'est-à-dire la contre-partie  
« de la valeur transmise, et la cause impulsive, c'est-à-dire  
« le mobile, l'intention ; or, ce que l'endosseur doit faire  
« connaître, c'est la cause juridique de l'endossement. »

Pour justifier la solution donnée, il faudrait aller jusqu'à dire que la règle de l'article 137 relative à la mention de la valeur fournie n'est pas une conséquence nécessaire de l'insertion de la clause à ordre, mais seulement un des caractères de la lettre de change. Or il n'en est rien ; la mention de la valeur fournie ne se justifie pas d'une façon particulière pour la lettre de change, et l'article 137 est une règle de forme applicable à tous les titres à ordre (V. MM. Lyon-Caen et Renault, *Traité*, IV, n° 157 ; M. Bailly, *op. cit.*, p. 115). C'est ce qu'a très bien mis en lumière un jugement du tribunal de commerce de la Seine du 23 octobre 1875, confirmé sur ce point par l'arrêt de la Cour de Paris du 13 décembre 1876 (Bonn. de Marsangy, *op. cit.*, 2,

p. 532): « attendu, dit ce jugement, qu'on ne saurait admettre plusieurs formes d'endossement, que la forme déterminée par l'article 137 du Code de commerce est la seule régulière et légale, que la police, en stipulant que la transmission pourrait se faire par endossement régulier, n'a pu se référer qu'à celui voulu par la loi; attendu que le défaut d'énonciation de la valeur fournie a nécessairement pour effet de rendre l'endossement incomplet et irrégulier... »

L'exigence de la mention de la valeur fournie est une disposition qui a soulevé de nombreuses critiques, et on peut souhaiter qu'elle disparaisse de nos lois; elle ne se justifie ni pour la lettre de change, ni pour les titres à ordre en général; elle aboutit en pratique, « à une comédie légale et à un mensonge autorisé » (M. Bailly, *op. cit.*, p. 114). Beaucoup d'auteurs demandent son abrogation (V. Bravard, *Traité de Droit commercial* publié par Demangeat, III, p. 55; M. Garsonnet, *Influence de l'abolition de la contrainte par corps sur la législation commerciale*, p. 43-44, 67-70; MM. Lyon-Caen et Renault, *Traité*, IV, nos 82 et 124).

Mais ce n'est pas une raison pour qu'il soit loisible aux parties de la transgresser, et on ne peut certainement pas admettre que l'endossement qui ne contient pas la mention de la valeur fournie, qu'il s'agisse d'une police d'assurance à ordre ou de n'importe quel autre titre, vaut comme endossement régulier. On ne peut, quoi qu'on fasse, se trouver en présence d'autre chose que d'un endossement *irrégulier*.

La jurisprudence, tout en ne contestant pas d'une façon formelle ce résultat (sauf l'arrêt précité de la Cour de Riom), s'est efforcée cependant de l'atténuer. Un jugement du tribunal civil de la Seine du 12 janvier 1884 (*Journal des Assurances*, 1884, p. 271) décide que l'endossement incomplet pour défaut de mention de la valeur fournie



peut réaliser *inter partes* une transmission de propriété, à la charge pour les parties de prouver que telle a été véritablement leur intention : « l'article 138 du Code de commerce, dit ce jugement, établit une simple présomption qui n'empêche pas de prouver que les parties ont entendu opérer une transmission de propriété ». L'arrêt de la Cour de Paris du 20 février 1894 (*J. des Ass.*, 1894, p. 242) donne exactement la même solution : « L'endossement irrégulier pour non-indication de la valeur fournie ne vaut en principe que comme procuration ; mais ce n'est là qu'une présomption susceptible d'être combattue par la preuve contraire. » Et l'arrêt ajoute, ce qui constitue une aggravation de la solution admise par le tribunal de la Seine : « quand cette preuve est rapportée, le porteur de la police en vertu d'un tel endos irrégulier doit en être réputé propriétaire, même à l'égard des tiers. »

Ces décisions ne donnent pas prise à la critique, tant qu'elles limitent *inter partes* l'effet de l'endossement irrégulier opérant un transfert de propriété. La présomption de l'article 138 peut parfaitement être combattue par la preuve contraire dans ces limites (MM. Lyon-Caen et Renault, *Traité*, IV, n° 148). Mais ce qui semble absolument impossible, c'est d'admettre que cet endossement irrégulier investit le cessionnaire *erga omnes*, lorsque tombe la présomption de l'article 138. Comme le disent fort bien MM. Lyon-Caen et Renault (*loc. cit.*) « les tiers ont dû prendre l'événement pour ce qu'il paraissait être, c'est-à-dire pour un endossement à titre de procuration, suivant l'interprétation légale. Ils peuvent donc demander l'application des règles posées pour le cas où il y a procuration » (V. pour la même solution : M. Bailly, *op. cit.*, p. 224 ; Nouguier, *id.*, nos 771 à 775 ; Alauzet, *id.*, nos 1363 et s. ; Bra-

vard, *id.*, III, p. 180 ; M. Boistel, *id.*, n° 776 ; Bédarride, *id.*, n°s 320 et 321 ; Ruben de Couder, *id.*, *vo cit.*, n°s 587 et s.). Quant à la jurisprudence, elle présente aussi de nombreuses décisions conformes (V. l'énumération des arrêts donnée par MM. Lyon-Caen et Renault, *op.cit.*, IV, n° 148, note). La solution de la Cour de Paris qui vient d'être rapportée est donc restée à peu près isolée.

Remarquons que si, au lieu de supposer un transfert du contrat d'assurance réalisé par endossement *animo donandi*, ou supposait une cession à titre onéreux, l'absence de mention de la valeur fournie n'empêcherait pas les parties de prouver leur intention de transférer la propriété de la police. Et, cette preuve une fois faite, l'endossement irrégulier opérerait transfert entre elles. Seulement, tandis que, dans notre cas, il faut prouver l'*animus donandi* du cédant, les parties devraient ici prouver qu'une valeur a été réellement fournie, bien qu'il n'en soit pas fait mention dans le titre (Orléans, 17 décembre 1887, D. P. 1888. 2.260).

Ainsi l'endossement d'une police d'assurance qui ne contient pas la mention de la valeur fournie ne vaut en principe que comme procuration ; tout au plus les parties pourront-elles, en prouvant leur intention de réaliser un transfert de propriété, faire produire à l'endossement irrégulier cet effet, qui aura lieu *seulement à leur égard*.

Mais on se trouve en présence d'une nouvelle difficulté : l'endossement irrégulier ne vaut que comme procuration, et le cessionnaire de la police aura seulement le droit de toucher, comme mandataire, le capital assuré, ce qu'il ne pourra faire qu'à la mort du souscripteur de la police, dans l'hypothèse de beaucoup la plus fréquente, celle d'une assurance en cas de décès. Or, en supposant que l'endosse-

ment irrégulier émane de l'assuré lui-même, cette mort aura pour effet d'opérer la révocation du mandat (art. 2003 C. civ.), de sorte qu'il sera impossible au porteur d'agir. Comment concilier, en ce qui concerne l'endossement irrégulier d'une police d'assurance, la disposition de l'article 138 du Code de commerce et celle de l'article 2003 du Code civil ?

Cette difficulté a depuis longtemps été résolue, les auteurs les plus considérables étant d'accord pour reconnaître que l'article 2003 du Code civil ne reçoit pas son application lorsque l'affaire qui forme l'objet du mandat ne peut être accomplie qu'après le décès du mandant (V. notamment : Aubry et Rau, *Cours de droit civil français*, IV, § 417, p. 654 ; Laurent, *Principes de droit civil français*, XVII, n° 88, p. 95 et 96 ; Duranton, *Cours de droit civil français*, XVIII, n° 283). La jurisprudence s'est aussi prononcée dans ce sens (1).

L'endossement d'une police d'assurance qui ne contient pas la mention de la valeur fournie, ou, d'une façon plus générale, l'endossement irrégulier de cette police, ne valant que comme procuration, il en résulte les conséquences suivantes (MM. Lyon-Caen et Renault, *Traité*, IV, n° 142) :

1° En cas de faillite de l'assuré endosseur, c'est-à-dire du mandant, la Compagnie ne doit pas payer entre les mains du cessionnaire, c'est-à-dire du mandataire, dont les pouvoirs sont de plein droit révoqués (art. 2003, C. civ.) ; une opposition du syndic est une mesure pru-

(1) Cass., 30 avril 1867, S. 1867.1.329 ; Lyon, 8 février 1884, *Rec. pér. des Ass.*, 1885, p. 606 ; Lyon, 3 août 1889, *Ann. de dr. com.*, 1889, p. 171 ; Paris, 12 décembre 1876, Bon. de Mars., 2,532 ; Paris, 20 février 1894, *Gaz. du Pal.*, 21 mars 1894 ; Angers, 14 février 1894, *Gaz. du Pal.*, 13 avril 1894 ; *Contrà* : Cass., 12 mars 1890 (*J. des Ass.*, 1891, p. 40).

dente, mais non nécessaire (Cass., 17 décembre 1865, D. P. 1865.4.275).

2° Au cas de faillite du cessionnaire, c'est-à-dire du mandataire, l'endosseur peut revendiquer contre la masse la police dont il est resté propriétaire (art. 574, C. com.).

3° Les créanciers de l'assuré endosseur peuvent faire saisie-arrêt entre les mains de la Compagnie, sans que le cessionnaire (mandataire) puisse s'y opposer.

4° La Compagnie a le droit d'opposer au porteur de la police les exceptions du chef de l'assuré endosseur (Paris, 25 nov. 1889, D. P. 1890.2.349 et 25 février 1893, D. P. 1893.2.317), mais non les exceptions du chef de lui, porteur ; le mandataire s'efface derrière le mandant.

Ainsi, on peut conclure que lorsque l'assuré veut transférer à titre gratuit le bénéfice de son contrat, ce n'est pas à l'endossement qu'il doit avoir recours, car ce procédé ne constituera jamais qu'un moyen bien peu sûr de réaliser ses intentions. Si, conformément à la réalité, cet endossement ne mentionne aucune valeur fournie, il ne vaudra jamais, à l'égard des tiers, que comme procuration ; s'il contient l'indication d'une valeur fictive, on se trouvera en présence d'une donation déguisée, dont une jurisprudence constante admet la validité, mais les tiers intéressés seront toujours admis à prouver la simulation. On doit donc donner à l'assuré le conseil pratique de ne pas employer l'endossement, mais plutôt d'avoir recours à un avenant ; on verra plus loin les avantages que présente ce mode de transfert.

De l'endossement irrégulier, on est naturellement amené à parler de l'*endossement en blanc*, qui est le plus irrégulier de tous, puisqu'il consiste dans la seule signature de l'endosseur mise au dos du titre. Cet embryon d'endossement peut cependant produire tous les effets d'un endos-

sement régulier, grâce au droit depuis longtemps reconnu au porteur, de devenir propriétaire de l'effet, en remplissant à son profit le blanc-seing (Cass., 3 avril 1848, D. P. 1848.1.82 ; Ch. civ., 21 déc. 1864, D. P. 1865.1.30 ; Ch. des req., 5 nov. 1872, D. P. 1874.1.37 ; Ruben de Couder, *op. cit.*, v° *cit.*, n° 597). « Cette faculté, font du reste « remarquer MM. Lyon-Caen et Renault (*op. cit.*, IV, « n° 149), suppose naturellement que le porteur a bien « acquis le titre ; autrement, si la signature n'avait été « mise qu'à l'effet de donner pouvoir de toucher, l'ins- « cription d'un endossement régulier pourrait constituer « un abus de confiance. L'acquéreur légitime d'un titre à « ordre qui régularise ainsi l'endossement en blanc fait à « son profit, agit en vertu d'une espèce de mandat que lui « a donné l'endosseur de transformer, suivant son inté- « rêt, l'endossement irrégulier en un endossement régu- « lier. »

On peut remarquer que cette faculté d'inscrire les énonciations de l'article 137 dont l'absence rend l'endossement irrégulier n'est accordée qu'au porteur d'un titre endossé en blanc, et non à celui d'un titre dont l'endossement est irrégulier, en ce que seulement il ne contient pas une ou deux des trois énonciations de l'article 137. Ainsi suivant l'observation de Bédarride (*Lettre de change*, n°s 329 et 335), l'endossement en blanc, qui paraît le plus irrégulier de tous, est en fait celui qui l'est le moins, puisque, tandis qu'on ne peut réparer l'omission d'une des conditions de l'article 137 du Code de commerce, on peut valablement remplir l'endossement en blanc.

Le blanc seing une fois rempli, la situation du porteur est la même que s'il avait été investi par un endossement régulier *ab initio*. Mais la faculté de remplir le blanc-seing



n'étant accordée au porteur qu'en vertu d'un mandat de l'endosseur, il en résulte que cette faculté lui est retirée par tous les événements qui mettent fin à ce mandat : faillite, déconfiture, interdiction de l'endosseur. On peut même admettre, semble-t-il, à la différence de ce qui a été admis pour l'endossement irrégulier, que la mort de l'assuré endosseur révoque de plein droit le mandat. Rien ne s'oppose, en effet, à ce que le porteur de la police en blanc remplisse le blanc-seing avant cet événement.

Ce qui doit nous retenir un instant, c'est la valeur du titre endossé en blanc, que le porteur n'a pas complété en remplissant le blanc-seing. L'endossement en blanc, comme tout endossement irrégulier, vaut comme procuration, et le porteur est mandataire, avec les conséquences qu'on vient de donner un peu plus haut. Mais cet endossement présente en outre deux avantages particuliers (M. Garsonnet, *op. cit.*). Tout d'abord le porteur peut transmettre (à titre de mandat) l'effet endossé en blanc, par une simple tradition manuelle, et il sera à l'abri de tout recours en cas de non-paiement à l'échéance, sans avoir besoin d'insérer la clause *sans garantie*, qui rend le titre suspect et en affaiblit le crédit ; la raison de cette absence de garantie, c'est qu'il ne reste aucune trace de la négociation opérée. Voilà un premier avantage de l'endossement en blanc. Le second est d'activer la circulation des effets : le titre peut être l'objet d'une série de transmissions nombreuses et rapides, puisque, cédé par celui qui l'a reçu par endossement en blanc, il va peut-être passer entre vingt ou trente mains avant qu'une personne remplisse le blanc-seing et devienne ainsi régulièrement propriétaire. On ne doit pas cependant aller jusqu'à dire que ces transmissions successives sont des transmissions au porteur ; le détenteur du titre endossé

en blanc, qui se prétendrait propriétaire, aurait toujours à combattre la présomption de l'article 138 (1) (MM. Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, IV, n° 150); la règle de l'article 2279 du Code civil ne serait jamais applicable (Paris, 25 nov. 1886, D. P. 1887. 2. 110).

Ces avantages du titre endossé en blanc ne sont guère appréciables en matière d'assurance sur la vie. On peut poser en principe que l'assuré endosseur ne songe pas à se garantir du recours éventuel du porteur; il y serait surtout exposé en cas d'insolvabilité de la Compagnie, ce qui est une hypothèse invraisemblable. D'autre part, existe-t-il un intérêt sérieux à activer la transmission des polices d'assurances? Evidemment non; ce ne sont pas là, nous l'établirons plus loin, des effets de circulation; dès lors la pratique se désintéresse des procédés qui auraient pour but de rendre leur transmission plus facile et plus rapide.

Aussi, en fait, ne rencontre-t-on guère d'endossements en blanc ayant pour objet des polices d'assurances.

Il faut ajouter, suivant la remarque de M. Bailly (*op. cit.*, p. 230), que plusieurs polices prescrivent des mentions qui ne semblent pas permettre l'usage de l'endossement en blanc. Beaucoup d'entre elles en effet (V. 1<sup>re</sup> Partie) exigent « un endossement régulier, conforme aux articles 137 et 138 du Code de commerce ». Dès lors, si en fait la police est l'objet d'un endossement en blanc, cet endossement ne vaudra que comme procuration, dans les termes de l'article 138; le porteur n'aura pas la faculté de remplir le blanc-seing et de devenir propriétaire; il ne

(1) A moins, bien entendu, qu'il ne remplisse le blanc-seing. D'ailleurs les présomptions simples peuvent suffire, d'après la jurisprudence, pour établir chez l'endosseur en blanc l'intention de transférer au porteur la propriété du titre (Agen, 29 janvier 1873, D. P. 1874. 2. 35. Ch. des req., 16 déc. 1879, D. P. 1880. 1. 197).

sera jamais que mandataire, sans que du reste son mandat soit révoqué par la mort de l'assuré endosseur (1).

Mais ce premier porteur pourra-t-il transmettre *par tradition* la police à un second porteur, qui, bien entendu, ne serait que mandataire comme lui ? Ou bien ce second porteur, pour prouver son mandat, devra-t-il se conformer à l'article 1985 du Code civil, la détention de la police ne le constituant pas *ipso facto* mandataire (2) ?

La question, à notre connaissance, n'a pas été soulevée, et nous n'avons trouvé sur ce point aucune décision judiciaire. A notre avis, elle doit être résolue de la manière suivante. La transmission, par simple tradition, du titre endossé irrégulièrement (transmission faite seulement à titre de mandat), n'est possible que lorsqu'il s'agit d'un titre endossé en blanc ; c'est même là, on vient de le voir, un des principaux avantages de cet endossement. Mais il n'en est plus ainsi lorsqu'on se trouve en présence d'un endossement irrégulier autre que l'endossement en blanc, c'est-à-dire d'un endossement dans lequel font défaut une

(1) Cette solution n'est pas en contradiction avec celle donnée p. 425-426 : le principe est qu'on doit écarter l'application de l'article 2003 du Code civil toutes les fois que le mandat a pour objet une affaire qui ne peut être accomplie qu'après la mort du mandant. Donc le mandat de toucher le capital assuré, mandat qui résulte de *tout endossement irrégulier* portant sur une police d'assurance en cas de décès, subsistera dans tous les cas au profit du porteur de cette police, malgré la mort de l'assuré endosseur. Mais l'endossement en blanc constitue, en outre, le porteur mandataire à un autre point de vue ; il lui confère un second mandat, celui de devenir propriétaire du titre en remplissant le blanc-seing. Ce second mandat peut parfaitement être rempli avant la mort du cédant ; aussi doit-on décider, à notre avis, que le porteur d'une police endossée en blanc (dans les cas très exceptionnels où un tel endossement est possible), ne peut plus, après la mort de l'assuré endosseur, devenir propriétaire du titre en remplissant le blanc-seing.

(2) Il n'y aurait pas de difficulté si le porteur présentait la police portant au dos la signature de son endosseur immédiat. On rentrerait alors dans l'hypothèse d'un endossement irrégulier valant procuration.

ou deux des mentions qu'exige l'article 137 ; le titre, ainsi endossé, pourra bien valoir procuration à l'égard d'autres porteurs, mais il faudra pour cela que chaque endossement successif, sans contenir la ou les mentions omises à l'origine, satisfasse du moins à l'article 137 en ce qui concerne les autres mentions qu'exige cet article. Or, on vient de le voir, la clause de la police qui exige un endossement « régulier, conforme aux articles 137 et 138 du Code de commerce » a pour effet d'assimiler l'endossement en blanc aux autres endossements irréguliers. Donc, pas plus pour la police endossée en blanc dans ces conditions, que pour la police endossée irrégulièrement, il ne sera possible d'avoir recours à la tradition. Les porteurs suivants ne seraient constitués mandataires que par des endossements successifs portant tous la signature de l'endosseur. Le simple détenteur de la police n'est même pas mandataire, et, s'il veut faire valoir ses droits sur le capital assuré, il devra prouver son mandat par d'autres moyens. Tout au plus la détention de la police pourrait-elle peut-être constituer, suivant les circonstances, une présomption simple dans les termes de l'article 1353 du Code civil.

Ainsi l'endossement en blanc d'une police dont les termes exigent un endossement régulier ne vaut que comme procuration, et seulement à l'égard du premier porteur. Quant aux porteurs subséquents auxquels la police est transmise par simple tradition, ils ne sont même pas mandataires. Tel est le résultat auquel on arriverait théoriquement (1).

(1) Cette solution pouvait être prévue dès que la question a été posée. En somme, exiger l'application des articles 137 et 138 du Code de commerce, c'est écarter la possibilité d'un endossement en blanc, tout au moins avec les caractères de faveur que lui reconnaît la jurisprudence. Or la faculté de transmettre le titre par tradition est précisément un des

Mais, en pratique, comment la Compagnie va-t-elle s'y prendre pour distinguer le premier porteur des porteurs subséquents ? Tous se présentent comme détenteurs de la police portant la seule signature de l'assuré. Et, tandis que le paiement fait sur la quittance du premier porteur serait valable, le paiement fait aux autres ne le serait pas.

Cette situation paraît inextricable. Il n'y aurait, à nos yeux, qu'un seul moyen d'en sortir : ce serait d'admettre que l'endossement en blanc est radicalement nul, à l'égard du premier porteur comme à l'égard des autres. Mais il faudrait pour cela que la police eût prévu cet endossement, et ne se fût pas contentée d'exiger l'application des articles 137 et 138 du Code de commerce.

Reste le cas, très rare en pratique où rien, dans les termes de la police, ne s'oppose à l'idée d'un endossement en blanc.

Cet endossement, tant que le blanc-seing n'est pas rempli, ne vaut que comme procuration. Et la police peut être transmise, dans ces conditions (c'est-à-dire à titre de mandat), par simple tradition, avec faculté pour chaque porteur d'en devenir propriétaire en remplissant le blanc-seing (nous supposons toujours dans ce cas que l'endosseur a réellement eu l'intention d'opérer un transfert de propriété).

Faut-il aller plus loin et décider que la police endossée en blanc peut être l'objet d'un don manuel, qu'elle doit être assimilée à un titre au porteur ?

La question se pose pour tous les titres à ordre endossés en blanc, et on a indiqué plus haut la solution, en fai-

caractères spéciaux à l'endossement en blanc. Il est donc tout naturel que cette faculté soit refusée au porteur de la police qui a été endossée en blanc, contrairement à l'intention manifestée par les parties.



sant remarquer, avec MM. Lyon-Caen et Renault, que le titre endossé en blanc n'est pas absolument assimilé aux titres au porteur et que notamment l'article 2279 ne lui est pas applicable. C'est dire que le titre endossé en blanc ne peut pas être l'objet d'un don manuel. Le porteur ne sera que mandataire, et, s'il veut devenir propriétaire, il aura toujours à combattre la présomption de l'article 138.

Telle est la solution qu'imposerait la rigueur des principes. « Mais la jurisprudence, disent MM. Lyon-Caen et Renault, assimile généralement les titres à ordre aux titres au porteur, en ce qu'elle reconnaît que les titres à ordre revêtus d'un endossement en blanc peuvent être l'objet d'un don manuel, soit de la part de celui qui a fait cet endossement, soit de la part du bénéficiaire (Bordeaux, 7 avril 1851, S. 1851. 2.186 ; Cass., 21 août 1837, S. 1837. 1.866 ; Paris, 23 janvier 1840, S. 1840, 2.229). »

Sans doute on pourrait trouver dans ce sens de nombreux arrêts, mais, en général, ils remontent tous à une époque relativement éloignée. De nos jours, on trouve peu de décisions sur la matière ; cependant l'arrêt de la Cour de Paris du 25 novembre 1886, déjà cité, indique nettement la solution contraire : « L'endossement en blanc d'une lettre de change (ou d'un autre titre à ordre) ne modifie ni la nature ni le mode légal de transmission de la propriété, *et ne fait pas de cet effet un titre au porteur, transmissible de la main à la main*, pour lequel possession vaudrait titre. » De même un arrêt de la Chambre civile du 29 déc. 1890 (D. P. 1891.1.321) décide que : « si l'endossement en blanc, ne valant que comme procuration, est insuffisant pour opérer transmission de propriété, le porteur du billet, *qui prétend que ce billet lui a*

« *été remis à titre de donation*, doit être admis, le cas  
« échéant, à établir que le donateur, qui a pris pour dé-  
« guiser sa donation la forme d'une obligation à titre  
« onéreux, l'a autorisé, par acte séparé, à compléter le  
« billet à ordre endossé en blanc, au moyen des indica-  
« tions faisant défaut. » N'est-ce pas reconnaître que la  
simple remise du titre endossé en blanc ne peut être inter-  
prétée comme un don manuel, et que le détenteur de ce  
titre aura toujours à combattre la présomption de l'article  
138 du Code de commerce ?

La question ne nous semble donc pas aussi définitive-  
ment résolue qu'on l'estime parfois. La jurisprudence  
paraît, comme le prouvent les deux arrêts ci-dessus, subir  
un revirement. D'autre part, la seule solution conforme  
aux principes est celle qui refuse au porteur d'un titre en-  
dossé en blanc la faculté de transmettre ce titre par don  
manuel. C'est donc cette solution que nous adoptons.

### III<sup>e</sup> RÈGLE

*La propriété d'une police d'assurance à ordre se transmet  
erga omnes par l'endossement, et à la date de cet en-  
dossement, sans qu'il soit besoin de signification à la  
Compagnie, ou d'acceptation faite par elle.*

Cet effet de l'endossement est bien conforme à l'inten-  
tion des parties, et on peut même dire que c'est lui qu'elles  
ont eu particulièrement en vue, lorsqu'elles ont donné à  
la police la forme à ordre. Un simple accord de volontés,  
manifesté extérieurement par quelques mots écrits au dos  
de la police, produit, à l'égard des tiers, les mêmes effets  
qu'une cession civile signifiée ou acceptée, sans entraîner  
aucun frais. On voit combien cet avantage est considérable.

En dehors de l'économie des frais de publicité, l'endos-

sement d'une police présente encore d'autres avantages sur la cession du droit civil : il peut être écrit sans contravention au timbre, à la suite de la police (Avis de la direction générale de l'enregistrement, 4<sup>er</sup> avril 1878) ; il est exempt de la formalité de l'enregistrement (art. 70, § 3, n° 45, de la loi du 22 frimaire an VII). La cession civile au contraire, outre les frais de publicité, est soumise au droit de cession de créance, dû sur le capital qui fait l'objet de la cession (art. 14, n° 2, de la loi du 22 frimaire an VII) ; de plus, si l'acte de cession désigne de façon précise la police d'assurance cédée, ce qui arrivera souvent, cette police devra, elle aussi, être enregistrée (1).

Dans un autre ordre d'idées, l'endossement investit immédiatement le bénéficiaire à l'égard des tiers ; son droit leur est opposable à la date de l'endossement, tandis que la signification d'une cession civile, quelque diligence qu'on y apporte, exigera toujours un certain temps, et sera séparée de la cession elle-même par un intervalle que les tiers (2) pourront mettre à profit à l'encontre du cessionnaire.

Il faut remarquer toutefois que ce dernier avantage n'existe guère que lorsque l'endosseur est l'assuré lui-même ; il suffit alors qu'il écrive les mentions exigées par l'article 137 du Code de commerce pour que la cession

(1) Bailly, *op. cit.*, p. 429 et s.

(2) Par tiers, on doit ici entendre, suivant le sens traditionnel, le débiteur, c'est-à-dire la Compagnie, les cessionnaires postérieurs, les créanciers gagistes ou chirographaires de l'assuré endosseur, en un mot tous ceux qui, bien que restés étrangers à la cession, *lato sensu*, prétendent avoir, à l'égard de la créance cédée, des droits que la cession tend à anéantir ou à restreindre (Debray, *thèse*, p. 240). Nous aurons plus tard à étudier, d'une façon générale, et pour tous les modes de cession, la situation de ces tiers vis-à-vis du cessionnaire, et les limitations qu'ils peuvent apporter à ses droits (V. IV<sup>e</sup> partie).

soit, à l'égard de tous, un fait accompli. En outre l'opération pourra rester secrète entre l'endosseur et le bénéficiaire. Mais il n'en va plus ainsi lorsque le cédant n'est plus l'assuré lui-même, soit qu'il s'agisse d'un contrat d'assurance au profit d'un tiers, soit que la police ait déjà fait l'objet d'une ou plusieurs cessions. Dans ce cas en effet le consentement du tiers assuré est exigé par la police, et, quelque opinion qu'on adopte sur le caractère strictement obligatoire ou seulement facultatif de cette exigence, dans l'hypothèse d'un transfert par endos, pratiquement le porteur fera bien de ne pas accepter la police avant d'avoir obtenu ce consentement, ou tout au moins la preuve que le tiers assuré, en consentant à un premier transfert, a consenti en même temps, et d'une façon expresse, à tous transferts à venir, suivant une faculté que lui accordent de nombreuses polices (V. *supra*, p. 43 et s.).

D'ailleurs, si les primes ne sont pas payées par le cédant, ce qui peut arriver dans la même hypothèse de plusieurs transferts successifs, il est plus que probable que le cessionnaire ne voudra pas traiter avant de s'assurer que les primes échues ont bien été payées, et, le cédant ne pouvant lui en fournir la justification, il devra nécessairement s'adresser à la personne qui les a payées et lui demander communication des quittances, ce qui exigera toujours un certain temps.

On voit que, selon la remarque de M. Bailly, lorsqu'on examine au point de vue pratique les avantages du transfert par endossement, on doit glisser légèrement sur la célérité qui résulte de ce mode de transfert; bien souvent, en fait, il ne réalise pas sur les autres modes de cession une véritable économie de temps.

Un certain nombre de clauses (V. p. 13 et s.) exigent que le transfert de la police, même réalisé par endossement, soit notifié à la Compagnie. Les unes ne prescrivent cette notification que lorsque l'assurance est faite sur la tête d'un tiers ; les autres semblent l'exiger d'une façon absolument générale (V. les polices n<sup>os</sup> 2, 3 et 7). D'autres polices enfin exigent que le transfert soit mentionné sur les deux doubles, aussi bien sur celui qui reste entre les mains de la Compagnie que sur celui que l'assuré a en sa possession (V. notamment police n<sup>o</sup> 6) (1).

La notification du transfert, ou la rédaction en double de ce transfert, pourraient à la rigueur se comprendre tout au moins dans un cas où ces formalités présentent même une certaine utilité. On sait que, lorsqu'il s'agit d'une assurance faite sur la tête d'un tiers, le consentement du tiers assuré est nécessaire à chaque transfert, et doit être notifié à la Compagnie, mais que l'assuré peut, en donnant son consentement à un premier transfert, consentir à tous transferts à venir (nous avons même admis que ce consentement anticipé est toujours donné, du moment que la police est rédigée dans la forme à ordre). Le tiers assuré peut dès lors se trouver dans une situation fâcheuse, et de nature même à présenter pour lui certains dangers : si la police est à ordre, il ne saura pas, le plus souvent, entre les mains de qui elle se trouve. C'est précisément pour lui fournir ce ren-

(1) En réalité, parmi les formules données plus haut, on n'en trouve aucune qui prévienne l'endossement et exige en même temps la rédaction du transfert sur les deux doubles. La police n<sup>o</sup> 6, qui exige cette double rédaction se réfère, à notre avis, au transfert sur titre, et non à l'endossement. Mais la jurisprudence assimile le transfert sur titre à l'endossement, et c'est au nom des principes de l'endossement qu'elle enlève tout caractère obligatoire aux exigences incompatibles avec la nature de ce mode de transfert. C'est à cause de cette assimilation que nous citons ici la police n<sup>o</sup> 6.



seignement, qui lui procurera une sécurité relative ou qui, tout au moins, lui fera connaître le danger auquel il est exposé, qu'on exige la notification à la Compagnie de chaque transfert par endossement. Cette notification sera communiquée au tiers assuré sur sa demande ; c'est là un engagement que prend la Compagnie à son égard (V. polices n<sup>os</sup> 3 et 6). De même, lorsqu'il s'agit d'une assurance faite, non plus sur la tête d'un tiers, mais sur la tête du signataire de la police, ce signataire, à partir du moment où la police se trouve entre les mains du second porteur, n'est plus renseigné sur les transmissions successives dont cette police va être l'objet (Nous avons admis également que, en signant une police à ordre, l'assuré donne par avance son consentement à tous transferts à venir). La notification faite à la Compagnie ou l'inscription du transfert sur les deux doubles pourra, ici encore, le renseigner.

Mais que la clause dont nous parlons présente ou non une utilité pratique, quel va être l'effet de son insertion dans la police ? Si on admet qu'elle est obligatoire pour les parties, ne va-t-elle pas modifier d'une façon profonde la nature de la police ? On a vu plus haut que la clause à ordre entraîne un certain nombre de conséquences qu'il n'est pas loisible aux parties d'écarter à leur gré. Parmi ces conséquences se trouve certainement la dispense de toute formalité relative à la publicité. Dès lors n'est-on pas en droit de conclure qu'en écartant cette conséquence essentielle, les parties modifient la notion même du titre à ordre, et que la police dont le transfert n'est opposable aux tiers qu'après notification à la Compagnie, ne constitue pas en réalité un titre à ordre ?

On doit écarter d'abord un certain nombre des polices citées à la I<sup>re</sup> partie ; nous voulons parler de celles qui

sont transmissibles par voie de *transfert sur le titre même* (1). Mais il en est d'autres (polices n<sup>os</sup> 2 et 7) qui sont bien de véritables titres à ordre, et qui, cependant, sont soumises à la formalité de la notification ; pour ces dernières, comment concilier les principes de l'endossement avec l'exigence de cette formalité ?

On pourrait essayer d'interpréter restrictivement la clause en question. Somme toute cette clause ne dit pas, comme l'article 1690 du Code civil : le cessionnaire ne sera investi, à l'égard des tiers, que par la notification de la cession à la Compagnie. Elle dit : la cession ne sera opposable à la Compagnie que si elle lui a été notifiée. Il serait donc possible de conclure qu'il s'agit de la Compagnie seulement, qu'elle seule peut se prévaloir du défaut de notification, et que les autres tiers ne sont pas recevables à le faire. Mais cette interprétation aboutirait à un résultat absurde : à l'égard de la Compagnie le transfert de la police serait une cession civile, ou du moins quelque chose d'analogue ; à l'égard des autres tiers (cessionnaire *jure civili*, créancier gagiste, créanciers chirographaires de l'endosseur), ce transfert produirait tous les effets d'un endossement. Ainsi on se trouverait en présence d'un endossement qui n'en est pas un. L'esprit se refuse à de telles conceptions et il faut choisir entre ces deux partis : ou bien admettre que *tous* les tiers pourront se prévaloir du défaut de notification, ou bien admettre qu'*aucun* d'eux ne le pourra.

C'est à cette dernière solution que semble s'être arrêtée la

(1) Cette distinction entre les polices des types n<sup>os</sup> 3 et 6 et des types n<sup>os</sup> 2 et 7 sera justifiée plus tard, quand nous déterminerons quelles sont, parmi les polices citées plus haut, celles qui prévoient le mode de transmission par voie de transfert sur le titre.

jurisprudence. Elle n'attache aucune importance, au point de vue qui nous occupe, ni à l'obligation d'inscrire l'endossement sur les deux doubles de la police, ou de notifier le transfert à la Compagnie ou de le faire enregistrer par elle, ni aux autres formalités du même genre. La Cour d'Angers (28 déc. 1881, D. P. 1883.2.105) déclare qu'il n'est pas nécessaire d'inscrire l'endossement sur le double de la Compagnie. Le tribunal de commerce de la Seine (9 janvier 1893, *Rec. pér. des Ass.*, 1893, p. 239) considère cette inscription comme une simple mesure d'ordre administratif, dont l'inaccomplissement ne peut nuire aux effets de l'endossement (V. aussi Trib. civ. de la Seine, 12 fév. 1881, B. de M., 2, 265).

Cependant, à raison des difficultés qui ne manqueraient pas d'être soulevées dans le cas où, le consentement de l'assuré étant exigé à chaque transfert par endos, ce consentement en fait n'aurait pas été obtenu, on doit donner aux parties le conseil pratique de se conformer strictement aux exigences des statuts. Il en est particulièrement ainsi lorsque les statuts exigent le consentement de l'assuré à chaque transfert, sans lui reconnaître la faculté de consentir par avance à tous transferts à venir. Cette rédaction est assez fréquente en pratique (1), et il paraît difficile de dire, lorsqu'elle est employée, que l'assuré, en donnant à la police la forme à ordre, a consenti par avance à tous transferts à venir (V. *supra*, p. 63-64).

(1) V. entre autres les nouveaux statuts de la *Compagnie d'assurances générales sur la vie des hommes*, approuvés par décret du 21 juillet 1898 (*Journ. off.*, numéro du 29 juillet 1898).

IV<sup>e</sup> RÈGLE

*L'assuré endosseur est garant, non seulement de l'existence de la dette de la Compagnie, mais encore du paiement effectif à l'échéance, et il y a solidarité entre lui et les endosseurs successifs.*

Cette conséquence de l'insertion de la clause à ordre, à la différence de celles qui viennent d'être étudiées, est de la *nature*, mais non de l'*essence* de l'endossement. Elle se produit à l'égard de tout titre à ordre, mais les parties peuvent l'écarter par une convention spéciale (clause *sans garantie*, clause à *forfait*) (1).

En matière commerciale, la clause sans garantie compromet ordinairement le crédit du débiteur, en rendant suspecte sa solvabilité : « Bien que l'endossement soit une  
« faculté, dit Einert (*das Wechselrecht nach dem Bedürfniss*  
« *des Wechselgeschäfts im XIX<sup>ten</sup> Jahrhundert*, p. 124 et  
« 125), on peut considérer qu'en fait la lettre de change ne  
« peut se négocier que par endossement et que tout autre  
« mode de transmission est impossible. Cette coutume est  
« en effet si bien établie que ce serait éveiller l'attention et  
« rendre le titre suspect que de refuser, en le négociant, d'y  
« insérer l'endossement d'usage, ou de le transmettre par la  
« voie ordinaire de la cession, ou de modifier la nature par-  
« ticulière de l'endossement par une clause où on se résér-  
« verait le droit de ne pas garantir le paiement; on peut con-  
« sidérer comme retirée du commerce une lettre de change  
« transmise par simple cession ou endossée avec réserve. »

Ces considérations sont applicables à tout effet de com-

(1) MM. Lyon-Caen et Renault, *Traité*, IV, n° 133.

merce, au moins sur la plupart des places, bien qu'au témoignage de M. Clapier (article inséré dans le *Dictionnaire du commerce et de la navigation*, V<sup>o</sup> *Marseille*) la négociation des effets de commerce avec la clause sans garantie se fasse avec la plus grande facilité dans cette ville.

La police d'assurance à ordre impose-t-elle cette garantie du paiement à l'échéance à tous les endosseurs successifs, qui seraient tenus solidairement envers le porteur ?

Il est clair, tout d'abord, comme le démontre M. Bailly (*op. cit.*, p. 192 et s.), que l'intention des parties n'a pas été de faire produire cette conséquence à la police à ordre.

« En matière d'assurance sur la vie, on ne peut imposer  
« à l'endosseur qui transmet un titre payable dans de lon-  
« gues années la garantie exigée de celui qui cède un  
« effet payable dans quelques mois. Celui qui accepte un  
« effet de commerce se préoccupe uniquement de la sol-  
« vabilité de son cédant ; il ne peut connaître, dans la  
« plupart des cas, ni celle du tireur, ni celle du débiteur  
« originaire. L'acquéreur d'une police d'assurance est au  
« contraire déterminé par la solidité du titre et par les  
« garanties de la solvabilité que présente la Compagnie  
« d'assurance. Qui oserait soutenir sérieusement que la  
« signature de l'endosseur ajoute quelque chose à la sécu-  
« rité du cessionnaire, qu'elle augmente le crédit de la  
« police ? »

Mais il ne suffit pas de faire cette constatation pour dispenser les endosseurs de la garantie solidaire du paiement. Cette garantie n'est pas, comme le prétend M. Bailly, une conséquence spéciale de la lettre de change et du billet à ordre. C'est une conséquence naturelle de la clause à ordre, applicable à tous les titres contenant cette clause (1),

(1) MM. Lyon-Caen et Renault, *Traité*, IV, n<sup>o</sup> 157.



avec cette particularité que l'endosseur peut l'écartier par une convention spéciale, à la différence des conséquences qui viennent d'être étudiées. Mais on ne peut aller plus loin, et déduire de l'intention des parties une convention tacite qui dispenserait l'endosseur de la garantie du paiement.

On peut donc donner à l'assuré endosseur le conseil d'insérer la clause sans garantie dans l'endossement. A la différence de ce qui se passe pour les effets de commerce, la négociation des polices, en admettant que cette négociation réponde à un besoin économique, n'en sera pas entravée, et nul ne pensera à mettre en doute la solvabilité de la Compagnie.

Ainsi, en dehors de la clause sans garantie, l'assuré et les endosseurs sont garants solidaires du paiement à l'échéance (V. jugement du Trib. de la Seine, 7 juin 1888, *J. des Ass.*, 1888, p. 482 ; Vibert, *Traité*, section 2, cession de l'assurance ; Tissier, *op. cit.*).

Ce résultat n'a du reste qu'une importance à peu près théorique ; la rareté des décisions judiciaires sur notre matière le prouve suffisamment. L'insolvabilité de la Compagnie assureur est une hypothèse invraisemblable.

Cependant la responsabilité de l'endosseur d'une police d'assurance sur la vie peut parfois se trouver engagée. On va voir tout à l'heure qu'à nos yeux les exceptions que l'assureur pourrait opposer à l'assuré endosseur (mais non les exceptions du chef des endosseurs suivants) seront opposables au porteur. Dès lors il n'est plus nécessaire, pour que la question de garantie doive être envisagée, de supposer la Compagnie insolvable ; il suffit de supposer le porteur repoussé par la Compagnie ; va-t-il pouvoir exercer un recours contre ses endosseurs ? Si

ceux-ci n'ont pas pris la précaution d'insérer la clause sans garantie, il nous paraît bien qu'on doit admettre l'affirmative, la responsabilité solidaire des endosseurs étant un des effets essentiels de l'insertion de la clause à ordre.

Peut-être même faudrait-il aller plus loin, et admettre la responsabilité des endosseurs, même avec la clause sans garantie, tout au moins à raison des faits qui sont personnels à chacun d'eux. La clause sans garantie étant insérée, il est clair que l'assuré endosseur (pour ne parler que de lui) ne sera pas garant du paiement si la Compagnie est insolvable. C'est précisément pour s'exonérer de cette garantie qu'il a réalisé un tel endossement. Mais « l'endosseur » sans garantie d'une lettre de change n'en reste pas moins « garant de l'existence de la lettre (cas où un faux aurait été commis) et de son fait personnel » (MM. Lyon-Caen et Renault, *Traité*, IV, n° 133 ; Ch. des req., 20 août 1854, S. 1855.1.191 ; Cass., 3 février 1885, D. P. 1885.1.364). Et il semble bien que cette solution doit être étendue à tout titre à ordre. Il y a là en effet une responsabilité en quelque sorte de droit commun ; c'est celle qui incombe au cessionnaire, même en cas de cession civile ; il est garant de l'existence de la créance au moment de la cession, et aussi de son fait personnel (garantie de droit). Or les déchéances que la Compagnie, suivant nous, pourra opposer au porteur de la police, résulteront, la plupart du temps, du fait de l'assuré premier endosseur ; il en sera ainsi quand le contrat sera nul par suite de réticences ou de fausses déclarations de l'assuré, ou bien encore quand il tombera par suite de son suicide (1), ou, d'une façon plus générale, par

(1) Le jugement du tribunal de la Seine du 7 juin 1888, précité, déclare les endosseurs responsables dans le cas du suicide de l'assuré. A notre

l'effet d'une aggravation des risques (1). Dans ces conditions, on peut admettre, semble-t-il, que l'assuré endosseur sera garant. Quant aux endosseurs intermédiaires, leur responsabilité ne serait engagée qu'à raison de faits qui leur seraient personnels.

Ainsi donc, on peut résumer ce qui précède de la façon suivante : l'endosseur qui n'a pas pris la précaution d'insérer la clause sans garantie est garant du paiement à l'échéance, solidairement avec tous les autres endosseurs (du moins ceux qui n'ont pas endossé avec la clause sans garantie). Et ils pourront être poursuivis, que le non-paiement résulte de l'insolvabilité de la Compagnie (hypothèse négligeable), ou bien de l'existence d'une exception que la Compagnie oppose au porteur, de quelque nature que soit cette exception. Quant à l'endosseur sans garantie il n'est pas tenu en cas d'insolvabilité de la Compagnie, mais il l'est si la Compagnie oppose au porteur une exception tirée d'un fait qui lui soit personnel (ce qui sera presque toujours le cas, s'il s'agit de l'assuré).

avis la solution ne serait en rien changée par l'insertion, dans l'endossement, de la clause sans garantie.

(1) Quant au non-paiement des primes par l'assuré, il n'engage pas sa responsabilité ; on a vu en effet que tout cessionnaire, quel que soit le mode de transfert, a le *droit* de payer les primes ; il ne peut donc s'en prendre à l'assuré, en dehors d'un engagement exprès de celui-ci dans ce sens, de ce que les primes cesseraient d'être versées.

V<sup>e</sup> RÈGLE

*La Compagnie peut opposer au dernier porteur toutes les exceptions qui étaient opposables aux endosseurs précédents, sauf celles qui étaient personnelles à l'un d'eux.*

De tous les effets qu'on attribue ordinairement à la clause à ordre, un des plus importants est l'inopposabilité au porteur des exceptions opposables au créancier endosseur. On a vu plus haut que cette conséquence (admise provisoirement comme un caractère essentiel du titre à ordre, sous bénéfice d'un examen plus sérieux) peut se formuler de la façon suivante : *Le débiteur ne peut opposer au dernier porteur les exceptions qui étaient opposables aux endosseurs successifs, mais uniquement les exceptions nées directement entre le débiteur et ce dernier porteur. Il n'en est autrement que lorsque ce dernier porteur s'est rendu complice d'une fraude destinée à obtenir un paiement qui, sans cela, aurait pu être évitée au moyen d'une exception.*

« Cette règle, disent MM. Lyon-Caen et Renault (*op. cit.*, IV, n<sup>o</sup> 130), dérive de la nature même des titres à « ordre qui constituent une sorte de monnaie de convention payable au porteur légitime, sans que le débiteur « puisse se prévaloir de ce que cette monnaie a passé entre « les mains de telle ou telle personne. Pour une créance « ordinaire, le cessionnaire peut s'adresser au débiteur « afin de savoir s'il reconnaît la dette ; les effets de circulation se transmettent trop rapidement et dans des « lieux trop divers pour que semblable précaution puisse « être prise ; le tiers auquel le titre est offert a le droit de « le prendre pour ce qu'il paraît être ; la clause à ordre

« lui permet de se substituer au précédent créancier, de  
« manière à être considéré comme ayant toujours été le  
« seul créancier de celui auquel il s'adresse pour être  
« payé. » Sans examiner dès maintenant si cet effet de la  
clause à ordre est conforme à l'intention des parties au  
contrat d'assurance, contentons-nous de retenir que notre  
règle se justifie par la nécessité pratique d'activer la cir-  
culation des titres à ordre.

Ainsi le porteur actuel n'est pas l'ayant cause des por-  
teurs antérieurs, il ne tient pas ses droits d'eux, mais en  
quelque sorte du titre lui-même. L'article 149 du Code de  
commerce n'est qu'une conséquence de ce principe ; aux  
termes de cet article, « il n'est admis d'opposition au paie-  
« ment qu'en cas de perte de la lettre de change, ou de fail-  
« lite du porteur ». Il est logique, en vertu de notre princi-  
pe, de refuser tout effet aux saisies-arrêts pratiquées entre  
les mains du débiteur, par les créanciers des précédents  
endosseurs. Quant aux créanciers du porteur actuel,  
MM. Lyon-Caen et Renault leur refusent également le droit  
de faire opposition, en se basant sur les termes de l'arti-  
cle 149. D'ailleurs, comme le remarque M. Bailly (*op. cit.*,  
p. 96), si on admet, avec Bédarride, que cette opposition  
est valable, il n'en est pas moins vrai qu'il suffira toujours,  
pour la faire tomber, que le porteur actuel ait lui-même re-  
cours à un endossement au profit d'un tiers de bonne foi.

Tel est, selon l'opinion la plus ordinairement reçue,  
le droit commun en ce qui concerne les titres à ordre.  
Nous avons maintenant à étudier les résultats qui vont  
être obtenus, si nous transportons ces solutions à notre  
matière.

Deux questions seront successivement étudiées : A. Les  
exceptions opposables à l'assuré endosseur le sont-elles au



porteur ? B. L'article 149 du Code de commerce est-il applicable aux polices d'assurance à ordre ?

*A. Les exceptions opposables à l'assuré endosseur sont-elles opposables au porteur ?*

Tout d'abord il est clair, ici encore, que les parties, en donnant à la police la forme à ordre, n'ont pas eu l'intention d'obliger la Compagnie à verser le capital assuré entre les mains du porteur sans qu'elle puisse lui opposer les causes de déchéance qu'elle aurait soulevées contre l'assuré, s'il n'avait pas endossé son titre. Le contrat d'assurance est un contrat essentiellement dominé par des considérations de personnes. La Compagnie assure tel individu ; elle n'en assure pas tel autre, et si sa bonne foi a été surprise, par exemple par une fausse déclaration de l'assuré à l'examen médical, il serait souverainement injuste que celui-ci pût échapper aux conséquences de sa fraude, en endossant son titre à un tiers non complice de cette fraude. L'assuré lui-même n'a certainement pas prétendu faire produire cet effet à l'endossement. D'ailleurs l'inopposabilité au porteur actuel des exceptions opposables à l'endosseur se justifie, on vient de le voir, par la nécessité d'assurer aux titres à ordre une circulation rapide ; or la police d'assurance à ordre n'est pas, comme nous le verrons plus loin, un effet de circulation, et son rôle économique n'exige en rien qu'elle présente le caractère dont nous nous occupons.

Ainsi il ne paraît pas utile, bien au contraire, d'admettre que les exceptions opposables à l'assuré endosseur ne le seront pas au porteur actuel. Mais cette considération pratique ne suffit pas pour donner la solution. Il est de principe, que *tous* les effets de la clause à ordre doivent

être admis dans *tous* les titres à ordre, et on ne peut faire fléchir ce principe pour de simples raisons utilitaires.

La question s'est surtout posée dans une matière voisine de la nôtre, l'assurance maritime, où elle se présente dans les mêmes termes. C'est à ce propos que M. Lyon-Caen a établi d'une façon très ferme le principe de l'opposabilité des exceptions (*Revue crit. de législ. et de jurispr.*, 1892, p. 361 et s.): « Si une police d'assurance maritime est à ordre, elle doit être traitée comme tout titre  
« de cette sorte. On fait bien cette assimilation quand il  
« s'agit des formes de la transmission; ainsi on applique  
« à l'endossement, dès l'instant où le titre est à ordre, les  
« dispositions des articles 136 à 138 du Code de commerce.  
« Pourquoi repousserait-on l'assimilation au point de vue  
« des effets de la transmission par endossement, effets parmi  
« lesquels il faut ranger le refus fait au débiteur du droit  
« d'opposer au dernier porteur les exceptions qui étaient  
« opposables aux porteurs précédents? Il nous est impos-  
« sible de l'apercevoir. »

Puis M. Lyon-Caen fait remarquer que la doctrine qu'il défend n'offre pas d'inconvénients. D'une part, il ne pourra pas dépendre de l'assuré de faire disparaître la nullité de l'assurance, au détriment de l'assureur, en transmettant la police à un tiers avec lequel il serait de connivence. Tout le monde reconnaît qu'en cas de fraude du tiers porteur, les exceptions opposables au porteur précédent subsistent contre le porteur nouveau. D'autre part, on peut admettre sans difficulté: 1° que le tiers porteur d'une police d'assurance qui réclame une indemnité à l'assureur peut se voir opposer par celui-ci la compensation à raison de la prime d'assurance encore due par l'assuré; 2° que le tiers por-

teur peut aussi être écarté par une exception quand il n'y a point eu mise en risque, c'est-à-dire chargement, s'il s'agit d'une assurance sur facultés. La première solution se justifie par cette considération « que le non-paiement  
« de la prime est constaté par la police, et que, par conséquent, le tiers porteur sait par les énonciations du titre lui-même, qu'il est exposé à ce que, du chef de cette prime, la compensation lui soit opposée ; or on n'a jamais douté que les exceptions ressortant des énonciations mêmes d'un titre à ordre ne soient opposables à tous les porteurs successifs ». La seconde solution est motivée par « le caractère particulier du contrat d'assurance au point de vue de la nature de la créance à laquelle il donne naissance. Cette créance est éventuelle ; elle n'existe que s'il y a eu mise en risques, et réalisation de l'un des risques couverts par l'assurance. La demande du porteur, quel qu'il soit, qui réclame une indemnité à l'assureur, n'est bien fondée que s'il établit que les conditions nécessaires à la naissance de la créance en indemnité sont réunies. Ce porteur n'a donc pas à se plaindre quand l'assureur lui oppose qu'il n'en est pas ainsi. Le titre qui lui a été transmis lui a fait savoir qu'il s'agissait d'une assurance et qu'il ne pouvait devenir créancier de l'assureur que sous les conditions exigées pour qu'une créance en indemnité dérive du contrat d'assurance ».

Tel est le système de M. Lyon-Caen sur notre question. Le savant professeur a été amené à l'exposer à propos d'un arrêt de la Cour de Paris du 9 février 1891 (*Gaz. des trib.*, 3 avril 1891) rendu dans les circonstances suivantes : l'assureur alléguait qu'il y avait eu, de la part de l'assuré, une réticence rendant l'assurance nulle d'après l'article 348

du Code de commerce. Mais la police se trouvait entre les mains d'un tiers porteur (1), qui soutenait qu'en raison même de sa qualité, la nullité provenant de la réticence de l'assuré ne lui était pas opposable. La Cour de Paris admet l'exception de nullité opposée au tiers porteur et fondée sur la réticence de l'assuré. Elle reconnaît qu'en matière de titre à ordre, les exceptions opposables aux porteurs antérieurs ne sont pas opposables aux tiers porteurs; mais celan'est vrai que de certaines exceptions dont la nullité ne fait pas partie. « Considérant, dit l'arrêt, que s'il est de « principe que les exceptions opposables par le débiteur du « titre, c'est-à-dire l'assureur, au bénéficiaire direct, c'est- « à-dire le souscripteur de la police, ne le sont pas au por- « teur en vertu d'un endos, ces exceptions ne s'entendent « que de celles qui constituent des moyens de défense « n'ayant pas leur cause au fond dans les vices originels « du contrat lui-même, et susceptibles d'en entraîner la « nullité; qu'il est manifeste que le tiers porteur par voie « d'endos est toujours un cessionnaire et qu'il ne saurait « à bon droit prétendre à l'exécution d'un contrat frappé « de nullité à l'égard de son cédant, et par suite réputé

(1) Dans l'espèce, il ne s'agissait pas d'une police à ordre ou au porteur, mais d'une assurance faite pour le compte de qui il appartiendra. Seulement le tribunal de la Seine, et après lui, la Cour de Paris, « sans recher- « chersilapolice contractée pour le compte de qui il appartiendra doit être « confondue avec la police à ordre ou au porteur, et en admettant par « hypothèse que le porteur d'une police contractée pour le compte de qui « il appartiendra soit assimilable au tiers porteur ou au porteur d'une police « stipulée à ordre ou au porteur », donnent une solution générale, applicable au tiers porteur d'une police à ordre. C'est même de cette façon qu'est qualifié le demandeur dans les différentes décisions rendues à propos de cette affaire. M. le conseiller Cotelle, dans le rapport qui sera reproduit plus loin, admet aussi cette assimilation de la police pour le compte de qui il appartiendra à la police à ordre ou au porteur.

« inexistant, aucun principe d'obligation ne pouvant sur-  
« vivre au contrat lui-même. »

Cette distinction, faite par la Cour entre les exceptions qui n'ont pas leur cause dans les vices originels du contrat lui-même et susceptibles d'en entraîner la nullité, et celles qui ont leur cause dans un fait qui doit faire réputer le contrat inexistant, paraît absolument arbitraire, il faut bien le reconnaître avec M. Lyon-Caen. Mais, si la Cour de Paris a motivé d'une façon insuffisante son arrêt, il semble qu'au fond elle a bien jugé. La réticence de l'assuré, qui rend le contrat nul d'après l'article 348 du Code de commerce, doit avoir le même effet à l'égard du tiers porteur. Autrement on aboutit à des résultats pratiques déplora-  
bles : pourvu que le tiers porteur soit de bonne foi, l'assuré pourra toujours, à son gré, faire disparaître les vices dont son contrat est entaché ; l'assurance ne sera plus un contrat d'indemnité, mais un moyen de spéculation qui permettra à l'assuré de se créer, à l'aide de déclarations mensongères, une valeur dont il tirera argent en l'endossant à un tiers de bonne foi, en présence de qui l'assureur sera désarmé. Ce n'est évidemment pas le but que se sont proposé les parties en contractant.

La solution de la Cour de Paris nous paraît donc exacte bien que la distinction qu'elle propose doive être rejetée.

Notre décision a fait l'objet d'un arrêt de la chambre des requêtes du 19 décembre 1892 (D. P. 1893. 1. 145), rendu sur le rapport de M. le conseiller Cotellet, qui a voulu justifier la solution admise par la Cour de Paris, en se basant sur d'autres motifs que ceux invoqués par elle.  
« Je n'entends pas m'associer, bien entendu, dit M. le  
« conseiller Cotellet, à la distinction proposée par la Cour  
« de Paris entre les exceptions libératoires, et les nullités



« originelles du contrat, lesquelles seraient toujours opposables par le débiteur même aux tiers de bonne foi devenus porteurs de titres créés dans la forme circulaire. Il me paraît plus exact de dire que les tiers investis d'une valeur négociable par endossement sont uniquement passibles des exceptions dont la cause réside dans leur personne, ou des nullités rendues apparentes par l'*aspect extérieur du titre*. Le simple bon sens me permet toutefois d'ajouter qu'en dehors de toute nullité, les tiers porteurs, comme le bénéficiaire primitif, subissent les restrictions apportées à la créance par le libellé même de ce titre, auquel le souscripteur ne se doit que dans la mesure qu'il a mise ostensiblement à ses engagements.

« Un billet à ordre, une acceptation de lettre de change sont des promesses de payer pures et simples sans autre modalité que le terme qui en suspend l'échéance. Le tiers qui les reçoit n'en vérifie que la signature ; il n'a point à s'enquérir de la sincérité de leur cause dont les vices ne sauraient lui être opposés, d'après votre jurisprudence, à moins que le titre lui-même ne les ait fait ressortir, en assignant à la valeur fournie un caractère illicite ou contraire aux bonnes mœurs. Mais vous estimez peut-être que le pourvoi se trompe gravement, lorsqu'au billet à ordre souscrit, à la lettre de change acceptée, pour une cause simulée qui, en fait, ne s'est pas réalisée, il prétend assimiler une police d'assurance contractée en vue d'un risque auquel il est constant, en fait, que la marchandise n'a pas été exposée dans les mêmes conditions que le contrat avait prévues et spécifiées. Une police d'assurance n'est pas, comme un billet à ordre, un engagement pur et simple ; la responsa-

« bilité qu'assume l'assureur est subordonnée, de la ma-  
« nière la plus manifeste, à la condition d'un risque auquel  
« l'assuré s'exposera dans les circonstances dont il a fait  
« la déclaration. Cette police fait foi de subir l'éventualité  
« du naufrage, mais au cours d'une navigation déterminée  
« par les précisions en usage. L'assuré ne saurait effectuer  
« l'embarquement en dehors de ces précisions, sans qu'il  
« en résulte une aggravation de risques à raison de la-  
« quelle l'assureur est déchargé, non seulement vis-à-vis  
« du créancier originaire, mais encore vis-à-vis des tiers  
« porteurs de la police, qui ne leur est plus opposable, du  
« moment où les conditions n'ont pas été observées quant  
« au mode de navigation.

« Un sinistre survenant, il appartient aux Compagnies  
« d'assurances de discuter avec les réclamants, quels qu'ils  
« soient, si, notamment, quant à la nature, à l'âge, à la  
« solidité du navire employé, les chargeurs de la marchan-  
« dise ont agi d'une manière conforme aux déclarations  
« prises pour bases du contrat. Sous quel prétexte les  
« tiers porteurs de la police seraient-ils admis à décliner  
« ce débat ? Plaideront-ils qu'étrangers au fait de l'embar-  
« quement, ils n'ont pas été en mesure d'influer sur la  
« manière dont l'assuré s'est acquitté de ses engagements ?  
« La Compagnie, dans beaucoup de cas, n'aura pas été  
« mieux placée elle-même, soit pour contrôler *a priori*  
« la sincérité des déclarations qui lui étaient faites, soit  
« pour exiger que chaque chargeur agît en conformité de  
« ces déclarations. On fait assurer, par correspondance,  
« sur les places de Paris et de Londres, des marchandises  
« qui s'expédient des régions les plus lointaines, sans  
« qu'il y ait possibilité pour les Compagnies de vérifier  
« au préalable comment s'effectuera, en réalité, la navi-

« gation ; mais les circonstances de celle-ci, consignées  
« dans la police, d'après l'annonce qu'en a faite le déclara-  
« rant, marquent d'une manière ostensible aux yeux de  
« tout tiers porteur, les conditions desquelles dépend  
« l'obligation de l'assureur, et la défaillance de ces condi-  
« tions est opposable même à ces tiers, comme une éven-  
« tualité à laquelle ils se sont soumis en recevant un titre  
« dont la teneur leur révélait la mesure exacte de l'enga-  
« gement de la Compagnie... Déclarer ceux-ci non respon-  
« sables de ce que l'embarquement n'a pas été conforme  
« aux conditions énoncées dans le contrat, ce serait, si je  
« ne me trompe, exposer les assureurs aux plus graves  
« déceptions et leur retirer la protection si nécessaire de  
« l'article 348 qui ne serait plus qu'une lettre-morte,  
« puisqu'il suffirait de recourir à l'assurance pour compte  
« (ou d'endosser la police) pour destituer les Compagnies  
« de tout recours, quelque écart qui pût exister entre les  
« déclarations reçues et les circonstances vraies de la na-  
« vigation... » (rapport de M. le conseiller Cotelle, sous  
l'arrêt précité, D. P. 1893.1.146) (1).

Les considérations qui précèdent sont applicables, *mutatis mutandis*, au contrat d'assurance sur la vie aussi bien qu'à l'assurance maritime. Cependant, comme le remarque M. Bailly (*op. cit.*, p. 139), il ne faudrait pas trop s'y fier ; M. le conseiller Cotelle semble établir à ce point de vue entre les assurances maritimes et les assurances terrestres une distinction basée sur cette idée qu'en

(1) La chambre des requêtes rendit une décision conforme à ce rapport, mais en se basant sur une autre considération : à ses yeux le dernier porteur de la police contractée pour le compte de qui il appartiendra, n'est pas un tiers, mais un bénéficiaire direct du contrat ; il ne peut donc réclamer le profit de l'assurance dans d'autres éventualités que celles spécifiées par la police.

matière d'assurances terrestres, il est plus facile à l'assureur de contrôler l'exactitude des déclarations de l'assuré. Mais cependant il constate qu'en fait ce contrôle n'est pas toujours facile et que, le plus souvent, il n'est pas exercé, tant qu'il ne survient pas de sinistre. Bien qu'il en résulte quelques abus, la solution ne doit pas être modifiée : « les  
« Compagnies ne sont nullement liées par les déclarations  
« qu'elles ne reçoivent que sous réserve d'en contester,  
« le cas échéant, l'exactitude. *D'une manière générale,*  
« on peut dire que les cessionnaires de la police doivent  
« s'en rendre compte, et n'attacher à ces titres qu'une  
« valeur éventuelle subordonnée à la condition que l'as-  
« suré primitif aura satisfait à ses obligations telles que  
« le contrat les déterminait. »

Ce système a été suivi dans l'arrêt de la Chambre civile du 31 juillet 1893 (D. P. 1895.1.225 ; *Gaz. des Trib.*, numéro du 1<sup>er</sup> août 1893), rendu également en matière d'assurance maritime. « Quand un contrat d'assurance maritime  
« est entaché de nullité, comme reposant sur une combi-  
« naison frauduleuse ourdie par le chargeur au détriment  
« de l'assureur, ce vice initial ne peut être couvert par  
« l'effet de la cession de la police, même par voie d'en-  
« dossement, à un tiers de bonne foi devenu, en même  
« temps, cessionnaire du connaissance. Dès lors, sur  
« l'action en indemnité intentée par ce dernier à la suite  
« de la perte des marchandises assurées (perte étant résul-  
« tée précisément de l'exécution même du plan fraudu-  
« leux concerté entre le chargeur et le capitaine), l'assu-  
« reur peut valablement opposer audit cessionnaire  
« comme il l'eût fait vis-à-vis du chargeur lui-même, la  
« nullité de son obligation. »

Ainsi l'état de la jurisprudence relativement à notre

question peut être ainsi formulé : le porteur d'une police maritime à ordre peut se voir opposer les exceptions que la Compagnie aurait opposées à l'assuré endosseur, à raison de l'erreur où elle se trouvait en ce qui concerne l'évaluation réelle du risque (reticences ou fausses déclarations de l'assuré, ou navigation accomplie dans des circonstances différentes de celles prévues au contrat), ou à raison du dol de l'assuré. Ces deux solutions sont applicables à toute assurance ; l'article 348 du Code de commerce a une portée générale, et il est opposable au tiers porteur d'une police à ordre d'assurance sur la vie.

Mais ce ne sont pas là les seules exceptions que la Compagnie puisse opposer à l'assuré endosseur, et il est nécessaire d'arriver à une solution plus générale. La justification que nous allons essayer des résultats admis par la jurisprudence, fournira peut-être cette solution.

Sans nous arrêter à la distinction proposée par la Cour de Paris entre les exceptions libératoires et les nullités originelles du contrat, distinction dont M. Lyon-Caen a fait justice, nous devons insister quelque peu sur le système formulé par M. le conseiller Cotelle, dans le rapport qui a été reproduit plus haut.

Ce système peut se résumer de la façon suivante : Dans les polices d'assurance à ordre, le principe est, comme dans tous les titres à ordre, quels qu'ils soient, que le débiteur (ici la Compagnie d'assurance) prend un engagement direct envers la personne à l'ordre de laquelle le titre aura été endossé et qui se présentera, porteur de ce titre, pour être payée. Mais, en matière d'assurance, le débiteur ne prend pas un engagement ferme ; son engagement est soumis à la condition que l'assuré fera des déclarations complètes et exactes. Comme cette modalité *est*



*rendue apparente par la teneur du titre*, le tiers porteur ne peut se plaindre lorsque l'assureur refuse de payer parce que la condition à laquelle était soumis son engagement a défailli. Il a entre les mains, non une promesse de payer pure et simple émanée de la Compagnie, mais une promesse faite sous cette condition que les déclarations faites par l'assuré sont sincères. Toute exception tirée de ce défaut de sincérité lui sera donc opposable. Et, d'autre part, ce tiers porteur subira, comme l'assuré lui-même, les *restrictions* apportées à la créance *par le libellé même du titre*, auquel la Compagnie ne se doit que dans la mesure qu'elle a mise ostensiblement à ses engagements.

Le point de départ de ce système nous paraît absolument exact : il y a bien une différence de nature entre une lettre de change acceptée, un billet à ordre souscrit — promesses pures et simples de payer —, et une police d'assurance à ordre, — promesse de payer soumise à des conditions multiples. — Mais le système de M. le conseiller Cotelle, parfaitement suffisant du reste pour justifier la solution proposée par lui en matière d'assurance maritime, dans l'espèce qui a été indiquée plus haut, semble un peu étroit lorsque se pose la question de savoir si, d'une façon générale, la Compagnie assureur peut opposer au porteur d'une police à ordre les exceptions opposables à l'assuré-endosseur. Comme *desideratum* pratique, on peut dire que *toutes* les exceptions opposables à l'assuré endosseur, non seulement celles qui résultent du non-accomplissement des conditions prévues par la police, ou des limitations apportées par le titre même à l'engagement de la Compagnie, mais encore celles qui, sans résulter de la police elle-même, sont tirées de la nature du contrat d'assurance, doivent être également opposables au tiers porteur. Il vaut

mieux dire, en un mot que, le titre à ordre ayant ici la forme d'une police d'assurance, les tiers porteurs sauront, à la simple inspection de ce titre, qu'ils sont soumis, comme le serait l'assuré lui-même, à *toutes* les exceptions que comporte le contrat d'assurance sur la vie, que ces exceptions soient ou non tirées de la non-observation d'une clause de la police. L'intérêt pratique peut sembler minime, car les polices précisent avec le plus grand soin les conditions dans lesquelles l'assuré pourra exiger le paiement du capital, et, en fait, les différentes exceptions que pourra soulever la Compagnie seront presque toujours basées sur le non-accomplissement de ces conditions, ou sur la non-sincérité des déclarations de l'assuré (ce qui revient au même, l'exactitude des déclarations étant une des conditions de la police). Mais enfin il pourrait se faire que la police fût incomplète et que l'exception invoquée ne pût se rattacher à aucune de ses parties. A notre avis, dans ce cas encore, l'exception serait opposable au tiers porteur de la police à ordre.

C'est là heurter de front, semble-t-il, la notion même du titre à ordre. D'après une tradition séculaire, le principe contraire est admis : les exceptions opposables à l'endosseur ne le sont pas au porteur de bonne foi, sauf celles qui lui sont personnelles, ou qui résultent de la teneur du titre. C'est là un des caractères essentiels du titre à ordre, et on ne peut le rejeter, en admettant les autres, sous peine de tomber dans l'arbitraire, et de construire une théorie toute de fantaisie.

On a rangé, plus haut, l'inopposabilité des exceptions parmi les effets que produit toujours la clause à ordre (V. p. 109-110). Mais on a fait remarquer en même temps que ce n'était là qu'une solution provisoire ; nous devons

maintenant examiner de plus près si elle doit être maintenue *dans tous les cas*.

Une distinction fondamentale doit être faite, semble-t-il, entre les titres à ordre qui constituent des actes *abstraits*, ayant une valeur en eux-mêmes et par eux-mêmes, jouant dans une certaine mesure le rôle de papier-monnaie, et les titres à ordre qui empruntent leur valeur à un contrat antérieur auquel ils se réfèrent ou qu'ils relatent. Extérieurement, les titres de la première catégorie se distinguent de ceux de la seconde en ce qu'ils ne sont pas *causés*, tandis que les autres le sont toujours. Un écrit ainsi rédigé : *je paierai à X ou à son ordre la somme de 100*, est un titre à ordre abstrait. Il n'indique pas la cause de l'obligation du souscripteur envers X. La mention de la valeur fournie, obligatoire pour que l'endossement produise tous ses effets, ne modifie pas du reste le caractère abstrait de cet écrit : elle n'indique pas en effet en vertu de quel contrat le souscripteur est débiteur de X. Au contraire un écrit ainsi rédigé : *je paierai à X ou à son ordre la somme de 100, que je lui dois en vertu de telle vente*, n'est pas un titre abstrait. Il indique la cause de l'obligation du souscripteur, en désignant le contrat qui a donné naissance à cette obligation.

Le titre de la première espèce est une promesse pure et simple de payer, et cette promesse, le souscripteur du billet la fait, par avance, à tous les tiers porteurs ; il s'engage directement envers chacun d'eux. Qu'un tiers, justifiant de son identité, lui présente le titre régulièrement endossé à son profit, il devra payer, quand bien même il ne devrait rien à X..., il doit au titre lui-même ; c'est ce titre qui a créé à sa charge une obligation. Il en est tout autrement du titre de la seconde catégorie ; celui-ci em-

prunte sa valeur à un acte antérieur, la vente, et l'endossement a seulement pour effet de transmettre au porteur la créance née de cette vente, telle qu'elle se comporte, avec les vices dont elle peut être entachée. Que ce tiers porteur ne se plaigne pas : la forme même du titre a dû lui révéler qu'il s'agissait d'une obligation née d'un contrat antérieur, non d'une promesse de payer pure et simple. Il ne pourra pas objecter que le souscripteur a pris envers lui un engagement direct. C'est exact, et cet engagement aurait pour effet de rendre inopposables au porteur actuel les exceptions qui étaient opposables aux porteurs précédents, parce qu'elles leur étaient personnelles. Mais quel est l'objet de cet engagement direct du souscripteur ? Il s'engage par avance envers tous les porteurs à payer *ce qu'il doit en vertu du contrat primitif, et cela seulement*. Si donc il se trouve que ce contrat soit nul et qu'il ne doive rien, son engagement envers le porteur actuel n'aura plus d'objet.

Somme toute, on retrouve exactement ici la distinction qu'on fait en droit romain relativement aux effets de la stipulation novatoire servant à réaliser une délégation. Si le délégué a fait une stipulation *certæ pecuniæ*, s'il a promis *centum* au délégataire, sans mentionner la cause de son obligation primitive envers le déléguant (par exemple une vente intervenue entre eux, et où il a joué le rôle d'acheteur), il doit payer *centum*, quand bien même il ne devrait rien, quand bien même la vente serait nulle. Mais si, au contraire, le délégué a promis au délégataire, *la somme de 100 qu'il doit au déléguant en vertu de telle vente*, ou même simplement *ce qu'il doit au déléguant*, son obligation envers le délégataire est subordonnée à la validité de son obligation envers le déléguant, et, dans le cas où la vente est nulle, il ne doit rien à personne.

Dès lors on aperçoit aisément les conséquences qu'entraîne cette distinction ; tandis que le porteur de bonne foi d'un titre à ordre de la première catégorie ne peut se voir opposer aucune exception, sinon celles qui lui sont personnelles ou qui résultent de la teneur du titre lui-même, le porteur de bonne foi d'un titre à ordre se référant à un contrat antérieur sera exposé à toutes les exceptions valables contre le créancier primitif.

Si on applique cette distinction à la police à ordre, on voit aisément que cette police rentre dans la seconde catégorie des titres à ordre. Un contrat s'est formé entre l'assuré et l'assureur, donnant naissance à une créance éventuelle du premier contre le second ; puis les parties ont relaté ce contrat dans la police, et elles ont donné à cette police la forme d'un titre à ordre. Qu'en résulte-t-il ? un engagement direct, pris par l'assureur, de payer à tout porteur légitime *ce qu'il doit* à l'assuré, mais *seulement ce qu'il lui doit*. Par conséquent, ce porteur peut se voir opposer toutes les exceptions opposables à l'assuré. En rappelant les exemples qui viennent d'être tirés du droit romain, on peut dire que la Compagnie ne s'est pas engagée par une stipulation *certæ pecuniæ*, qu'elle n'a pas promis *centum*. Elle n'aurait jamais consenti à assumer une obligation aussi lourde.

Ainsi, tout en admettant le principe d'après lequel la clause à ordre, par le fait même de son insertion, doit produire *tous* ses effets essentiels, sans qu'on puisse en écarter un seul, on peut soutenir, semble-t-il, que l'inopposabilité des exceptions n'est pas un de ces effets essentiels, quand il s'agit du moins d'un titre à ordre qui ne constitue pas un acte abstrait. Toute distinction faite entre les diverses exceptions que peut soulever le débiteur paraît



arbitraire et dénuée de fondement. Il vaut mieux reconnaître que, pour un tel titre, toutes les exceptions opposables au créancier primitif le sont aussi au porteur.

Enfin il n'est peut-être pas impossible, même en s'attachant au principe traditionnel, de trouver une brèche par où pourrait passer la solution que nous proposons. Ce principe peut se formuler ainsi : le souscripteur d'un titre à ordre ne peut opposer au porteur de bonne foi que les exceptions qui lui sont personnelles ou *qui résultent de la teneur même du titre*. Ne peut-on pas dire dans une certaine mesure que les exceptions que peut soulever la Compagnie résultent toujours de la teneur du titre ? Le tiers porteur de la police sait, par la simple inspection du titre, qu'il s'agit d'un contrat d'assurance ; il doit se rendre compte qu'il est exposé, non seulement aux exceptions tirées de la non-observation des clauses de cette police, mais encore à celles que l'assureur aurait pu soulever contre l'assuré, en dehors même des conditions de cette police, à toutes celles qui sont compatibles avec la notion du contrat d'assurance. La teneur d'une police à ordre, quelle que soit sa rédaction, doit représenter pour lui un ensemble de règles qui lui seront applicables, à lui porteur, comme elles l'auraient été à l'assuré. Il ne lui suffit pas de s'attacher à la stricte lecture des conditions de la police ; il doit admettre, d'un seul coup et en bloc, par le seul fait que le titre qu'il a entre les mains est une police d'assurance, tous les caractères du contrat d'assurance sur la vie.

Il ne faut pas se dissimuler que cette façon d'interpréter les mots *teneur du titre* n'est pas conforme aux idées généralement reçues. Les exceptions que révèle la teneur d'un titre, ce sont celles qui apparaissent à la seule lecture de ce titre, sans qu'on ait à faire intervenir des considé-

rations extrinsèques, tirées de la nature du contrat auquel ce titre se rattache. Mais on peut remarquer qu'il en est ainsi surtout quand on se trouve en présence d'un titre abstrait, qui, lui, a une valeur absolument indépendante de ce contrat dont il ne fait même pas mention ; lorsqu'il s'agit d'un titre à ordre de la seconde catégorie, comme la police d'assurance à ordre, ne pourrait-on pas soutenir que la teneur du titre avertit le porteur sinon expressément, du moins d'une façon implicite, que toutes les règles admises relativement au contrat d'assurance vont être appliquées à son égard, que ces règles soient ou non reproduites dans le titre ?

Quoi qu'il en soit, qu'on refuse de voir dans l'inopposabilité des exceptions une conséquence nécessaire de l'insertion de la clause à ordre, du moins pour les titres qui ne sont pas des actes abstraits, ou bien que l'on applique le principe de l'inopposabilité des exceptions à ces titres eux-mêmes, mais avec un tempérament qui a en somme pour effet de faire de ce principe une lettre-morte, le résultat pratique est le même : le tiers porteur de bonne foi d'un titre à ordre qui n'est pas un acte abstrait sera exposé à toutes les exceptions valables contre le créancier primitif.

On peut expliquer, dans une certaine mesure, comment la règle traditionnelle de l'inopposabilité des exceptions semble avoir, à première vue, une portée générale. Les titres à ordre qui ont apparus les premiers dans l'ordre chronologique étaient tous des actes abstraits (1). Tels

(1) Au moyen âge, cependant, il n'en était pas ainsi, et l'on trouve au XIII<sup>e</sup> siècle des déclarations de *command* ayant pour but de faire passer sur la tête d'un tiers le droit qui appartenait au créancier, en vertu d'un contrat antérieur. Ce tiers, ce *command*, qui n'est, on l'a vu, ni un mandataire ni un cessionnaire, doit toujours présenter l'écrit qui a fixé le

furent la lettre de change, le billet à ordre. Les nécessités du commerce, le désir de faciliter la circulation de ces titres firent peu à peu admettre le principe de l'opposabilité des exceptions, principe universellement reconnu, bien que formulé nulle part. Le porteur du titre à ordre n'aura pas à vérifier la validité du contrat que lui transfère ce titre, ou, plutôt, il y a dans l'endossement plus qu'une *cession*, il y a *création* d'un droit au profit du porteur ; le titre prend une valeur absolument indépendante de celle du contrat primitif : il contient un engagement ferme du souscripteur envers tout tiers porteur. Il devient en un mot un acte abstrait. Cette conception donnait aux effets de commerce une merveilleuse facilité de circulation, en assurant à leur négociation une sécurité parfaite. Puis il fut question de créer d'autres titres à ordre qui, eux, n'étaient plus du tout des actes abstraits, de simples promesses unilatérales et cependant obligatoires de payer, mais des écrits exprimant des rapports de droit complexes, auxquels on voulait donner la forme à ordre, pour éviter les formalités longues et coûteuses de la cession de créance du droit civil. Après controverses, quand fut admis le principe de l'extension indéfinie de la clause à ordre, on appliqua à ces titres nouveaux les mêmes règles qu'aux anciens, sans s'apercevoir qu'il existe entre les premiers et les seconds une différence de nature. De là des difficultés sans cesse

droit sur sa tête ; parfois même on exige davantage, et il doit en outre produire l'écrit constatant le contrat primitif. On voit que, dès cette époque, il existe deux sortes de titre à ordre. La différence qui les sépare ne se marque pas du reste, par l'opposabilité ou l'inopposabilité au command des exceptions valables contre le créancier primitif ; dans aucun cas, au moyen âge, cette conséquence n'est admise ; mais enfin on trouve une distinction qui, jusqu'à un certain point, présente de l'analogie avec celle que nous posons.

renaisances, nées du peu de conformité entre les effets immuables produits par l'endossement et l'intention qu'ont les parties en donnant la forme à ordre à l'écrit constatant la convention passée entre eux. De là aussi les diverses théories proposées pour faire admettre l'opposabilité au porteur de certaines exceptions, contrairement au principe. Ne vaut-il pas mieux reconnaître que ce principe lui-même, la non-opposabilité des exceptions, a été admis pour des titres à ordre différents de la police d'assurance à ordre, et n'est pas, par conséquent, applicable à cette dernière, ou, ce qui revient au même, que toutes les exceptions que peut invoquer la Compagnie doivent être considérées comme résultant de la teneur même du titre, et, par suite, rentrent dans la dérogation que tout le monde admet à notre principe (1).

Reste à examiner quels seront les résultats pratiques obtenus si l'on veut bien adopter la solution que nous proposons.

Toutes les exceptions opposables à l'assuré endosseur peuvent, semble-t-il, se ramener à l'une des trois causes suivantes : nullité du contrat passé, réduction de l'assurance par suite du non-paiement de la prime annuelle, extinction de la créance en indemnité.

(1) Il semble qu'on pourrait ici reproduire, mais en leur donnant une portée plus générale, les considérations de M. Lyon-Caen, citées plus haut pour justifier l'opposabilité au porteur de la seule exception tirée de l'absence de mise en risque : « La demande du porteur, quel qu'il soit, « qui réclame une indemnité à l'assureur, n'est bien fondée que s'il établit « que les conditions nécessaires à la naissance de la créance en indemnité sont réunies. Ce porteur n'a donc pas à se plaindre quand l'assureur lui oppose qu'il n'en est pas ainsi. Le titre qui lui a été transmis lui a fait savoir qu'il s'agissait d'une assurance et qu'il ne pouvait « devenir créancier de l'assureur que sous les conditions exigées pour « qu'une créance en indemnité dérive du contrat d'assurance » (V. *suprà*, p. 150).

Parmi les causes de nullité que peut opposer la Compagnie, on trouve celles qui résultent, d'après le droit commun, de l'absence de l'un des éléments essentiels à tout contrat (art. 1108, C. civ.) ou de l'existence d'un vice affectant l'un de ces éléments. Le droit commun s'appliquerait en ce qui concerne les vices du consentement : l'erreur de l'assureur, ou le dol de l'assuré, qui peut se manifester de plusieurs façons (fausses déclarations ou réticences calculées au moment de l'examen médical). Quant à la violence, c'est une hypothèse qui paraît à peu près négligeable. L'incapacité de l'assureur n'est pas non plus une hypothèse pratique. On devra encore se conformer au droit commun pour apprécier si le contrat a un objet certain (les précisions faites dans la police auront à peu près toujours pour effet de déterminer très nettement cet objet). Enfin l'assurance contractée sur une fausse cause ou sur une cause illicite, ne produirait aucun effet (art. 1131, C. civ.), c'est-à-dire qu'on se trouverait en présence d'un contrat nul, ou plutôt inexistant (1). Il faut aussi ranger parmi les causes de nullité, ou plutôt d'inexistence, le non-paiement de la première prime ; on peut dire que, faute de ce paiement, le contrat ne prend pas naissance ; il reste à l'état de simple projet.

La réduction de l'assurance résulte du non-paiement de la prime annuelle par l'assuré (en supposant du moins que cette prime ait été acquittée durant un temps assez long pour donner à cet assuré le droit à la valeur de rachat).

L'assuré peut aussi se voir opposer par la Compagnie des exceptions tirées de l'extinction de la créance en in-

(1) Nous n'avons du reste trouvé aucune espèce où il fût question d'une assurance contractée sur une fausse cause ou sur une cause illicite.



demnité. Il en sera ainsi lorsque le paiement aura déjà été effectué, lorsque cette créance aura fait l'objet d'une novation par changement de créancier (ce qui résulte, dans certains cas qui seront déterminés plus loin, de la signature d'un avenant d'attribution), enfin lorsque la créance aura été éteinte par prescription. Nous considérons aussi comme une cause d'extinction de l'obligation de l'assureur l'existence d'une exception tirée du non-accomplissement des obligations incombant à l'assuré au cours du contrat (non-aggravation des risques). Nous verrons en effet qu'il faut voir dans l'aggravation des risques une condition résolutoire affectant les droits de l'assuré ; or l'effet de la condition résolutoire est rangé, par le Code civil (art. 1234), parmi les causes d'extinction des obligations.

Toutes ces exceptions, d'après nous, sont en principe opposables au tiers porteur de la police à ordre.

Il faut remarquer cependant que, pour certaines, la question ne se pose pas. Nous supposons toujours que le tiers qui demande le paiement du capital assuré à la Compagnie réunit les conditions nécessaires, c'est-à-dire qu'il présente la police régulièrement endossée à son profit, et qu'il justifie de son identité. Il est évident que, dans cette hypothèse, le porteur ne pourrait pas être repoussé par une exception tirée d'un paiement déjà effectué ; si ce paiement avait été fait entre les mains de l'assuré, il ne serait pas valable, et le tiers porteur serait recevable à en exiger un second. Il en serait de même si la Compagnie, après avoir délivré à l'assuré une police à ordre, avait ensuite consenti avec lui un avenant ayant pour objet un changement de bénéficiaire ; elle n'en devrait pas moins verser le capital assuré entre les mains du tiers porteur

de la police à ordre. Mais ce sont là des hypothèses bien invraisemblables : en donnant à l'assuré une police à ordre, la Compagnie prend par cela même l'engagement de ne payer qu'entre les mains du porteur légitime de cette police. Et il est évident, à moins de supposer une erreur matérielle, qu'elle ne fera aucun versement à l'assuré, et qu'elle n'ira pas non plus consentir avec lui un avenant d'attribution.

La seule prescription qui serait opposable au porteur serait la prescription trentenaire. En effet, on ne doit pas admettre, à l'égard de la police à ordre, la prescription de cinq ans spéciale aux lettres de change et aux billets à ordre souscrits par des commerçants ou pour des faits de commerce. La jurisprudence a souvent décidé que ni l'article 189, ni l'article 432 du Code de commerce (ce dernier relatif aux assurances maritimes), ne sont applicables aux polices d'assurance sur la vie (Paris, 13 déc. 1851, B. de M., 2. 128 ; Trib. civ. Seine, 17 juin 1873, B. de M., 3. 171 ; Trib. com. Seine, 23 nov. 1887, *J. des Ass.*, 1888, p. 30).

**B. — *L'article 149 du Code de commerce est-il applicable aux polices d'assurance à ordre ?***

On a vu plus haut que la règle posée par l'article 149 du Code de commerce doit être considérée comme une conséquence de ce principe que le porteur n'est pas l'ayant cause de son endosseur, mais le créancier direct du souscripteur du titre à ordre. Il en résulte que les saisies-arrêts pratiquées par les créanciers des endosseurs ne seront pas opposables au porteur. C'est ce que décide *a contrario* l'article 149 du Code de commerce en disant que « il n'est « admis d'opposition au paiement qu'en cas de perte de la « lettre de change ou du billet à ordre ».

Cette disposition est, à la rigueur, plutôt inutile. L'engagement direct du souscripteur envers les tiers porteurs est un caractère essentiel du titre à ordre, et, dès qu'on l'admet, la disposition de l'article 149 s'impose. Il en résulte donc que cette disposition sera applicable non seulement à la lettre de change, pour laquelle la loi la consacre expressément, mais à tout titre à ordre, quel qu'il soit (MM. Lyon-Caen et Renault, *Précis*, t. I, n° 1208).

La question a été cependant discutée pour la police d'assurance à ordre. Certains auteurs refusent de lui appliquer l'article 149 (Vibert, Tissier, *op. cit.*). D'autres au contraire admettent cette application (Herbault, *op. cit.*, n° 216). La jurisprudence présente la même variété. V. contre l'application de l'article 149 : Trib. de la Seine, 4 déc. 1850, *J. des Ass.*, 1888, p. 211 ; Cour de Riom, 6 mai 1891, précité ; trib. de la Seine, 16 juillet 1886, *Rec. pér. des Ass.*, 1887, p. 586. La Cour de Paris (12 févr. 1857, *Bonn. de Mars.*, 2. 188, et 2 avril 1879, *Bonn. de Mars.*, 2. 587), le Tribunal de commerce de la Seine (9 janvier 1893, *Rec. pér. des Ass.*, 1893, p. 239) (1), admettent au contraire l'application de l'article 149 aux polices d'assurance à ordre.

Pour M. Bailly (*op. cit.*, p. 172) à l'opinion de qui nous nous rangeons sur ce point, « cette dernière solution s'impose, car elle est virtuellement contenue dans la clause à « ordre ». Et cet auteur ajoute que cet effet de l'endossement est bien conforme, de nos jours du moins, à l'intention des parties, qui cherchent toujours un moyen de placer le capital assuré hors de la portée des créanciers (V. *Rec. périod. des Ass.*, année 1893, article de M. Sainte-

(1) Cette dernière décision est aussi rapportée dans les *Pandectes Françaises*, 1894, 2. 337, où elle est accompagnée d'une note de M. Lefort.

lette). Ajoutons que les Compagnies acceptent volontiers cette solution, à la différence de ce qui se passe pour la non-opposabilité au porteur des exceptions opposables à l'assuré; c'est que l'inefficacité des saisies-arrêts pratiquées par les créanciers des endosseurs est de nature à favoriser le développement de l'assurance et à étendre le champ de leurs opérations.

Mais une objection très grave se pose. Contrairement à la solution le plus souvent reçue, nous avons admis que toutes les exceptions que la Compagnie peut soulever contre l'assuré sont aussi opposables au tiers porteur. C'est rejeter une des conséquences de ce principe que la Compagnie s'engage directement envers le tiers porteur. Logiquement nous devrions aussi écarter l'application de l'article 149 à la police d'assurance à ordre, car l'inefficacité des saisies-arrêts pratiquées par les créanciers des endosseurs ne peut s'expliquer, comme la non-opposabilité des exceptions au porteur, que par l'idée d'un engagement direct de la Compagnie envers ce porteur.

Une distinction doit être faite entre les saisies-arrêts pratiquées par les créanciers des endosseurs autres que l'assuré et celles pratiquées par les créanciers de l'assuré endosseur. En ce qui concerne les premières, on ne peut nous accuser d'un manque de logique, et les deux solutions données sont homogènes; nous avons admis en effet que les exceptions opposables personnellement aux endosseurs autres que l'assuré ne sont pas opposables au tiers porteur, qui n'est pas leur ayant cause (V. p. 161); il est donc naturel de refuser tout effet aux saisies-arrêts pratiquées par les créanciers de ces mêmes endosseurs.

Restent les saisies-arrêts faites par les créanciers de l'assuré-endosseur. Ici, il est évident qu'il y a divergence, au

moins en apparence : les exceptions opposables à cet assuré le sont aussi, si nous ne nous trompons, au tiers porteur, et cependant nous admettons que les créanciers de l'assuré ne pourront pratiquer de saisie-arrêt à l'encontre de ce tiers porteur.

Il importe de préciser la solution proposée plus haut (p. 160 et s.) : ce qu'on refuse d'admettre, ce n'est pas le principe même de l'engagement direct du souscripteur envers les tiers porteurs, quels qu'ils soient ; c'est seulement une conséquence de ce principe, non essentielle à nos yeux, à savoir l'inopposabilité des exceptions. Le souscripteur, c'est-à-dire la Compagnie s'engage directement envers les tiers porteurs ; ceux-ci ne sont pas les ayants cause de l'assuré ; seulement cet engagement direct n'a d'objet qu'autant que la créance éventuelle de l'assuré contre l'assureur a bien une existence réelle. L'obligation du souscripteur envers le porteur dépend, quant à son existence, de l'existence même de l'obligation antérieure du souscripteur envers l'assuré. Le souscripteur contracte envers le porteur un engagement direct, mais soumis aux mêmes conditions de validité que cette obligation antérieure. Les créanciers de l'assuré ne seront donc pas recevables à pratiquer une saisie-arrêt à l'encontre du porteur de la police, qui n'est pas l'ayant cause de leur débiteur.

Jusqu'ici il n'a été question que des saisies-arrêts pratiquées par les créanciers des endosseurs précédents entre les mains de la Compagnie assureur. Que penser de celles pratiquées par les créanciers du porteur lui-même ? Il n'y a pas de difficulté spéciale sur ce point dès que l'on admet en principe l'application de l'article 149 aux polices d'assurance à ordre. Que l'on pense avec MM. Lyon-Caen et Renault



que cet article exclut même les saisies-arrêts faites par les créanciers du porteur actuel, ou bien qu'on refuse à notre texte cette portée d'application, le porteur, en fait, n'aura jamais beaucoup à craindre ces saisies-arrêts, car il lui sera toujours possible de les rendre illusoires en endossant la police à un tiers de bonne foi (1).

Reste à préciser la réponse à la question qui a été ainsi formulée : l'article 149 du Code de commerce est-il applicable à la police d'assurance à ordre ? En réalité cette question ne comporte pas une réponse unique. En effet, l'article 149 contient deux dispositions distinctes : 1° aucune opposition (en prenant ce mot comme synonyme de saisie-arrêt) ne peut être faite au paiement de la lettre de change ; il faut ajouter : et de tout titre à ordre, quel qu'il soit ; c'est dans ce sens que l'article 149 est applicable à la police à ordre ; 2° en cas de perte de la lettre de change ou de faillite du porteur, le propriétaire de la lettre peut faire opposition au paiement (opposition n'étant plus alors synonyme de saisie-arrêt) ; cette seconde disposition, développée par les articles 147 et suivants doit être, comme nous le verrons plus loin, restreinte à la seule lettre de change (et aux titres que la loi lui a assimilés) ; dans ce sens, l'article 149 n'est pas applicable à la police à ordre.

Si on estime que cette interprétation de l'article 149 est trop compliquée, et peu conforme au texte, on pourrait répondre, semble-t-il, qu'il ne contient strictement que la seconde des deux dispositions qu'on vient de rapporter. Quant à la première, l'inefficacité des saisies-arrêts à l'encontre du porteur de tout titre à ordre, elle en est seulement

(1) Nous verrons plus loin, à propos de l'avenant, que les parties peuvent, sans avoir recours à l'endossement, obtenir la plupart des avantages qu'on vient de reconnaître à ce mode de transfert.

induite *a contrario*. Et si on trouve que cette induction ne peut être applicable à tout titre à ordre, on peut faire observer que l'inefficacité des saisies-arêts n'a pas besoin d'être consacrée par un texte ; c'est une conséquence qui découle nécessairement de ce principe que le souscripteur de tout titre à ordre s'engage directement envers le porteur, quel qu'il soit (V. p. 147 et 170).

#### VI<sup>e</sup> RÈGLE

*La Compagnie ne peut payer que sur présentation, par le porteur, de la police endossée à son profit.*

Le débiteur d'une créance à personne dénommée ne peut refuser le paiement au possesseur apparent de cette créance ; sans doute, il est fondé à exiger la présentation du titre constatant cette créance. Mais le défaut de présentation du titre ne crée pas en principe, en dehors de toute circonstance particulière pouvant rendre suspecte l'absence du titre entre les mains du demandeur, une fin de non-recevoir absolue. En effet, aux termes de l'article 1240 du Code civil, le débiteur est valablement libéré lorsqu'il paie, de bonne foi, à celui qui est en possession apparente de la créance. Et cette possession de la créance n'est pas liée à la possession du titre ; le prétendu créancier peut prouver, par tous moyens conformes au droit commun, qu'il a bien la qualité dont il se prévaut. Il suffit même, pour qu'il puisse exiger le paiement, qu'il joue le rôle de créancier aux yeux du public, et, notamment, aux yeux du tiers débiteur. Celui-ci sera donc libéré par la quittance du créancier, pourvu, bien entendu, qu'il n'ait reçu avant le paiement aucune signification de cession (art. 1690, C. civ.), ou de constitution de gage (art. 2075).

Cependant le débiteur qui aurait payé dans ces conditions se trouverait dans une situation dangereuse s'il venait à perdre la quittance. Il serait alors exposé à un second paiement, en face du même créancier, ou d'une autre personne, qui lui présenterait le titre. Pour prévenir ce danger, il lui suffit d'exiger que la quittance soit passée devant notaire qui en gardera minute, et, qui, en cas de perte d'une première expédition, pourra en délivrer une seconde. Quand les parties ont recours à ce moyen, les frais sont à la charge du créancier, qui a rendu nécessaire une quittance en la forme authentique.

La situation est tout à fait différente lorsqu'il s'agit, non plus d'une créance à personne dénommée, mais d'un titre à ordre. Ici, la créance s'incorpore dans une certaine mesure au titre lui-même ; elle change de propriétaire à l'insu du débiteur, puisque le cessionnaire n'est pas tenu d'avertir ce dernier de la mutation accomplie. Le débiteur est tenu de payer au porteur légitime du titre (ou à celui qui paraît tel) et la possession de la créance est liée à celle du titre. Le possesseur de la créance est celui qui a le titre entre les mains, en vertu d'un endossement (pour supposer que ce possesseur et le véritable titulaire sont deux personnes différentes, il faut admettre que cet endossement est faux). Si donc le prétendu créancier ne présente pas le titre, le débiteur peut lui refuser le paiement, car il serait exposé à payer une seconde fois, entre les mains du tiers porteur. C'est ce que décide l'article 148 du Code de commerce, à propos de la lettre de change : « celui qui paie une « lettre de change sans retirer le titre n'opère point sa libération à l'égard du tiers porteur ». Cette disposition doit être, sans difficulté, étendue à tous les titres à ordre, quels qu'ils soient (V. note de M. Beudant, sous Cass., 8 mai 1878,

D.P. 1878.1.244 ; MM. Lyon-Caen et Renault, *Traité*, IV, n° 157).

On doit donc admettre que la Compagnie ne peut verser le capital assuré que sur présentation par le tiers porteur de la police régulièrement endossée à son profit (sur cette seconde condition, v. p. 120 et s.). Cette exigence est du reste bien conforme à l'intention des parties ; en donnant à la police la forme à ordre, elles ont entendu lui assurer les avantages d'un mode de transfert spécial, celui de l'endossement, et par là exclure la possibilité pour le débiteur de se libérer par un paiement fait à une autre personne qu'au tiers porteur.

Donc, en cas de perte ou de vol de la police, la Compagnie ne sera pas tenue de payer.

C'est là une situation fâcheuse pour le bénéficiaire du contrat. La même difficulté se présente lorsqu'il s'agit d'une lettre de change ou d'un billet à ordre ; et la loi a organisé un système spécial pour remédier, dans ce dernier cas, aux inconvénients qui résultent de cette situation pour le créancier. Les articles 143 à 147 du Code de commerce prescrivent un ensemble de mesures destinées à lui venir en aide. Le propriétaire dépossédé peut tout d'abord faire opposition entre les mains du débiteur pour empêcher que celui-ci paie entre les mains de celui qui présenterait le titre perdu ou volé (145 et 149). C'est là déjà un avantage appréciable, mais qui ne saurait suffire ; le créancier est certain qu'on ne paiera pas à un autre qu'à lui ; mais lui-même ne peut exiger le paiement. Aussi la loi lui accorde-t-elle d'autres protections : s'il s'aperçoit avant l'échéance de la perte ou du vol de la lettre de change, il peut s'en procurer un duplicata, ce qui lui permettra d'exiger le paiement, mais seulement après avoir obtenu

une ordonnance du juge et fourni caution comme dans le cas de l'article 152, si du moins la lettre de change était acceptée (L. C. et R. IV, n° 328). Dans le cas où il s'écoule, entre le jour où le créancier s'aperçoit de la perte du titre et le jour de l'échéance, trop peu de temps pour qu'il lui soit possible de se procurer un duplicata, l'article 152 s'applique, et le créancier peut obtenir le paiement de la lettre de change perdue, par ordonnance du juge, en donnant caution, et en justifiant de sa propriété par ses livres (ou par tous autres moyens de preuve, L. C. et R. IV, n° 329). La situation sera la même si le créancier ne s'aperçoit de la perte du titre que le jour même de l'échéance.

Ces règles sont-elles applicables à tous les titres à ordre, et notamment à la police d'assurance à ordre ? Non ; une jurisprudence constante (1) les déclare spéciales à la lettre de change et au billet à ordre, et on ne saurait donc les étendre aux polices d'assurance à ordre qu'en les assimilant à ces derniers titres, assimilation qui n'est évidemment pas possible.

On doit décider, dans le même ordre d'idées, que sont inapplicables aux polices d'assurances : la loi du 15 juin 1872, relative à la perte des titres au porteur, le décret du 13 messidor de l'an XII, relatif au remplacement des certificats nominatifs d'inscription de rente sur l'État perdus, l'article 12 de la loi du 28 mai 1858, relatif à la perte du warrant ou du récépissé. D'une manière générale, on ne saurait étendre par analogie aux polices d'assurance à ordre aucune loi spéciale à un titre à ordre quelconque (2).

(1) V. Trib. de la Seine, 26 nov. 1892, *Rec. pér. des Ass.*, 1893, p. 105 ; Trib. de la Seine, 17 juin 1873, *J. des Ass.*, 1873, p. 443 ; 19 juin 1880, *id.*, 1880, p. 308 ; Cour de justice de Genève, 4 sept. 1885, *Sem. jud.*, 1885, p. 729.

(2) Bailly, *op. cit.*, p. 203.



Le propriétaire d'une police d'assurance à ordre perdue ou volée ne peut donc se prévaloir d'aucune des mesures de protection organisées par le Code de commerce ou les lois postérieures. Il lui sera impossible de se faire délivrer par la Compagnie un duplicata de sa police. Il ne pourra ou plutôt ses héritiers ou ayants cause ne pourront agir contre elle qu'après l'accomplissement de la prescription trentenaire ; jusqu'à cette époque en effet la Compagnie restera exposée à l'action du tiers porteur de la police ; peut-être même cette action sera-t-elle possible plus longtemps, à raison des causes de suspension ou d'interruption dont ce tiers pourrait se prévaloir. Puis, une fois la prescription accomplie à l'égard de ce tiers porteur, quelle sera la situation du propriétaire dépossédé ? A quel titre exigera-t-il le paiement ? Il ne peut prétendre, comme le remarque fort bien M. Bailly, qu'il a acquis par prescription la créance contre la Compagnie, car une telle prescription suppose la possession de la créance, et ici cette possession fait précisément défaut, puisque le propriétaire n'a plus la détention de la police. Quant à la créance qu'il avait contre la Compagnie en vertu de la police, créance qui, on va le voir, survit à la perte du titre, elle sera éteinte par la prescription trentenaire qui courra, au profit de la Compagnie, aussi bien contre le propriétaire dépossédé que contre un tiers porteur. Et il n'aura pas été possible à ce propriétaire d'interrompre cette prescription ; sur quoi sa demande en justice serait-elle basée, puisqu'il n'a plus la détention de la police, puisqu'il n'est plus le possesseur apparent de la créance ? Une telle demande serait rejetée, (sauf, comme on va le voir, le cas où la destruction de la police serait prouvée), et l'interruption résultant de cette demande serait considérée comme non avenue (art. 2247, C. civ.).

La situation du propriétaire dépossédé est donc désastreuse. En fait, nous verrons qu'elle est presque la même que si sa créance, comme le titre lui-même, était perdue. Les Compagnies ont voulu, à une certaine époque, faire admettre cette dernière solution ; elles se prétendaient libérées à l'égard du propriétaire dépossédé, quand la police ne pouvait pas être présentée par lui. Le propriétaire, en perdant son titre, aurait en même temps perdu sa créance, car, en matière de titre à ordre ou au porteur, le débiteur ne doit qu'au titre (1). Le tribunal de commerce de la Seine

(1) Ces derniers mots semblent faire allusion à la théorie de la *personnification*, défendue par un certain nombre de jurisconsultes allemands (Schweppe, Bekker, cités par M. Wahl, *op. cit.*, n° 246) et qui peut se résumer ainsi : c'est le titre lui-même qui est créancier ; le tiers porteur n'a droit à la prestation qu'en qualité de représentant, de mandataire du titre, d'intermédiaire entre le titre et le débiteur. C'est le titre qui est sujet du droit.

Cette théorie, proposée pour expliquer les rapports qui existent entre le souscripteur ou l'émettant du titre et le premier preneur, semble devoir être abandonnée, pour les raisons décisives que donne M. Wahl. Et nous en dirions autant des deux autres théories allemandes de *l'engagement unilatéral par la création du titre* et de *l'engagement unilatéral par la rédaction du titre* (V. Wahl, *op. cit.*, n°s 248-256). Dans les rapports entre l'émettant et le premier créancier, il semble que rien ne s'oppose à l'admission de cette idée qu'un *contrat* est intervenu entre eux, et l'idée de l'engagement unilatéral du débiteur ne paraît pas indispensable.

Mais la situation change complètement lorsqu'il s'agit d'expliquer les rapports existant entre le débiteur du titre et le tiers porteur actuel. On ne peut plus admettre ici qu'il y a eu entre eux accord de volontés ; le porteur actuel n'a pas été mis en relation avec le débiteur. Et on ne peut dire non plus qu'il est cessionnaire du porteur précédent. Comment justifier alors l'inopposabilité à son égard des exceptions opposables à ce porteur précédent (inopposabilité que nous avons admise, en matière d'assurance sur la vie, du moins en ce qui concerne les exceptions personnelles aux porteurs intermédiaires). On est bien forcé d'admettre que le souscripteur s'engage directement envers tous les porteurs successifs ; et, que l'on voie là un engagement unilatéral, où lui seul figure, ou, ce qui semble plus exact, une stipulation pour autrui, entre le premier preneur et le souscripteur, qui joue le rôle de promettant, il n'en est pas moins

(2 déc. 1850, B. de M., 2, 128) et la Cour de Paris (*eod. loc.*) adoptant ses motifs sur ce point, ont rejeté cette prétention ; la créance survit à la perte du titre, et la Compagnie ne peut se prétendre libérée par cette perte, car « elle profiterait d'une circonstance imprévue pour conserver ce qui ne lui appartient plus, et pour s'enrichir ainsi aux dépens d'autrui, ce qui est contraire au droit et à l'équité ».

Ainsi le droit du propriétaire dépossédé survit en principe à la perte de la police, bien que sa situation ne soit pas le plus souvent beaucoup meilleure, que s'il avait perdu tout droit. Comment ce droit va-t-il se manifester ? Le bénéficiaire peut-il réclamer le paiement, tout au moins en prouvant le fait de la perte ou du vol ?

On doit distinguer ici, avec M. Wahl (*op. cit.*, n° 1222 et s.) suivant qu'il s'agit de prouver la *destruction*, ou bien la *perte* (ou le vol, ces deux cas sont assimilables), de la police à ordre.

Si la *destruction* du titre est *prouvée*, le bénéficiaire est évidemment fondé à agir, la Compagnie n'ayant rien à risquer. Mais comment faire la preuve de la destruction ?

vrai que cette volonté isolée, ou ces deux volontés accordées, constituent à l'égard des tiers porteurs, une manifestation de volonté unilatérale. C'est alors, semble-t-il, qu'on peut produire ici les arguments donnés en faveur de la théorie de l'engagement unilatéral par la rédaction du titre, invoquer les précédents historiques en droit romain et en droit germanique, et conclure en admettant que, contrairement au principe traditionnel d'après lequel un accord de volontés *entre les parties* est nécessaire pour créer une obligation, l'engagement unilatéral de l'une d'elles (à l'égard du tiers porteur, le souscripteur et le premier preneur ne sont qu'une seule partie), est suffisant, dans un certain nombre de cas, pour produire le même effet. C'est ainsi qu'on expliquerait la stipulation pour autrui, et, comme application à notre matière, le droit du bénéficiaire d'un contrat d'assurance sur la vie au profit d'un tiers déterminé (V. I<sup>re</sup> partie).

L'idée d'un engagement direct du souscripteur du titre envers tous les tiers porteurs a en outre le mérite de concilier deux solutions en

Cette preuve doit comprendre deux faits : l'événement, et la disparition de la police pendant que cet événement s'est produit. L'événement, un incendie ou une inondation par exemple, est en général facile à prouver. Mais la preuve que la police a péri durant cet événement est, au contraire, presque impraticable. « Et cependant il faut, pour que le « droit soit conservé, que cette preuve soit faite d'une façon « complète, et non par de simples indices ; on comprend « en effet que, si ces indices suffisaient, le débiteur (dans « notre cas la Compagnie), s'exposerait à payer une seconde « fois le montant du titre (de la police), dans le cas où le « titre, au lieu d'avoir péri, serait entre les mains d'un « tiers... La preuve de la destruction du titre est d'autant « plus difficile qu'elle est complexe ; elle comprend la « preuve : 1<sup>o</sup> que le titre, portant tel numéro, était entre les « mains du demandeur ; 2<sup>o</sup> que ce titre existait dans l'im-

apparence opposées : l'inopposabilité des exceptions au porteur actuel, et le maintien, à son égard, des sûretés consenties par le souscripteur.

Ainsi le souscripteur est engagé envers tous les porteurs, mais envers eux seulement. Si l'un d'eux est dépossédé de son titre, ne va-t-il pas en résulter par là même (c'est à cette question que nous voulions arriver), que son droit sera perdu en même temps que son titre, puisque la créance est incorporée dans le titre ? M. Wahl démontre que cette conséquence n'est pas nécessaire : « l'incorporation signifie seulement que le « débiteur ne peut et ne doit exiger aucune justification du porteur du titre ; tant que le titre existe, le droit en est inséparable... La créance est « incorporée au titre parce que le titre indique lui-même ou est censé indiquer que son porteur a le droit d'exiger la prestation promise, et sous-entend que son propriétaire a le droit de la garder. Mais une fois que le « titre est détruit, la créance est-elle aussi détruite ? Non, l'incorporation « suppose la persistance du titre et cesse avec sa destruction ». La solution est la même en cas de *perte* ou de *vol* ; le propriétaire dépossédé n'en reste pas moins propriétaire du titre, il n'en perd que la détention ; il reste donc propriétaire de la créance ; seulement il n'est pas en mesure de la faire valoir, puisque le titre doit être présent.

On voit donc que la survivance du droit du propriétaire dépossédé n'est pas en contradiction avec le principe de l'incorporation de la créance dans le titre.

« meuble ou dans l'objet mobilier détruit ; 3<sup>o</sup> qu'il a été « détruit en même temps que cet objet, et qu'il n'a été ni « volé pendant l'organisation des secours, ni ramassé par « un tiers » (M. Wahl, *loc. cit.*). Ces conditions sont tellement rigoureuses qu'en fait elles enlèvent à peu près toute utilité pratique au droit qu'on vient de reconnaître au porteur dont le titre a été détruit (1).

Supposons maintenant que la police ait été perdue ou volée. La situation du propriétaire dépossédé sera encore aggravée. La Compagnie peut toujours craindre qu'un tiers porteur de bonne foi lui présente le titre qui peut-être, au moment de la perte ou du vol, était revêtu d'un endossement nominatif ou d'un endossement en blanc. Comment, dans ces conditions, pourrait-on la contraindre à payer entre les mains du propriétaire, en supposant même la perte ou le vol établis d'une façon non douteuse ? Le propriétaire dépossédé sera sans aucun droit à l'égard de la Compagnie.

La Compagnie elle-même n'est pas dans une situation beaucoup meilleure ; elle se trouve privée du droit qu'a tout débiteur de se libérer en faisant à son créancier des offres réelles suivies, en cas de refus, de consignation. En effet, la Compagnie ne peut pas faire d'offres au porteur de la police, qui lui est inconnu. Et les offres qu'elle ferait au réclamant soi-disant dépossédé seraient nulles à l'égard du tiers qui se présenterait plus tard porteur de la police.

(1) Buchère (*Etude sur les titres au porteur perdus ou volés*, p. 67 et s.) trouve cependant un cas où la destruction du titre serait prouvée sans erreur possible : « c'est celui où ce titre aurait été calciné dans un incendie, « sans être réduit en cendres, de manière qu'on puisse encore en vérifier « la nature et les numéros ». Mais, outre le peu de portée pratique de cette hypothèse, elle se réfère plutôt à un cas d'*altération matérielle* du titre qu'à un cas de *destruction*.



Donc, n'étant dispensée par aucune loi des formalités de l'article 1259 du Code civil, la Compagnie ne peut se libérer en consignat, puisqu'il lui est impossible de faire à qui de droit des offres préalables (1). Telle serait du moins la solution dans la rigueur des principes ; mais la jurisprudence, comme on le verra plus loin, semble accorder d'une façon générale à la Compagnie le droit de se libérer par une consignation (V. *infra*).

Plusieurs moyens sont employés en pratique pour remédier à la situation fâcheuse du propriétaire du titre qui en a été dépossédé par perte ou par vol. Parfois la Compagnie verse le capital assuré entre les mains du propriétaire dépossédé ou de ses ayants cause, en échange d'une sûreté réelle ou personnelle ; mais elle hésitera à employer un tel moyen, qui lui impose l'obligation de surveiller la solvabilité de la caution pendant trente ans, ou qui l'expose à tous les inconvénients, à toutes les incertitudes des sûretés hypothécaires (V. Bailly, *op. cit.*, p. 204, 205, *ad notam*). Une meilleure solution est celle qui a été prescrite par un jugement du tribunal de la Seine du 11 août 1876 (B. de M., 3, 215), et qui était couramment employée en cas de perte d'un titre au porteur, avant la loi du 15 juin 1872. La Compagnie est autorisée à consigner le montant du capital assuré ; la Caisse des Dépôts et Consignations fait emploi de ce capital à l'acquisition d'un titre de rente sur

(1) M. Bailly (*op. cit.*, p. 110 et s.) propose d'appliquer aux polices d'assurance à ordre la disposition de la loi du 6 thermidor de l'an III, qui permet au débiteur, si le porteur ne se présente pas dans les trois jours qui suivent l'échéance, de déposer la somme entre les mains du receveur de l'enregistrement (entre les mains du préposé de la Caisse des Dépôts et Consignations depuis l'ordonnance du 3 juillet 1816), dans l'arrondissement duquel l'effet est payable. Quoi qu'on puisse penser de la valeur théorique de cette solution, on n'a jamais tenté, à notre connaissance, de la mettre en pratique.

l'État, au porteur, qui ne sera remis au bénéficiaire dépossédé de la police qu'après l'expiration de trente années à dater du jour du décès. Durant cette période de temps, le bénéficiaire « est autorisé à toucher de la Caisse des Consignations les arrérages de la rente au fur et à mesure des échéances, à la charge de fournir à ladite Caisse, en rente sur l'État ou en toute autre valeur acceptée par elle, un cautionnement représentant cinq années desdits arrérages ; à payer lesquels arrérages sera la Caisse des Consignations contrainte, quoi faisant sera bien valablement quitte et libérée ».

Cette solution est assez favorable au bénéficiaire. Sans doute il ne peut disposer du capital assuré, mais il en touche du moins les revenus ; en outre, l'opération est particulièrement avantageuse pour les bénéficiaires qui y ont eu recours durant les vingt-cinq dernières années, à raison de la hausse constante qu'ont subie les rentes sur l'État pendant cette période. Mais cette solution ne sauvegarde pas d'une façon complète les intérêts de la Compagnie, qui reste exposée, après l'expiration du délai de trente ans, aux réclamations des tiers porteurs au profit de qui la prescription aurait été suspendue ou interrompue, et entre les mains desquels elle serait tenue d'effectuer un second paiement.

Dans le même ordre d'idées, un autre moyen consiste à faire emploi du capital assuré à l'acquisition d'un titre de rente au *nom*, ou *pour le compte* du bénéficiaire dépossédé (Trib. civ. de la Seine. 26 mars 1879, B. de M., 3. 236). Cette combinaison, comme le remarque M. Bailly (*op. cit.*, p. 205 *ad not.*), est encore plus dangereuse pour la Compagnie que la précédente. En supposant qu'un tiers porteur se présente, la Compagnie sera naturellement forcée de le

payer, et quand elle agira ensuite contre le bénéficiaire, elle se trouvera complètement désarmée, si on refuse tout effet à une saisie de son chef sur le titre, à raison du principe de l'insaisissabilité des rentes sur l'État. Si au contraire, conformément à la dernière jurisprudence de la Cour de cassation (2 juillet 1894, *Gaz. des trib.*, 4 et 21 juillet 1894), on admet qu'une telle saisie est possible, la Compagnie ne pourra pas soutenir que ce titre est affecté exclusivement à sa créance, car elle n'a aucun privilège ; elle devra donc subir le concours des créanciers du bénéficiaire sur le produit de la vente du titre.

On peut donc donner aux parties le conseil pratique de faire intervenir entre elles un jugement d'accord reproduisant à peu près la solution donnée par le jugement du tribunal de la Seine du 11 août 1876, précité. Cette solution, qui est loin d'être parfaite, semble encore la moins mauvaise de toutes celles qui ont été proposées. Mais, pour qu'elle puisse être appliquée, il est nécessaire qu'un jugement intervienne, du moins en ce qui concerne l'emploi du capital assuré à l'acquisition d'un titre de rente. Quant à la faculté pour la Compagnie de se libérer en versant à la Caisse des Dépôts le montant du capital, il est aujourd'hui de jurisprudence constante que c'est là, dans tous les cas, un droit pour elle (V. notamment Cour de Paris, 13 décembre 1851, B. de M., 2.128 ; Trib. civil de la Seine, 17 juin 1873, B. de M., 3.171 ; *idem*, 26 mars 1879, précité ; *idem*, 12 février 1881, B. de M., 3.266).

Ainsi le défaut de présentation de la police payable à ordre est un obstacle absolu au paiement du capital assuré. Mais, pour qu'il en soit ainsi, il faut qu'il s'agisse bien véritablement d'une police transmissible par endossement. Or, on a vu qu'un certain nombre de polices exi-

gent, au moment du transfert par endossement, l'accomplissement de formalités révélant à la Compagnie le changement de créancier. Il en est ainsi quand il doit être donné à la Compagnie avis ou notification de la transmission (polices n<sup>os</sup> 2, 3, 6 et 7), ou encore quand le transfert doit figurer sur les deux doubles de la police (police n<sup>o</sup> 6), ou enfin lorsque le consentement du tiers assuré doit être fourni à la Compagnie (cette dernière exigence se retrouve dans *toutes* les polices citées plus haut). Dans tous ces cas, le bénéficiaire dépossédé ne pourra-t-il pas se prévaloir du défaut d'accomplissement des formalités requises, et exiger de la Compagnie le paiement du capital assuré, en alléguant que la Compagnie ne court aucun risque, puisqu'à supposer la police entre les mains d'un tiers porteur, celui-ci ne pourra pas agir contre elle, précisément à raison du non-accomplissement de ces formalités ?

Tout d'abord il est certaines des polices indiquées plus haut qui ne sont pas réellement des titres à ordre, mais dont la transmission s'opère par voie de transfert sur le titre même (v. p. 139 et *infra*). Nous n'avons pas à nous en occuper ici.

Quant aux polices réellement transmissibles par endossement, l'exigence à leur égard d'une notification du transfert à la Compagnie, ou de l'endossement sur les deux doubles de la police n'est considérée, par les tribunaux, que comme une simple mesure administrative dont l'inaccomplissement ne peut en rien modifier les effets de l'endossement (v. *suprà*, p. 140-141). Le propriétaire dépossédé ne pourra donc pas prétendre que le tiers porteur de sa police est désarmé ; on ne pourra opposer à ce dernier le non-accomplissement des formalités requises.

Il faut en dire autant de la clause qui exige le consen-

tement du tiers assuré au transfert. On ne peut rien conclure, au moment où le propriétaire dépossédé, ou plutôt ses héritiers, réclament le paiement à la Compagnie, de l'absence d'une notification de ce consentement. Il peut être notifié à n'importe quelle époque, et même, après le décès du tiers assuré, par ses héritiers (Limoges, 1<sup>er</sup> déc. 1836, B. de M., 2. 27). Et, en outre, ce qu'il y a d'essentiel, c'est le consentement lui-même ; le dépôt ou la notification du document dans lequel ce consentement est exprimé n'est qu'une mesure d'ordre intérieur, dont l'exécution n'est pas une condition essentielle de la validité du transport. Enfin ne pourrait-on pas soutenir que le consentement de l'assuré à tous transferts à venir résulte suffisamment de l'endos à l'ordre d'un précédent cessionnaire, signé par le titulaire de la police (Trib. com. de la Seine, 7 juin 1888, *J. des Ass.*, 1888, p. 482) ? La Compagnie, on le voit, s'exposerait, en consentant à un premier paiement, entre les mains du bénéficiaire dépossédé, à en effectuer un second entre celles du tiers porteur. L'absence d'une notification ou d'un dépôt du consentement du tiers assuré ne changera donc rien à la situation faite au propriétaire dépossédé ; il ne pourra s'en prévaloir pour exiger le paiement du capital assuré.

#### SECTION IV. — L'endossement est-il un mode de transfert approprié au contrat d'assurance sur la vie ?

Au cours des développements qui précèdent, il a été dit souvent que l'endossement n'est pas un mode de transfert avantageux, lorsqu'il s'agit de faire passer à un tiers le bénéfice du contrat d'assurance. Il importe maintenant



d'insister un peu sur cette vérité, qui, jusqu'ici, a été simplement énoncée.

On a vu plus haut que la lettre de change et le billet à ordre, pour lesquels l'endossement a été créé, ont été considérés par les rédacteurs du Code de commerce surtout comme des effets de circulation, comme des papiers de crédit, comme une sorte de monnaie commerciale. Tous les effets de l'endossement tendent à faciliter la rapide négociation du titre à ordre. Plusieurs des règles relatives au paiement des effets à ordre ne s'expliquent que si l'on suppose que l'effet a beaucoup circulé, a passé entre les mains d'un grand nombre de personnes, toutes responsables du paiement à l'échéance, et ayant par suite un grand intérêt à être promptement fixées sur leur situation.

On peut donc dire d'une manière générale, que *l'endossement est essentiellement le mode de transfert des effets de circulation*. « Sa destination, sa fonction, sa raison « d'être, dit M. Bailly (*op. cit.*, p. 234), c'est de réduire à sa « plus simple expression la formalité nécessaire pour opérer la transmission des titres dont on veut favoriser la « rapide négociation. » Et on peut ajouter que ce résultat est parfaitement obtenu en pratique par l'insertion de la clause à ordre, qui fonctionne d'une façon parfaite tant qu'on l'applique à des titres qui ne lui répugnent pas par leur nature.

Si maintenant on veut apprécier son rôle et ses effets lorsqu'elle est insérée dans une police d'assurance à ordre, deux questions doivent être examinées successivement : la police d'assurance est-elle un effet de circulation ? L'insertion de la clause à ordre dans cette police donne-t-elle de bons résultats pratiques ?

§ 1. — La police d'assurance n'est pas un effet de circulation.

Sur le premier point, nous espérons établir : que la police d'assurance n'est pas, dans l'intention des parties, une valeur destinée à beaucoup circuler ; — qu'en fait elle ne circule guère ; — qu'il serait même dangereux de la soumettre à des négociations multiples.

Quelle est l'intention de l'assuré signataire d'une police ? Il cherche à se garantir, lui ou les siens, d'un risque de vie ou d'un risque de mort ; il fait un contrat de prévoyance ; en économisant sur ses revenus le montant des primes, il entend se mettre à l'abri de la misère résultant d'une vieillesse improductive, ou mettre sa famille à l'abri des conséquences que pourrait présenter sa disparition prématurée. C'est là le but essentiel, le caractère normal de tout contrat d'assurance sur la vie. Si la police revêt la forme à ordre, dira-t-on que les intentions de l'assuré sont tout autres, qu'il a entendu avant tout se créer une valeur dont il puisse faire argent, le cas échéant, en l'utilisant comme un papier-monnaie ? Non ; la forme à ordre de la police ne modifie pas le contrat d'une façon si profonde. Si l'assuré avait eu l'intention de spéculer, il aurait employé d'autres moyens ; il n'aurait pas immobilisé une partie de ses revenus pour créer un capital dont la négociation ne sera facile, nous le verrons tout à l'heure, que lorsque l'événement prévu au contrat sera réalisé. La spéculation, pour lui, serait bien peu avantageuse, et, le plus souvent, il ne tirerait de sa police qu'un prix inférieur à sa valeur réelle, l'acheteur ne devant en somme compter que sur le montant du rachat de la police, seule valeur actuelle. En signant une police à ordre, l'assuré a entendu, avant tout,

se garantir d'un risque, et, très accessoirement, éviter des frais considérables et des lenteurs, pour le cas où, contrairement à ses prévisions, il serait forcé d'aliéner le bénéfice de son contrat, ou pour le cas, plus fréquent, où il voudrait en gratifier un tiers (encore, dans ce dernier cas, l'endossement est-il, comme on l'a vu plus haut, un bien mauvais moyen pour l'assuré de réaliser ses intentions).

La police d'assurance à ordre circule-t-elle beaucoup, en fait ? Tous les praticiens reconnaissent que sa circulation est des plus restreintes. Et on se l'explique facilement. Elle n'offre aucun des caractères propres aux valeurs de circulation ; elle ne représente pas une somme déterminée, sauf en ce qui concerne la valeur de rachat ; elle n'a pas une échéance fixe ni courte, le décès de l'assuré se plaçant à une époque absolument indéterminée, et ordinairement éloignée ; elle ne peut pas, à l'échéance, être échangée immédiatement soit contre espèces, soit contre marchandises réalisables dans un bref délai (comme c'est le cas pour les warrants et les connaissements). Or ce sont là précisément des conditions que réalisent, au moins en partie, toutes les valeurs de circulation. En outre le cessionnaire doit toujours, avant de traiter, se renseigner sur la valeur de rachat de la police, car il agira prudemment en ne comptant que sur cette valeur, le capital assuré n'étant dû que sous la condition du paiement des primes qui reste, on l'a vu, une simple faculté pour l'assuré endosseur. C'est encore là un obstacle à la rapidité de la négociation. Aussi les polices d'assurance endossables circulent si peu que l'assuré endosseur néglige quelquefois de se dessaisir du titre, parce que, dans sa pensée, la transmission ne doit s'opérer qu'après décès (V. Bailly, *op. cit.*, p. 235, *ad notam*). « Ce sont dans ce cas les héritiers qui

« trouvent dans le secrétaire de l'assuré le contrat endossé  
« à un tiers bénéficiaire. »

Enfin, doit-on désirer que les polices d'assurance endossables soient l'objet de négociations fréquentes? « Faire  
« de la police un titre transmissible par la voie facile des  
« effets négociables, dit Montluc (1), la livrer à la cir-  
« culation publique, c'est dénaturer le contrat, c'est le dé-  
« truire ; c'est mettre dans le commerce ce qui appartient  
« à l'esprit de conservation des familles ; c'est faire et dé-  
« faire ce qu'on a fait. » On doit se féliciter de voir que, malgré l'insertion de la clause à ordre, les polices d'assurance ne jouent pas le rôle d'effets de circulation ; autrement on aboutirait à des spéculations immorales portant sur la vie de l'assuré. Or, « la vie d'un homme n'est pas  
« une marchandise, dit avec raison M. Dubois (*Moniteur  
« des Assurances*, 1890, p. 606) ; l'intérêt du commerce  
« n'exige pas qu'on puisse en disposer rapidement comme  
« s'il s'agissait d'un chargement de blé ou de suif qui  
« change vingt fois de propriétaire avant d'arriver au port ». Somme toute, en supposant que les polices d'assurances endossables deviennent des effets de circulation, toutes les objections autrefois élevées contre la moralité du contrat d'assurance lui-même se trouveraient justifiées ; il n'y a pas lieu de s'en étonner, car on n'échappe à ces objections qu'en conservant strictement au contrat d'assurance son caractère d'œuvre de prévoyance, et la circulation incessante des polices à ordre lui enlèverait précisément ce caractère.

On peut donc conclure que la police d'assurance n'est, ni en fait ni en droit, un effet de circulation. C'est ce que reconnaissent la Cour de Besançon (27 mars 1876, B. de M., 2.520) et le tribunal civil de la Seine (16 juillet 1886,

(1) *Des Assurances sur la vie dans leurs rapports avec les principes du droit civil*, p. 237.

*Journ. des Ass.*, 1887, 413). Même lorsqu'elles prennent la forme à ordre, les polices d'assurances ne jouent pas le rôle d'effets de commerce, car ce rôle est contraire à l'intention des parties, et à la nature même du contrat d'assurance sur la vie.

**§ 2. — Inconvénients pratiques de la police  
d'assurance à ordre.**

Du moins, le transfert par endossement d'une police d'assurance présente-t-il des avantages sérieux, dans les limites relativement restreintes où ce transfert s'exerce en pratique ? On ne saurait nier qu'il réalise certaines économies de temps et d'argent sur la cession du droit civil. Mais, comme contre-partie, que d'inconvénients il présente, que de difficultés il soulève ! Inconvénients pour l'assuré qui veut gratifier un tiers du bénéfice du contrat, et qui ne peut faire de ce tiers qu'un simple mandataire, en raison de l'absence de mention de la valeur fournie, ou bien, s'il mentionne une valeur fictive, s'expose à voir sa disposition attaquée par les intéressés qui parviendraient à prouver la simulation. Inconvénient pour les endosseurs successifs qui sont garants solidaires du paiement à l'échéance, quand ils ont omis d'endosser avec la clause sans garantie, responsabilité parfois lourde, si on admet avec nous que les exceptions du chef de l'assuré endosseur sont opposables au tiers porteur. Inconvénient pour l'assuré endosseur qui, même en cas de clause sans garantie, sera solidairement responsable du non-paiement basé sur un fait qui lui est personnel. Inconvénient pour la Compagnie, si on admet, contrairement à la solution proposée, que les exceptions opposables à l'assuré ne seront pas toutes opposables au



tiers porteur. Enfin, en cas de perte ou de vol de la police, inconvénient à la fois pour la Compagnie et pour le propriétaire dépossédé : la Compagnie qui a consigné, suivant le droit que lui accorde la jurisprudence, restant exposée à l'action du tiers porteur de bonne foi au profit de qui la prescription aurait été suspendue ou interrompue ; et le propriétaire dépossédé pouvant tout au plus toucher les arrérages de la rente pour l'acquisition de laquelle il a été fait emploi du capital assuré.

Si on ajoute à ces inconvénients la difficulté qu'on éprouve souvent à concilier les principes de l'endossement avec les conditions de la police, notamment en ce qui concerne l'exigence de certaines formalités de publicité incompatibles avec la clause à ordre, on sera peut-être en droit de conclure que l'insertion de la clause à ordre dans les polices d'assurances sur la vie est une combinaison illogique et peu satisfaisante ; illogique, parce que l'endossement est le mode de transfert des effets de circulation, et que la police d'assurance n'est pas un de ces effets ; peu satisfaisante, en raison des difficultés de tout genre auxquelles les parties se trouvent exposées, lorsqu'elles ont eu recours à ce moyen de transmission.

Les praticiens ont depuis longtemps admis cette conclusion ; plusieurs Compagnies, dans leurs instructions générales aux agents, recommandent à ceux-ci de déconseiller l'insertion de la clause à ordre dans les polices et le transfert par endossement. M. de Courcy, administrateur de la *Compagnie d'assurances générales*, M. Dubois, sous-directeur de la même Compagnie, M. Adan, directeur de la *Compagnie royale belge*, se sont montrés les adversaires résolus de ce mode de transfert. Au point de vue professionnel, M. de Courcy, se basant sur cet axiome que

les risques qui tentent la spéculation sont de mauvais risques, pense que l'intérêt bien entendu des Compagnies devrait les amener à renoncer à l'endossement, si favorable à la spéculation (V. *Précis de l'assurance sur la vie*, p. 220 et s.). M. Bailly (*op. cit.*, p. 240) ajoute, dans le même ordre d'idées, que la réalisation, par la voie du rachat, de la valeur actuelle de la police est une conséquence fréquente de la négociation de cette police, le nouveau titulaire, qui a entendu faire un acte de spéculation, étant d'ordinaire assez peu disposé à attendre l'échéance du contrat. D'où il suit que les Compagnies qui facilitent le trafic de leurs polices, en déclarant ces polices susceptibles d'être transmises par la voie simple et rapide de l'endossement, rendent plus nombreux les rachats, contrairement à leur intérêt, qui est qu'une police reste en vigueur jusqu'à l'expiration du délai pour lequel elle a été souscrite.

Devant un tel accord, si justement motivé, on ne peut, semble-t-il, qu'exprimer le vœu de voir l'endossement disparaître, comme mode de transfert des polices d'assurance sur la vie. Les Compagnies devraient provoquer une entente entre elles, pour son abolition.

#### SECTION V. — Mise en gage d'une police d'assurance par endossement.

Dans les développements qui précèdent, on a toujours supposé que l'endossement d'une police d'assurance avait pour but de transférer la propriété de cette police ; il peut se faire aussi que l'assuré désire constituer en gage son contrat. Peut-il avoir recours à l'endossement pour obtenir ce résultat, pourvu, bien entendu, que sa police soit à ordre ?

Un cas se présente tout d'abord, où il n'y a pas de difficulté : c'est celui où il s'agit d'un nantissement commercial. L'article 91, alinéa 2, du Code de commerce dispose expressément que « le gage, à l'égard des valeurs négociables, peut aussi être établi par un endossement régulier, indiquant que les valeurs ont été remises en garantie ». L'expression *valeurs négociables*, que le Code emploie ici, est un peu trop large, suivant la remarque de MM. Lyon-Caen et Renault (*Précis*, I, n° 694 *ad notam*), la lecture du paragraphe 3 du même article montrant clairement qu'il ne s'agit ici que des titres à ordre. Dès lors la police à ordre pourra, sans aucune difficulté, être donnée en gage par le procédé de l'endossement, lorsque l'assuré sera commerçant, ou bien lorsque la constitution de gage aura lieu pour garantir une dette commerciale (V. Lefort, *op. cit.*, II, p. 185 ; Couteau, *op. cit.*, II, p. 355 ; Debray, *op. cit.*, p. 271 ; Deslandres, *op. cit.*, p. 229).

Reste le cas où il s'agit d'une constitution de gage civil. La raison de douter est que la loi du 23 mai 1863, modificative de l'article 91 du Code de commerce, semble prévoir seulement le nantissement commercial. Aux yeux de certains auteurs (Couteau, *op. cit.*, p. 333 ; Lefort, *loc. cit.*), la police d'assurance ne peut plus être donnée en gage par endossement lorsqu'il ne s'agit pas d'un gage commercial, ou, du moins, le procédé de l'endossement ne peut pas se suffire à lui-même, et, vis-à-vis des tiers, la constitution de gage ne prendra d'existence que par l'accomplissement des formalités de l'article 2075 du Code civil.

L'opinion contraire a été soutenue, avec raison croyons-nous. Du moment que l'on admet la possibilité d'insérer la clause à ordre dans une police d'assurance sur la vie (V. *suprà*, p. 402 et s.), on doit reconnaître par là même que

l'endossement d'une telle police présente tous les caractères essentiels résultant de l'insertion de cette clause. Or l'un de ces caractères est précisément la dispense de toute formalité de publicité à l'égard des tiers ; on ne fait pas de difficulté pour l'admettre lorsqu'il s'agit d'un endossement translatif de propriété ; pourquoi en serait-il autrement lorsque l'endossement a pour objet de réaliser une constitution de gage ? qui ne voit le parallélisme étroit que présentent les dispositions des articles 1690 et 2075 du Code civil ? Si l'endossement, en principe, se suffit à lui-même, il doit en être ainsi, qu'il s'agisse d'un transfert de propriété, ou d'une constitution de gage, et tout ce qui a été dit plus haut pour écarter la disposition de l'article 1690 trouverait sa place ici, pour écarter celle de l'article 2075.

Ainsi donc, d'une façon générale, on doit admettre que l'article 2075 du Code civil ne reçoit plus son application, dès l'instant que les parties ont recours à l'endossement. « La véritable raison pour laquelle la signification est inutile, dit fort bien M. Debray (*op. cit.*, p. 272), se puise « dans le caractère nouveau de la créance, qui, par son incorporation au titre, a changé de nature, et par conséquent d'existence, aussi bien quant à sa mise en gage que quant à sa transmission. » (V. dans le même sens : Herbault, *op. cit.*, p. 200 ; Deslandres, *op. cit.*, p. 229.)

Reste l'objection tirée de l'alinéa 2 de l'article 94 du Code de commerce, qui restreindrait la possibilité d'une constitution de gage par endossement aux seuls cas où il s'agit d'un nantissement commercial ; cette objection, à notre avis, ne serait pas absolument décisive, et elle ne suffirait pas à motiver l'exigence de l'application de l'article 2075.

On pourrait dire en effet que ce texte, dont la portée d'application est restreinte au droit commercial, n'empêche pas qu'on doive admettre le principe de l'extension indéfinie de la clause à ordre (V. p. 102 et s.). Ce principe admis, on doit l'appliquer aussi bien en ce qui concerne l'endossement réalisant une constitution de gage, qu'en ce qui concerne l'endossement translatif de propriété.

Mais il y a plus ; la disposition de l'article 91, alinéa 2, du Code de commerce s'applique, d'après des autorités considérables, aussi bien à la constitution d'un gage civil qu'au nantissement commercial ; elle est commune à tous les titres à ordre. « L'application des alinéas 2 et 3 de l'article 91, disent MM. Aubry et Rau (*Cours de droit civil français*, IV, § 433-1<sup>o</sup>), est indépendante et de la qualité de commerçant ou de non-commerçant de celui qui constitue le gage, et de la nature commerciale ou civile de la créance pour sûreté de laquelle il est établi. » L'opinion de MM. Lyon-Caen et Renault n'est pas moins formelle ; « l'alinéa 2 de l'article 91 s'applique à tous les titres à ordre : billets à ordre, lettres de change, polices d'assurance maritime ou *sur la vie*, etc. » (*Traité*, III, n<sup>o</sup> 271 *in fine*).

Ainsi donc la solution logique, celle que commandent les principes, consiste, à notre avis, à admettre dans tous les cas l'emploi de l'endossement pour la mise en gage d'une police d'assurance. Il faut bien reconnaître, cependant, que cette solution n'a pas prévalu, surtout dans la jurisprudence. Certains arrêts reconnaissent la validité du nantissement d'une police d'assurance à ordre affectée par endossement à la garantie d'une dette commerciale, mais semblent bien dire qu'il n'en serait plus ainsi si l'on ne se trouvait pas en présence d'un acte de commerce (V. notamment Dijon, 3 avril 1874, B. de M., 2.483 ; Trib. civ.



de Lille, 14 août 1890, *J. des Ass.*, 1890, p. 476). Le jugement du tribunal de la Seine du 7 mars 1894 (*Rec. pér. des Ass.*, 1894, p. 258) a même été plus loin : il décide expressément que le gage constitué par voie d'endossement sur une police à ordre pour sûreté d'une dette civile est nul à l'égard des tiers.

Il n'est pas impossible, cependant, de trouver des décisions en sens contraire. C'est ainsi qu'un jugement du Tribunal civil de Lyon du 3 avril 1889 (*Ann. de Dr. com.*, 1889, p. 169) admet que l'endossement « peut être employé pour affecter une police à titre de nantissement à la garantie d'une dette ». Dans l'espèce, l'endossement était irrégulier (il n'était pas fait mention de la valeur fournie) (1) et le tribunal, se basant sur ce motif, exige avec raison l'application de l'article 2075 du Code civil, qui reprend tout son empire, l'endossement étant écarté, ou tout au moins n'ayant que la valeur d'une simple procuration.

Quoi qu'il en soit, on peut dire que la tendance générale de la jurisprudence est, encore aujourd'hui, de ne pas admettre la mise en gage de la police à ordre par endossement. D'ailleurs, dans ces dernières années on ne trouve guère de décisions rendues à ce sujet, ce qui prouve que la question paraît à peu près tranchée. On peut regretter que ce soit dans ce sens, et, pour être logique, on devrait ou bien écarter le procédé de l'endossement, aussi bien comme mode de transmission que comme mode d'impignoration de la police (solution dont nous ne nous plaindrions pas, à raison des difficultés si nombreuses soulevées par l'insertion de la clause à ordre dans une police d'assurance), ou

(1) L'endossement d'une police à titre de gage doit être libellé : valeur en garantie. Cette mention est suffisante (Paris, 20 fév. 1894, *Gaz. du Pal.*, 1894, 1<sup>er</sup> sem., p. 394).

bien admettre l'endossement avec sa portée d'application habituelle, pouvant servir à réaliser soit un transfert de propriété, soit une mise en gage (1). Dans la situation actuelle, l'impignoration d'une police d'assurance par voie d'endossement est, selon l'expression de M. Bailly (*op. cit.*, p. 282), « un mode hasardeux, plein d'incertitude », et on peut donner aux parties le conseil pratique d'avoir plutôt recours à l'avenant qui, ainsi qu'on le verra plus loin, présente, à cet égard comme à beaucoup d'autres, des avantages réels sur l'endossement, ou bien encore d'accomplir les formalités de l'article 2075 du Code civil, du moins si l'on admet, suivant l'opinion générale que, pour le nantissement d'un titre à ordre, les parties ont le choix entre l'endossement et les formalités du droit civil (dans ce sens, MM. Lyon-Caen et Renault, *Traité*, III, n° 277).

**APPENDICE : L'endossement d'une police d'assurance  
est-il une cession ?**

L'étude des effets de l'insertion de la clause à ordre va nous permettre d'examiner la question suivante, qui avait été réservée dans la I<sup>re</sup> partie : L'endossement d'une police d'assurance sur la vie constitue-t-il une cession, une transmission ?

(1) Nous citons pour mémoire l'arrêt de la Cour de Paris, du 11 mars 1896 (D. P. 1896.2.432), qui pose, sans la résoudre expressément, la question de savoir si « une police à ordre peut être donnée en nantissement « par un non-commerçant pour une dette non commerciale, par voie d'endossement, à titre de garantie, et sans l'accomplissement des formalités « prescrites par l'article 2075 du Code civil ». L'esprit général de cette décision paraît pencher vers la négative, conformément à la jurisprudence antérieure.

A vrai dire cette question n'est pas, semble-t-il, de celles qu'on peut trancher par une simple affirmation ou une simple négation. La réponse ici paraît plus complexe ; en tenant compte des résultats fournis par les analyses qui précèdent, nous la formulerons ainsi :

L'endossement d'une police d'assurance n'est pas une cession en ce sens que le porteur actuel n'est pas l'ayant cause de son endosseur, qui serait lui-même l'ayant cause de l'endosseur précédent, et ainsi de suite, en remontant jusqu'au premier endosseur qui est, nous le supposons, l'assuré. S'il en était ainsi, les exceptions opposables à chacun des endosseurs précédents le seraient aussi au porteur actuel ; or c'est ce que nous n'avons pas admis. En réalité il y a, dans l'endossement d'une police à ordre, engagement direct de la Compagnie débitrice envers tous les porteurs quels qu'ils soient, de payer le capital assuré qui, à l'échéance, aurait été versé à l'assuré lui-même, s'il n'avait pas endossé sa police. Sur ce point l'endossement d'une police d'assurance produit les mêmes effets que l'endossement d'un effet de commerce ; on voit donc qu'*il faut écarter l'idée de cession, du moins dans les rapports entre le porteur actuel et les endosseurs intermédiaires.*

Mais faudra-t-il aller plus loin, et soutenir que, même dans les rapports entre l'assuré premier endosseur et le porteur actuel, on doit écarter toute idée de cession ? Il ne le semble pas. Tout se passe comme si ce porteur était l'ayant cause de cet assuré endosseur ; c'est ainsi que, suivant nous, les exceptions opposables à l'assuré le sont aussi au porteur. Et, si l'on veut conserver l'idée d'un engagement direct pris par la Compagnie envers le porteur actuel, idée qui est commode pour expliquer la non-opposabilité à ce porteur des exceptions personnelles aux endosseurs

intermédiaires, il faudra dire que l'engagement pris par la Compagnie envers le porteur a pour mesure et pour limite l'engagement qu'avait pris la Compagnie envers l'assuré. On a en effet essayé de démontrer qu'il en était ainsi pour tous les titres à ordre qui ne constituent pas des actes abstraits, mais qui ont seulement pour objet de transférer au porteur les obligations nées d'un contrat antérieur auquel ils se réfèrent.

On voit donc qu'en somme, *tant que l'on s'en tient aux rapports entre l'assuré endosseur et le porteur actuel, on peut dire qu'il y a cession, ou que du moins tout se passe comme s'il y avait cession..* Il s'agit bien entendu d'une cession d'une nature toute particulière, opérée dans des conditions spéciales, libérée des entraves de la cession civile, avec laquelle on doit se garder de la confondre. D'autre part, l'endossement d'une police d'assurance n'est pas non plus une opération identique à l'endossement d'un effet de commerce, ou, d'une manière plus générale, à l'endossement d'un titre à ordre constituant un acte abstrait. C'est un mode de cession *sui generis*, qui n'est pas employé du reste dans la seule matière des assurances, mais qui se présente, avec les caractères qu'on vient de lui reconnaître, toutes les fois qu'il s'agit de transférer par endossement un titre à ordre qui ne constitue pas un acte abstrait, un acte non causé.

## CHAPITRE II

### CESSION SELON LE DROIT CIVIL.

#### SECTION I. — Cession civile proprement dite.

L'assuré peut disposer du bénéfice de son contrat en ayant recours à une cession selon le droit civil. Le bénéficiaire désigné dans le contrat a le même droit, que l'on doit aussi reconnaître au bénéficiaire désigné par un acte postérieur au contrat, pourvu que l'un et l'autre aient accepté. En un mot le droit de disposer du bénéfice du contrat appartient au souscripteur lui-même ou au bénéficiaire qui, par son acceptation, a pris la place de ce souscripteur. Quant au bénéficiaire qui céderait son droit à un tiers avant d'avoir accepté lui-même, il ne céderait en principe qu'un droit révocable comme le sien. Mais on pourrait considérer, semble-t-il, le fait de la cession comme impliquant de sa part acceptation tacite, ce qui rendrait son droit définitif (V. *suprà*, I<sup>re</sup> partie).

Toutes les fois que le contrat d'assurance est cédé par le procédé du droit civil, il est clair qu'il y a transmission, mutation de propriété, quand bien même ce contrat aurait été passé au profit d'un tiers bénéficiaire, en vertu d'une stipulation pour autrui. Si ce tiers bénéficiaire est une personne indéterminée, le souscripteur cédant, en stipulant pour ce tiers, a stipulé pour lui-même dans les termes de l'article 1122 ; par la cession, il fait donc sortir de son pa-



trimoine une valeur qui s'y trouvait déjà ; si le tiers bénéficiaire est une personne déterminée, le souscripteur, en consentant une cession civile de son contrat, révoque par là même la stipulation faite au profit de ce tiers (on le suppose n'ayant pas encore accepté), fait entrer dans son patrimoine, au moins un instant de raison, le bénéfice du contrat, et transmet ensuite cette valeur au cessionnaire (Sur ces différents points V. *suprà*, 1<sup>re</sup> partie). De même il est évident qu'il y aura transmission de propriété lorsque le cédant sera un bénéficiaire ou un cessionnaire antérieur.

On doit appliquer à la cession civile du contrat d'assurance toutes les règles du droit commun ; elle a pour objet l'ensemble des droits résultant du contrat, droits qui restent soumis, entre les mains du cessionnaire, à toutes les modalités qui les affectaient entre celles du cédant. A l'égard des tiers les formalités des articles 1690 et 1691 doivent être remplies.

## SECTION II. — Transfert sur le titre même.

La cession du contrat d'assurance selon le droit civil ne paraissant soulever aucune difficulté spéciale, nous ne nous y arrêtons pas davantage. Il n'en est pas de même en ce qui concerne le mode de cession désigné dans les polices sous le nom de *transfert sur le titre même*, qui va demander un peu plus de développements. A nos yeux, ce mode de cession réalise un transfert du droit civil dans les conditions prévues par les articles 1689-1702. Il est donc naturel de rattacher son étude au chapitre consacré à la cession civile.

Comme son nom l'indique, le *transfert sur titre* consiste dans la simple mention, sur les deux doubles ou sur un seul des doubles de la police, du nom de celui à qui est transmise la propriété de la police, avec la signature du titulaire et la date du transfert (quelques polices exigent en outre l'indication de la cause, de la main du titulaire).

Une seule question se pose ; c'est celle de la détermination de la nature juridique du transfert sur le titre même. Nous allons essayer de démontrer : que ce mode de transfert n'est pas un endossement ; qu'on ne doit pas non plus y voir un procédé de cession analogue à celui qu'organise l'article 36 du Code de commerce pour les titres nominatifs. Si ces deux points sont établis, la conclusion qui s'impose est celle qui vient d'être indiquée par avance : le transfert sur le titre même se confond avec la cession civile.

**§ 1. — Le transfert sur titre n'est pas un endossement.**

On a vu plus haut que la police d'assurance, pour être transmissible par endossement, doit contenir d'une façon expresse la clause à ordre. C'est-à-dire que, d'une part, les conditions imprimées de la police doivent prévoir la possibilité d'un « endossement conforme aux articles 137 et 138 du Code de commerce » ou d'un « endossement régulier » (V. Chapitre I) et que, d'autre part, la police doit contenir, dans sa partie manuscrite, les mots : « payable à l'ordre de... » (V. Bailly, *op. cit.*, p. 240).

On peut donc poser en principe que toute police qui ne satisfait pas à cette double condition n'est pas une police à ordre.

Or toutes les clauses de transmission énumérées plus

haut (p. 43 et s.) peuvent se ramener à trois catégories :

Les unes (n<sup>os</sup> 1, 7, 8, 9, 10) autorisent tout à la fois l'insertion de la clause à ordre dans les conditions manuscrites et l'endossement commercial. Si elles contiennent en fait, dans leur partie manuscrite, les mots : « payable à l'ordre de... » ce sont bien de véritables titres à ordre, et elles rentrent dans la catégorie qui a fait l'objet du précédent chapitre (1). On doit leur assimiler, d'après certaines décisions de jurisprudence, les polices dont les conditions générales prévoient seulement le transfert sur titre et qui contiennent les mots : *payable à ordre* dans la partie manuscrite (Paris, 2 avril 1879, B. de M., 2. 587 ; Trib. civ. Seine, 12 février 1881, B. de M., 3. 265) (2). Nous n'avons pas à nous occuper ici des polices de cette catégorie.

Une autre police (n<sup>o</sup> 2) prévoit « un endossement régulier », mais sans faire mention des articles 137 et s. du Code

(1) Les polices n<sup>os</sup> 7 et 10 contiennent des dispositions incompatibles avec la nature de l'endossement. La police n<sup>o</sup> 7 exige, pour que l'endossement soit valable, qu'il soit notifié à la Compagnie. On a vu plus haut que cette exigence est en somme dépourvue de sanction. Quant à la police n<sup>o</sup> 10, que nous rangeons parmi celles qui prévoient l'endossement, bien que le mot transfert sur titre s'y trouve également, elle exige, à l'égard des tiers, l'application de l'article 1690. Comme on l'a déjà dit, cette formalité n'est pas non plus obligatoire.

(2) Les polices qui prévoient le transfert sur titre sont de beaucoup les plus fréquentes en pratique. Et presque toujours l'assuré, en indiquant par avance ce procédé, a eu en réalité l'intention de se réserver la possibilité d'un endossement. On va voir tout à l'heure qu'il est impossible, cependant, de voir dans le transfert sur titre un endossement. On se trouverait donc dans l'alternative ou de méconnaître complètement l'intention des parties, ou d'admettre une assimilation insoutenable. La jurisprudence que nous signalons permet d'échapper à cette alternative ; il suffit, pour que le transfert sur titre vaille comme endossement, que la partie manuscrite contienne les mots : *payable à ordre*. C'est là un correctif pratique qui permettra à l'assuré, tout en signant une police dont les conditions imprimées ne prévoient que le transfert sur titre, de se réserver la possibilité d'endosser cette police.

de commerce. En même temps, elle prescrit l'accomplissement d'une formalité qui paraît incompatible avec l'endossement, à savoir l'obligation de donner à la Compagnie avis du transfert. A notre avis, cette police doit encore être assimilée à une police à ordre, si du moins la partie manuscrite contient les mots : « payable à l'ordre de... ». On ne comprendrait pas en effet pourquoi elle serait moins bien traitée que les polices dont les conditions imprimées ne prévoient pas du tout l'endossement, et dans lesquelles la jurisprudence voit des titres à ordre pourvu que les mots : payable à ordre, figurent dans la partie manuscrite (Cour de Paris et Trib. de la Seine, décisions précitées). Quant à l'exigence de l'avis du transfert à la Compagnie, il semble que ce soit là une pure formalité administrative, dont l'inaccomplissement ne modifierait en rien les caractères de l'endossement (v. *suprà*, p. 140-141). Nous laissons donc encore de côté cette police dont l'étude se rattache au chapitre précédent.

Enfin certaines polices, ce sont les seules dont on ait à s'occuper ici, ne prévoient que le transfert *sur le titre même*. La plupart (nos 5 et 6) contiennent exactement ces derniers mots ; une seule (n° 3), parle d'une transmission « *par voie d'endos sur le titre même* ». On pourrait se demander si le rédacteur a voulu par là désigner l'endossement, ou le transfert sur titre, et hésiter quelque peu, car, si le mot « endos » semble bien désigner le procédé de cession de droit commercial, les mots : « sur le titre « même » rapprochent notre police de celles qui réglementent le transfert sur titre (nos 5 et 6). Si l'on ajoute que la suite de la rédaction paraît s'appliquer à ce dernier mode de transmission plutôt qu'au transfert par endossement (1),

(1) Il y a une grande analogie entre la rédaction de cette police et celle

on pourra, semble-t-il, décider sans crainte que nous nous trouvons bien en présence d'une police transmissible par transfert sur le titre même, se rattachant au groupe des polices nos 5 et 6.

Cependant une différence peut être relevée. La police n° 3 ne fait aucune réserve relativement aux droits des tiers. Au contraire la police n° 5, qui, d'après M. Bailly, doit être prise comme le type des polices transmissibles par voie de transfert sur le titre même, est ainsi rédigée : « La propriété de la présente police, *et ce sans garantie de la Compagnie contre l'exercice des droits des tiers*, est transmissible par voie de transfert sur le titre même. Le transfert doit énoncer le nom de celui à qui la propriété est transmise ; il doit être écrit, motivé, daté, signé par le titulaire. » Et la police n° 6, après avoir reconnu que le transfert sur titre suffit à l'égard de la Compagnie, ajoute : « A l'égard des tiers la loi indique d'autres formalités (V. notamment l'art. 1690, C. civ.). »

Ainsi, du moins pour ces dernières polices, il est bien établi que le transfert ne sera opposable aux tiers que par l'accomplissement des formalités habituelles de publicité. La Compagnie entend se mettre à l'abri des réclamations du cessionnaire qui prétendrait que le transfert sur titre se suffit à lui-même, qu'il est parfait *erga omnes* sans aucune formalité, ce qui serait précisément le propre de l'endossement. En faisant une telle réserve, n'indique-t-on pas clairement qu'il ne s'agit pas du transfert par endossement ?

Quant à la police n° 3, l'exigence de la notification du

des polices nos 5 et 6 ; en outre, le mot *transfert* se trouve répété un grand nombre de fois, tandis que le mot *endos*, d'où pourrait naître l'hésitation, n'est employé qu'une fois (V. le texte, p. 14).



transfert à la Compagnie indique suffisamment qu'on ne se trouve pas en présence d'un endossement.

On pourrait objecter que des exigences semblables (V. polices n<sup>os</sup> 2, 7 et 10) ont été considérées par nous comme de pures formalités administratives, ne modifiant en rien les effets de l'endossement (V. p. 140-144). Mais, quand cette solution a été admise, il s'agissait de polices dans lesquelles les parties avaient du moins exprimé leur intention de créer un titre à ordre. Il était expressément question d'un endossement « conforme aux articles 137 et « 138 du Code de commerce » ou tout au moins d'un « endossement régulier », ce qui, dans une certaine mesure, peut être considéré comme équivalent. Ici, rien de pareil : les termes employés ne prouvent nullement que les parties aient songé à l'endossement ; elles ont prévu un transfert sur le titre, voilà tout ce qui ressort de la rédaction. Et si on trouve plus loin des dispositions incompatibles avec la nature de l'endossement, on est bien en droit de conclure, semble-t-il, que ce transfert sur titre ne doit pas être confondu avec le procédé de transfert du droit commercial.

Ainsi on peut donc conclure, d'une façon générale, que le transfert sur le titre même n'est pas un endossement.

**§ 2. — Le transfert sur titre n'est pas le procédé organisé par l'article 36 du Code de commerce pour les titres nominatifs.**

Une seconde solution a été proposée ; le transfert sur le titre même serait, dans la pensée des rédacteurs de la clause dont il s'agit, le mode de transfert institué par l'article 36 du Code de commerce pour les actions nominatives. M. de Courcy (1), qui propose cette hypothèse, relève

(1) *Précis des Ass. sur la vie*, p. 171.

l'analogie qui existe entre deux dispositions des statuts approuvés par le Conseil d'État, l'une relative à la transmission des contrats, l'autre relative à la transmission des actions de la Compagnie. Toutes deux contiennent les mots : « transmission par voie de transfert ». Il conclut à une assimilation maladroite et irréfléchie.

On peut bien estimer, avec M. Bailly, que cette hypothèse est vraisemblable. Mais, en fait, il n'y a rien de plus différent que les deux modes de transfert prétendus identiques. D'une part, M. de Courcy démontre clairement (1) le peu d'analogie qui existe entre les polices d'assurance, ou, pour nous exprimer comme les statuts, les contrats, et les actions émises par la société qui joue le rôle d'assureur ; à vrai dire, la démonstration est presque inutile ; comment, en effet, pourrait-on assimiler le contrat d'assurance, convention aléatoire et conditionnelle entre deux parties, qui n'est transcrite sur aucun registre, et l'action, part de propriété de chaque associé, dont le titre n'est que l'attestation, le certificat, empruntant toute sa valeur au registre dont il est extrait ? D'autre part, en faisant abstraction de ces différences si profondes, comment pourrait-on rapprocher les deux modes de transfert ? Ce n'est pas par un *transfert sur le titre* que s'opère la transmission des actions nominatives, mais par une *déclaration de transfert sur le registre de la société* (art. 36, C. com., et art. 50 de la loi du 27 juillet 1867). Quant à la mention du transfert apposée au dos du titre, elle a seulement pour but de constater que la déclaration sur le registre, prescrite par l'article 36 du Code de commerce, a été bien faite, et qu'elle est régulière. La déclaration de transfert remplace, à l'égard de la

(1) *Op. cit.*, p. 172 et s.

société, les formalités des articles 1690 et suiv. du Code civil; elle fait connaître à celle-ci le transfert; en outre cette déclaration doit être signée par le cessionnaire et par le cédant, condition requise pour la validité des actes sous seing privé (art. 1318, C. civ.). Enfin, comme le dit M. Bailly (*op. cit.*, p. 248), « cette circonstance que la déclaration est inscrite sur « le registre d'une société donne à la convention une sorte « d'authenticité qui dispense de la formalité du double « exemplaire, prescrite par l'article 1325 du Code civil, et, « en fait, elle donne à l'acte une date certaine (aussi le transfert des actions de société n'est pas soumis à la disposition « de l'article 1328 du Code de commerce) ». Si on examine maintenant, à ces différents points de vue, le transfert sur titre d'une police d'assurance, on voit aisément que les résultats sont tout autres. On ne trouve en rien l'équivalent des formalités des articles 1690 et suiv. ; la Compagnie n'est pas forcément avertie du transfert, car, si les polices qui admettent le transfert sur titre présentent à ce sujet certaines dispositions destinées à la renseigner, telles que la notification, ou la transcription du transfert sur le double de la police resté entre les mains de la Compagnie, elles n'imposent du moins aucun délai pour l'accomplissement de ces formalités, et il semble bien que le cessionnaire peut les accomplir à toute époque, d'où des difficultés sur la validité des saisies-arrêts pratiquées ou des cessions consenties depuis le transfert, mais avant la notification de ce transfert, ou sa transcription sur le double que possède la Compagnie. D'autre part, rien n'indique que le transfert sur titre doive porter la signature du cessionnaire ; comment pourrait-on justifier cette dérogation à l'article 1318 du Code civil ? Et on ne pourrait pas non plus expliquer comment le transfert échappe à la règle de l'article 1328.

On doit donc conclure que le transfert sur titre d'une police d'assurance n'est pas assimilable au mode de transfert organisé par l'article 36 du Code de commerce pour les actions nominatives. Il faut même aller plus loin, suivant nous, et refuser aux parties la faculté d'emprunter à l'article 36 le mode de transfert qu'il organise et de l'appliquer à la transmission des polices d'assurance. En effet, on vient de voir que ce mode de transfert constitue en somme une dérogation à l'article 1690, disposition que nous avons reconnue d'ordre public (V. *suprà*). Cette dérogation autorisée par l'article 36 pour les actions nominatives ne doit pas être étendue à d'autres titres, et la transmission d'une police d'assurance est soumise aux formalités des articles 1690 et suivants du Code civil. Il est vrai que, lorsque la police est à ordre, il en est autrement ; mais on a vu plus haut que l'insertion de la clause à ordre modifie non seulement la forme du titre, mais la nature même de la créance, et la met, *ipso facto*, en dehors de la sphère d'application de l'article 1690, qui n'en conserve pas moins, en ce qui concerne les créances à personne dénommée, son caractère de disposition d'ordre public. Il ne se passerait rien de pareil si les parties voulaient effectuer la transmission de la police par le mode de transfert qu'organise l'article 36 du Code de commerce ; elles ne modifieraient en rien la créance de l'assuré contre la Compagnie, cette créance resterait toujours une créance à personne dénommée ; elles lui appliqueraient seulement un mode de transmission spécial qui, même à l'égard des titres nominatifs, n'a rien d'essentiel.

**§ 3. — Le transfert sur titre se confond  
avec la cession civile.**

Le transfert sur titre n'étant ni un endossement, ni le mode de transmission de l'article 36 du Code de commerce, la conclusion s'impose : il n'est qu'une cession civile. Ce résultat est d'ailleurs nettement indiqué, comme on l'a déjà vu, par les polices qui prévoient l'application de l'article 1690, ou par celles qui, d'une façon moins précise, font une réserve relativement aux droits des tiers.

Cependant il est un point sur lequel le transfert sur titre se sépare de la cession selon le droit civil : Dans certaines polices (entre autres la police n° 6) on trouve la clause suivante : « le transfert sur le titre suffit à l'égard de la Compagnie ». S'il s'agissait d'une véritable cession du droit civil, la Compagnie qui joue le rôle de débiteur cédé, et qui par conséquent est un tiers (1), pourrait se prévaloir du non-accomplissement des formalités de publicité ; lorsque la police contient la clause qui nous occupe, elle renonce expressément à ce droit (2).

La situation du cessionnaire en est-elle beaucoup améliorée ? Nous croyons, avec M. Bailly, qu'il ne tire de cette clause qu'un avantage bien mince. Il est assuré que la Compagnie ne paiera pas au cédant, ou du moins que, si

(1) Il en est ainsi du moins d'après la notion traditionnelle : sont tiers à la cession toutes les personnes qui, en y restant étrangères, ont cependant intérêt à la contester. Cependant M. de Montluc (*op. cit.*, p. 258) ne considère pas la Compagnie comme un véritable tiers dans le sens de l'article 1690 du Code civil.

(2) Du reste, il semble bien que la Compagnie ne serait pas liée par cette clause, et pourrait revenir sur sa renonciation, la disposition de l'article 1690 du Code civil conservant sa force impérative, même lorsque les parties ont prétendu l'écarter par une convention particulière.



elle le fait, elle sera contrainte à un second paiement entre ses mains à lui, cessionnaire. C'est un avantage appréciable assurément, mais il ne saurait suffire: si le conflit s'élève, non plus entre le cessionnaire et le cédant, mais entre le cessionnaire et un autre tiers, la promesse de la Compagnie de reconnaître le cessionnaire pour créancier tombera *ipso facto*, la Compagnie ne garantissant pas le cessionnaire contre l'exercice des droits des tiers. Ainsi un second cessionnaire qui a signifié, un créancier du cédant qui a fait saisie-arrêt, d'une façon générale, tous les tiers qui ont conservé leurs droits en se conformant aux lois, seront préférés au cessionnaire.

On le voit, le transfert ne suffit à l'égard de la Compagnie que lorsqu'il y a débat entre le cessionnaire et le cédant. Dès qu'un tiers intervient, le droit commun reprend son empire, et le cessionnaire tombe sous l'application des articles 1690 et 2075 du Code civil.

La solution qui vient d'être donnée, et qui voit une cession civile dans la transmission d'une police d'assurance par voie de transfert sur le titre même, n'est pas absolument, semble-t-il, celle de la jurisprudence. En présence des deux dispositions contradictoires que constituent, d'une part, la réserve de l'article 1690 du Code civil, et, d'autre part, la faculté d'endossement, ou de transfert (la jurisprudence assimile le transfert sur titre à l'endossement), elle s'attache à la faculté d'endossement, en rejetant, comme une stipulation vide de sens, la réserve de l'application de l'article 1690 (V. Paris, 12 fév. 1857, B. de M., 2.158, *id.*, 2 avril 1879, B. de M., 2.587; Trib. Lyon, 26 mars 1868, B. de M., 3.134).

Ainsi, d'après la jurisprudence, toutes les fois que les parties ont prévu dans la police, soit un endossement, soit

un transfert sur titre, la police est transmissible par voie d'endos, malgré la réserve qui aurait été faite de l'application de l'article 1690. Comme le fait remarquer M. Bailly, on ne peut guère supposer que les tribunaux aient réellement confondu l'endossement et le transfert sur titre ; s'ils font produire au second tous les effets du premier, c'est afin de ne pas tromper la légitime attente du cessionnaire qui, en présence de l'ambiguïté de notre clause, a pu raisonnablement compter sur tous les avantages d'un endossement commercial.

Cette dernière considération nous paraît difficilement justifiable. Le serait-elle du reste, qu'elle ne pourrait suffisamment expliquer la solution de la jurisprudence, à laquelle on pourrait toujours reprocher de faire trop bon marché des principes. Mais, en réalité, peut-on soutenir que le signataire d'une police qui ne contient pas une seule fois le mot : endossement, croit à bon droit avoir signé une police à ordre ? On comprend qu'on rejette l'application de l'article 1690, même si cette application a été réservée, quand les parties ont prévu un « endossement conforme aux articles 137 et 138 du Code de commerce » (V. pol. n° 10), ou même un « endossement régulier » (police n° 2). L'assuré est bien alors en droit de compter sur la possibilité d'un endossement. Peut-il raisonnablement élever la même prétention lorsque la police prévoit seulement un « transfert sur le titre même », expression qui, même à l'égard des esprits les moins juridiques, n'a rien d'analogue avec celle d'endossement ?

En résumé, le système que nous proposons sur ce point est le suivant : Toutes les fois que la police prévoit un endossement, même sans exiger que cet endossement soit conforme aux dispositions du Code de commerce, on ap-

pliquera toutes les règles de l'endossement, et les dispositions qui seraient incompatibles avec cet endossement seront considérées comme vides de sens. Mais si la police prévoit seulement un transfert sur titre, on écartera toute idée d'endossement, et, en principe, on appliquera à ce transfert les règles de la cession civile, que ces règles soient ou non rappelées dans la rédaction de la police (1).

Cette application des règles du droit commun nécessite quelques observations dans l'hypothèse de la perte ou du vol d'une police transmissible par voie de transfert sur le titre même. Quelle va être la situation du cessionnaire dépossédé? Pourra-t-il exiger le paiement du capital assuré, bien qu'il ne puisse pas représenter le double de la police que la Compagnie lui avait laissé entre les mains?

En principe, le défaut de présentation du titre n'est pas une cause de non-paiement; mais il faut aussi tenir compte des formalités spéciales auxquelles le transfert sur titre est soumis.

Tout d'abord, s'il est stipulé que le transfert doit être signé par le titulaire sur les deux doubles (V. police n° 6), il semble que la Compagnie ne court aucun risque à verser le montant du capital assuré entre les mains du cessionnaire dépossédé, du moment que le double qu'elle a gardé ne porte aucun transfert (2). En effet, le possesseur

(1) C'est ce qu'avaient admis les jugements, infirmés par les arrêts précités, du Tribunal de commerce de la Seine du 17 décembre 1856, et du Tribunal civil de la Seine du 31 août 1877 (B. de M., *loc. cit.*), et aussi un jugement du Tribunal de Grenoble du 13 août 1868 (B. de M., 3. 437).

(2) En réalité, la police n° 6 contient deux dispositions absolument contradictoires : d'une part elle admet que « le transfert suffit à l'égard de la Compagnie ». D'autre part, elle exige qu'il porte la signature du titulaire sur le double que la Compagnie a entre les mains. N'est-ce pas, en gros, l'équivalent d'une signification, ou tout au moins d'une notification? Si on

du titre perdu ou volé serait sans aucun droit, le transfert hypothétique fait à son profit ne remplissant pas les conditions de validité exigées par la police. C'est ce qu'ont décidé le Tribunal civil de Lyon (16 mars 1868, B. de M., 3. 133) et la Cour de Paris (22 mars 1882, B. de M., 2. 666). Dans ce premier cas, il n'y a donc pas de difficulté : le cessionnaire dépossédé peut exiger le paiement, bien qu'il ne présente pas le titre. C'est en tout point l'application des règles de la cession civile.

Mais parfois aussi il suffit, pour que le transfert sur titre soit valable, qu'il soit écrit sur le double de l'assuré. Supposons que cet assuré perde son double. La Compagnie, à qui il s'adresse à l'échéance, ne peut-elle pas lui répondre qu'en le payant, elle s'exposerait à payer une seconde fois entre les mains du tiers qui lui présenterait le titre avec transfert à son nom ? Il y a un cas où cette fin de non-recevoir ne pourrait pas être opposée : c'est celui où la police exige une notification du transfert à la Compagnie (police n° 3). Il est évident, dans ces conditions, que celle-ci ne court aucun risque ; du moment qu'elle n'a pas reçu de notification, elle peut payer sans crainte le cessionnaire qui ne représente pas son double, car le tiers porteur de ce double ne pourrait se prévaloir du transfert non notifié. Mais il existe un autre type de police (n° 5) où rien de semblable n'est exigé. « La police est transmissible par voie « de transfert sur le titre même », dit seulement cette police, ce qui semble bien indiquer que la Compagnie doit payer au tiers porteur auquel la police a été transférée, envers

admet que cette exigence est obligatoire, et on ne peut pas faire autrement, il est clair que le transfert en lui-même ne « suffit à l'égard de la Compagnie » que lorsqu'il a été transcrit sur le double resté entre ses mains, c'est-à-dire lorsqu'elle aura été informée de ce transfert.

qui elle a en quelque sorte contracté une obligation directe. Le propriétaire dépossédé sera donc repoussé dans sa demande, car, en le payant, la Compagnie s'exposerait à payer une seconde fois entre les mains du tiers porteur.

Cette situation est bizarre : elle est en contradiction absolue avec le caractère de cession civile que nous avons reconnu au transfert sur titre. Quelle idée se faire de ce mode de transmission, en présence d'un tel résultat ? On a vu plus haut qu'il ne devait pas être confondu avec l'endossement, et voici précisément qu'il présente, au moins dans la police qui nous occupe, l'un des caractères de l'endossement.

La difficulté paraît irréductible ; pour la résoudre, il faudrait admettre que notre police n'est transmissible, même à l'égard de la Compagnie, que par une notification à elle faite. Il faudrait en un mot admettre que la police n° 5 contient implicitement la même clause que la police n° 3. Mais ce serait méconnaître les termes de sa rédaction : pourquoi prendre la peine de dire que « la propriété « de la police est transmissible par voie de transfert sur le « titre même » si, pas plus à l'égard de la Compagnie qu'à l'égard des autres tiers, un tel transfert, en lui-même et par lui seul, n'est valable ? Pourquoi surtout faire une réserve en ce qui concerne les autres tiers ( « sans garantie de la Compagnie contre l'exercice des droits des tiers »), si, dans tous les cas, que le conflit s'élève entre le cessionnaire et le cédant, ou entre le cessionnaire et un tiers quel qu'il soit, la Compagnie doit préférer celui qui a, le premier, accompli les formalités destinées à conserver ses droits ? On ne peut imposer à la Compagnie l'obligation de payer le cessionnaire qui ne représente pas son double, c'est là un résultat qui paraît certain. Quant à la concilia-



tion de ce résultat avec les principes, nous n'en apercevons pas la possibilité ; il semble qu'on doit s'en prendre uniquement au rédacteur de la police à propos de laquelle s'élève la difficulté spéciale qu'on vient d'essayer de résoudre.

## CHAPITRE III

### TRANSMISSION PAR AVENANT.

En dehors du transfert sur le titre même, de la cession civile et de l'endossement, l'assuré peut user de l'avenant pour faire passer sur la tête d'un tiers le bénéfice de l'assurance. C'est même en fait le moyen qui présente le plus d'avantages ; c'est celui que les praticiens conseillent toujours d'employer.

On sait (V. p. 49 et s.) que l'avenant est un acte sous seing privé, qui intervient entre l'assureur et le souscripteur de la police (1), et, éventuellement, un ou plusieurs tiers. Il sert à réaliser les actes les plus divers, tels que la rectification d'une inexactitude dans les premières déclarations faites, ou la constatation d'un changement intervenu dans l'état civil de l'une des parties, ou bien encore la substitution d'un second bénéficiaire à un premier, ou la cession du contrat à un tiers. C'est seulement de cette dernière sorte d'avenant, c'est-à-dire de l'avenant d'attribution, que nous avons à nous occuper.

Le plus fréquemment l'avenant est rédigé sur une feuille distincte de la police, qui reste aux mains de l'assuré. Cependant, il peut y avoir des inconvénients à laisser à l'as-

(1) Nous supposons que ce souscripteur est en même temps l'assuré. S'il s'agit d'une assurance sur la tête d'un tiers, le consentement de ce tiers est nécessaire, suivant la règle générale (V. II<sup>e</sup> partie).

suré la police et l'avenant en même temps (1). On exige alors la remise de la police par l'assuré à la Compagnie, l'avenant remplaçant la police ; ou bien encore on transcrit l'avenant sur la police, de telle sorte que l'assuré ne puisse continuer à se faire un moyen de crédit avec l'assurance dont il a aliéné le bénéfice (V. Paris, 18 juillet 1884, *Journ. des Ass.*, 1885, p. 166).

Trois questions seront successivement étudiées : quelles sont les personnes qui figurent à l'avenant ; détermination de la nature juridique de l'avenant ; avantages pratiques de l'avenant sur les autres modes de cession.

#### SECTION I. — Personnes qui figurent à l'avenant.

L'avenant comporte essentiellement la présence de l'assureur et de l'assuré souscripteur de la police. Si ces deux dernières fonctions ne sont pas réunies sur la même tête, s'il s'agit d'une assurance contractée sur la tête d'un tiers, il faut, outre la participation du souscripteur, le consentement du tiers assuré, conformément au principe général qui a été exposé plus haut.

On pourrait objecter, cependant, que le tiers assuré ne donne pas forcément son consentement, puisqu'il a pu, suivant une faculté que lui accordent un grand nombre de polices, en consentant un premier transfert, donner expressément son consentement à tous transferts à venir.

(1) M. Lefort (*op. cit.*, II, p. 172) cite entre autres le cas où un avenant attribue le bénéfice de l'assurance, à titre de garantie, à un tiers créancier, la police primitive étant souscrite au profit des héritiers de l'assuré. Il serait facile à un assuré peu scrupuleux de faire transport de la police à un tiers, sans mentionner l'avenant, ce qui exposerait la Compagnie à payer deux fois.

Mais il faut alors nécessairement supposer qu'il s'agit non pas d'un premier transfert, mais d'un second, et une telle opération n'est pas susceptible de se réaliser par avenant, car, l'avenant étant une modification du contrat primitif, seules peuvent y avoir recours les personnes qui ont été parties à ce contrat ; la transmission par avenant ne peut être effectuée par un cessionnaire, mais seulement par le souscripteur de la police.

Quant à la présence de l'assureur à l'avenant, elle est absolument essentielle ; elle a pour résultat matériel d'informer le débiteur (la Compagnie) du changement de créancier. Et il ne suffirait pas que la Compagnie intervînt comme spectateur ; l'avenant constituant, comme on va essayer de le démontrer, tantôt une seconde stipulation pour autrui, accessoire de la première, tantôt une novation par changement de créancier, il est indispensable, dans les deux cas, que la Compagnie assureur soit partie au contrat. S'il en était autrement, on se trouverait en présence, non plus d'une transmission par avenant, mais d'une transmission qui ne pourrait être qu'une cession civile. Dès lors la connaissance matérielle qu'aurait la Compagnie du changement de bénéficiaire ne saurait, à aucun degré, remplacer les formalités des articles 1690 et suivants du Code civil, textes d'une portée trop impérative pour qu'il soit possible aux parties de leur faire échec, même au moyen d'un procédé de publicité plus efficace que celui qu'ils prescrivent.

En dehors de l'assureur et de l'assuré, parties essentielles à l'avenant, il peut se faire que d'autres personnes soient également parties à ce contrat. En supposant une assurance contractée au profit d'un tiers déterminé dont le droit est devenu irrévocable par son acceptation, il est évident que la transmission par avenant n'est possible

qu'avec l'intervention au contrat de ce bénéficiaire, pour renoncer au droit qu'il avait acquis. La participation du créancier à qui le bénéfice de l'assurance aurait été constitué en gage serait également nécessaire.

## SECTION II. — Détermination de la nature juridique de l'avenant.

Plusieurs systèmes ont été proposés sur ce point ; après les avoir examinés successivement, nous indiquerons la solution qui nous paraît la meilleure.

### § 1<sup>er</sup>. — L'avenant d'attribution se confond avec la cession du droit civil.

Ce premier système, consacré par certaines décisions de jurisprudence (Rennes, 23 juin 1879, B. de M., 2. 595 ; Douai, 3 juin 1885, *Rec. pér. des Ass.*, 1886, p. 324) a été aussi soutenu par M. Couteau (*op. cit.*, n° 460). Mais c'est là une opinion isolée : l'ensemble de la jurisprudence, comme on va le voir tout à l'heure, ne rattache pas la transmission du contrat par avenant à la cession du droit civil, et les auteurs (MM. Lefort, Bailly, Cosmao-Dumanoir, *op. cit.*), tout en différant d'opinion sur la solution à adopter, sont au moins d'accord pour reconnaître qu'il faut voir dans l'avenant autre chose qu'une cession civile.

Il paraît même assez difficile de concevoir comment une telle opinion peut être défendue : l'opération est en tout point différente d'une cession civile : tandis que, pour cette dernière, les parties essentielles au contrat sont l'assuré signataire de la police et le cessionnaire, on vient de voir



que, lorsqu'il s'agit d'un avenant, il faut expressément la participation de l'assureur et celle de l'assuré, et que le nouveau bénéficiaire n'intervient pas forcément au contrat. Quelle idée se faire d'une cession où il n'y a ni cédant ni cessionnaire ? En prévoyant, dans la police, la transmission par avenant, les parties ont entendu avoir recours à un mode spécial de transfert, et lorsque, plus tard, elles donnent suite à ce projet (1), elles s'y prennent de telle façon qu'on ne peut dire qu'il s'agit d'une cession civile.

**§ 2. — L'avenant d'attribution constitue une  
clause additionnelle de la police, et il prend date  
au jour de cette police.**

Ce système est celui que défend la jurisprudence.

« L'avenant, dit l'arrêt de la Cour d'Amiens du 31 janvier 1889 (2), ne constitue ni une novation dans les termes de l'article 1271, § 3 du Code civil, car la Compagnie ne contracte aucun engagement nouveau, ni un transport de créance dans les termes de l'article 1689, car on ne trouve dans cet avenant ni cédant ni cessionnaire formant entre eux le contrat prévu par cet article, et on n'y trouve pas davantage un prix de cession. L'avenant ne fait qu'opérer, ce qui est dans le droit des parties, *une modification du contrat primitif*, qui attribue au tiers désigné le bénéfice de l'assurance, comme le lui aurait attribué pareille stipulation faite dans le

(1) La Compagnie peut du reste toujours consentir à un avenant, même lorsque ce mode de transfert n'a pas été prévu par la police (ce qui a lieu le plus souvent); mais alors ce n'est pour elle qu'une simple faculté, et non une obligation.

(2) D. P. 1891.2.9. V. dans le même sens : Cass., 7 août 1888, D. P. 1889.1.118, 16 janvier 1888, D. P. 1888.4.77; Paris, 2 juillet 1896, D. P. 1898.2.49; Trib. civ. Montélimar, 18 déc. 1896, D. P. 1898.3.381.

« contrat originaire... Le bénéficiaire désigné par avenant  
 « devient créancier direct de la Compagnie par le fait de  
 « l'acceptation qu'il fait du bénéfice de l'assurance..., et  
 « cette acceptation, qui peut intervenir après la mort de  
 « l'assuré, rétroagit au jour de la police (art. 1121). »

Ainsi l'assuré peut toujours, d'accord avec la Compagnie, substituer un second bénéficiaire au premier. Et cette seconde stipulation remplace la première et se confond avec elle ; l'avenant prend date au jour du contrat primitif, et tout se passe comme si, *ab initio*, le second bénéficiaire avait été désigné (1). Il en résulte que toutes les exceptions

(1) Que, dans leurs rapports entre elles, les parties puissent donner à l'avenant d'attribution la date de la police, et faire remonter tous les effets de l'avenant à cette date, on ne peut y trouver d'obstacle. Restent les tiers ; à leur égard, l'avenant portera-t-il aussi la date de la police ? La jurisprudence l'admet, mais ne va-t-on pas se trouver en opposition avec le texte de l'article 1328 du Code civil ? L'avenant est en somme un acte sous seing privé ; il ne doit donc avoir de date contre les tiers que par l'un des procédés qu'organise cet article. On a répondu que l'article 1328 doit être mis hors de cause (M. Cosmao-Dumanoir, *op. cit.*, p. 52-53). « Le législateur, « dit cet auteur, a pris soin d'armer les tiers contre les collusions ourdies à « leur préjudice ; mais il ne s'agit dans notre hypothèse de rien de pareil : la « preuve de la date de la police et celle de la date de l'avenant restent sou- « mises, chacune de son côté, à toutes les prescriptions du droit commun ; « mais en supposant prouvées ces deux dates, nécessairement différentes, « nous disons que les parties ont pu (et cela même à l'égard des tiers), « compléter et modifier postérieurement les clauses du premier contrat. » Dire que la preuve de la date de l'avenant reste soumise aux prescriptions du droit commun, c'est dire, semble-t-il, que les tiers pourront contester cette date, qu'elle ne sera établie à leur égard que par l'un des procédés de l'article 1328. Mais quel intérêt les tiers auraient-ils à élever des contestations sur ce point, puisque, en supposant l'antidate prouvée, l'avenant n'en prendra pas moins la date de la police ? (admettre le contraire serait rejeter complètement, le système de la jurisprudence). En réalité l'article 1328 est ici écarté en ce sens qu'on lui ôte toute sanction, et il ne paraît pas bien aisé de justifier cette dérogation. Il faut y voir, semble-t-il, une solution imposée par la pratique contrairement aux principes, solution analogue à celle admise pour les quittances qui, d'après l'opinion courante, ne sont pas soumises à l'article 1328, et font foi de leur date *erga omnes*.

Comme on le dira plus loin, nous voyons dans l'avenant modificatif

et toutes les causes de nullité dont la police était susceptible seront opposables au bénéficiaire désigné dans l'avenant ; c'est le contrat primitif qui continue à son profit. (Cependant les exceptions personnelles au premier bénéficiaire ne le seront naturellement pas au second ; il ne sera exposé qu'à celles qu'on pourrait soulever du chef de l'assuré ou à celles qui lui sont personnelles.) En outre le bénéficiaire désigné dans l'avenant est saisi à l'égard des tiers sans qu'il soit besoin pour lui d'accomplir les formalités des articles 1690 ou 2075 du Code civil, qui ne s'appliquent qu'à la cession ou à la constitution de gage du droit civil (Trib. civ. de la Seine, 17 nov. 1894, *J. des Ass.*, 1895, p. 154 ; Cour de Paris, 2 juillet 1895, *J. des Ass.*, 1896, p. 551 ; Cass., 16 janvier 1888, D. P. 1888. 1. 77). De plus les saisies-arrêts pratiquées par les créanciers de l'assuré sur le montant de l'assurance tombent de plein droit, et ne peuvent être opposées au bénéficiaire désigné par avenant, dont le droit remonte au jour de la souscription de la police, sans avoir séjourné, même un instant de raison, dans le patrimoine de l'assuré. Enfin l'avenant consenti pendant la période suspecte de l'article 446 du Code de commerce est valable et ne peut pas être critiqué par les créanciers de l'assuré failli.

d'un premier contrat passé au profit d'un tiers indéterminé, non plus une stipulation pour autrui, mais une novation prenant date *inter partes* seulement à la signature de l'avenant. Dans ce cas, on devra décider, semble-t-il, que l'avenant ne fera foi de sa date à l'égard des tiers que conformément à l'article 1328, cet article étant applicable, d'après l'opinion générale, aux actes sous seing privé qui constatent une novation. Ce n'est pas qu'en fait une antidate soit beaucoup à craindre, du moins si les tiers intéressés prennent la précaution de s'adresser à la Compagnie, pour lui demander communication du double de l'avenant resté entre ses mains, car il faudrait alors supposer une collusion entre l'assuré et la Compagnie, ou une erreur matérielle de cette dernière, deux hypothèses également négligeables. Mais l'article 1328 étant un texte d'une portée absolument générale, on doit admettre qu'il s'applique ici.

Telles sont les conséquences du système admis par la jurisprudence. Il faut bien remarquer qu'elles se produisent dans tous les cas, que l'assuré ait stipulé, dans le contrat primitif, au profit d'un tiers déterminé, ou qu'il ait stipulé au profit de ses héritiers ou ayants droit. C'est même dans cette dernière hypothèse qu'est intervenu l'arrêt de la Cour d'Amiens précité : il s'agissait d'une assurance contractée au profit des héritiers ou ayants droit de l'assuré, et dont le bénéfice avait été attribué, par avenant à la femme de celui-ci. Sans s'arrêter à cette considération, la Cour décide que l'avenant a un effet rétroactif, et que le bénéfice de l'assurance est censé avoir appartenu à la femme dès le jour du contrat (V. la note de M. Boistel dans Dalloz sous l'arrêt).

Il paraît difficile de suivre la jurisprudence sur ce dernier terrain : que devient alors la distinction fondamentale, si soigneusement établie par elle, entre les stipulations faites au profit de tiers déterminés, dans les termes de l'article 1121, et celles faites au profit de tiers indéterminés, d'héritiers ou d'ayants cause, dans les termes de l'article 1122 du Code civil ? L'assuré, en stipulant pour ses héritiers ou ayants cause, a fait une stipulation régie par l'article 1122. Comment prétendre qu'il puisse ensuite en faire une seconde, conformément à l'article 1121, et faire remonter la seconde à la date de la première, dont elle ne constituerait qu'une clause additionnelle, une modification de détail ? En supposant possible cet effet rétroactif, on est bien forcé du moins d'admettre qu'il y a là plus qu'une simple modification ; en réalité, ce serait une seconde stipulation substituée à la première, et sur d'autres bases, une opération tout à fait différente de celle qu'avait réalisée le premier contrat.

Mais il y a plus. Quoi que fassent les parties, elles ne peuvent empêcher que l'assuré qui a stipulé au profit de ses héritiers ou ayants droit, ait fait entrer dans son patrimoine la valeur du capital assuré, et que ce capital ait fait partie du gage commun de ses créanciers. Lorsqu'il s'agit d'un contrat passé au profit d'un tiers déterminé, les créanciers du stipulant sont sans intérêt à critiquer le changement de bénéficiaire ; que leur importe en effet que le bénéfice de l'assurance appartienne à tel ou tel tiers, puisque, dans aucun cas, ils n'ont de prétention à élever, la créance en indemnité étant née directement au profit du bénéficiaire désigné dans la police et n'ayant jamais fait partie du patrimoine de l'assuré ? Mais, dans notre cas, il n'en est plus ainsi ; il y a bien diminution du patrimoine, gage commun des créanciers. Il paraît contraire à l'équité, aussi bien qu'aux principes, de faire tomber les saisies-arrêts pratiquées par les créanciers de l'assuré entre les mains de la Compagnie avant la signature de l'avenant. Il ne s'agit pas en effet pour l'assuré de faire sortir de son patrimoine une valeur qui faisait partie du gage de ses créanciers (ce qu'il lui serait toujours loisible de faire, en dehors du cas de fraude) (1), mais bien d'effacer rétroactivement l'impression qu'avait produite cette valeur dans son patrimoine. Quant aux saisies-arrêts qui auraient été pratiquées postérieurement à l'avenant, elles sont sans aucune valeur, puisque nous admettons que l'avenant est opposable au tiers indépendamment de toute mesure de publicité. (Cette dernière solution, dans l'hypothèse d'un

(1) On examinera plus loin dans quelles conditions les créanciers de l'assuré peuvent faire révoquer la cession *lato sensu* (par avenant ou par un autre procédé) faite en fraude de leurs droits, dans les termes de l'article 1167 du Code civil.



contrat passé au profit d'un tiers indéterminé, serait bafsée, comme on va le voir, non plus sur le caractère de stipulation accessoire de l'avenant, mais sur son caractère novatoire.)

Ainsi le système de la jurisprudence ne paraît défendable que lorsqu'on se trouve en présence d'un avenant modificatif d'un premier contrat passé au profit d'un tiers déterminé. Il faut du reste ajouter, que, dans ce cas, il se trouve tout à fait en conformité avec l'intention des parties. Ce qu'elles ont voulu, ou plutôt ce que l'assuré a voulu, c'est créer, hors de son patrimoine, à l'abri de l'action de ses créanciers, une valeur qu'il destine à subvenir aux besoins de l'un des siens, de sa femme, de son enfant déjà né. Il a pu obtenir ce résultat par une première stipulation. Puis, dans la suite, un second enfant lui naît et il veut, sans d'ailleurs s'imposer le service de primes plus fortes, que cet enfant, lui aussi, participe au bénéfice de l'assurance ; dans ce but, intervient entre lui et la Compagnie un avenant d'attribution. Par une seconde stipulation accessoire de la première, et qui se confond avec elle, le bénéfice est attribué pour partie au second enfant, et, comme dans le premier contrat, le droit naît directement, est créé au profit des bénéficiaires. Ce qui prouve bien que, dans l'intention des parties, l'avenant doit remonter à la date de la police originale, c'est qu'au point de vue technique l'assureur ne considère nullement l'ancien contrat comme terminé et remplacé par un autre ; il y a continuation du cours de l'ancien contrat qui, sans calculs nouveaux, conserve la même place dans les inventaires ; tout le changement consiste dans le remplacement d'un nom par un autre sur les répertoires administratifs, et le stipulant, de son côté,

considère bien qu'il a les mêmes droits qu'auparavant.

Dans les limites qui viennent d'être tracées, on peut donc dire que le système de la jurisprudence est en conformité avec l'intention des parties.

Encore ne pouvons-nous nous empêcher de remarquer que l'effet rétroactif de l'avenant, admis par la jurisprudence, n'est pas absolument nécessaire pour qu'un tel résultat soit obtenu. On admet, sans contestation, que le capital objet de l'assurance n'a jamais fait partie du patrimoine de l'assuré, lorsque le bénéficiaire est une personne déterminée ; jusque-là il est tout naturel que les créanciers du stipulant soient sans aucun droit sur ce capital. Lorsqu'au premier bénéficiaire, l'assuré en substitue un second par avenant, il suffirait, semble-t-il, d'admettre que la seconde stipulation crée, au profit de ce deuxième bénéficiaire, un droit immédiat et direct, comme celui qu'avait créé la stipulation primitive au profit du premier, sans faire remonter la seconde stipulation à la date de la première. On obtiendrait ainsi une protection tout aussi efficace des intérêts du second bénéficiaire.

**§ 3. — L'avenant d'attribution constitue une novation  
par changement de créancier.**

Ce système a été soutenu par quelques décisions de jurisprudence (Paris, 18 juillet 1884, *Rec. pér. des Ass.*, 1886, p. 115 ; Trib. civ. Seine, 5 mars 1894, *J. des Ass.*, 1894, p. 173 ; *id.*, 17 nov. 1894, *op. cit.*, 1895, p. 154). M. Deslandres (*thèse de doctorat*, 1889) semble s'y rallier, et c'était également l'opinion de M. Lefort, dans une étude sur *la nature juridique du contrat substituant une personne à une autre pour la perception du bénéfice d'une assurance*

sur la vie (*Rec. pér. des Ass.*, 1886, p. 328). Mais ce dernier auteur, dans son *Traité sur le contrat d'assurance*, revient sur cette première opinion, et se rallie au système énoncé au paragraphe précédent.

Pour qu'il y ait novation, deux éléments sont nécessaires: l'existence d'une dette préexistante, et l'intention de nover, qui n'a pas besoin d'être exprimée en termes exprès, mais qui doit être manifeste.

Il n'y a pas de difficulté relativement à la première condition: la Compagnie est bien débitrice de l'assuré. Il est vrai qu'il ne s'agit que d'une dette éventuelle, mais rien n'empêche qu'une telle dette fasse l'objet d'une novation.

Quant à l'*animus novandi*, il n'apparaît peut-être pas d'une façon aussi claire: il y a bien, comme le fait remarquer M. Lefort (*op. cit.*, II, p. 170, note 3), remplacement d'un engagement par un autre, d'un créancier par un autre. La circonstance à laquelle s'attache la loi est l'inconciliabilité des deux obligations; or une police et un avenant désignant des bénéficiaires différents s'excluent manifestement, le capital promis ne pouvant être donné à la fois à plusieurs personnes. Mais la question est précisément de savoir si l'intention des parties a été de créer une obligation nouvelle, prenant date au jour de la novation, ou bien de modifier avec effet rétroactif l'obligation antérieure, de telle sorte que tout se passe comme si, *ab initio*, le contrat avait été passé au profit du bénéficiaire désigné par avenant. Or on vient de voir qu'en fait, c'est bien cette dernière intention qui est la véritable, comme le montrent les procédés administratifs usités dans toutes les Compagnies.

Reste à savoir si une telle intention peut se réaliser.

Oui, répond la jurisprudence, il suffit de considérer l'avenant comme une clause additionnelle du premier contrat, une modification apportée à la stipulation, qui reste toujours soumise à la disposition de l'article 1121 et se comporte comme si elle avait été faite, dès le début, au profit du bénéficiaire désigné par avenant. Jusque-là, on vient de le voir, la théorie proposée est assez satisfaisante. Elle cesse de l'être lorsqu'il s'agit, non plus de *maintenir* la stipulation faite sous l'application de l'article 1121, mais de *substituer* à une *première* stipulation dans les termes de l'article 1122, une *seconde* dans les termes de l'article 1121, en la rattachant si étroitement à la première qu'elle ne ferait plus qu'une avec elle. Nous croyons fermement que, dans ce cas, l'intention des parties n'a pas pu être de faire acquérir au bénéficiaire par avenant un droit direct, immédiat. D'ailleurs, leur intention aurait-elle été telle, qu'il semblerait impossible de lui donner effet, pour les raisons qui ont été indiquées plus haut. Il semble bien qu'alors doive intervenir l'idée de novation : l'*animus novandi* existe, ou, du moins, une novation est le seul effet qu'on puisse faire produire à la volonté des parties, quand bien même cette volonté aurait été autre, quand bien même les parties auraient désiré quelque chose de plus.

Ainsi, dans le système que nous proposons, il faut renoncer à la prétention de donner de l'avenant une analyse unique. L'avenant, sous un seul nom, masque deux opérations différentes. Toutes les fois qu'on peut, sans aller contre la réalité des faits, le rattacher à la police, on doit ne voir en lui qu'une modification de cette police, et l'attribution du capital à un tiers déterminé s'explique, après comme avant, en vertu d'une stipulation pour autrui dans les termes de l'article 1121. Mais, lorsque l'as-

suré, en stipulant pour ses héritiers, ses ayants cause, d'une façon générale, pour un tiers indéterminé, a stipulé pour lui-même dans les termes de l'article 1122, l'avenant d'attribution qui intervient dans la suite produit tous les effets d'une novation par changement de créancier.

Les conséquences pratiques seront les suivantes : L'attribution par voie d'avenant doit valoir à l'égard des tiers sans qu'il y ait lieu à l'accomplissement des formalités prescrites par les articles 1690 et suivants du Code civil, qui ne sont pas applicables en cas de novation par changement de créancier (V. Laurent, *Principes de dr. civil*, t. XXIV, n° 304). La participation de la Compagnie à l'avenant a du reste pour résultat matériel de l'avertir du changement de bénéficiaire, et il ne semble pas qu'on puisse voir là une lacune de la loi : le bénéficiaire par avenant est dans la même situation que le cessionnaire qui a signifié. Quant aux tiers qui pourraient traiter avec l'assuré, leur négligence serait impardonnable s'ils omettaient de lui demander la production de sa police. Or, de deux choses l'une : ou cette police lui aura été retirée, l'avenant en tenant lieu, ou bien l'avenant sera transcrit sur la police ; dans le premier cas, l'absence de la police entre les mains de l'assuré donnera l'éveil aux tiers ; dans le second cas ils liront en toutes lettres le changement d'attribution.

Le droit du bénéficiaire date de l'avenant qui renferme la nouvelle obligation contractée par la Compagnie au profit du bénéficiaire, en remplacement de l'ancienne qui est éteinte.

Les créanciers de l'assuré peuvent agir sur la créance en indemnité tant qu'elle reste dans le patrimoine de l'assuré ; c'est-à-dire qu'en pratique un avenant d'attribution ne sera plus possible lorsque des saisies-arrêts auront été



pratiquées par eux entre les mains de la Compagnie, ou que, du moins, la Compagnie devra énoncer dans l'avenant les oppositions reçues, et faire toutes réserves utiles.

Si l'ancienne obligation renfermait quelque vice qui la rendait annulable, par exemple une cause quelconque de déchéance, ou quelque exception du chef de l'assuré, la nouvelle obligation, celle qui résulte de l'avenant, peut théoriquement être exempte de vice et inattaquable. « Les obligations sujettes à nullité ou à rescision sont susceptibles de novation, dit à ce sujet Larombière (*Théorie et pratique des obligations*, III, p. 521), à condition que le second engagement vaudra ratification ou confirmation, en contenant expressément ou tacitement renonciation de la part du débiteur à se prévaloir du vice qui entachait l'obligation primitive. La nullité ou la rescision étant ainsi purgée, il s'opère régulièrement une transformation d'une obligation valable en une autre (1). » Mais ici il est bien évident que la Compagnie, en consentant à l'avenant, n'a pas eu l'intention de renoncer à se prévaloir vis-à-vis du bénéficiaire des exceptions opposables à l'assuré; au moment où elle a signé l'avenant, la Compagnie ne connaissait certainement pas le vice qui affectait l'obligation primitive.

Enfin, si l'on reconnaît à l'avenant d'attribution le caractère d'une novation par changement de créancier, lorsque le contrat a été passé au profit d'un tiers indéterminé, il faudra exiger la participation à l'avenant du nouveau bénéficiaire. Il n'est plus en effet question d'une stipulation pour autrui, que l'acceptation de ce bénéficiaire, intervenant après coup, rendra définitive. Il s'agit

(1) V. dans le même sens Laurent, tome XVIII, n° 248; Demolombe, *Traité des obligations*, tome V, nos 243 et s.

d'un nouvel engagement pris par la Compagnie, envers le bénéficiaire désigné par avenant, et l'opération, constituant une novation, est soumise à l'article 1271-3° du Code civil, qui exige l'intervention du débiteur, de l'ancien créancier et du nouveau.

On ne peut se dissimuler que le système qui vient d'être proposé présente certains inconvénients dont la méconnaissance possible de l'intention des parties, ou tout au moins la réalisation incomplète de leur volonté, n'est pas l'un des moindres. Mais, pour écarter complètement et dans tous les cas l'idée de novation, il faudrait faire disparaître la distinction fondamentale établie par la jurisprudence entre les stipulations faites au profit de tiers déterminés et celles faites au profit de tiers indéterminés. Du moment qu'on voit, dans le contrat d'assurance passé au profit d'une personne indéterminée, une stipulation que l'assuré fait en son propre nom, il semble impossible d'admettre que l'avenant qui intervient par la suite, et qui désigne un bénéficiaire déterminé, est une simple modification de la police, ou même une seconde stipulation substituée à la première, mais prenant la date de celle-ci et en supprimant rétroactivement tous les effets. Comme d'autre part l'idée d'une cession civile ne fournit qu'une analyse tout à fait insuffisante de l'opération, on est bien forcé d'admettre qu'on se trouve en présence d'une novation, avec toutes les conséquences qui en découlent, même lorsque ces conséquences ne sont pas en conformité parfaite avec l'intention des parties. Un revirement complet dans la jurisprudence serait nécessaire pour qu'il fût possible de donner une autre solution. Et l'on peut ajouter que ce revirement non seulement est improbable, mais encore semble assez difficile à concevoir, tant que l'on s'en tiendra à l'idée

de la stipulation pour autrui pour expliquer le contrat d'assurance. Il faudra toujours distinguer, d'une part, les stipulations faites dans les termes de l'article 1121 et celles faites dans les termes de l'article 1122. La raison fondamentale de cette distinction nous paraît, après M. Deslandres (*thèse*, p. 160), être dans ce fait que, la stipulation pour autrui de l'article 1121 faisant naître au profit du bénéficiaire un droit qui se fixe immédiatement dans son patrimoine il est de toute nécessité que ce bénéficiaire soit une personne déterminée. Si ce bénéficiaire est indéterminé, incertain, inexistant peut-être (comme dans l'hypothèse d'une assurance pour les enfants de l'assuré), il semble difficile d'admettre que le droit né de la stipulation va se fixer dans le patrimoine de ce bénéficiaire. Où ira-t-il ? Jusqu'ici il n'y a eu qu'une réponse : il ira dans le patrimoine de l'assuré lui-même, qui aura stipulé, non plus dans les termes de l'article 1121, mais dans ceux de l'article 1122. Pour qu'une autre réponse pût être faite, il faudrait, semble-t-il, non pas un simple revirement de la jurisprudence, mais une modification législative (1).

Le système qui vient d'être proposé n'est pas, avons-nous dit, celui de la jurisprudence : celle-ci voit toujours, dans l'avenant d'attribution, une stipulation pour autrui, suivant l'article 1121, que le contrat primitif ait été passé au profit d'un tiers déterminé, ou indéterminé (2). Cepen-

(1) V. cependant, p. 31 *ad notam*, l'opinion de M. Lambert sur cette question.

(2) Lorsque l'avenant modifie un contrat qui désignait un bénéficiaire déterminé, pour substituer à ce premier bénéficiaire un second, qui est une personne indéterminée, il semble qu'on peut sans inconvénient admettre, avec la jurisprudence, l'effet rétroactif de l'avenant. On ne voit aucune raison décisive pour écarter cet effet. Seulement l'avenant offrira dans notre cas cette particularité qu'il fera remonter la présence de la créance en indemnité dans le patrimoine de l'assuré au jour de la signa-

dant certaines décisions semblent admettre, tout au moins d'une façon implicite, que l'idée d'une stipulation pour autrui doit être admise seulement dans le premier cas. C'est ce que paraît dire l'arrêt de Cassation du 16 janvier 1888, précité : « Attendu qu'une police *dans laquelle le* « *bénéfice de l'assurance est stipulé au profit d'un tiers* « *nommément désigné* peut être modifiée par un avenant « substituant un autre nom à celui qui avait été primiti- « vement inscrit ; que cet avenant laisse au contrat son « caractère spécial de contrat d'assurance sur la vie... et « qui ne saurait être confondu avec un contrat de trans- « port... » N'est-ce pas dire implicitement que, si la police avait contenu la désignation d'un tiers indéterminé comme bénéficiaire, la solution eût été autre, et que, l'idée d'une cession civile devant nécessairement être écartée, il aurait fallu voir dans l'avenant une novation par changement de créancier ? Nous n'oublions pas les autres décisions, plus nombreuses, qui font intervenir l'idée de la stipulation pour autrui, lors même que la police attribuait à une personne indéterminée le bénéfice de l'assurance, mais il nous a paru utile de montrer qu'on peut aussi, dans la jurisprudence de la Cour suprême, trouver un argument, ou, tout au moins, un encouragement, pour soutenir le système qui a été proposé.

ture de la police. Tout se passera comme si, *ab initio*, l'assuré avait stipulé pour un tiers indéterminé, c'est-à-dire avait stipulé à son propre profit.

SECTION III. — **Avantage de l'avenant sur les autres modes de transfert.**

On l'a déjà indiqué par avance, l'avenant est, de tous les modes de transfert, celui que les praticiens recommandent toujours de préférence. Nous avons à examiner si cette préférence est justifiée.

En principe, et sauf les difficultés spéciales qui viennent d'être étudiées, on peut dire que l'avenant est le procédé le plus simple, le plus économique, le plus sûr et le plus général, de réaliser la transmission du contrat d'assurance sur la vie.

Tandis que la cession civile exige, pour être opposable aux tiers, l'accomplissement de formalités longues et coûteuses, l'avenant, que l'on y voie une stipulation pour autrui ou une novation par changement de créancier, a par lui-même et par lui seul toute sa valeur *erga omnes*. La seule condition qui soit exigée pour sa validité est l'intervention de la Compagnie assureur, dont la volonté se rencontre avec celle de l'assuré, pour modifier l'obligation primitive que la première avait contractée envers le second. Cet accord de volontés se manifeste par un acte sous seing privé, qui (dans tous les cas, suivant la jurisprudence) prend date au jour de la convention primitive. On voit combien ce procédé de transfert est simple, et aussi quelles économies de temps et d'argent il permet de réaliser.

Cet avantage n'est du reste pas le seul, et l'on peut dire que l'avenant est le plus sûr de tous les modes de transfert. Le cessionnaire par avenant se trouve investi, d'après



la jurisprudence, d'un droit direct, immédiat, inattaquable. Il a en somme à peu près tous les avantages d'un cessionnaire (1) par endossement. Il n'a rien à craindre des créanciers de l'assuré : les saisies-arrêts postérieures à la signature de l'avenant sont sans aucun effet à son égard, puisque par lui-même et par lui seul, l'avenant existe *erga omnes*. Quant aux saisies-arrêts survenues avant l'avenant, la jurisprudence les fait tomber dans tous les cas, et, quelque réserve qu'on puisse faire sur ce point, on est bien forcé de reconnaître qu'en pratique, le bénéficiaire par avenant n'a pas grand'chose à craindre. Enfin l'assuré lui-même a dans l'avenant un moyen facile de soustraire le capital assuré à l'action de ses propres créanciers : hors le cas de fraude, qui reste soumis au droit commun, ceux-ci seront désarmés. On ne pourrait pas, du reste, reconnaître le même avantage au cessionnaire par avenant ; on sait en effet que l'avenant est un mode de transmission réservé au seul signataire de la police. Si donc le cessionnaire par avenant veut soustraire le capital assuré à l'action de ses propres créanciers, il ne pourra avoir recours qu'à l'endossement, en supposant bien entendu la police à ordre, mais non à un nouvel avenant.

L'avenant permet en outre, et c'est là un avantage considérable, de régler par avance certaines questions qui soulèvent fréquemment des difficultés. C'est ainsi que, la Compagnie étant partie au contrat, le cessionnaire pourra stipuler qu'elle devra le mettre personnellement en de-

(1) Quand nous employons les expressions : *cessionnaire* par avenant, *cessionnaire* par endossement, nous n'entendons pas trancher la question de savoir si l'avenant, si l'endossement constituent ou non de véritables cessions. Cette question a été examinée plus haut. On est bien forcé d'employer le mot *cessionnaire*, à défaut d'autre.

meure de payer les primes. Ainsi il ne sera pas exposé au danger d'une annulation de l'assurance opérée à son insu. Les parties pourront encore s'expliquer sur deux questions qui, en cas d'endossement, font l'objet de controverses : le cessionnaire a-t-il le droit de toucher la participation dans les bénéfices de la Compagnie ? a-t-il le droit de racheter la police ?

L'avenant est, de tous les modes de transfert, celui qui présente le plus de généralité dans son application, celui qui sert à réaliser les opérations les plus nombreuses. On a vu plus haut quelles difficultés et quelles incertitudes présente la mise en gage de la créance en indemnité par le procédé de l'endossement (v. p. 195 et s.). L'avenant constitue un moyen facile d'impignoration des polices d'assurances, moyen dont la légalité ne peut plus être mise en doute depuis l'arrêt de cassation du 16 janvier 1888, précité, lequel décide que l'avenant n'est pas assujéti *aux formalités de l'article 2075 du Code civil* (1). De même la donation d'une police d'assurance n'est pas une opération facile à réaliser ; « cette donation, dit M. Dupuich (note dans Dalloz, 1893. « 1.179, sous Cass., 6 mai 1891) ne peut être réalisée par

(1) En réalité le créancier désigné dans l'avenant comme bénéficiaire est plus qu'un créancier gagiste ; il n'a pas seulement un droit de gage sur l'indemnité, il a un droit direct et personnel sur cette indemnité. Si on se trouve en dehors de la sphère d'application de l'article 2075, comme le reconnaît l'arrêt de cassation précité, c'est qu'il ne s'agit pas d'une véritable constitution de gage (V. dans ce sens Deslandres, *op. cit.*, p. 228 et s.). En somme, il n'y a aucune différence entre la personne désignée par avenant comme véritable bénéficiaire du contrat, et celle à qui le bénéfice est attribué par avenant à titre de garantie, sinon que l'indemnité due par la Compagnie appartiendra intégralement à la première, tandis qu'elle n'appartiendra à la seconde que dans la mesure de sa créance contre l'assuré. Dans le cas où, avant l'événement qui rend exigible le capital assuré, cette créance aurait été éteinte, l'assuré aura une action contre son créancier pour le contraindre à restituer le gage.

« un endossement, puisque la régularité de l'endossement répugne au caractère gratuit d'un tel acte ; elle ne peut résulter d'un don manuel parce qu'un semblable titre n'est pas une valeur au porteur ». Il ne resterait donc aux parties que la ressource d'une donation solennelle ; mais elles ont un moyen très sûr de réaliser sans frais leur intention : il suffira de faire établir par la Compagnie un avenant au profit de la personne qu'il s'agit de gratifier.

Enfin l'avenant paraît être, dans l'état actuel de la législation, le seul moyen qui permette à l'assuré de faire un sort égal à tous ses enfants, qu'il a désignés comme bénéficiaires, et de leur attribuer à tous un droit au capital, objet de l'assurance, *jure proprio* et non *jure hereditario*. On a vu plus haut qu'en désignant comme bénéficiaires ses enfants, sans ajouter les mots *nés ou à naître*, le souscripteur de la police stipule en principe au profit de personnes indéterminées, c'est-à-dire pour lui-même, dans les termes de l'article 1122 du Code civil, mais que les juges du fond peuvent, d'après les circonstances, décider qu'il a entendu stipuler seulement au profit de ceux de ses enfants *déjà nés* au moment du contrat (V. p. 30), ce qui a pour effet de faire acquérir à ceux-ci le capital assuré *jure proprio*. Si, après la signature du contrat, d'autres enfants naissent, ils ne pourront recueillir le capital assuré qu'à titre d'héritiers. Pour éviter cette inégalité fâcheuse, il suffit que l'assuré, après avoir stipulé nominativement au profit de ses enfants existant au jour du contrat, ait ensuite recours à un avenant d'attribution chaque fois qu'un nouvel enfant naît.

En présence de ces avantages si nombreux et si réels, on peut souhaiter, avec les praticiens, que le transfert par

avenant prenne une extension de plus en plus considérable, ou, pour parler plus exactement, que les parties qui désirent céder le bénéfice de leur contrat à titre gratuit ou à titre onéreux, ou le constituer en gage, aient toujours recours à l'avenant. Ce procédé, sans réaliser proprement une cession ou une impignoration, produit en somme les effets essentiels de ces deux opérations, avec une sûreté et une commodité qu'on chercherait en vain à obtenir par d'autres moyens.

## QUATRIÈME PARTIE

### ÉTENDUE DES DROITS DU CESSIONNAIRE

---

Jusqu'ici on a étudié les droits résultant de la transmission d'un contrat d'assurance sur la vie, et le mécanisme de la transmission elle-même, en se plaçant au moment du transfert. Il reste à examiner comment se comportent dans la suite les droits qui ont fait l'objet de la cession, en supposant cette cession parfaite.

Ces droits, en effet, ne restent pas tels que nous les avons établis théoriquement à la section IV de la II<sup>e</sup> Partie. Ils sont soumis à des vicissitudes diverses, à des conditions variées. En outre ils peuvent recevoir des limitations résultant de l'exercice des droits des créanciers du cédant. De là deux chapitres dont le premier aura pour objet l'étude des modalités qui affectent les droits du cessionnaire, et le second l'étude des droits que l'on doit reconnaître aux créanciers du cédant, sur le bénéfice du contrat d'assurance.



## CHAPITRE PREMIER

### DES MODALITÉS QUI AFFECTENT LES DROITS DU CESSIONNAIRE.

#### SECTION I. — Caractère conditionnel des droits du cessionnaire.

Rappelons que, d'après ce qui précède, il y a transmission (*lato sensu*) du bénéfice du contrat, lorsque les parties ont eu recours à la cession civile, au transfert sur le titre même, à l'endossement (nous avons admis que l'endossement d'une police opère cession de cette police, puisqu'il opère plus que cette cession), à l'avenant d'attribution (du moins lorsque la police désignait comme bénéficiaire une personne indéterminée).

En un mot, à nos yeux, toutes les fois qu'intervient, après la signature de la police, un acte modifiant l'attribution bénéficiaire, il y a en principe transmission du contrat. Exception doit être faite pour l'avenant qui vient modifier une police désignant un bénéficiaire déterminé.

Lorsque la désignation du bénéficiaire est faite dans la police même, on ne se trouve plus en présence d'une transmission du contrat, mais d'un cas d'attribution.

Dans les développements qui précèdent, on a été amené à parler parfois un peu longuement d'opérations qui ne réalisent pas de véritables transmissions et qui, par conséquent, semblent sortir du cadre de cette étude. Il était difficile, semble-t-il, d'éviter cet inconvénient : ne fût-ce

que pour différencier ces opérations de celles qui constituent de véritables cas de cession, il était nécessaire d'étudier les unes et les autres. Mais, au point où nous sommes arrivés, nous ne devons plus nous occuper que des cas de transmission proprement dits, et c'est dans ces limites que nous avons à étudier les conditions qui affectent les droits du cessionnaire.

L'ensemble des droits du cessionnaire peut se ramener à deux catégories : les droits principaux, c'est-à-dire le droit de créance éventuel qui a pour objet le capital assuré et le droit de continuer l'assurance, en imposant à la Compagnie le paiement des primes, dans le cas où le cédant aurait interrompu ce paiement, — et les droits secondaires, c'est-à-dire le droit à la valeur de rachat de la police, le droit au capital assuré par la police qui a fait l'objet d'une réduction, le droit d'emprunter à la Compagnie jusqu'à concurrence de la valeur de rachat, le droit de rétrocéder le contrat, enfin le droit de participation aux bénéfices.

Parmi ces droits, certains ont une existence actuelle et définitive : tels le droit à la valeur de rachat, le droit d'emprunter sur contrat (bien entendu, nous supposons réalisées les conditions exigées pour que le droit à la valeur de rachat soit acquis, c'est-à-dire l'expiration du laps de temps fixé par la police, ordinairement trois ans). Cette valeur de rachat est du reste variable pour un même contrat en cours (1) ; mais le cessionnaire a sur elle un droit

(1) En effet la valeur de rachat de la police est constituée, sous certaines déductions, par l'excédent du montant des premières primes sur la valeur du risque assuré. Or, peu à peu, la valeur de la prime annuelle tend à devenir égale à celle du risque ; puis, dans les dernières années du contrat, elle ne suffit plus pour couvrir ce risque. Par suite la valeur de rachat commence par s'accroître, jusqu'au jour où le montant de la prime annuelle garantit exactement le risque en cours ; à partir de ce

qui n'est subordonné à aucune condition suspensive et qui, en même temps, n'est exposé à aucune chance de résolution.

Tous les autres droits du cessionnaire : droit au capital assuré, droit au capital qui fait l'objet de l'assurance réduite, droit de rétrocéder le contrat, droit de participation aux bénéfices, sont des droits conditionnels (nous mettons à part le droit de continuer le contrat qui constitue, non pas précisément un droit conditionnel, mais la condition même qui affecte l'ensemble des droits du cessionnaire). C'est l'étude des conditions auxquelles sont soumis les droits du cessionnaire qui fait l'objet du présent chapitre.

Avant d'aborder l'étude de ces conditions, il est nécessaire de rappeler qu'à nos yeux les droits du cessionnaire sont, dans tous les cas, et quel que soit le mode de cession employé, soumis aux modalités qui affectaient les droits du cédant. En cas de cession civile, il n'y a pas de difficulté, et, en ce qui concerne l'avenant et l'endossement (*v. supra*) nous avons essayé de prouver que la même solution doit être admise.

Les conditions qui affectent les droits du cessionnaire sont de deux sortes : les unes sont suspensives, les autres résolutoires.

## SECTION II. — Conditions suspensives.

La première condition suspensive est la continuation du paiement des primes. Il est évident, en effet, que si le con-

moment, elle est absorbée peu à peu pour faire face à l'insuffisance de la prime annuelle.

trat prend fin, les droits du cessionnaire tomberont, comme seraient tombés ceux de l'assuré. Tous les droits du cessionnaire sont soumis à la condition du paiement des primes. Exception doit être faite, cependant pour le droit à la valeur de rachat, ou au capital garanti par le contrat réduit; il est évident, en effet, qu'il ne peut être ici question de continuation du contrat, puisque le droit à la valeur de rachat, prime unique du contrat réduit, ne prend naissance que lorsque le contrat primitif est interrompu par la cessation du paiement des primes. Ajoutons qu'en ce qui concerne le droit à la participation aux bénéfices, la continuation du contrat forme plutôt un élément constitutif du droit lui-même qu'une condition suspensive de ce droit : le cessionnaire ne peut réclamer à la fin de chaque année la somme représentant la valeur qui lui revient, d'après les statuts, dans les bénéfices réalisés par la Compagnie qu'autant que la prime a été payée pendant cette année, puisqu'on peut considérer la participation aux bénéfices comme un tempérament apporté à l'exagération du montant des primes.

Mais il ne suffit pas, pour que s'ouvre le droit du cessionnaire, que l'assurance soit continuée. Il faut en outre que se réalise l'événement prévu : la vie de l'assuré à l'époque convenue, ou sa mort. S'il s'agit d'une assurance en cas de vie, on se trouvera toujours en présence d'une véritable condition. Pour l'assurance en cas de décès, il faut distinguer : dans l'assurance temporaire, il s'agit bien d'une véritable condition ; dans l'assurance vie-entière, la modalité qui affecte les droits du cessionnaire est un terme incertain (1).

(1) Il s'agit bien ici d'un terme, car, à notre avis, il importe peu que le

## SECTION III. — Conditions résolutoires.

En parlant de la mort de l'assuré comme condition suspensive du contrat (ou terme incertain, s'il agit d'une assurance vie-entière), nous n'entendons pas parler de cette mort survenue dans les conditions prévues au contrat. En principe, du moment que cette mort est survenue, peu importe comment, et que, d'autre part, le contrat a été continué jusqu'au jour où elle s'est produite, la Compagnie doit payer le capital assuré. Seulement, en signant la police, ou tout au moins en donnant son consentement au contrat, l'assuré a pris certains engagements envers la Compagnie ; faute pour lui d'y avoir satisfait, le contrat sera résolu, sauf à déterminer plus exactement d'après quel principe. Parmi ces engagements figure, comme on va le voir tout à l'heure, la non-aggravation des risques ; si donc il est prouvé (c'est à la Compagnie de faire cette preuve) que le souscripteur de la police a couru des risques plus graves que ceux qui avaient été assurés, le contrat tombera. C'est ainsi que la mort de l'assuré survenue dans des circonstances présentant des risques plus graves que ceux prévus est une condition résolutoire du contrat.

Ainsi les conditions résolutoires qui affectent les droits du cessionnaire, comme elles affectaient les droits du cédant, peuvent toutes se ramener à l'idée du non-accomplissement, par l'assuré, des obligations qu'il avait con-

cessionnaire (pourvu qu'il soit définitivement investi) meure avant l'assuré ; le droit qu'il a acquis passera à ses héritiers à la mort de ce dernier, comme il serait passé au cessionnaire lui-même.



tractées, ou plutôt des devoirs qui lui incombent à raison de la signature même de la police. Ces obligations sont multiples ; mais, parmi elles, il en est dont l'inaccomplissement n'est pas une condition résolutoire, mais une cause de nullité du contrat, et qui, par conséquent, sont étrangères à ce chapitre. Nous devons faire une petite précision à ce sujet ; puis nous examinerons ensuite à quel principe il faut rattacher la résolution du contrat, et enfin nous dirons quelques mots d'une clause spéciale, qui, dans ces derniers temps, a pris un grand développement pratique, la clause dite d'*incontestabilité*.

Parmi les obligations de l'assuré, on trouve, en premier lieu, celles qui lui incombent *au moment de la signature du contrat*. Il doit faire connaître, à cette époque, toutes les circonstances propres à permettre à l'assureur d'apprécier en toute sécurité le risque. L'indication de l'âge ne suffit pas, et l'assuré doit en outre donner connaissance de tous les faits de nature à influencer sur la durée de sa vie (antécédents, état de santé, genre d'existence, fortune, etc.). Toute réticence ou toute omission, ou, à plus forte raison, toute fausse déclaration sur ces différents points, *annule l'assurance*, aux termes d'une clause que l'on retrouve à peu près dans toutes les polices, et qui reproduit du reste l'article 348 du Code de commerce, applicable en matière d'assurances terrestres aussi bien qu'en matière d'assurances maritimes. Cependant, pour que la réticence produise cet effet, elle doit se produire au moment même de la signature du contrat, et être de nature à induire la Compagnie *en erreur* soit sur les conditions du contrat, soit sur le contrat lui-même (V. la dissertation de M. Dupuich dans Dalloz, 1894.2.425).

Cette première obligation de l'assuré entraîne-t-elle, en

cas de non-accomplissement, la *résolution* du contrat ? Certains auteurs semblent l'admettre, et M. Lefort notamment (*op. cit.*, III, p. 54), parle à ce propos de *révocation*. Il n'est pas douteux cependant qu'on se trouve ici en face d'un cas de *nullité*, comme le dit exactement la clause de la police, et comme l'ont déclaré un certain nombre d'arrêts où le mot *nullité* se trouve en toutes lettres (V. notamment : Paris, 12 janvier 1894, D. P. 1894.2.593; *id.*, 5 juillet 1878, D. P. 1881. 2.234). Il s'agit du reste d'un vice du consentement de l'assureur, de l'erreur où il se trouve relativement à l'appréciation du risque, ou du dol de l'assuré ; conformément au droit commun, la sanction est la *nullité* du contrat, et non pas sa résolution. Comment du reste pourrait-on concevoir, à l'égard surtout du cessionnaire, le manque de sincérité dans les déclarations de l'assuré comme une condition résolutoire du contrat ? Ce n'est pas là un événement futur ; quand la cession s'opère, il est clair que l'examen médical est passé, et que les déclarations de l'assuré, exactes ou non, sont acquises. Il s'agit donc bien d'une cause de nullité, basée sur l'erreur de la Compagnie ou sur le dol dont elle a souffert ; et cette erreur est appréciée ici absolument selon les termes du droit commun (art. 1109 du C. civ. et s.).

Le non-accomplissement de l'obligation qui incombe à l'assuré d'être sincère dans ses déclarations n'est donc pas une condition résolutoire du contrat. Et il faut en dire autant du non-accomplissement de l'obligation de payer la première prime. Ce paiement est un des éléments constitutifs du contrat, qui, jusqu'au moment où il est effectué, n'a pas encore d'existence.

Un second groupe d'obligations est imposé à l'assuré, *au cours du contrat*.

Tout d'abord on trouve, dans cet ordre d'idées, le paiement des primes ; encore serait-il plus exact de dire qu'il incombe, non pas à l'assuré, mais au preneur d'assurance. Nous nous sommes expliqué sur ce point, et nous avons vu, dans le fait du paiement des primes, une condition suspensive du contrat.

En second lieu, on trouve l'obligation de la non-aggravation des risques au cours du contrat. L'assureur, en effet, n'a traité qu'en vue des risques qui lui étaient révélés, et il importe que, dans la suite, ces risques ne soient pas modifiés. Toute modification du risque n'entraîne pas du reste la déchéance ; pour qu'il en soit ainsi, il faut que cette modification ait pour effet d'augmenter les chances de mortalité et, en outre, qu'elle soit le résultat de la volonté de l'assuré, et non pas la conséquence logique, naturelle, d'un état de choses existant au moment de la signature du contrat. Le juge du fait apprécie souverainement. Seulement les Compagnies prévoient spécialement certains faits de nature à rapprocher l'arrivée de la mort de l'assuré, ou même à la produire immédiatement. C'est ainsi que, dans toutes les polices, on trouve, comme cas d'aggravation des risques : le suicide, la mort en duel, la mort résultant d'une condamnation judiciaire, le risque de voyage et le séjour à l'étranger (hors de l'Europe et de l'Algérie), la profession de marin, le risque de guerre.

Toutes les fois que la Compagnie peut prouver l'un des faits qui viennent d'être énumérés, ou même peut prouver que, d'une façon quelconque, le risque a été augmenté par la volonté de l'assuré, la résolution du contrat est prononcée. Quel est le fondement juridique de cette résolution ? On ne doit pas le chercher dans l'article 1184 du Code civil, applicable aux seuls contrats synallagmatiques (1), car on sait

(1) Cependant si l'on admet, suivant une remarque que nous avons en-

que le contrat d'assurance ne présente pas en réalité ce caractère, pas plus à l'égard du preneur d'assurance qu'à l'égard du cessionnaire, ni l'un ni l'autre n'étant véritablement obligés (la meilleure preuve en est que la Compagnie ne pourrait pas intenter d'action contre eux, ni prétendre à des dommages-intérêts). En réalité, presque toutes les polices contiennent la stipulation d'une résolution de plein droit, rigoureusement obligatoire, en cas d'aggravation des risques postérieure au contrat.

La résolution du contrat une fois prononcée, que vont devenir les primes encaissées par la Compagnie ? D'après l'article 1183 du Code civil, tout devrait être remis dans le même état que si le contrat n'avait jamais existé, c'est-à-dire que les primes devraient être remboursées à l'assuré. Mais la Compagnie a couru des risques jusqu'au jour de la résolution du contrat ; les primes, qui ont servi à assurer ces risques, doivent donc lui rester acquises. Cependant, à raison de l'exagération du montant des premières primes, une certaine portion des sommes versées est restée sans emploi, et n'a garanti aucun risque. Il semble bien que cette portion doit revenir à l'assuré, à moins d'une convention expresse en sens contraire (1).

tendu faire à M. Massigli, et aussi au regretté M. Beudant que, dans l'article 1184, on peut lire : contrats à titre onéreux, au lieu de contrats synallagmatiques (à raison de la confusion faite par le Code entre ces deux qualifications, Cpr., art. 1102 et 1106, C. civ.) il faudra dire que notre article est applicable aux contrats unilatéraux à titre onéreux, par exemple au prêt à intérêts, et aussi au contrat d'assurance sur la vie. La résolution du contrat pour aggravation des risques pourrait alors être prononcée, même en l'absence d'une clause spéciale de la police prévoyant cette résolution.

(1) Cette convention serait du reste parfaitement équitable ; à l'objection tirée du défaut d'emploi d'une portion des primes, on peut répondre avec M. Couteau (*op. cit.*, II, p. 153) que l'assureur, qui a probablement compté d'avance sur cette portion pour la formation de la mutualité

En fait, d'ailleurs, il faut surtout s'en rapporter aux polices, qui prévoient toutes le cas, et, suivant une distinction très équitable, stipulent que les Compagnies ont le droit de garder le total des primes versées lorsqu'il n'y a pas eu acquittement des trois premières primes annuelles, mais que, si ces trois premières primes au moins ont été versées, les ayants droit pourront toucher la valeur de rachat de la police.

Le droit, pour la Compagnie, de demander la résolution du contrat n'est pas forcément exercé par elle ; la Compagnie peut fort bien ne pas invoquer les déchéances résultant de l'aggravation des risques. Une ratification expresse ou tacite de sa part serait théoriquement possible. Il semble même qu'on pourrait expliquer la perte du droit résultant pour la Compagnie de l'accomplissement de la prescription trentenaire (la seule possible quand il s'agit d'une action en résolution) par l'idée d'une renonciation tacite. Quant à l'action en nullité qui appartient à la Compagnie pour réticences ou fausses déclarations, elle est susceptible également d'une ratification expresse ou tacite ; elle est soumise en outre à la prescription décennale de l'article 1304 du Code civil, en faisant courir les dix ans à partir du jour où l'assureur a eu connaissance du vice qui affectait originairement le contrat (V. Lefort, *op. cit.*, III, p. 57).

C'est surtout l'action en nullité, et aussi un peu l'action

comprenant tous les assurés, a bien le droit de stipuler qu'il la conserve, à titre d'indemnité. Lorsque le contrat est, non plus résolu, mais annulé, la question du remboursement des primes versées se pose encore et doit être résolue de la même façon. C'est du reste à propos d'un cas d'annulation que se place l'observation précédente de M. Couteau. Ajoutons enfin qu'en cas d'annulation du contrat, les Compagnies reconnaissent parfois à l'assuré le droit de réclamer les primes versées, sauf la première.



en résolution (tout au moins dans un cas), que vise une clause assez usitée dans la pratique, et dont nous dirons seulement quelques mots : la clause dite d'*incontestabilité*.

Dans ces dernières années, un mouvement sérieux s'est dessiné en faveur de la réduction des causes d'annulation pour réticences ou pour déclarations inexactes. Il a semblé que l'assureur, au bout d'un certain temps, pouvait se considérer comme privé du droit d'exciper de faits imputables à l'assuré ; en d'autres termes, que le temps écoulé (on le fixe ordinairement à cinq ans, et même moins) rendait la police *incontestable*. Et on a fait des efforts pour étendre l'incontestabilité aux cas où la police est exposée, non plus à une annulation, mais à une résolution.

La clause insérée à cet égard dans les polices est parfaitement licite, et aux termes de l'article 1134, elle est obligatoire (Dans ce sens Lefort, *op. cit.*, III. p. 58). Mais il importe d'être fixé sur l'effet réel qu'elle produit.

De violentes critiques se sont élevées contre la clause d'incontestabilité, et on a fait remarquer qu'elle ne produit que des effets apparents, le droit d'opposer la nullité restant toujours à la Compagnie en cas de dol, en vertu de ce principe qu'on ne peut se garantir contre sa propre fraude. Cette considération est exacte, et la clause d'incontestabilité ne peut avoir pour objet de couvrir et de valider les manœuvres qui ont amené la conclusion du contrat. Comme le fait très bien remarquer M. Lefort, ce qu'elle vise surtout (*loc. cit.*), c'est l'omission dont le futur assuré peut se rendre coupable, et qui, malgré sa bonne foi, serait de nature à entraîner la nullité de la police. Voilà toute la portée qu'elle peut avoir, et il ne saurait être question pour l'assuré d'invoquer la clause d'incontestabilité, lors-

qu'il y a eu dol de sa part, ou qu'après la signature du contrat, il a augmenté les risques. On a essayé cependant de faire admettre cette dernière solution, en cas de mort survenue en duel. Dans ce cas, a-t-on prétendu, la Compagnie ne serait pas recevable à intenter l'action en résolution, si du moins il s'est écoulé entre la signature de la police et le duel l'intervalle de temps fixé pour que la police soit incontestable. C'est oublier que le duel modifie le risque d'une façon absolument anormale.

Dans les limites qui viennent d'être fixées, c'est-à-dire en restreignant sa portée d'application aux omissions commises de bonne foi par l'assuré, la clause d'incontestabilité procure, semble-t-il, à l'assuré, une sécurité absolue ; elle lui garantit l'entière exécution de sa volonté, et, en même temps, elle n'est pas trop défavorable pour l'assureur, car l'expérience a prouvé que c'est surtout pendant les premières années que se produisent les décès, dans les contrats acceptés par suite de déclarations inexactes. Aussi s'explique-t-on que l'emploi de cette clause soit recommandé par un grand nombre d'auteurs.

## CHAPITRE II

### LIMITATIONS RÉSULTANT, POUR LE CESSIONNAIRE, DE L'EXERCICE DES DROITS DES CRÉANCIERS DU CÉDANT.

L'ensemble des droits résultant du contrat d'assurance étant transmis au cessionnaire, sous les conditions qui viennent d'être étudiées, ces droits peuvent être, entre les mains du cessionnaire, l'objet de certaines limitations provenant de l'exercice des actions que la loi accorde aux créanciers de l'assuré cédant. C'est l'étude de ces restrictions, de ces limitations, qui fait l'objet de ce chapitre.

En dehors de l'hypothèse d'une faillite, les moyens mis par la loi à la disposition des créanciers pour obtenir le paiement de leur débiteur peuvent se ramener à trois : les créanciers ont la faculté d'exercer, au nom de leur débiteur, les droits qui appartiennent à celui-ci, à l'exception de ceux qui sont exclusivement personnels (art. 1166, C. civ.). Ils peuvent en outre faire révoquer les actes accomplis par leur débiteur en fraude de leurs droits (art. 1167, C. civ.). Ils peuvent enfin pratiquer une saisie sur les biens de leur débiteur (art. 2092, C. civ.) ; et cette saisie, en notre matière sera forcément une saisie-arrêt (art. 557, C. pr.), puisqu'il s'agit, pour les créanciers, de se faire attribuer une créance ou plutôt un ensemble de créances dont leur débiteur était titulaire (1).

(1) Même en dehors de toute hypothèse de cession nous n'admettons pas qu'il soit possible aux créanciers de l'assuré de pratiquer une saisie

Lorsque le débiteur est déclaré en faillite, la situation des créanciers est plus favorable. Tout d'abord le syndic a qualité pour exercer tous les droits et actions du débiteur failli ; c'est là une conséquence du dessaisissement. En second lieu la loi déclare nuls de plein droit, ou annulables sous certaines conditions, suivant les distinctions établies par les articles 446 et 447 du Code de commerce, les actes accomplis par le failli durant la période suspecte ; quant aux actes antérieurs à cette période, ils peuvent être révoqués dans les conditions de l'article 1167, qui forme le droit commun de la matière. Enfin la saisie-arrest est remplacée par le dessaisissement général du failli, dessaisissement qui s'applique à tous ses biens (art. 443, C. com.) et, entre autres, à la créance en indemnité résultant pour lui de la signature du contrat d'assurance.

Tel est, très sommairement, l'ensemble des droits des créanciers ; l'énumération qui vient d'en être faite va servir de cadre pour l'étude des droits qui appartiennent, à l'encontre du cessionnaire, aux créanciers de l'assuré cédant.

Quant aux créanciers du cessionnaire lui-même, leur situation, à partir du moment où le cessionnaire est investi des droits à l'égard des tiers, est celle qu'avaient, avant le fait de la cession, les créanciers de l'assuré lui-même, vis-à-vis de leur débiteur. Ils peuvent en principe

exécution sur la police. Ce résultat est évident lorsqu'il s'agit d'une police à personne dénommée. Et on doit encore l'admettre lorsqu'il s'agit d'une police à ordre, qu'on ne doit jamais assimiler à un meuble corporel. C'est la raison pour laquelle nous n'avons pas admis la possibilité du transfert par don manuel d'une police à ordre (v. p. 133-134). Seule, une police d'assurance au porteur pourrait faire l'objet d'une telle saisie ; mais on sait qu'en pratique les exemples d'une telle police sont rares.

exercer les droits du cessionnaire, par exemple verser entre les mains de la Compagnie le montant des primes dans le cas où le cédant a suspendu le paiement, et où le cessionnaire ne l'effectue pas non plus. Du moment en effet que l'on reconnaît ce droit au cessionnaire lui-même, aucune raison ne s'oppose, semble-t-il, à ce qu'on l'accorde également à ses créanciers, la continuation du contrat ne paraissant pas constituer l'un de ces droits que l'on doit considérer comme exclusivement attachés à la personne. La solution est différente en ce qui concerne le droit de demander le rachat du contrat ; il a été jugé, en effet, que le droit d'opter entre le rachat et la réduction est un droit exclusivement attaché à la personne de l'assuré, et que ne peuvent exercer ni ses créanciers, ni même le syndic de sa faillite ou son liquidateur judiciaire (Rouen, 18 janvier 1894, D. P. 1895.2.153, et la note de M. Dupuich ; dans le même sens : Cour de justice de Genève, 10 janvier 1887, et trib. civ. de Quimper, 2 mai 1893). Ces solutions ne prévoient pas du reste l'hypothèse d'une cession du contrat ; mais il est évident que la situation du cessionnaire est identiquement ce qu'était celle de l'assuré avant la cession. Les créanciers du cessionnaire peuvent en outre faire révoquer une seconde cession faite en fraude de leurs droits, et pratiquer des saisies-arrêts sur la créance en indemnité entre les mains de la Compagnie, sauf à se trouver en conflit avec les créanciers de l'assuré cédant qui auraient fait saisie-arrêt avant l'accomplissement des formalités destinées à assurer la publicité de la cession ; ils peuvent enfin saisir-arrêter le prix du rachat que l'assuré aurait demandé de lui-même à la Compagnie.

Dans l'hypothèse de la faillite du cessionnaire, on trou-



verait aussi l'application stricte du droit commun, sauf en ce qui concerne l'exercice du droit de rachat par le syndic (arrêt de Rouen précité).

Naturellement les créanciers du cessionnaire ne pourraient plus élever aucune prétention dans le cas où, sur la demande de ceux de l'assuré cédant, la cession serait révoquée par l'effet de l'action Paulienne, ou bien, en supposant la faillite du cédant, comme ayant été consentie durant la période suspecte.

Revenons à l'étude des droits des créanciers de l'assuré ; c'est là, on s'en souvient, l'objet de ce chapitre.

Il est clair que la question de savoir dans quelle mesure les créanciers de l'assuré cédant peuvent agir sur le bénéfice de l'assurance ne se pose que lorsque ce bénéfice a fait partie du patrimoine de leur débiteur. Quand on se trouvera en présence, non pas précisément d'une véritable cession, mais d'une opération qui s'analyse comme une attribution originaire du bénéfice du contrat, les créanciers de l'assuré seront évidemment sans aucun droit, soit que le bénéficiaire (personne déterminée) ait accepté immédiatement, auquel cas son droit est dès maintenant définitif, soit qu'il ait accepté ultérieurement, ou même qu'il ne doive accepter qu'à la mort du stipulant ; dans tous les cas, en effet, l'acceptation prendra rétroactivement effet au jour de la signature de la police. En un mot il ne peut être question des droits des créanciers de l'assuré que dans les cas qui ont été déterminés plus haut comme constituant des cas de véritable *cession*.

Dans des développements qui vont suivre, nous distinguerons suivant qu'on se trouve en dehors de l'hypothèse d'une faillite, ou que la faillite de l'assuré cédant a été déclarée.

## SECTION I. — L'assuré cédant n'est pas en faillite.

Les droits qui pourraient exister au profit des créanciers de l'assuré à l'encontre du cessionnaire se ramènent aux trois groupes qui ont été indiqués tout à l'heure.

A partir du moment où, par l'accomplissement des formalités de publicité, la cession a pris son existence *erga omnes*, les créanciers de l'assuré cédant n'ont plus aucune prétention à faire valoir sur la créance en indemnité. Il ne peut donc être question pour eux, ni d'exercer, au nom de leur débiteur, des droits qui n'appartiennent plus à ce dernier (droit de continuer le contrat, ou, au contraire, de demander le rachat de la police), ni de saisir-arrêter une créance qui est sortie de son patrimoine. Comme on vient de le dire, ce sont les créanciers du cessionnaire qui peuvent avoir recours à ces moyens d'action.

Dans l'hypothèse d'une cession civile, les saisies-arrêts pratiquées par les créanciers de l'assuré après l'accomplissement des formalités de l'article 1690 seraient sans aucune valeur. Celles qui auraient été pratiquées avant l'accomplissement de ces formalités auraient la valeur de significations et mettraient les créanciers saisisants en concours avec le cessionnaire qui aurait signifié postérieurement aux saisies ; tous viendraient au marc-le-franc. Enfin si on suppose que, postérieurement à la signification ou à l'acceptation du transport, elle-même précédée de saisies-arrêts, d'autres oppositions ont été faites par les créanciers de l'assuré cédant, on se trouve en présence de difficultés qui ne rentrent pas dans le cadre de cette étude. Une solution qui peut être défendue, et qui a tout au moins le mérite de la simplicité, consiste à refuser

toute valeur aux saisies-arrêts postérieures à la cession.

Si le contrat d'assurance a été l'objet d'un endossement, les créanciers de l'assuré endosseur ne peuvent élever aucune prétention sur le capital assuré, l'endossement étant, par lui-même et par lui seul, parfait *erga omnes*. Quant aux saisies-arrêts antérieures à l'endossement, elles seront sans aucune valeur vis-à-vis du porteur (art. 149, C. com.).

Enfin si l'assuré a eu recours à un avenant d'attribution, on a vu que, d'après le système de la jurisprudence, cet avenant contient, dans tous les cas, attribution originaire du bénéfice. Les créanciers de l'assuré ne pourront donc pas faire de saisie-arrêt après la signature de l'avenant ; bien plus, les saisies-arrêts pratiquées avant cette signature tombent, par l'effet rétroactif de l'avenant. Quelque réserve qu'on puisse faire à ce sujet lorsque l'avenant modifie un contrat qui désignait un bénéficiaire indéterminé (le seul cas où l'on se trouve en présence d'une cession, le seul cas par suite qui nous intéresse ici), on est bien forcé de reconnaître qu'en fait, dans l'état actuel de la jurisprudence, les créanciers qui auraient fait saisie-arrêt avant l'avenant seraient désarmés.

Telle est la situation des créanciers de l'assuré cédant relativement aux saisies-arrêts portant sur la créance en indemnité qui appartenait à leur débiteur. Mais il est deux autres créances, deux autres droits nés du contrat au profit de l'assuré signataire de la police, pour lesquels on pourrait concevoir une opposition de la part de ces mêmes créanciers ; ce sont le droit à la participation bénéficiaire et le droit au prix du rachat que l'assuré aurait demandé à la Compagnie d'opérer.

Ici encore, en principe, il s'agit de créances comprises

dans la cession, et pour lesquelles, par conséquent, les créanciers de l'assuré cédant seront sans aucun droit lorsque le transfert leur sera devenu opposable, c'est-à-dire lorsque la cession civile aura été signifiée ou acceptée, lorsque la police aura fait l'objet d'un endossement régulier, ou lorsque l'avenant d'attribution aura été signé. Mais il peut se faire que l'assuré cédant se soit réservé le droit de participation aux bénéfices (1), et, dans ce cas, les créanciers pourront agir (2). Cette réserve, d'ailleurs, devrait être expresse, à notre avis, et on ne saurait la présumer, comme le voudrait M. Deslandres (*op. cit.*, p. 198), par cette seule circonstance que la cession a été gratuite. Une telle réserve ne peut guère se concevoir en cas de transfert par endossement ; la rapidité des transmissions successives s'oppose à la conclusion de pactes ayant pour objet de préciser ou de limiter l'objet du transfert ; et d'ailleurs l'endossement d'une police transmet la propriété de cette police, c'est-à-dire l'ensemble des droits auxquels elle donne naissance au profit de l'assuré.

Les créanciers de l'assuré cédant ont un autre moyen d'action : ils peuvent faire révoquer la cession faite en fraude de leurs droits. L'action Paulienne constitue même pour eux, sauf les difficultés de preuve, le seul procédé efficace pour atteindre la valeur pécuniaire que représentait la police dans le patrimoine de leur débiteur.

M. Deslandres distingue suivant que les créanciers de l'assuré intentent l'action Paulienne durant la vie de celui-ci ou après sa mort.

En se plaçant dans la première hypothèse, il fait une

(1) Quant au droit à la valeur de rachat, on a vu qu'il rentre *toujours* dans l'objet de la cession.

(2) D'ailleurs, dans ce cas, on ne pourra pas dire qu'ils agissent à l'encontre du cessionnaire.

sous-distinction, suivant que la cession s'est réalisée à titre gratuit, ou bien que l'on se trouve en présence d'une cession à titre onéreux.

Soit d'abord une cession *à titre gratuit*.

Pour que l'action Paulienne soit recevable, il suffit que les deux éléments traditionnels, *eventus damni*, et *consilium fraudis*, soient réunis. C'est-à-dire qu'il faut que la cession appauvrisse l'assuré cédant de manière à le rendre insolvable, ou à augmenter son insolvabilité, et que le cédant connaisse cette circonstance, qu'il sache que, en consentant à la cession, il fait tort à ses créanciers.

Il n'y a rien de particulier en ce qui concerne la seconde condition ; c'est l'application du droit commun.

Quant à la première, l'insolvabilité de l'assuré, elle exige qu'on apprécie l'appauvrissement résultant de la cession pour l'assuré.

Deux hypothèses doivent encore être distinguées.

Si c'est le cessionnaire qui paie lui-même les primes à l'avenir (à nos yeux, on doit toujours admettre qu'il en est ainsi, à moins d'une convention expresse en sens contraire), l'appauvrissement consiste seulement dans la valeur de rachat qu'avait l'assurance lors de la cession. Cette valeur se trouvait acquise par l'assuré ; le cessionnaire en profite dorénavant ; sans doute il devra encore payer des primes, mais elles seraient plus fortes si l'assuré n'en avait pas payé déjà, et la valeur de rachat représente justement l'avantage obtenu pour l'avenir avec les sacrifices faits dans le passé.

« Si, au contraire, l'assuré a pris l'engagement de  
« payer les primes même après la cession, son appauvris-  
« sement, outre la valeur de rachat qu'il abandonne,  
« comprend cet engagement et les primes qu'il a déjà



« payées depuis la cession. Il sera facile de voir si l'alié-  
« nation de la valeur de rachat et les primes déjà payées  
« depuis la cession ont constitué ou augmenté l'insolva-  
« bilité de l'assuré. Mais la difficulté est d'apprécier ce  
« que produit, dans son patrimoine, l'engagement pour  
« l'avenir de payer les primes. Il faut voir si ses ressour-  
« ces annuelles sont capables de les supporter, ajoutées à  
« ses dépenses ordinaires ; sinon on peut voir le déficit  
« annuel qu'elles entraînent et constater qu'à une échéance  
« plus ou moins longue, elles doivent amener l'insolva-  
« bilité de l'assuré. S'il en est ainsi, l'action Paulienne  
« est fondée, et doit être admise. »

Quant aux effets de l'action Paulienne intentée avec succès « le principe, c'est qu'elle doit réprimer la fraude,  
« empêcher que l'acte du débiteur ne cause un préjudice à  
« ses créanciers... Or ce préjudice... est dans l'abandon de  
« la valeur de rachat, dans les primes payées depuis la  
« cession, dans l'engagement de payer les primes à l'avenir.  
« Ce sont donc ces avantages faits au cessionnaire qu'il  
« faut annuler quand ils deviennent frauduleux. Ainsi, la  
« cession étant survenue quand l'assuré était déjà insolva-  
« ble, il y aura restitution au profit des créanciers de la  
« valeur de rachat de l'assurance, des primes payées depuis  
« la cession, et annulation de l'engagement d'en payer  
« encore. »

Soit maintenant une cession à titre onéreux.

Les conditions de recevabilité de l'action sont un peu changées.

« D'abord il faut que le cessionnaire ait eu connaissance  
« de la fraude pour qu'il puisse être recherché par les créan-  
« ciers de l'assuré cédant.

« De plus il faut que la prestation fournie par le cession-

« naire soit inférieure aux sacrifices de l'assuré pour que  
« l'on puisse parler d'un appauvrissement de celui-ci  
« créant ou augmentant son insolvabilité. Pour comparer  
« la prestation du cessionnaire aux sacrifices du cédant, on  
« déduira d'abord de cette prestation la valeur de rachat ;  
« puis on verra si cette prestation, dans son excès, serait  
« de force à procurer, étant donné l'âge de l'assuré lors de  
« la cession, des arrérages de rente égaux aux primes, si  
« on la plaçait en viager. Si oui, la prestation du cession-  
« naire (nous la supposons consister en une somme d'ar-  
« gent) a été égale aux sacrifices du cédant, et par suite,  
« on ne peut pas dire que l'assuré se soit appauvri en cé-  
« dant (1) ; si non, la prestation du cessionnaire n'a pas  
« compensé les sacrifices du cédant, et il y aura appau-  
« vrissement dans la mesure de ce déficit. Pour voir si cet  
« appauvrissement crée ou augmente l'insolvabilité de  
« l'assuré, il faudra comparer ce déficit à son actif présent  
« et à ses ressources annuelles.

« Quant à l'effet de l'action Paulienne, ce sera l'annula-  
« tion des sacrifices consentis par l'assuré au profit du ces-  
« sionnaire, de la cession de la valeur de rachat, et de l'en-  
« gagement de payer les primes. »

— Nous arrivons à la seconde hypothèse, celle où les créanciers de l'assuré cédant intentent l'action Paulienne après sa mort.

(1) M. Deslandres suppose, sans le dire, que l'assuré cédant s'est chargé pour l'avenir du paiement des primes. Cet engagement ne constitue pas pour lui un appauvrissement si l'excès de la prestation du cessionnaire sur la valeur de rachat forme un capital suffisant pour procurer à l'assuré une rente viagère dont les arrérages soient égaux aux primes. En effet l'engagement de l'assuré sera dans ce cas égal à l'engagement qu'il pourrait obtenir d'un tiers, avec le capital qui forme la prestation du cessionnaire.

Les conditions de recevabilité de l'action ne sont pas changées. On ne doit pas s'en tenir aux résultats définitifs obtenus au moment où l'action est intentée « dire, par « exemple : en fait, l'assuré a payé tant de primes depuis la « cession jusqu'à sa mort ; il n'a pas reçu une valeur cor- « respondante ; l'acte doit être annulé, les primes resti- « tuées ». Comme tout à l'heure, il faut s'en tenir à l'ap- préciation de la valeur du contrat au moment de la cession, et de l'appauvrissement qui résulte de cette cession. Au- trement les créanciers pourraient à leur choix, ou bien exi- ger la restitution des primes payées, quand elles excéde- raient la prestation reçue par l'assuré, ou bien garder cette prestation, quand les primes lui seraient inférieures ; ils pourraient attaquer le fait de la cession quand il leur nuirait et en profiter quand il leur serait favorable, résul- tat évidemment contraire à l'équité, et aussi à la nature même de l'action Paulienne.

« Nous pensons également, ajoute M. Deslandres, que « rien n'est changé dans les effets de l'action Paulienne ; « pour nous, tout ce que les créanciers peuvent demander « encore, c'est la restitution de la valeur de rachat et des « primes payées depuis la cession ». Il est vrai que, l'ac- tion Paulienne annulant la cession, on pourrait soutenir que l'indemnité doit profiter aux créanciers demandeurs. « Mais, répond notre auteur, l'effet de l'action Paulienne « ne peut pas changer ainsi suivant le moment où elle est « intentée » ; dès que l'on a admis que son effet, lorsqu'elle est intentée durant la vie de l'assuré, est seulement de faire rentrer la valeur de rachat dans le patrimoine de l'assuré, on doit admettre la même solution, lorsqu'elle est intentée après sa mort. Dans ce cas encore, « les cré- « anciers pourront se faire restituer la valeur de rachat

« acquise par le contrat lors de la cession, et les primes  
« payées depuis, mais ils ne pourront pas demander l'in-  
« demnité, qui va au cessionnaire. »

Tel est, en résumé, le système de M. Deslandres sur notre matière. A notre avis, ce système ne prête à aucune objection, en ce qui concerne la façon d'apprécier l'appauvrissement de l'assuré cédant. Il est évident, en effet, qu'il faut se placer au moment où la cession est consentie, pour examiner si le fait de la cession provoque ou augmente l'insolvabilité du cédant, de même qu'il faut se placer à ce moment pour voir si le *consilium fraudis* existe chez le même cédant. Tout ce que peuvent demander les créanciers, c'est que l'opération ait été faite *au début* dans des conditions d'équité (1). Si on admet ce principe, qui n'est pas discutable, on doit reconnaître que la méthode proposée par l'auteur pour calculer l'appauvrissement du cédant est équitable ; en l'absence de décision judiciaire sur la matière, nous n'apercevons pas de raison qui empêche de l'adopter.

Les solutions données relativement aux effets produits par l'action Paulienne, en la supposant intentée avec succès, nous paraissent beaucoup moins satisfaisantes.

Le système qu'on vient de reproduire semble en somme basé sur cette idée que l'action Paulienne est une action en indemnité et qu'elle a pour seul effet de réparer le préjudice causé par l'acte attaqué (V. dans ce dernier sens un article de M. Planiol, *Rev. crit. de légis.*, 1882, p. 494). Le but de l'action Paulienne ne serait pas de faire tom-

(1) « Aussi bien, dit M. Deslandres à ce propos (*op. cit.*, p. 195), pour  
« attaquer la vente d'un immeuble, les créanciers du vendeur ne peuvent  
« pas alléguer la plus-value qu'il acquiert postérieurement à la vente, mais  
« doivent seulement prendre en considération sa valeur au moment du  
« contrat. »

ber l'acte frauduleux, de rétablir toutes choses dans le même état que s'il n'y avait pas eu cession, mais seulement de procurer aux créanciers demandeurs la réparation pécuniaire du préjudice causé. C'est pour cela qu'on ne devra, dans aucun cas, tenir compte de la créance portant sur le capital assuré. Avant le fait de la cession, cette créance faisait partie du patrimoine de l'assuré. En supposant que l'action Paulienne réussisse, jamais cette créance ne rentrera dans ce patrimoine, jamais les créanciers de l'assuré cédant ne pourront l'atteindre, qu'elle soit exigible ou non au moment où l'action est intentée.

Il nous semble préférable d'admettre sur ce point la solution traditionnelle, celle qui était consacrée par l'ancien droit et par le droit romain, et que le législateur du Code civil ne paraît pas avoir voulu modifier. L'action Paulienne a pour effet le rétablissement complet des choses dans leur état primitif ; elle *annule* le fait de la cession, du moins à l'égard des créanciers demandeurs, et dans la mesure où leurs droits ont été méconnus. Tout se passe comme si l'acte attaqué n'avait pas eu d'existence, et le patrimoine du débiteur est rétabli dans l'état où il se trouvait avant la passation de cet acte, si du moins ce résultat est nécessaire pour désintéresser complètement les créanciers demandeurs (V. MM. Baudry-Lacantinerie et Barde, *Traité des obligations*, p. 615 et s. ; Laurent, *Principes de droit civil*, XVI, nos 483-485, p. 560-654 ; M. Colmet de Santerre, *Cours analytique*, V, n° 82 bis).

Dès lors, en partant de ce principe, on devra, pour déterminer les effets produits par l'action Paulienne, examiner quelle serait la situation si l'assuré n'avait pas consenti la cession en fraude de ses créanciers, et rétablir exactement cette situation, en annulant tous les actes qui l'ont modifiée.



Nous allons reprendre, en appliquant cette méthode, les deux hypothèses prévues par M. Deslandres, et examiner dans chacune d'elles, les effets de l'action Paulienne intentée avec succès.

Supposons d'abord que l'action Paulienne soit intentée *durant la vie de l'assuré*. Si les créanciers demandeurs ont gain de cause, la cession est annulée, et tout doit se passer comme si elle n'avait jamais eu lieu. Ce ne seront donc pas seulement, comme l'admettait M. Deslandres, le droit à la valeur de rachat et le droit de continuer le contrat qu'il faudra retirer au cessionnaire, pour les faire rentrer dans le patrimoine du cédant, au profit de ceux de ses créanciers qui ont intenté l'action Paulienne ; ce sera encore et surtout le droit au capital assuré. Il est vrai que ce droit est éventuel, qu'il n'est pas susceptible d'une réalisation immédiate ; mais, si la cession n'avait pas eu lieu, il représenterait dans le patrimoine de l'assuré une valeur, un élément actif ; les créanciers de l'assuré pourraient saisir-arrêter la créance en indemnité appartenant à leur débiteur. L'action Paulienne ayant réussi, ils doivent se trouver dans la même situation, et ils pourront encore faire opposition entre les mains de la Compagnie (1).

Dans le cas où l'action Paulienne est intentée *après la mort de l'assuré*, on appliquera le même principe : tout se passera comme si la cession n'avait jamais eu lieu. En l'absence de toute cession, le capital assuré serait tombé

(1) Les créanciers de l'assuré pourraient encore, semble-t-il, en supposant toujours que l'action Paulienne ait réussi, saisir-arrêter les sommes dues chaque année à leur débiteur comme représentant sa participation dans les bénéfices. Ils pourraient enfin, comme l'auraient pu les créanciers du cessionnaire, si la cession n'avait pas été révoquée, exercer les droits de leur débiteur (art. 1166).

dans le patrimoine du signataire de la police. La cession étant annulée par l'effet de l'action Paulienne, il en sera exactement de même, et les créanciers de l'assuré pourront faire valoir leurs droits sur ce capital.

Admettre cette dernière solution, ce n'est pas, comme le dit M. Deslandres, faire produire un effet différent à l'action Paulienne, suivant l'époque où elle est intentée ; dans tous les cas, son effet consiste pour nous à faire rentrer dans le patrimoine du cédant la créance en indemnité, que cette créance ne soit pas exigible, qu'elle soit encore conditionnelle, comme c'est le cas lorsque l'action est intentée durant la vie de l'assuré, ou bien que, par sa mort, elle soit devenue exigible, qu'elle ait acquis une existence définitive.

D'après M. Deslandres, cette solution est impossible à admettre, et, si on reconnaît que l'action Paulienne a pour effet d'attribuer aux créanciers demandeurs la créance en indemnité, il faudra refuser à ces créanciers le droit de l'intenter durant la vie de l'assuré : « Il faut considérer, « ou bien que la cession a toujours simplement pour effet « de conférer le droit à l'indemnité au cessionnaire, et « alors l'action Paulienne n'aura jamais pour résultat que « de faire attribuer l'indemnité aux créanciers, et ceux-ci « ne pourront pas l'intenter pendant la vie de l'assuré, la « cession n'ayant pas procuré encore d'avantage au cessionnaire ; ou bien que la cession a pour objet, entre l'assuré et le cessionnaire, l'aliénation de la valeur de rachat déjà acquise par l'assurance et l'engagement de payer les primes, que c'est là ce dont se dépouille l'assuré en faveur du cessionnaire, et alors maintenir constamment « cette manière de voir, même après la mort de l'assuré » (Deslandres, *op. cit.*, p. 205).

Nous avouons ne pas apercevoir la nécessité d'opter entre ces deux solutions ; pour nous la cession a pour objet à la fois, la valeur de rachat, l'engagement de payer les primes, ou plutôt le droit de continuer le contrat, et le droit à l'indemnité. *Dans tous les cas*, le cessionnaire est investi de *tous* ces droits, tels qu'ils se comportent, et, *dans tous les cas*, l'effet de l'action Paulienne sera de les faire rentrer *tous* dans le patrimoine de l'assuré cédant, au profit de ses créanciers. Ceux-ci pourront donc toujours agir sur la créance en indemnité, comme ils l'auraient fait s'il n'y avait pas eu de cession ; seulement l'obligation de la Compagnie, conditionnelle durant la vie de l'assuré, devient pure et simple par l'événement de sa mort, et les créanciers de celui-ci, par suite de cet événement, se trouvent dans une situation meilleure ; c'est là une différence qui résulte, non pas de l'époque où l'action Paulienne est intentée, mais d'une modification dans le droit même de l'assuré cédant, modification qui se serait produite en dehors de toute hypothèse de cession frauduleuse et de révocation.

## SECTION II. — L'assuré cédant est en faillite.

L'assuré étant commerçant, nous supposons qu'il est déclaré en faillite après la cession de son contrat (1). Quels vont être, à l'encontre du cessionnaire, les droits des créanciers de la masse, représentés par le syndic ?

D'une façon générale, on peut dire que les droits des

(1) Quant à la cession que l'assuré voudrait consentir après le jugement déclaratif de faillite, elle ne saurait être opposable aux créanciers de la masse, à raison du dessaisissement du failli (art. 443, C. com.).

créanciers sont renforcés après la déclaration de faillite ; mais il faut préciser dans quelle mesure.

Tout d'abord la saisie-arrêt se produit de plein droit, ou du moins est remplacée par une mesure plus énergique. Aux termes de l'article 443 du Code de commerce, le jugement déclaratif de faillite emporte de plein droit dessaisissement pour le failli de l'administration de tous ses biens. Mais, tant que la cession n'est pas attaquée, ce dessaisissement ne produit aucun effet à l'encontre du cessionnaire, puisqu'il ne porte que sur les biens que possédait l'assuré au jour du jugement déclaratif et que par hypothèse, à cette époque, les droits résultant du contrat d'assurance étaient sortis du patrimoine du failli (1). Les auteurs qui, avec M. Deslandres, reconnaissent à l'assuré qui a cédé son contrat, le droit à la participation aux bénéfices, admettent naturellement que le dessaisissement de l'assuré failli porte sur ce droit et qu'il ne peut plus toucher sa part de bénéfices, sans que les créanciers aient besoin de faire saisie-arrêt entre les mains de la Compagnie. Pour nous, nous avons reconnu qu'à moins de convention contraire, le droit de participation aux bénéfices appartient au cessionnaire. Le dessaisissement de l'assuré failli ne présentera donc d'intérêt en notre matière qu'en supposant la cession annulée dans les conditions prévues par les articles 446 et 447 du Code de commerce (v. *infra*),

(1) Nous supposons, bien entendu, que le jugement déclaratif de faillite n'est intervenu que lorsque la cession est devenue opposable aux tiers, c'est-à-dire lorsque les formalités de publicité (dans les cas où la loi en exige) ont été accomplies. Si le jugement avait été prononcé après que la cession a eu lieu *inter partes*, mais avant qu'elle soit devenue opposable aux tiers, les créanciers du failli pourraient à bon droit prétendre qu'à leur égard le bénéfice du contrat faisait encore partie du patrimoine de l'assuré failli, lequel en serait dessaisi par le jugement déclaratif.

ou bien dans les termes de l'article 1167 du Code civil qui forme ici encore le droit commun.

Il faut en dire autant de l'exercice des droits de l'assuré failli, dans les conditions de l'article 1166 du Code civil, par le syndic représentant les créanciers. Les droits résultant du contrat qui pourraient être exercés par le syndic dans l'intérêt des créanciers (droit de continuer le contrat en payant les primes, ou, au contraire, de demander le prix du rachat), ne font plus partie du patrimoine du failli (1), à moins d'une convention expresse. En l'absence de cette convention, il faudra donc encore supposer la cession annulée, pour admettre les créanciers de l'assuré à exercer les droits de leur débiteur.

Le droit le plus important, le plus utile, qui appartienne aux créanciers de l'assuré est donc le droit de faire annuler certains actes de leur débiteur. C'est en même temps le droit dont le caractère est le plus profondément modifié par le jugement déclaratif de faillite.

L'article 446 du Code de commerce déclare « nuls, et « sans effet, relativement à la masse, tous actes translatifs « de propriétés mobilières ou immobilières à titre gratuit, « faits par le débiteur depuis l'époque déterminée par le « tribunal comme étant celle de la cessation des paiements « ou dans les dix jours qui ont précédé cette époque ». Et l'on est d'accord pour étendre cette règle aux cessions de créance (2). Donc, toutes les fois que l'assuré failli aura cédé son contrat à titre gratuit durant la période suspecte,

(1) Même observation qu'à la note précédente.

(2) D'ailleurs, comme le font remarquer MM. Lyon-Caen et Renault (*Précis*, II, p. 704), la portée de la disposition de l'article 446 se trouve caractérisée par l'article 447 qui déclare annulables tous autres actes à titre onéreux ; il y a ainsi une opposition entre les deux articles, et, les actes à titre gratuit ne rentrant pas dans l'article 447, il faut bien qu'ils rentrent tous dans l'article 446.



la cession sera nulle de plein droit. Ici, il n'y aura plus à prouver que l'acte a causé ou augmenté l'insolvabilité du débiteur, ni à établir sa mauvaise foi ; tout ce que le tribunal doit vérifier, c'est seulement si la cession est réellement à titre gratuit, et si elle est intervenue durant la période suspecte.

L'annulation étant prononcée, les effets en seront les mêmes que ceux qui ont été déterminés plus haut, à propos de l'action Paulienne.

L'article 446 contient encore un paragraphe applicable à notre matière ; c'est celui aux termes duquel sont nuls et de nul effet, lorsqu'ils sont faits durant la période suspecte, « tous paiements soit en espèces soit par transport... tous « paiements faits autrement qu'en espèces ou effets de « commerce ». Si l'assuré a donné sa police en paiement d'une dette, et que cette dation ait été effectuée pendant la période suspecte, le tribunal devra donc en prononcer la nullité. Si la police d'assurance était à ordre, la solution serait encore la même, cette police ne devant pas, par ce seul fait qu'elle est endossable, être considérée comme un effet de commerce (*Sic*, M. Deslandres, *op. cit.*, p. 211, et *suprà*, p. 190 et s.).

En dehors des nullités de plein droit édictées par l'article 446, l'article 447 prononce une nullité facultative, s'appliquant en principe à tous les actes non énumérés dans l'article 446, pourvu qu'ils aient été accomplis durant la période suspecte qui comprend alors seulement l'espace de temps entre le jugement déclaratif de faillite, et le jour de la cessation des paiements, mais non les dix jours qui précèdent.

Toute cession à titre onéreux, toute constitution de gage portant sur le contrat d'assurance, seront exposées à cette

nullité. Il faudra, pour la faire prononcer, que les créanciers prouvent que celui qui a contracté avec leur débiteur avait connaissance de la cessation de ses paiements (mais non de son insolvabilité, ce qui constitue une différence avec l'action Paulienne). En outre, même une fois cette preuve faite, la nullité ne s'imposera pas aux juges.



## CONCLUSION

---

Des développements qui précèdent, on peut conclure sans difficulté, semble-t-il, que, dans l'état actuel de la législation, la transmission des droits résultant du contrat d'assurance soulève des difficultés multiples, et, dans bien des cas, ne donne pas des résultats conformes à l'intention des parties. Parmi les divers modes de transfert usités, celui qui présente le plus d'inconvénients est sans contre-dit l'endossement (V. *suprà*), à raison du peu de conformité que présente ce mode de transfert avec la nature même du contrat d'assurance, auquel on l'a appliqué sans se rendre exactement compte des résultats atteints. Ces inconvénients sont encore augmentés par la façon défectueuse dont sont rédigées la plupart des clauses de transmission usitées dans les polices ; là où il aurait fallu des dispositions absolument précises, d'un caractère essentiellement juridique, on ne trouve le plus souvent que des règles posées par les praticiens, empruntées parfois à des législations étrangères (surtout à la législation Anglaise), et dont la lecture même est déconcertante pour un esprit possédant les principes du droit. Si l'on s'efforce d'analyser ces clauses, les difficultés surgissent sans cesse, et il est souvent malaisé de dégager l'intention du rédacteur, ou tout au moins de déterminer les effets qu'elle peut produire, au milieu des contradictions et parfois des incohérences résultant de l'admission simultanée d'idées empruntées à deux

opérations opposées par leur nature même : la cession de créance du droit civil, et le procédé commercial du transfert par endos. Il serait à souhaiter, comme on l'a déjà fait remarquer plus haut, de voir l'endossement disparaître comme moyen de transfert des polices d'assurances sur la vie. Par contre l'avenant donne, en général, de bons résultats pratiques, et on ne saurait assez faire de vœux pour la généralisation de ce moyen de transfert.

Ces résultats ont déjà été constatés ; nous avons maintenant à examiner si, au point de vue législatif, des réformes plus radicales sont désirables, et dans quel sens elles devraient intervenir.

A nos yeux cette question se rattache à une autre, d'une portée beaucoup plus générale en matière d'assurance. Souvent, au cours de cette étude, on a rappelé la distinction fondamentale établie par la jurisprudence entre les contrats faits au profit de personnes déterminées, dans les termes de l'article 1121 du Code civil, et ceux faits, au profit de personnes indéterminées, dans les termes de l'article 1122 du même Code. On a pu constater que, dans cette seconde hypothèse, l'intention des parties n'est qu'imparfaitement réalisée, et qu'il serait désirable, au point de vue pratique, de reconnaître à l'assuré le droit de créer, même en stipulant pour ses héritiers ou pour lui-même, une valeur placée hors de son patrimoine, et qui ne fût jamais soumise à l'action de ses créanciers. On a vu que ce résultat paraît impossible à atteindre dans l'état actuel de la législation (1), et tant qu'on rattachera le contrat d'as-

(1) Cependant on sait que M. Lambert, dans sa remarquable thèse sur *la stipulation pour autrui* (Paris, 1893), s'efforce d'établir la validité, dans l'état actuel de la législation, des stipulations faites au profit de personnes incertaines, et, en particulier, de personnes futures. De telles stipu-



surance sur la vie à la théorie de la stipulation pour autrui, qui semble du reste constituer une base satisfaisante à notre institution. En supposant réalisée une modification législative dans le sens que nous indiquons, il est évident que la transmission du bénéfice du contrat serait profondément modifiée dans ses conditions. Ce sont ces modifications qui vont être étudiées ; mais auparavant, nous devons dire quelques mots de la réforme législative elle-même, que plusieurs auteurs ont déjà souhaité de voir réaliser, et que nous osons proposer à leur suite.

La question de l'insaisissabilité du capital assuré n'est pas une question absolument neuve. M. Thaller, dans un article publié dans les *Annales de Droit commercial* (1888, p. 100), démontre combien il serait légitime de reconnaître le caractère insaisissable du capital assuré. Après avoir constaté qu'on peut trouver dans notre législation certaines situations où tout ou partie du patrimoine d'un débiteur échappe à l'action de ses créanciers (par exemple le cas où une société par actions qui a réalisé de brillants bénéfices, constitue un fonds de réserve auquel ne s'attaque pas le passif social, et aussi le cas où le débiteur a placé toute sa fortune en rentes sur l'État), M. Thaller propose « d'in-

lations pourraient parfaitement, aux yeux de cet auteur, faire naître un droit immédiat et direct au profit des bénéficiaires, et ce résultat serait facilement atteint par un revirement de la jurisprudence, sans qu'il fût nécessaire de recourir à une modification législative.

Sans méconnaître ce que cette conception a d'ingénieux et même d'exact, nous croyons qu'aujourd'hui la jurisprudence est trop unanime sur notre question, pour qu'on puisse espérer un revirement dans le sens que nous indiquons. A tort ou à raison, la stipulation faite au profit de tiers indéterminés, et, en particulier, au profit de personnes non conçues, est considérée à peu près unanimement comme contraire aux principes de notre droit ; seul, un changement dans la loi pourrait faire disparaître cette idée si universellement répandue.

« sérer, dans le Code de procédure civile, à la suite de l'article 584, au titre des saisies-arêts, une disposition nouvelle rendant insaisissables tant au regard de l'assuré que vis-à-vis du tiers bénéficiaire à l'occasion, les polices d'assurance sur la vie. Du moins la seule partie de ces polices susceptible de saisie, ou, en général, de réclamations créancières, serait celle qui correspondrait d'autre part à une diminution réelle de fortune. » On pourrait supposer que l'auteur entend désigner par là la partie qui correspond au montant des primes versées. Mais il n'en est rien : aux yeux de M. Thaller, les primes sont ordinairement réalisées par voie d'économie sur les revenus. C'est là d'ailleurs une conception assez généralement admise, quoique son exactitude ne paraisse pas absolument démontrée. Et ce serait seulement dans le cas où il est bien démontré que l'assuré, pour subvenir aux frais que nécessite la continuation de son contrat, a diminué son patrimoine, que le capital assuré serait, dans la mesure de cette diminution, soumis à l'action des créanciers. C'est ce qui résulte clairement de la réplique de M. Thaller à un article de M. Labbé sur le même sujet (*op. cit.*, p. 492).

Pour M. Labbé, la réforme est désirable, mais les arguments d'analogie donnés plus haut n'ont pas beaucoup de valeur : il ne lui paraît pas démontré que les réserves d'une société par actions échappent aux créanciers ; quant à l'insaisissabilité des rentes sur l'État « c'est un détestable principe, porte ouverte à la mauvaise foi, abri ménagé à la déloyauté, et qui, pour l'honneur de nos finances publiques, devrait disparaître de notre législation (1) ».

(1) D'ailleurs on sait que, depuis l'époque où M. Labbé écrivait ces lignes, la jurisprudence est arrivée à réduire et à atténuer considérablement le privilège de l'insaisissabilité des rentes sur l'Etat (V. Cass., 2 et 16 juillet

Cependant il y aurait des avantages sérieux à admettre que le contrat passé notamment au profit des enfants nés et à naître de l'assuré leur fait parvenir le capital objet de l'assurance sans que les créanciers puissent élever sur ce capital aucune prétention, et sans que ce capital soit soumis au rapport et à la réduction (1). Il ne devrait en être ainsi cependant qu'en ce qui concerne la partie du capital assuré qui excède le montant des primes versées. Quant à ces primes « elles rentreraient dans la succession de l'assuré ; « elles augmenteraient le gage des créanciers ; elles grossiraient le patrimoine dont la quotité disponible est une « portion ». Ainsi la portée de la réforme proposée par M. Thaller serait restreinte et, en la restreignant, on augmenterait ses chances d'être adoptée. Si on objecte que, lorsque l'assuré vit longtemps, exiger le rapport des primes, admettre l'action des créanciers sur elles, équivaut à enlever à l'assuré ou au bénéficiaire tous les avantages de

1894, et l'importante note de M. Glasson, D. P. 1894, 1.497). Enfin, comme le fait remarquer M. Saleilles (le *Homestead* aux États-Unis, conférence faite à Dijon le 5 décembre 1894, p. 30, note 42), à supposer même qu'on doive admettre d'une façon absolue le privilège de l'insaisissabilité des rentes sur l'État, ce principe n'a jamais été basé sur l'intérêt du débiteur ; il a été inspiré par le désir de protéger le crédit de l'État.

(1) Au moment où M. Thaller et M. Labbé proposaient ces réformes, la jurisprudence, tout en admettant l'insaisissabilité du capital assuré lorsque le contrat contient attribution de ce capital à un tiers déterminé, le soumettait encore cependant au rapport et à la réduction, résultat contre lequel s'élèvent avec raison les deux savants professeurs. L'arrêt de cassation du 27 juin 1896 (V. 1<sup>re</sup> partie) a fait disparaître cette anomalie. Et aujourd'hui, la question de l'insaisissabilité ne se sépare plus de celle du rapport et de la réduction : s'il y a attribution à un tiers déterminé, le capital est insaisissable, puisqu'il ne fait pas partie du patrimoine de l'assuré et il n'est ni rapportable ni réductible ; s'il y a attribution à l'assuré lui-même ou, ce qui revient au même, à des tiers indéterminés, le capital est soumis à l'action des créanciers de l'assuré, au rapport, et à la réduction. C'est seulement sur ce dernier ensemble de solutions que porterait la modification proposée.

la réforme proposée, puisque, dans ce cas, le capital assuré n'est que l'équivalent des primes versées, ou même représente une valeur moindre, on peut répondre que « les assurances qui méritent une faveur législative sont celles qui réparent le tort d'une mort prématurée... que plus la vie humaine, en se prolongeant, permet la réalisation des espérances et le succès des entreprises, plus il est juste de ne pas s'écarter du droit commun ».

Dans une courte réplique insérée à la suite de l'article de M. Labbé, M. Thaller défend son projet ; il s'efforce d'établir que celui de M. Labbé a des proportions trop modestes, et même, à certains égards, ferait à l'assuré une situation moins favorable que celle qui lui est reconnue par la jurisprudence. A notre avis, cette dernière proposition paraît contestable, du moins en ce qui concerne le cas où le contrat attribue le capital assuré à un bénéficiaire indéterminé ; on ne peut pas dire, semble-t-il, que, dans ce cas, « l'insaisissabilité de la police se trouve réalisée à peu de choses près ». On a vu plus haut, en effet, que l'évolution subie par la jurisprudence, et qui a son dernier terme dans l'arrêt de cassation du 27 juin 1896, ne s'applique qu'aux contrats désignant des bénéficiaires déterminés. Dans tous les autres cas la question reste entière, et ce serait un progrès, même encore aujourd'hui, que de soustraire à l'action des créanciers, au rapport et à la réduction, le seul capital assuré, tout en y soumettant les primes. Mais nous avons à examiner brièvement s'il ne serait pas préférable de faire un pas de plus, comme le demande M. Thaller, et de soustraire les primes, aussi bien que le capital assuré, à l'action des créanciers, au rapport, et à la réduction.

A examiner les choses de près, on peut voir qu'en fait

les primes ne sont pas toujours prises sur les revenus. Cette conception, qui est soutenable au point de vue juridique, est bien souvent fausse économiquement. Si un négociant, qui gagne 100.000 francs par an, paie chaque année 40.000 ou 50.000 francs de primes dans le but de constituer au profit de ses enfants un capital payable à sa mort, dira-t-on qu'en réalité il prélève ces primes sur ses revenus ? En somme, des revenus, il faut faire deux parts : l'une nécessaire pour subvenir aux besoins quotidiens de la vie, et aussi pour soutenir les habitudes de luxe compatibles avec de tels gains, et l'autre qui est destinée à être capitalisée, pour peu qu'on suppose chez notre négociant la prévoyance qu'on est en droit d'attendre de tout bon père de famille. S'il n'avait pas été contracté d'assurance, la seconde part des revenus aurait été placée ; on ne peut raisonnablement soutenir qu'elle aurait été totalement dépensée *lautius vivendo*. L'assurance est encore un mode de placement, plus avantageux que les autres, voilà tout. Et, en consacrant chaque année au service des primes une portion si considérable de ses gains, l'assuré, dans une certaine mesure, amoindrit son patrimoine, ou du moins manque de l'accroître de la portion de revenus qu'il doit considérer comme un capital.

Nous avons choisi à dessein un exemple dans lequel l'assuré n'a pas de capital, mais où il réalise chaque année des gains très élevés. On pourrait faire le même raisonnement, quoiqu'avec moins de force assurément, en prenant le cas d'un capitaliste qui vit uniquement de ses revenus.

Il ne faut donc pas trop insister sur cette idée que les primes proviennent d'économies réalisées sur les revenus. Mais la remarque qui vient d'être faite est encore vraie



lorsque l'assuré, par une stipulation faite nominale-  
ment au profit de chacun de ses enfants, a pris soin de leur faire  
parvenir *jure proprio* le capital objet de l'assurance, et  
cependant, dans ce cas, les créanciers n'auront, hors l'hy-  
pothèse d'une fraude, aucune prétention à élever sur le  
capital assuré, et ce capital ne sera soumis ni au rapport ni  
à la réduction. La situation ne présenterait rien de plus  
choquant si la réforme que nous proposons était admise,  
si l'assuré, en stipulant pour ses héritiers, ses enfants, etc.,  
pouvait créer au profit des bénéficiaires un droit immédiat  
et direct, sans que ses créanciers fussent admis à élever de  
prétention sur le capital assuré, même jusqu'à concurrence  
du montant des primes, sans que ce capital fût rapportable  
ni réductible, même dans cette mesure. On pourrait du  
reste tempérer cette solution en accordant au juge du fond  
les pouvoirs les plus larges pour apprécier si, en fait, les  
primes n'ont pas été prises sur la portion des revenus que  
l'assuré devait destiner à la capitalisation, mais ont été ob-  
tenues par une aliénation partielle du patrimoine de l'as-  
suré, une diminution réelle affectant ce patrimoine. Dans ce  
dernier cas, les créanciers n'auraient pas, il est vrai, plus de  
droits qu'auparavant, car il est de principe qu'un débiteur  
peut toujours, hors le cas de fraude, diminuer à son gré son  
patrimoine ; mais le capital assuré serait soumis au rapport  
et à la réduction jusqu'à concurrence des primes versées.

Nous nous rallions donc au système proposé par  
M. Thaller, tout en faisant des réserves sur l'exactitude  
économique d'une proposition que le savant professeur  
paraît considérer comme un résultat acquis : à savoir que  
les primes doivent être, à moins de preuve contraire, con-  
sidérées comme prélevées sur les revenus.

Il est encore un point sur lequel le projet de M. Thaller

nous paraît bien inspiré : on vient de voir que le caractère insaisissable de la police devrait, d'après cet auteur, être reconnu « aussi bien au regard de l'assuré lui-même, que « vis-à-vis des tiers bénéficiaires à l'occasion ». D'après cette phrase, le capital assuré serait insaisissable aussi bien dans le cas d'une assurance en cas de vie que dans le cas d'une assurance en cas de mort ; l'assuré pourrait ainsi se constituer, *à son propre profit*, un fonds de réserve soustrait à l'action de ses créanciers. On pourrait être tenté de se récrier et de faire remarquer que c'est là une porte ouverte à la fraude, un moyen de frustrer les créanciers. Mais il paraît nécessaire que la protection que nous réclamons pour l'assuré aille jusque là ; elle doit lui permettre de se constituer un capital qui lui assurera sa retraite à l'époque de sa vieillesse ; c'est là après tout le but normal de l'assurance. Quant à la fraude possible, elle trouvera un remède suffisant dans les moyens mis à la disposition des créanciers par le droit commun. Si le contrat a été passé par l'assuré avec l'intention de créer ou d'augmenter son insolvabilité, et que ce résultat se soit effectivement produit, les créanciers auront la ressource de l'action Paulienne. En outre ils pourront, si l'assuré vit à l'époque convenue, saisir le capital assuré jusqu'à concurrence des primes qui constitueraient une diminution réelle du patrimoine de leur débiteur. Nous venons de leur reconnaître ce droit lorsqu'il s'agissait d'une assurance en cas de mort ; il n'existe aucune raison, bien au contraire, pour le leur refuser, maintenant que nous supposons une assurance en cas de vie.

Depuis l'époque où ont eu lieu les propositions qu'on vient de signaler, une loi nouvelle est intervenue, dans un ordre d'idées analogue au nôtre, la loi du 13 janvier 1895,

sur l'insaisissabilité des petits traitements des ouvriers ou employés (*Journal officiel*, numéro du 20 janvier 1895). Il s'agit bien encore ici de constituer, au profit des ouvriers ou employés, une sorte de fonds de réserve, soustrait à l'action des créanciers ; la réforme présente du reste cette particularité qu'il ne s'agit pas d'une valeur créée dans un but de prévoyance et affectée à une destination spéciale. Les droits des créanciers sont limités à l'égard du patrimoine de leur débiteur, ou tout au moins d'une quote-part de ce patrimoine (qui sera ordinairement la principale) : ils ne peuvent saisir les salaires que jusqu'à concurrence d'un dixième.

Cette idée de protection, de sollicitude pour le débiteur obéré a du reste inspiré, durant ces dernières années, un ensemble de projets auquel se rattacherait celui que nous formulons. C'est sur elle que sont basées les propositions de M. Leveillé et de M. l'abbé Lemire dans le but d'étendre à la petite propriété foncière (1) le privilège de l'insaisissabilité comme aux États-Unis sous le nom de *homestead*. M. l'abbé Lemire, tout en repoussant le mot *homestead*, se déclare partisan de la création d'un *bien de famille* insaisissable (V. Communication de M. Bureau sur le *homestead*, et observations de MM. Leveillé, Tar-

(1) Le *homestead* ne s'applique pas uniquement à la petite propriété foncière, et il est loisible au propriétaire des domaines les plus étendus de se réserver, en cas d'éventualités mauvaises, une petite portion de territoire et une maison d'habitation, soustraites à l'action de ses créanciers. Il en est ainsi aux États-Unis, et rien, dans les projets français, n'indique qu'il soit question d'innover sur ce point. Mais il n'en est pas moins vrai que l'institution du *homestead*, si elle s'acclimatait dans notre pays, aurait surtout pour but de protéger les petits propriétaires et de restreindre le nombre des ventes sur saisie portant sur les exploitations agricoles de peu d'étendue (V. M. Bureau, *Le homestead ou l'insaisissabilité de la petite propriété foncière* p. 18 et s.).

bouriech, l'abbé Lemire, etc. *Bulletin mensuel de la société de législation comparée*, février 1899). S'il résulte de cette réforme une diminution du crédit des particuliers, il ne semble pas qu'il y ait là une raison décisive pour ne pas l'admettre : et d'ailleurs, dans les conditions où l'insaisissabilité serait appliquée, il n'y aurait peut-être pas une diminution de crédit si réelle qu'on semble le croire. On sait en effet que, par analogie avec ce que décide la législation Américaine, le privilège de l'insaisissabilité ne porterait que sur un domaine très peu étendu, comprenant la maison d'habitation et quelque terrain autour, et habité effectivement par le débiteur. En outre les créanciers sauraient du moins dans quelles limites ils peuvent agir sur les biens de leur débiteur, le caractère insaisissable du bien de famille étant constaté par une mention sur un registre public (1).

Si nous faisons allusion à ces projets de réforme, c'est qu'ils nous paraissent présenter une certaine analogie avec

(1) Dans la législation des États-Unis, cette inscription n'est nécessaire que lorsque le homestead existe à l'état de privilège facultatif, ce qui a lieu seulement pour la minorité des États de l'Union. Le plus ordinairement, le homestead constitue un privilège légal, révélé aux tiers par la seule occupation à titre d'habitation (V. M. Bureau, *op. cit.*, p. 106).

Par contre les deux projets de loi proposés en France exigent l'accomplissement de certaines mesures de publicité. L'article 4 du projet de M. l'abbé Lemire prescrit « une déclaration écrite faite par le chef de famille à la mairie du lieu de la situation de l'immeuble. Cette déclaration est transmise dans la huitaine au bureau d'enregistrement du canton et au bureau des hypothèques de l'arrondissement. L'enregistrement et la déclaration ont lieu gratuitement... » L'article 1<sup>er</sup> du projet de M. Leveillé dispose que « le Français (ou la Française) qui veut fonder une terre insaisissable de famille doit en faire la déclaration précise, écrite et signée, d'après une formule imprimée dont il remplit les blancs, à la mairie du lieu où est situé l'immeuble. La déclaration est rédigée en trois exemplaires remis : l'un au fondateur, l'autre au maire, le dernier au conservateur des hypothèques de l'arrondissement. »

celui que nous proposons. Le caractère insaisissable du capital assuré serait, pour les habitants des villes, l'équivalent de l'avantage accordé aux paysans petits propriétaires fonciers. Les uns et les autres pourraient ainsi compter sur une ressource certaine, qui ne serait soumise à aucune chance de disparition. Bien entendu il ne faut pas s'illusionner sur les rapports que présenteraient les deux réformes, — la première ayant pour but de soustraire à l'aliénation sur saisie immobilière une petite superficie de terrain et une maison d'habitation, et assurant ainsi au débiteur et à sa famille une retraite contre les éventualités mauvaises, — la seconde constituant à ce débiteur une sorte de fonds de réserve, lui assurant la propriété d'une créance que ses propres créanciers ne pourraient saisir-arrêter entre les mains de la Compagnie assureur. Il est clair que la ressemblance est très relative, et il ne peut en être autrement, étant donnée la différence des situations. Mais il semble cependant qu'on peut dans une certaine mesure, raisonner par analogie, et appliquer, *mutatis mutandis*, au capital assuré, certains des caractères que présente le fonds de terre qui constitue le homestead (1).

(1) Le mot *homestead* a été pris dans des sens bien différents. Tantôt il désigne le territoire insaisissable, et tantôt (c'est surtout dans ce sens que nous le prenons), le caractère d'insaisissabilité lui-même. Enfin, parfois aussi, le mot *homestead* désigne non plus la constitution d'un bien de famille insaisissable, mais la concession d'un bien du domaine public, qui demeure insaisissable tant qu'une patente n'a pas été délivrée au possesseur, c'est-à-dire tant que celui-ci n'en a pas acquis la propriété définitive. Il est vrai qu'aux yeux de M. Leveillé (*loc. cit.*, p. 167), il n'y a pas là deux institutions séparées, mais seulement deux phases successives ; le *farmer* commence par acquérir, puis, ensuite, il conserve, et il s'agit toujours du même bien.

V. sur le homestead : M. Bureau, *Le homestead ou l'insaisissabilité de la petite propriété foncière* ; M. Corniquet, *thèse*, 1894 ; M. R. Saleilles, *Le homestead aux Etats-Unis*, conférence faite à Dijon le 5 déc. 1894.



Une remarque doit être faite : la protection que l'on propose d'accorder à l'assuré ne lui sera évidemment utile qu'au moment où il se trouvera dans une situation gênée, c'est-à-dire au moment précisément où il lui sera à peu près impossible de continuer le service des primes. Ce ne sera donc pas, le plus souvent, lui faire un grand avantage, que de soustraire à l'action de ses créanciers la créance éventuelle en indemnité qu'il a contre la Compagnie, puisque cette créance ne peut devenir exigible que si le service des primes est continué. Il faut reconnaître en même temps, si on ne veut pas arriver à un résultat complètement illusoire, que l'assuré a droit aussi à la valeur de rachat de sa police, sans que ses créanciers aient de ce chef aucune prétention à élever. Ce résultat est du reste absolument logique ; l'ensemble des droits résultant du contrat est déclaré insaisissable, est censé n'avoir jamais fait partie du patrimoine de l'assuré ; il doit en être ainsi aussi bien en ce qui concerne la valeur de rachat, seule valeur actuelle de la police, qu'en ce qui touche la créance éventuelle ayant pour objet le capital assuré. Et il faudrait en dire autant du droit à la participation aux bénéfices : c'est là un des droits résultant du contrat, et, comme tel, il doit en principe être insaisissable. On pourrait ajouter que la participation aux bénéfices est un tempérament apporté à l'exagération du montant des primes, et que, ces primes étant par hypothèse fournies par les économies que l'assuré réalise sur ses revenus, les créanciers n'ont rien à prétendre sur la restitution partielle des primes que constitue la distribution des parts de bénéfices. Mais on vient de voir quelles réserves pratiques il convient de faire sur l'exactitude de l'idée que les primes proviennent des revenus ; puis, en admettant même que cette idée soit

rigoureusement exacte, peu importerait en somme aux créanciers. Ils voient une valeur entrer dans le patrimoine de leur débiteur ; peu leur importe son origine ; ils ont le droit de la saisir. Il vaut mieux, croyons-nous, pour soustraire à leur action les parts de bénéfices, insister sur cette idée que la participation aux bénéfices est un droit résultant du contrat, et que, dès qu'on admet le caractère insaisissable de la police, on doit reconnaître le même caractère aux sommes distribuées à titre de parts de bénéfices.

Ainsi, à nos yeux, les sommes représentant la valeur de rachat, ou les parts de bénéfices, même une fois versées dans le patrimoine de l'assuré, ne pourraient être saisies à raison des dettes antérieures au rachat ou à la distribution (à moins bien entendu qu'il ne soit prouvé que les primes proviennent d'une diminution du patrimoine de l'assuré). Il y aurait là une subrogation réelle analogue à celle que propose d'admettre le projet de M. l'abbé Lemire, relativement à l'indemnité d'assurance due en cas de sinistre total ou partiel de l'immeuble constituant le bien de famille (art. 12 du projet).

En supposant réalisée la réforme qui vient d'être proposée, nous avons maintenant à examiner, c'est là, on s'en souvient, l'objet principal de ce chapitre, quelles seraient les conséquences de cette réforme sur la transmission des droits résultant du contrat d'assurance.

On pourrait proposer que l'insaisissabilité du capital assuré eût pour corollaire soninaliénabilité. De cette façon la réserve constituée au profit de la famille de l'assuré pour l'époque de sa mort aurait une existence certaine, échappant à toute chance de disparition. C'est aussi la conception que certains publicistes, au dire de M. Saleilles (*op.*

*cit.*, p. 13), s'étaient faite, bien à tort, du homestead, qui est parfaitement aliénable aux États-Unis, et qui conserve ce caractère dans les projets de loi présentés en France (1). Il nous semble évident que, pour le capital assuré aussi bien que pour le homestead, l'inaliénabilité n'est pas un caractère essentiel à la sécurité du débiteur ; on peut même dire que ce serait plutôt aller contre ses intérêts que d'admettre une telle solution ; car enfin, à un moment donné, il peut être avantageux pour lui d'aliéner sa dernière ressource, d'en transformer la valeur en argent, en supposant toujours, bien entendu, que cette valeur en argent soit elle aussi insaisissable, du moins à raison des dettes contractées antérieurement à la vente. En outre, en ce qui concerne le capital assuré, on peut faire valoir un autre argument : l'assuré qui se trouve dans une situation difficile, et qui prévoit que, dans un avenir prochain, il ne pourra plus continuer à payer les primes, aura droit tout au plus, s'il lui est impossible d'aliéner son contrat, à la valeur de rachat de ce contrat. Peut-être au contraire, si on lui permet d'aliéner sa police avant que la Compagnie ne l'ait rachetée, va-t-il trouver un prix de vente plus élevé que cette valeur. C'est à lui d'apprécier souverainement. En réalité, si l'on veut à toute force que la famille de l'assuré trouve, à la mort de celui-ci, le fonds de réserve sur lequel elle est en droit de compter, ou tout au moins une partie de ce fonds, il faudra décider que l'assuré, non seulement ne peut pas aliéner son contrat, mais encore est privé du droit de consentir au rachat de ce contrat. On lui ôtera ainsi le droit

(1) Tout ce qu'interdisent les projets de M. l'abbé Lemire (art. 16) et de M. Leveillé (art. 8) c'est la vente à réméré et la constitution d'hypothèque. Mais il n'est dit nulle part que le bien de famille est inaliénable ; bien plus les articles 17 et 7 des mêmes projets (*V. infra*, p. 292 note) prévoient les conditions dans lesquelles une telle aliénation peut être faite.

d'option entre le rachat et la réduction, et le second terme de l'alternative seul restera : la valeur de rachat, conservée par la Compagnie, constituera la prime unique d'une assurance à capital réduit, payable à la mort de l'assuré. Il nous semble préférable d'accorder à celui-ci le droit de racheter son contrat, ou, s'il le préfère, de l'aliéner.

Il est vrai qu'on peut objecter que, dans ces conditions, la protection qu'on accorde à l'assuré est assez illusoire, car il ne manquera pas, pressé par le besoin d'argent, d'aliéner son contrat ; puis, pour subsister, il fera de nouvelles dettes, dont le paiement pourra être poursuivi sur le prix de vente de son contrat, qui se confond désormais avec le reste de son patrimoine ; ainsi il aura renoncé à la protection qui lui était offerte. Il est possible cependant, nous le répétons, que l'aliénation soit le meilleur parti à prendre, car elle permet à l'assuré de se procurer une somme d'argent avec laquelle il essaiera de refaire sa fortune. En outre on pourrait entourer cette aliénation de certaines garanties spéciales, exiger, par exemple par analogie avec ce qui a été proposé pour le bien de famille, le consentement de la femme de l'assuré, ou, s'il est veuf avec des enfants, l'autorisation du conseil de famille, durant la minorité de ces enfants (1). Si l'assuré n'a jamais été marié, ou si, étant veuf, il n'a pas d'enfants, il n'y aurait aucun

(1) L'article 17 de la proposition de M. l'abbé Lemire (V. M. Bureau, *op. cit.*, p. 298) est ainsi conçu : « Le chef de famille peut aliéner le bien... » mais seulement avec le consentement exprès de son conjoint du vivant « de celui-ci, ou, après sa mort, avec l'autorisation du conseil de famille. » Et l'article 7 du projet de M. Leveillé (*op. cit.*, p. 302) dispose que « le » propriétaire peut aliéner le bien de famille. Toutefois, s'il est marié ou « s'il a des enfants mineurs, l'aliénation est subordonnée, dans le premier » cas, au consentement de la femme donné en chambre du conseil, dans « le second cas, à l'autorisation de justice. »

inconvenient, semble-t-il, à lui permettre d'aliéner son contrat, sans exiger de garanties particulières. Mais, même dans ce cas, il nous paraîtrait légitime de reconnaître le caractère insaisissable du capital assuré, que ce capital soit stipulé au profit du signataire de la police lui-même, ou au profit de ses héritiers, ou d'autres tiers indéterminés. L'assuré aura ainsi une ressource soustraite à l'action de ses créanciers, et ceux-ci n'auront pas plus à se plaindre que tout à l'heure, les primes qui ont servi à constituer cette ressource étant toujours par hypothèse prélevées sur les revenus du stipulant.

Ainsi, à nos yeux, on devrait admettre l'aliénation du contrat d'assurance, si la réforme proposée était adoptée. Mais, dira-t-on, comment concevoir cette aliénation ? La créance en indemnité est censée n'avoir jamais fait partie du patrimoine de l'assuré. Comment concevoir qu'il la fasse sortir de ce patrimoine pour la transporter à un tiers ?

La réponse est facile : en aliénant son contrat, l'assuré qui a stipulé, nous le supposons, au profit de tiers indéterminés (c'est le seul cas, on s'en souvient, qui nous occupe ici), fait entrer dans son patrimoine, un instant de raison, une valeur qui ne s'y trouvait pas encore, puis rétrocède cette valeur à un tiers. C'est l'analyse qui a été donnée plus haut pour le cas où l'assuré, ayant stipulé au profit d'un tiers déterminé, transmet ensuite le bénéfice de son contrat à l'aide d'une cession civile. Les créanciers de l'assuré ne seront du reste pas pour cela dans une bien bonne situation ; ils ne peuvent faire saisie-arrêt entre les mains de la Compagnie, matériellement ils n'en ont pas le temps. Leur seule ressource est l'action Paulienne, à charge de prouver la complicité de l'acheteur.

D'autre part, le capital assuré n'est ni rapportable ni ré-



ductible, puisqu'il s'agit d'une aliénation à titre onéreux.

Bien entendu, s'il y a, non plus un acte de spéculation, mais un simple changement dans l'attribution bénéficiaire, le capital assuré restera soustrait à l'action des créanciers, quel que soit le caractère (déterminé ou non) du nouveau bénéficiaire ; et il semble qu'il ne pourra même plus être question de l'action Paulienne, puisque le bénéficiaire a acquis un droit direct et immédiat, qui n'a jamais séjourné, même un instant de raison, dans le patrimoine de leur débiteur. Pour le même motif le capital assuré échappera au rapport et à la réduction. On devra du reste prendre l'acte auquel a eu recours l'assuré pour ce qu'il paraît être. Il est possible qu'une cession à titre onéreux se cache sous l'apparence d'une aliénation à titre gratuit (nous venons de voir qu'à la différence de ce qui se passe actuellement, ce serait cette dernière opération qui présenterait le plus d'avantages pour les parties). Ce sera aux intéressés à faire la preuve de la simulation, et, cette preuve une fois faite, l'opération serait traitée suivant son véritable caractère.

Les résultats qui précèdent se réaliseraient, quel que fût le mode de transmission adopté. En supposant du reste l'endossement mis de côté, comme nous le souhaitons au début de ce chapitre, il ne resterait plus guère que l'avenant comme moyen pratique d'effectuer un changement de bénéficiaire.

On peut voir en somme que la réforme proposée, du moins en ce qui concerne les conditions de transmission du bénéfice du contrat, n'est pas aussi révolutionnaire qu'elle le paraît au premier abord. La jurisprudence a admis un résultat très voisin de celui que nous proposons lorsqu'elle a décidé que l'avenant d'attribution modifiant

un contrat passé au profit d'un tiers indéterminé, produit effet rétroactif et prend date au jour de ce contrat. Ce résultat, que nous avons critiqué, ne contient plus rien de choquant, si l'on admet dans tous les cas l'insaisissabilité du capital assuré, ou, d'une façon plus générale, l'existence d'un droit immédiat, direct, résultant de la stipulation faite au profit de tiers indéterminés, dans les termes de l'article 1122 du Code civil, aussi bien que de celle faite au profit d'une personne certaine et déterminée, dans les termes de l'article 1121 du même Code (1).

A côté de l'aliénation de la police, dans les conditions qui viennent d'être précisées, devrait-on admettre la constitution de gage? Nous n'apercevons en principe aucune raison pour répondre par la négative. Il est vrai que l'assuré renoncera ainsi à la protection que lui accorde la loi; mais, ici encore, à l'image de ce qui a été dit pour la cession, il est possible que ce soit pour lui un parti avantageux. Peut-être la mise en gage de son contrat va-t-elle lui permettre la négociation d'un emprunt, grâce auquel il pourra améliorer par la suite sa situation pécuniaire. Ce qu'on devrait seulement interdire, c'est la mise en gage du contrat pour sûreté d'une dette préexistante. Quant à l'impignoration garantissant un emprunt nouveau, c'est là, à nos yeux, une faculté qui doit être laissée à l'assuré;

(1) Dans ce cas encore, on peut remarquer, comme on l'a déjà fait plus haut pour une hypothèse très voisine de la nôtre, que l'effet rétroactif de l'avenant n'est pas une conception absolument essentielle, ni même réellement utile pour sauvegarder les intérêts du nouveau bénéficiaire. Il suffit, pour lui reconnaître un droit soustrait à l'action des créanciers de l'assuré, d'admettre que la seconde stipulation fait naître ce droit à son profit, comme la première avait fait naître un droit analogue au profit du bénéficiaire indéterminé qui avait d'abord été désigné; il ne paraît pas nécessaire de faire remonter la seconde stipulation à la date de la première.

on pourrait seulement entourer cette mise en gage des garanties qu'on a proposé d'exiger pour la cession du contrat.

Naturellement le caractère insaisissable du capital assuré ou plutôt de l'ensemble des droits résultant du contrat, disparaîtrait dans le cas où ce contrat aurait été aliéné volontairement, ou bien dans celui où il serait, à la suite d'une constitution de gage, l'objet d'une vente aux enchères. L'acquéreur du contrat ne pourrait pas invoquer, à l'égard de ses propres créanciers, le caractère insaisissable qu'avait le contrat entre les mains de l'assuré ou du bénéficiaire. A son égard, le contrat ne représente plus une œuvre de prévoyance ; il l'a acquis par un acte de spéculation, et il n'y a aucune raison pour ne pas le comprendre dans le gage général que constitue l'ensemble de son patrimoine au profit de ses créanciers (art. 2092, C. civ.).

En résumé les réformes que nous nous permettons de proposer se ramènent toutes à l'idée défendue par M. Thaller dans les articles des *Annales de droit commercial* indiqués plus haut, à savoir l'insaisissabilité complète et dans tous les cas du capital assuré. Le signataire de la police peut en stipulant pour lui-même, ou, ce qui est la même chose, pour des tiers indéterminés, créer une valeur qui est placée hors de son patrimoine, ou qui du moins, en admettant qu'elle en fasse partie, échappe à l'action de ses créanciers, au rapport et à la réduction. Il peut modifier l'attribution bénéficiaire sans faire entrer cette valeur dans son patrimoine même un instant de raison, et cela, quel que soit le caractère (déterminé ou non) des nouveaux gratifiés. Mais si, au lieu d'une modification de l'attribution bénéficiaire, il s'agit d'une aliénation à titre onéreux du bénéfice du contrat, on devra admettre alors que l'assuré

révoque la ou les stipulations faites, fait entrer dans son patrimoine la valeur de ce contrat et la rétrocède ensuite. D'ailleurs le prix de l'aliénation est subrogé réellement au contrat lui-même et a, comme lui, le caractère insaisissable. Enfin l'endossement est prohibé (ou du moins, en fait, les Compagnies y ont renoncé) comme mode de transfert des polices d'assurance sur la vie.

Telles sont les modifications que nous souhaiterions de voir réalisées. Elles résulteraient toutes, semble-t-il (sauf naturellement l'abandon du procédé de transfert par endossement), de la seule admission du principe de l'insaisissabilité du capital assuré, et cette réforme pourrait prendre place, comme le proposait M. Thaller (V. *suprà*), dans une disposition insérée au Code de procédure civile, à la suite de l'article 581, au titre des saisies-arrêts.

Cette réforme serait en somme assez modeste, dans la forme du moins ; mais elle produirait, on vient de le voir, des conséquences de la plus haute importance. Ce serait une étape franchie vers un but plus vaste et qui, croyons-nous, pourrait être réalisé de nos jours ou du moins dans un avenir prochain, la réglementation législative de l'ensemble de la matière des assurances sur la vie.

Vu :

Le Président de la thèse,  
LÉON MICHEL.

Vu :

Le Doyen,  
GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,  
GRÉARD.

---





# TABLE DES MATIÈRES

|                                                                                                         | Pages |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| INTRODUCTION. — Généralités sur le contrat d'assurance sur la vie. Indication du sujet choisi . . . . . | 1     |

## PREMIÈRE PARTIE

### DÉTERMINATION DES CAS DE TRANSMISSION DU BÉNÉFICE DU CONTRAT.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE I. — Énoncé des principales clauses de transmission usitées dans les polices. Indication de la méthode qui sera employée pour les interpréter . . . . .                                                                                                                                              | 13 |
| CHAPITRE II. — Transmission à un tiers du bénéfice du contrat passé au profit de l'assuré lui-même . . . . .                                                                                                                                                                                                  | 21 |
| CHAPITRE III. — Attribution, dans la police, du bénéfice du contrat à un tiers. . . . .                                                                                                                                                                                                                       | 22 |
| SECTION I. — Le tiers bénéficiaire désigné dans la police est une personne déterminée. — Évolution de la jurisprudence ; résultats consacrés dans son dernier état . . . . .                                                                                                                                  | 22 |
| SECTION II. — Le tiers bénéficiaire indiqué dans la police est une personne indéterminée ou incertaine. — Appréciation de la solution donnée par la jurisprudence ; ses résultats pratiques. Difficulté spéciale soulevée dans le cas où le bénéficiaire indéterminé n'est pas héritier du stipulant. . . . . | 38 |
| SECTION III. — Le bénéficiaire indiqué dans la police est une personne que l'assuré se réserve de faire connaître ultérieurement. . . . .                                                                                                                                                                     | 44 |
| CHAPITRE IV. — Substitution d'un deuxième bénéficiaire à celui qui était indiqué dans la police. . . . .                                                                                                                                                                                                      | 45 |
| Énoncé des cas dans lesquels peut s'opérer cette substitution . . . . .                                                                                                                                                                                                                                       | 45 |
| SECTION I. — Substitution d'un bénéficiaire déterminé à un bénéficiaire également déterminé. Indication des moyens que peut employer l'assuré pour réaliser ses intentions . . . . .                                                                                                                          | 47 |
| § 1. — Substitution par avenant . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                     | 49 |
| § 2. — Transmission par cession civile de la propriété de la police . . . . .                                                                                                                                                                                                                                 | 52 |
| § 3. — Substitution par endossement. — Renvoi. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                        | 53 |

|                                                                                                                   |    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| SECTION II. — Substitution d'un bénéficiaire déterminé à des bénéficiaires indéterminés . . . . .                 | 54 |
| SECTION III. — Substitution de bénéficiaires indéterminés au premier bénéficiaire qui était déterminé . . . . .   | 56 |
| SECTION IV. — Désignation du bénéficiaire que l'assuré s'était réservé de faire connaître ultérieurement. . . . . | 58 |
| CHAPITRE V. — <b>Cession du contrat par le bénéficiaire qui a accepté</b> . . . . .                               | 60 |
| RÉSUMÉ DES RÉSULTATS QUI PRÉCÈDENT . . . . .                                                                      | 62 |

## DEUXIÈME PARTIE

### DE LA CONVENTION DE CESSIION EN ELLE-MÊME.

|                                                                                                                                                                                                       |    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Indication des caractères essentiels de la convention de cession. . . .                                                                                                                               | 63 |
| SECTION I. — Consentement. — Exigence du consentement du tiers assuré . . . . .                                                                                                                       | 64 |
| SECTION II. — Capacité. . . . .                                                                                                                                                                       | 68 |
| SECTION III. — Cause licite . . . . .                                                                                                                                                                 | 68 |
| SECTION IV. — Objet . . . . .                                                                                                                                                                         | 70 |
| § 1. — Droits que confère à l'assuré cédant la signature de la police . . . . .                                                                                                                       | 71 |
| § 2. — Droits dont est investi le cessionnaire. Le cessionnaire a-t-il le droit de payer les primes à la place du cédant ? La Compagnie est-elle tenue de mettre en demeure le cessionnaire . . . . . | 74 |

## TROISIÈME PARTIE

### ÉTUDE DES MOYENS PAR LESQUELS SE RÉALISE LA TRANSMISSION DU BÉNÉFICE DU CONTRAT .

|                                                                                                                                                                                                                       |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE I. — <b>Endossement</b> . . . . .                                                                                                                                                                            | 94  |
| SECTION I. — Généralités sur la clause à ordre. — Notions historiques. . . . .                                                                                                                                        | 94  |
| SECTION II. — Légalité de la police d'assurance à ordre. — L'article 1690 du Code civil s'oppose-t-il à l'extension indéfinie de la clause à ordre ? . . . . .                                                        | 102 |
| SECTION III. — Effets de l'insertion de la clause à ordre dans une police d'assurance sur la vie. . . . .                                                                                                             | 107 |
| § 1. — Détermination théorique des caractères communs à tous les titres à ordre. — Le porteur d'une police à ordre est-il soumis aux obligations du porteur d'une lettre de change ou d'un billet à ordre ? . . . . . | 109 |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| § 2. — Étude des caractères de la police à ordre . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | 118 |
| 1 <sup>re</sup> RÈGLE. — <i>La clause à ordre est nécessaire pour que la police soit transmissible par endossement.</i> . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | 119 |
| II <sup>e</sup> RÈGLE. — <i>L'endossement doit être daté et signé ; il doit contenir la mention de la valeur fournie et le nom de celui à l'ordre de qui il est passé. Autrement il ne vaut que comme procuration.</i> — Difficulté que soulève l'endossement d'une police servant à réaliser une donation. — En principe, cet endossement est irrégulier et ne vaut que comme procuration. — Résultats pratiques. — Endossement en blanc ; ses avantages. — Essai de conciliation des caractères reconnus à l'endossement en blanc, avec la clause qui exige l'application des articles 137 et 138 du Code de commerce. — La police endossée en blanc ne peut faire l'objet d'un don manuel . . . . .                                                                                               | 120 |
| III <sup>e</sup> RÈGLE. — <i>La propriété d'une police à ordre se transmet erga omnes par l'endossement et à la date de cet endossement.</i> — Avantages que présente l'endossement à ce point de vue. — Valeur légale de la clause qui exige la notification de l'endossement à la Compagnie . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | 135 |
| IV <sup>e</sup> RÈGLE. — <i>L'assuré endosseur est garant, non seulement de l'existence de la dette de la Compagnie, mais encore du paiement effectif à l'échéance, et il y a solidarité entre lui et les endosseurs successifs.</i> — Si l'assuré n'a pas pris la précaution d'endosser avec la clause sans garantie, il semble qu'on ne peut écarter l'application de cette règle, malgré son peu de conformité avec l'intention des parties. L'endossement sans garantie ne présente pas d'inconvénient lorsqu'il s'agit d'une police d'assurance. . . . .                                                                                                                                                                                                                                        | 142 |
| V <sup>e</sup> RÈGLE. — <i>La Compagnie peut opposer au dernier porteur toutes les exceptions qui étaient opposables aux endosseurs précédents sauf celles qui étaient personnelles à l'un d'eux.</i> — Le principe contraire, celui de l'opposabilité des exceptions, est généralement admis. — L'article 149 du Code de commerce est une conséquence de ce dernier principe . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | 147 |
| A. — Les exceptions opposables à l'assuré le sont-elles au tiers porteur ? Les parties n'ont pas voulu ce résultat, mais cela ne suffit pas pour l'écarter. — Système de M. Lyon-Caen sur notre question en matière d'assurance maritime. Arrêt de la Cour de Paris du 9 février 1891. — Rapport de M. le conseiller Cotelle, et arrêt de la Chambre des requêtes du 19 décembre 1892. — Etat actuel de la jurisprudence. — Le point de départ du système de M. le conseiller Cotelle est exact, mais il paraît nécessaire d'arriver à une solution plus générale, et d'admettre que toutes les exceptions sont opposables au porteur. — Essai de justification tiré de la distinction entre les titres à ordre qui constituent des actes abstraits, et ceux qui réalisent seulement la transmission |     |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| d'un contrat précédent auquel ils se réfèrent.— Résultats pratiques de la solution proposée . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | 149 |
| B. — L'article 149 du Code de commerce est-il applicable aux polices d'assurance à ordre ? On doit admettre l'affirmative.— Comment cette solution peut se concilier avec l'opposabilité des exceptions au tiers porteur . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | 170 |
| VI <sup>e</sup> RÈGLE. — <i>La Compagnie ne peut payer au tiers porteur que sur présentation du titre endossé à son profit.</i> — Conséquences différentes de la perte d'un titre de créance, suivant qu'il s'agit d'une créance à personne dénommée ou d'une créance à ordre. — Mesures de protection accordées au propriétaire dépossédé d'une lettre de change ou d'un billet à ordre.— Le porteur qui a perdu sa police ne peut se prévaloir de ces mesures. — Cependant son droit survit à la perte du titre, et, s'il parvient à prouver la <i>destruction</i> de ce titre, il peut exiger le paiement.— Mais cette preuve est presque impossible.— Inconvénients de cette situation pour l'assuré et aussi pour la Compagnie. — Moyens pratiques employés pour y remédier.—Remarque pour le cas particulier où la loi exige la notification de l'endossement à la Compagnie . . . . . | 175 |
| SECTION IV. — L'endossement n'est pas un mode de transfert approprié au contrat d'assurance sur la vie. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | 188 |
| § 1. — La police d'assurance n'est pas un effet de circulation . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | 190 |
| § 2. — Inconvénients pratiques de la police à ordre. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 193 |
| SECTION V.— Mise en gage d'une police par endossement.— En principe, une telle mise en gage doit, dans tous les cas, se suffire à elle-même, quelle que soit la nature (civile ou commerciale) de la créance.— Objection de l'article 91, al. 2, tirée du Code de commerce. Cette objection n'est pas décisive. Cependant la jurisprudence n'admet la mise en gage par endossement que lorsqu'elle est réalisée par un commerçant ou pour un acte de commerce. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | 195 |
| APPENDICE. — L'endossement d'une police d'assurance est-il une cession ? . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | 200 |
| CHAPITRE II. — <b>Cession selon le droit civil</b> . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 203 |
| SECTION I.— Cession civile proprement dite.— Renvoi au droit commun . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | 203 |
| SECTION II.— Transfert sur le titre même.— En quoi il consiste. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | 204 |
| § 1. — Le transfert sur titre n'est pas un endossement.— Détermination, parmi les clauses de transmission citées plus haut, de celles qui prévoient l'endossement et de celles qui prévoient le transfert sur titre. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 205 |
| § 2. — Le transfert sur titre n'est pas le procédé organisé par l'article 36 du Code de commerce pour les titres nominatifs.—                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |     |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Différences qui séparent ces deux procédés . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | 209        |
| § 3. — Le transfert sur titre se confond avec la cession civile.—<br>Valeur réelle de la clause d'après laquelle le transfert sur<br>titre suffit à l'égard de la Compagnie. — Perte ou vol d'une<br>police transmissible par voie de transfert sur le titre même. .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | 213        |
| <b>CHAPITRE III. — Transmission par avenant . . . . .</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | <b>220</b> |
| SECTION I. — Personnes qui figurent à l'avenant. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | 221        |
| SECTION II. — Détermination de la nature juridique de l'avenant. .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | 223        |
| § 1. — 1 <sup>er</sup> système : L'avenant d'attribution se confond avec la<br>cession civile. — Réfutation . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | 223        |
| § 2. — 2 <sup>e</sup> système : L'avenant d'attribution constitue une clause<br>additionnelle de la police, et il prend date au jour de cette<br>police. — Conséquences pratiques. — Le système de la jurispru-<br>dence ne paraît défendable que pour l'avenant modificatif<br>d'un contrat désignant un bénéficiaire déterminé. — Inutilité<br>de l'effet rétroactif dans ce cas . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                      | 224        |
| § 3. — 3 <sup>e</sup> système : L'avenant d'attribution constitue une nova-<br>tion par changement de créancier. — Ce système semble devoir<br>être admis dans le cas où l'avenant modifie un contrat qui<br>désignait un bénéficiaire indéterminé. — Conséquences prati-<br>ques. — Le système proposé, qui ne donne pas de l'avenant une<br>analyse unique, présente des inconvénients ; mais c'est le seul<br>qui semble possible à admettre, tant qu'on maintiendra la<br>distinction établie entre les stipulations faites dans les termes<br>de l'article 1121 et celles faites dans les termes de l'article 1122<br>du Code civil. . . . . | 230        |
| SECTION III. — Avantages de l'avenant sur les autres modes de<br>transfert. — Mise en gage d'une police par avenant. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | 238        |

## QUATRIÈME PARTIE

### ÉTENDUE DES DROITS DU CESSIONNAIRE.

|                                                                                                                                                                                                                                                                            |            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| <b>CHAPITRE I. — Modalités qui affectent les droits du ces-<br/>sionnaire. . . . .</b>                                                                                                                                                                                     | <b>243</b> |
| SECTION I. — Caractère conditionnel de ces droits. . . . .                                                                                                                                                                                                                 | 244        |
| SECTION II. — Conditions suspensives. . . . .                                                                                                                                                                                                                              | 246        |
| SECTION III. — Conditions résolutoires. — Elles se ramènent toutes<br>au non-accomplissement des devoirs imposés au cédant par la<br>signature de la police. — Distinction entre les cas de nullité et<br>les cas de résolution du contrat. — Clause d'incontestabilité. . | 248        |
| <b>CHAPITRE II. — Limitations résultant, pour le cession-<br/>naire, de l'exercice des droits des créanciers du cédant. . . . .</b>                                                                                                                                        | <b>256</b> |



|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| SECTION I. — L'assuré n'est pas en faillite. — Jusqu'à quel moment les créanciers de l'assuré cédant peuvent exercer les droits de leur débiteur (art. 1166, C. civ.), ou pratiquer des saisies-arrêts sur la créance en indemnité entre les mains de la Compagnie. — Action Paulienne. — Appréciation de l'appauvrissement de l'assuré ; système de M. Deslandres. — Effets de l'action Paulienne intentée avec succès : en principe tout doit se passer comme s'il n'y avait jamais eu de cession. . . . . | 260 |
| SECTION II. — L'assuré cédant est en faillite. — Dessaisissement (art. 443, C. com.). — Nullité de la cession à titre gratuit consentie entre le jugement déclaratif et l'époque de la cessation des paiements, ou dans les dix jours qui précèdent (art. 446, C. com.). — Annulation de la cession à titre onéreux consentie entre le jugement déclaratif et l'époque de la cessation des paiements (art. 447, C. com.). . . . .                                                                            | 271 |

### CONCLUSION

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Serait-il désirable d'admettre l'insaisissabilité du capital assuré? — Propositions de M. Thaller et de M. Labbé. — L'idée de protéger le débiteur obéré se retrouve dans la loi du 13 janvier 1895 sur l'insaisissabilité des petits traitements, et dans les projets de loi présentés par MM. Léveillé et l'abbé Lemire pour l'extension à la France du privilège de <i>homestead</i> . — Analogie de ces réformes avec celle proposée. — Conditions dans lesquelles le capital assuré pourrait être déclaré insaisissable. — Quelles seraient les conséquences de cette réforme sur la cession du bénéfice du contrat . . . . . | 277 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|











---

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Hte-Marne)

---